

Bifurcations

La revue des écologies politiques émancipatrices

01 Écologisme et socialisme Bifurquer ensemble ?

♦ COMITÉ DE RÉDACTION

Serge Audier, Alexandra Bidet,
Marie-Claire Cailletaud, Sylvain Celle,
Marie-Anne Dujarier, David Faure, Fabrice Flipo,
Laurent Garrouste, Lydie Laigle, Anna Longo,
Benoit Martin, Céline Marty, Florian Millet,
Benoit Monange, Luca Paltrinieri, Léa Sébastien,
Marie Thiann-Bo-Morel, Bruno Villalba,
Alexis Vrignon

♦ COMITÉ DE LECTURE

Catherine Aubertin, Amina Béji-Bécheur,
Isabelle Bruno, Alice Canabate, Jérémie Cavé,
Kathia Chenu, Anaïs Collet, Christel Cournil,
Valérie Deldrève, Muriel Gilardone,
Agnès Labrousse, Hélène Melin, Héloïse Nez,
Alain Pagano, Cyprien Tasset, Vanessa Jérôme

♦ CORRESPONDANTS INTERNATIONAUX

Vanessa Jérôme (Canada),
Joan Martinez-Alier (Espagne)

♦ CONSEIL SCIENTIFIQUE

Nicolas Duvoux, Andrew Feenberg, Michael Löwy,
Nora Räthzel, Joan Martinez-Alier, Ariel Salleh,
Dmitris Stevis, Dipesh Chakrabarty

♦ COMITÉ DES PERSONNALITÉS ASSOCIÉES DES MOUVEMENTS SOCIAUX ET ÉCOLOGISTES

Benoit Martin et Marie-Claire Cailletaud (CGT),
Florian Millet, Julie Le Mazier et Didier Aubé
(Solidaires), Anne Bringault et Antoine Bonduelle
(Réseau Action Climat), Godefroy Guibert (FSU),
Khaled Gaiji (Amis de la Terre),
Evanne Jeanne-Rose (éducation populaire),
Juliette Prissard (Eurocinema),
Dominique Poitevin (Printemps Ecologique)

♦ COORDINATEUR

Fabrice Flipo

♦ DIRECTEUR DE PUBLICATION

Benoit Monange

♦ ASSOCIATION LES AMIS DE BIFURCATION/S

38, rue Ramey, 75018 PARIS

♦ OÙ NOUS TROUVER ?

Bifurcation/s est disponible sur Cairn
ou en format papier. 2 numéros par an.
Site web : <http://revue-bifurcations.info>
Achat et abonnements :
<https://editions-croquant.org/>

♦ OÙ NOUS CONTACTER ?

Contact@revue-bifurcations.info

	1	Ours
	5	Édito: Pour une revue des écologies politiques émancipatrices
◆ <u>INTRODUCTION</u>	7	À la recherche de «l'écossocialisme»
◆ <u>DOSSIER</u>	17	Un verdissement inachevé: les trajectoires de l'écologie au Parti socialiste ◇ Timothée Duverger
	27	Les rapports entre la gauche belge francophone et les enjeux écologiques: tensions, concurrences et clivages ◇ Jonathan Piron
	37	Pourquoi l'écossocialisme? ◇ Michael Löwy
	49	André Gorz, un écossocialiste trop écologiste ou trop marxiste? ◇ Céline Marty
	61	Le socialisme et l'écologie: questions de paradigmes ◇ Serge Audier
	75	«Nous devons explorer de manière très sérieuse une alternative écossocialiste» — <i>Entretien avec Nancy Fraser</i>
	89	«Les rapports homme-nature sont des rapports de classe» — <i>Entretien avec Luc Foulquier</i>
	103	L'autonomie au cœur de la revendication écologiste — <i>Entretien avec Alain Lipietz</i>
	119	Ubuntu et la lutte pour une alternative éco-socialiste africaine ◇ Christelle Terreblanche
◆ <u>VARIA</u>	133	L'écologie politique des entreprises pétrolières et gazières — <i>Comment TotalEnergies et l'exploitation post-coloniale concentre l'énergie dans les économies industrielles</i> ◇ Marcel Llaverro Pasquina, Grettel Navas, Roberto Cantoni et Joan Martinez-Alier

◆ <u>RUBRIQUES</u>	149	CONCEPTS
		La nature
		◇ Fabrice Flipo
	153	SOURCES
		Le Texte de Base des Amis de la Terre
		◇ Alexis Vrignon
	165	LAMAYAZ
		À l'île de la Réunion, les planteurs de canne à sucre aux prises avec la réduction des pesticides
		◇ Erwan Molinié
	173	ESTHÉTIQUE
		Quel rôle l'esthétique peut-elle jouer dans l'écologie politique ?
		— <i>Une proposition élaborée à partir des réflexions de Günther Anders</i>
		◇ Anna Longo
◆ <u>NOTES DE LECTURE</u>	185	Bernadette Bensaude-Vincent et Gabriel Dorthe, <i>Les sciences dans la mêlée. Pour une culture de la défiance</i> , Paris, Seuil, 2023.
	193	Biographies
	195	Vie de la revue

Pour une revue des écologies politiques émancipatrices

Quelle est l'utilité d'une autre revue écologiste ? *Bifurcation/s* souhaite répondre à trois principaux objectifs.

Tout d'abord, créer un espace de confrontation et de dialogue entre les différentes interprétations de l'écologie politique : faire en sorte que les options théoriques « marxistes », « écologistes », « socialistes », « anarchistes », etc. puissent se rencontrer, pour esquisser des points de convergence, propice à alimenter les luttes militantes. La revue souhaite s'appuyer sur les options théoriques multiples (« gorzienne », « deleuzienne », « bourdieusienne », etc.), les épistémologies des Nords et des Suds, les apports de toutes les disciplines scientifiques, afin de réinterroger les modes d'action pour produire une rupture politique de nos sociétés face aux urgences écologiques.

Ensuite, faciliter les échanges entre les acteurs de la transformation écologique, qu'ils soient politiques, syndicaux, associatifs, groupusculaires, transnationaux, ici ou ailleurs. À condition aussi qu'ils s'inscrivent dans le camp de l'émancipation et de la reconnaissance de toutes les identités.

Enfin, constituer une animation collective à même de témoigner de la capacité de construire ensemble une contre-proposition politique, nécessairement plurielle dans ses formes d'expression et ses expérimentations.

Bifurcation/s se compose de quatre instances, dont un comité des mouvements sociaux et écologiques, chargées de veiller à la diversité des expressions, de permettre un travail d'échange qui facilitera l'émergence de points

de controverses, d'éviter tout alignement idéologique réducteur et d'aider à la compréhension des clivages centraux de nos sociétés (comme la ligne de partage entre écologie et justice), en permettant l'expression de voix dissonantes ou en valorisant les signaux faibles...

Bifurcation/s entend ainsi faire face aux transformations majeures que nous vivons.

A minima « bifurcation » signifie la survenue de changements irréversibles (ou « durables ») dans les trajectoires existantes, impliquant l'émergence de nouveau (un « événement »). Elle marque aussi la volonté du changement et rend compte de l'importance des transformations à réaliser. Bifurquer est une nécessité, une urgence, et le courant écologiste n'y parviendra pas seul, de même que les autres courants n'y arriveront pas non plus sans les écologistes. De nombreuses questions sont à travailler, à partir de là, qui sont à peine défrichées. Chaque dossier à venir participera à cerner les contours des problèmes et esquisser des solutions d'action – ou tout au moins de réflexion.

Bifurcation/s souhaite ainsi contribuer à interroger, alimenter, critiquer, approfondir les bifurcations émancipatrices. La revue veut participer à la remise en cause des trajectoires attendues – sur le plan économique comme écologique, professionnel, territorial, individuel et collectif. Elle entend coopérer aux réflexions et actions des collectifs et sociétés apprenants, attentifs à leur contexte, qui facilitent les circulations et ne se sclérosent pas sur des revendications identitaires, de manière fétichiste. Et faire le pari de l'espoir, car c'est celui de la vie.

INTRODUCTION

À la recherche de « l'écocosocialisme »

1 ♦ René Dumont, *Seule une écologie socialiste...*, Paris, Robert Laffont, 1977.

2 ♦ Serge-Christophe Kolm, *La transition socialiste. La politique économique de gauche*, Paris, Le Cerf, 1977, p. 76.

3 ♦ Alain Lipietz, *Qu'est-ce que l'écologie politique ? La grande transformation du XXI^e siècle*, Paris, La Découverte, 1999; Fabrice Flipo, *Nature et politique - anthropologie de la globalisation et de la modernité*, Paris, Amsterdam, 2014; Alexis Vrignon, *La naissance de l'écologie politique en France. Une nébuleuse au cœur des années 68*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2017.

Quand l'écologie politique entre pour la première fois en tant que telle dans l'arène politique française, en 1974, avec l'agronome René Dumont, c'est la conviction d'une évidence ♦1: le socialisme, en tant que régime rationnel de maîtrise collective des besoins, est la solution pour relever les défis de l'émancipation. Le capitalisme, à l'opposé, est le règne du chaos: besoins artificiels, gaspillages, exploitation de la nature et des travailleurs.

Le socialisme – pris ici dans un sens générique englobant ses variantes communistes, sans s'y réduire - connaît alors d'importants débats mais il fait fond sur une matrice théorique commune, au sein de laquelle le marxisme tient une place importante. La planification est l'outil privilégié, mais elle doit s'entendre de diverses manières: centralisme soviétique ou décentralisation yougoslave, place du marché, types d'investissements entre secteurs, importance relative de la souveraineté nationale, structures variables de délégation et de représentation des travailleurs / consommateurs / citoyens. L'écologie politique paraît brouillonne, par contraste, cherchant ses repères. Elle se range pourtant déjà assez nettement du côté du fédéralisme et de l'autonomie dont Ivan Illich est «l'idéologue et avocat principal» ♦2, suivant l'économiste Serge-Christophe Kolm, fin observateur des mouvements de l'époque. Et elle a la conviction d'avoir l'avenir avec elle. Elle développe donc son propre corpus: Serge Moscovici, Jacques Ellul, André Gorz, Bernard Charbonneau et de nombreux autres ♦3.

50 ans plus tard, c'est le socialisme qui s'est effacé, contre toute attente. Du côté du socialisme réel, la Corée du Nord constitue un terne repoussoir dictatorial, l'URSS s'est effondrée, la Yougoslavie a explosé dans une guerre fratricide. La Chine connaît un insolent développement mais celui-ci repose sur la combinaison de la férule du PCC et d'un développement capitaliste d'une grande violence. Les révolutions les plus marquantes (zapatisme, Rojava) ne font plus appel ni au corpus marxiste ni même à l'étendard socialiste, même s'ils en reprennent certains thèmes, tels que l'anticapitalisme et l'anti-impérialisme. Les expériences social-démocrates ont sombré dans la gestion social-libérale, et les partis qui en sont issus ont souvent cherché à rompre avec la matrice socialiste. D'un autre côté, les pays capitalistes ont socialisé une partie importante de leur

économie, comme Marx l'avait anticipé. Les crises financières sont récurrentes, mais en partie gouvernées, certes au prix de nouveaux déséquilibres économiques. Les inégalités de pouvoir ont explosé, comme l'ont documenté par exemple les travaux de l'économiste Thomas Piketty ♦4. Et la situation écologique connaît une détérioration peut-être hors de contrôle.

La droite ne s'étant pas emparée sérieusement de l'écologie ♦5, celle-ci reste bien de gauche, ou du centre, à l'image de Corinne Lepage, alliée de François Bayrou. De plus la question s'est popularisée, et a donc été reprise par les divers partis de gauche. La période au cours de laquelle les écologistes étaient contraints de jouer principalement le rôle de lanceurs d'alerte est terminée depuis une dizaine d'années environ, principalement sous l'influence de la question climatique. Cette fonction n'est pas devenue superflue pour autant, mais l'écologie politique est plus attendue que jamais sur les questions d'alternative de société. La vitesse avec laquelle le Nouveau Front Populaire a proposé son programme en France indique peut-être qu'écologismes et socialismes semblent désormais capables de s'allier, au moins en cas de menace grave.

Cette alliance masque cependant des divergences importantes, qui ne manqueront pas de ressortir. Difficile de prévoir si elles provoqueront l'émergence de compromis ou de fractures. Dans ce chassé-croisé durable entre socialisme et écologie politique, qu'est-ce qui pose problème ? Pourquoi l'un et l'autre peuvent-ils pas simplement fusionner ? Les obstacles sont manifestement importants, sans cela 50 ans de débats et de rencontres en seraient venus à bout. Ou alors ?

Ce premier numéro tente de baliser le débat, de telle manière à en saisir les points de bascule ou de bifurcation. Il multiplie les éclairages à partir d'angles et de positions différents. Le dossier est composé de six articles, et trois entretiens qui viennent les compléter. Suivent ensuite le *Varia*, puis les rubriques.

L'historien Timothée Duverger ouvre le dossier. Il retrace l'évolution du parti socialiste, sous le prisme de son attitude par rapport à la question écologique. Il s'accorde avec l'analyse déjà ancienne de Guillaume Sainteny ♦6, pour qui la position du PS est directement corrélée au score des partis écologistes : s'ils montent, le PS s'écologise, s'ils baissent, il délaisse la thématique. Il utilise de plus des sujets secondaires pour laisser penser qu'il fait de l'écologie. Il préfère parler «d'environnement» et de «cadre de vie». Il a tendance à considérer le sujet comme un domaine spécialisé, déléguable et confinable, et non comme un projet de société à part entière, à rebours de ce que revendiquent les écologistes. Ces désaccords se reflètent dans les débats sur le périmètre des ministères ♦7.

La situation est comparable en Belgique, d'après l'historien Jonathan Piron. La prise de conscience se fait également sous la pression des événements. Comme leurs homologues français ♦8,

4 ♦ Thomas Piketty, *Brève histoire de l'égalité*, Paris, Seuil, 2021.

5 ♦ Simon Persico, «"Déclarer qu'on va protéger la planète, ça ne coûte rien". Les droites françaises et l'écologie (1971-2015)», *Revue Française d'Histoire des Idées Politiques*, vol. 44, no. 2, 2016, p. 157-186.

6 ♦ Guillaume Sainteny, *Les Verts*, Paris, PUF, 1997 (Que Sais-Je ?).

7 ♦ Florian Charvolin, *L'invention de l'environnement en France*, Paris, La Découverte, 2003.

8 ♦ Dominique Simonnet, *L'écologisme*, Paris, PUF, 1979 (Que Sais-Je ?).

9 ♦ John B. Foster, *Ecology against capitalism*, New York, Monthly Review Press, 2002; «Marx and the rift in the universal metabolism of nature», *Monthly Review*, vol. 65, no. 7, décembre 2013; «Planned Degrowth: Ecosocialism and Sustainable Human Development», *Monthly Review*, juillet 2023.

10 ♦ Kohei Saïto, *La nature contre le capital. L'écologie de Marx dans sa critique inachevée du capital*, Paris, Syllepse / Page 2, 2021.

11 ♦ Serge Audier, *L'âge productiviste*, Paris, La Découverte, 2019, p. 259.

les écologistes belges cherchent à se distinguer de «l'environnementalisme», et montrer qu'ils ont un projet de société, pas seulement un souci de protection de la nature, ni une science : l'écologie. Là encore, ce sont les poussées électorales du parti vert qui contraignent les autres formations à s'intéresser à la question. Mais les écologistes sont aussi jugés ambigus : ce qu'ils refusent est plus net que ce qu'ils proposent. En Belgique aussi, l'élargissement de la conscience écologique contribue à rapprocher les partis. Mais des divergences persistent, en particulier autour du productivisme.

Le fond de l'affaire est toujours la définition, création ou découverte de «l'écosocialisme», synthèse tant espérée par toutes et tous. Le sociologue Michael Löwy est dans la même démarche, mais sur une position radicale et anticapitaliste. Il avance la nécessité d'une sortie des règles dominantes de l'économie de marché, pas simplement pour changer les rapports de propriété mais avec l'objectif d'une transformation civilisationnelle de l'appareil productif, hors du développement. Il met en avant les relectures récentes de Marx, notamment par John Bellamy Foster ♦9 et Kohei Saïto ♦10. Il prône une planification écologique, qui doit être participative. Il rappelle que l'on assiste à une convergence entre décroissance et socialisme ces dernières années, ce qui paraissait en effet peu probable, ne serait-ce que voici une ou deux décennies.

Les racines des divergences sont donc plurielles : stratégies électorales, priorités, soutien ou non dans la population ou encore matrices théoriques distinctes.

La réception de l'œuvre d'André Gorz indique cela. Cet auteur est souvent considéré comme incarnant une possible synthèse. Mais la philosophe Céline Marty montre combien sa réception est différenciée. Sa critique du capitalisme est bienvenue du côté des anticapitalistes, mais sa mise en cause du travail suscite des réticences fortes. Les écologistes relèvent le productivisme latent de Gorz, quant à eux.

Le philosophe Serge Audier, au travers de sa lecture de Hayek et de Polanyi, esquisse différentes traditions d'écologisme et de socialisme, et montre combien il serait aventureux de tirer des conclusions trop rapides. Le socialisme planificateur comporte de l'écologisme, tandis que ce dernier comporte aussi des traits socialistes. Ainsi les Bolchéviks mettent-ils très tôt en place des parcs nationaux ♦11. L'aversion forte de l'écologisme pour tout dirigisme et sa critique du projet d'expansion des forces productives le rapproche toutefois du socialisme associationniste de William Morris ou de Robert Owen, comme le souligne également Michael Löwy.

Ajoutons un mot sur l'appel à Marx, qui ressort également de manière régulière du côté anticapitaliste. Audier souligne combien les relectures en faveur d'un Marx écologiste sont aussi unilatérales que celles qui faisaient de lui autrefois le père d'un matérialisme historique très mécanique. Si Marx parle de l'épuisement des sols,

c'est aussi pour saluer Liebig, l'inventeur de l'agriculture à base d'apports minéraux. Quand Marx parle de climat, comme le relève Saïto, c'est en un sens ancien, déjà présent chez Aristote ou Montesquieu, de climat local, et non global. Le concept de «métabolisme», enfin, est assez courant à l'époque; et il est utilisé de longue date en économie écologique, bien avant les travaux écomarxistes.

Il est d'autant plus difficile de tirer l'écologisme de Marx qu'on ne pouvait déjà pas trouver de socialisme. C'est une difficulté que les théoriciens socialistes ou communistes les plus importants, tels que Charles Bettelheim ♦12, Serge-Christophe Kolm ♦13 ou Edvard Kardelj ♦14, ont généralement reconnu. On ne trouve chez Marx ni théorie du socialisme, ni de l'État moderne, et encore moins de critique des formes dominantes de socialisme au XX^e siècle, puisqu'elles ont toutes pris place longtemps après la mort de l'auteur du *Manifeste du Parti Communiste*. Savoir ce que Marx en aurait pensé divise les socialistes entre eux depuis plus d'un siècle. On peut se demander si c'est vraiment le débat le plus important... D'autant qu'écologisme et socialisme ne font pas le tour des enjeux. Quatre catégories devraient être présentes, au moins : race, classe, genre, et écologie. De là, diverses configurations, qui ne convergent pas spontanément, et dont il faudrait faire l'histoire. Le point fort de Marx, par contre, c'est l'analyse du capitalisme au prisme de la lutte des classes, qui a une influence déterminante sur ce dont l'avenir sera fait, quoiqu'on en pense.

Dans ce contexte, les trois entretiens sont éclairants à plus d'un titre. La philosophe étasunienne Nancy Fraser se dit en faveur d'un anticapitalisme de marché, ce qui indique peut-être une convergence polanyienne avec les écologistes, autour de cette idée de socialisation du marché ♦15; mais elle ne va pas jusque-là. Elle ne se prononce pas non plus sur la place de l'économie sociale et solidaire, cependant, à laquelle l'écologie politique donne une place importante ♦16. Elle entend réguler l'économie «du haut» par la planification, point qui fera sans doute débat dans le détail, par exemple sur les choix énergétiques : le nucléaire ne se planifie pas de la même manière que les énergies renouvelables. Plus largement son apport à la construction du corpus écosocialiste est intéressant. Elle s'efforce en effet d'intégrer à la matrice socialiste les dimensions du genre, de la race et de la nature, non pas comme des problématiques subordonnées mais comme autant de contradictions actives dans le fonctionnement réel du capitalisme dont le dépassement ne saurait être pensé en en faisant abstraction.

Luc Foulquier montre que l'intérêt manifesté par les communistes pour la question écologique est ancienne, et se positionne de manière différente. Le PCF souscrit à la Charte Mondiale de la nature (1982) et ses militants sont présents dans de nombreux combats locaux, tels que la lutte contre les boues rouges de la Montedison en Corse. Le programme «Changer de cap» qui

12 ♦ Charles Bettelheim, *Problèmes théoriques et pratiques de planification*, Paris, Maspéro, 1966.

13 ♦ Serge-Christophe Kolm, *La transition socialiste. La politique économique de gauche*, Paris, Le Cerf, 1977.

14 ♦ Edvard Kardelj, *Les contradictions de la propriété sociale dans le système socialiste*, Paris, Anthropos, 1976.

15 ♦ Karl Polanyi, *La Grande transformation* [1944] Paris, Gallimard, 1983.

16 ♦ Alain Lipietz, *Qu'est-ce que l'écologie politique? La grande transformation du XXI^e siècle*, Paris, La Découverte, 1999.

17 ♦ Guy Biolat, *Marxisme et environnement*, Paris, Éditions Sociales, 1973.

18 ♦ François Ramade, *Éléments d'écologie - écologie fondamentale* [1994], Paris, Dunod, 2004; François Ramade, *Éléments d'écologie - écologie appliquée* [1995], Paris, Dunod, 2005.

19 ♦ Victor Michel, «Le Parti communiste français et l'écologie : une occasion manquée au cœur des années 1968», *Mémoire de M2*, Université de Rennes 2, 2019.
<https://www.calameo.com/books/0066242501c33064c1197>.

20 ♦ Luc Foulquier et Roland Charlionet, *L'être humain et la nature, quelle écologie ? Manifeste pour un développement humain durable*, Paris, Fondation Gabriel Péri, 2013, <https://gabrielperi.fr/librairie/notes-actes/letre-humain-et-la-nature-quelle-ecologie/>

21 ♦ Andrew Dobson, *Green political thought*, London, Routledge, 2003.

22 ♦ Serge Moscovici, in Jean-Paul Ribes (dir.), *Pourquoi les écologistes font-ils de la politique ?*, Paris, Seuil, 1978, p. 54.

23 ♦ Ernest Callenbach, *Ecotopia* [1975], Berkeley, Heyday Books, 2004.

précède le Programme Commun comporte un petit volet sur les atteintes à l'environnement. Luc Foulquier, alias Guy Biolat, publie en 1973 un livre très complet sur la question ♦17, avalisé par le parti. Le PCF compte également des écologues célèbres parmi ses proches, tel François Ramade qui rédige les manuels d'écologie à destination des étudiants ♦18. Le remarquable mémoire de Victor Michel confirme les propos de Foulquier ♦19, qui a publié en 2013 une note récapitulative sur ces questions ♦20. La question divise toutefois les communistes, qui ont également tendance à sous-traiter la question, non pas aux Verts mais à une associations ad hoc située dans leur giron : le Mouvement National de Lutte pour l'Environnement (MNLE).

Trois désaccords profonds avec la matrice de l'écologie politique ressortent nettement. Tout d'abord, la société communiste repose sur le développement le plus important possible des forces productives, qui tiennent compte des équilibres avec la nature. D'où un désaccord au moins partiel avec les écologistes sur le potentiel que recèlent les sciences et les techniques, puisque les courants écologistes les plus radicaux se distinguent par leur critique de la production, comme le relève le théoricien anglais Andrew Dobson ♦21. Serge Moscovici estime aussi que «*le mode de production est, de manière directe ou indirecte, la cible majeure*» ♦22. Désaccord «partiel», disons-nous, car les utopies et pratiques écologistes sont moins critiques du développement technique qu'elles ne le reconnaissent, ainsi l'usage abondant du numérique, en pratique ou dans les utopies telles qu'*Ecotopia* ♦23. Un second désaccord porte sur la part qui relève du centralisme et celle qui revient à l'autonomie, et derrière cela, deux conceptions de la démocratie, dont l'une peut difficilement se dire plus démocratique que l'autre, car aucune des deux ne suffit entièrement à elle-même. Un troisième désaccord concerne la nature de l'obstacle à surmonter, vers une société écologique et plus largement émancipée. Pour Foulquier, le grand capital est l'obstacle principal. L'absence relative de cet enjeu dans l'écologisme pose en effet question. Cette divergence s'exprime aussi en termes de stratégie de terrain : pour les écologistes, il n'est pas évident que les luttes ouvrières soient plus efficaces pour aller vers l'écologie. Et en cas de contradiction entre les deux, Foulquier fait bel et bien de l'écologie un «front secondaire», comme il l'assume d'ailleurs ouvertement : l'emploi passe devant l'environnement, quand il faut choisir. Il y a là un désaccord profond avec l'approche écologiste, qui se trouve toutefois relativisé dans le récent Plan Climat du PCF, qui signale un changement de cap à ce sujet, puisqu'il s'agit d'une véritable stratégie de reconversion industrielle, différenciée suivant les classes sociales. Mais le PCF priorisera-t-il l'écologie, le moment venu ? Et l'écologisme se mettra-t-il à défendre une écologie plus populaire ?

L'entretien avec Alain Lipietz, économiste, militant et élu écologiste, confirme que l'écologisme ne se construit pas seulement sur la protection de la nature à laquelle Nancy Fraser tend à renvoyer l'écologisme non socialiste dans sa totalité, mais plutôt à partir du «monde vécu», et en particulier ce qu'il comporte de perte, du fait de la modernisation. Cette dernière n'est pas refusée non plus dans son principe, mais plutôt suivant ses modalités, ce qui rapproche l'écologisme du socialisme. Parmi ces pertes, la nature, au sens des zones peu anthropisées, telle que le Plateau du Larzac. Cette thèse va à l'encontre d'analyses telles que celle de William Cronon ♦24 et d'autres approches marxistes, pour qui la nature n'est qu'une valeur bourgeoise; thèse qui était la conviction de Lipietz, avant qu'il ne prenne conscience de son caractère erroné.

Si les communistes français préfèrent parler d'«environnement», c'est au moins pour deux raisons: parce que l'écologie est une science, incapable d'établir une politique, et parce qu'elle ne suffit pas, en tant que science, à saisir les implications de l'activité humaine sur les milieux. Cette mise à distance de la science et de la politique est justifié par l'épisode stalinien, qui a marqué les communistes, en ayant tragiquement voulu confondre les deux; passif que l'écologie politique ne porte pas sur ses épaules. Cette observation rapproche cependant le PCF de l'analyse d'Alain Lipietz, qui souligne combien l'écologisme part du monde vécu.

Ce point conduit à une remarque générale: la propension de chaque acteur à ne saisir les autres courants politiques que de l'extérieur, voire à se caricaturer entre eux, ce qui ne facilite pas la convergence, on s'en doute. Le regard que les uns portent sur les autres révèle aussi des angles morts. Les écologistes utilisent bel et bien les forces productives qu'ils critiquent; ils sont inévitablement perçus comme «punitifs» ou «dogmatiques», quand ils poussent des mesures qui ne font pas sens pour les travailleurs. En retour, les communistes sont bel et bien productivistes. Deux conceptions du capitalisme émergent, soit comme propriété privée des moyens de production soit comme processus d'accumulation, qui ne sont pas symétriques. Le marché peut être mis au service d'une décroissance, et l'accumulation peut être planifiée. Ce sont donc deux anticapitalismes distincts. L'expérience du Nouveau Front Populaire permettra peut-être de dépasser ces représentations faussées du réel, et s'attacher à discuter des vraies divergences, plutôt qu'abonder en postures.

La contribution de la politiste Christelle Terreblanche apporte un contre-point issu d'un pays en développement: l'Afrique du Sud. Les questions écologiques et la critique du développement sont remises dans un contexte qui montre tant leur ancienneté que leur actualité. Il montre notamment que la lecture proposée par l'anthropologue Viveiros de Castro est fautive, quand elle attribue la responsabilité de la crise écologique à une «métaphysique occidentale» considérée comme «la fons et origo de tous les colonialismes» ♦25.

24 ♦ William Cronon, *Changes in the land: Indians, colonists and the ecology of New England*, New York, Hill and Wang, 1983; *Nature et récits: essais d'histoire environnementale*, Bellevaux, Dehors, 2016.

25 ♦ Eduardo Viveiros de Castro, *Métaphysiques cannibales. Lignes d'anthropologie post-structurale*, Paris, PUF, 2009, p. 9.

26 ♦ Kenneth Pomeranz, *Une grande divergence*, Paris, Albin Michel, 2021 ; Shmuel N. Eisenstadt, « Multiple modernities », *Daedalus*, vol. 129, no. 1, 2000, pp. 1-29.

27 ♦ Andreas Malm, *Avis de tempête. Nature et culture dans un monde qui se réchauffe*, Paris, La Fabrique, 2023.

28 ♦ Pierre Alphanod, Pierre Bitoun et Yves Dupont, *L'équivoque écologiste*, Paris, La Découverte, 1991.

29 ♦ Simonnet, *op. cit.*, 1979.

D'une part, parce que la modernité n'est pas seulement européenne, et cela, les auteurs africains, indiens ou chinois l'ont montré et revendiqué de longue date ♦26. Le colonialisme n'est pas non plus l'apanage de l'Occident. D'autre part, parce que les peuples autochtones ne sont pas forcément un modèle d'émancipation. Cette discussion imprègne le recours à l'«ubuntu», en tant que ressource autochtone, non-occidentale, non-moderne et qui offre pourtant un appui pour penser l'émancipation, ayant partie liée tant à ce que la modernité appelle socialisme qu'à ce qu'elle nomme écologisme. Le contexte dans lequel ces idées prennent place est également très différent de celui de pays industrialisés tels que l'Allemagne, qui n'ont pas de peuples autochtones, à la différence du Canada, du Japon (les Aïnous), des États-Unis et de la France avec les Kanaks. Les modes de vie développés coexistent avec ceux qui ne le sont pas. Les alliances et enjeux sont donc distincts. Certaines tensions sont toutefois similaires, par exemple entre les gains que permet le développement en termes d'espérance de vie, et le souci écologique ; la question de l'usage du charbon indique cela.

Bien que se situant hors dossier, l'article publié en *Varia* contribue aussi à éclairer la problématique sous l'angle global. Il illustre en quelque sorte un moment dans le parcours de Gorz, quand il s'inquiétait de l'écart croissant entre les pays industrialisés et les autres, pointant le caractère problématique des projets de «communisme riche», en tant qu'ils laissaient la majeure partie du monde de côté. Dans une approche de justice environnementale, ou écologique, l'économiste Joan Martinez-Alier et ses co-auteurs montrent en effet comment la major du pétrole TotalÉnergies instaure un partage entre la dépendance au pétrole au Nord et l'extractivisme et son cortège de maux au Sud.

La rubrique «concepts» s'intéresse au concept de nature. Le philosophe Fabrice Flipo revient sur les principales définitions disponibles, dans la tradition de l'émancipation. Il montre que le prix à payer pour son abandon est élevé, et trop peu mesuré par des auteurs tels que Bruno Latour, Philippe Descola ou Viveiros de Castro. Les réticences de Nancy Fraser et d'Andreas Malm ♦27 sont donc justifiées. C'est aussi la raison pour laquelle les courants d'idées qui veulent en finir avec le concept de nature sont «équivoques»: ils peuvent aussi être interprétés comme étant conservateurs. C'est un débat déjà ancien dans l'écologisme ♦28, que les critiques du concept de nature semblent ignorer.

Le Texte de Base des Amis de la Terre (1977) est la première contribution de la rubrique «sources», placée sous l'égide de l'historien Alexis Vrignon, qui le présente. Ce document illustre parfaitement le projet de société des écologistes, dont chacun peut voir à quel point il se distingue d'un simple «environnementalisme» qui ne s'intéresserait qu'à la protection de la nature. Cette différence est constamment revendiquée par l'écologisme ♦29. C'est ce qui permet

de soutenir, d'ailleurs, que les «pensées du vivant» sont un environnementalisme, et non un écologisme.

La rubrique «lamayaz» entend proposer un éclairage sur les luttes, sous une forme très ouverte, récit, photoreportage, bande dessinée ou autre. Erwan Molinié éclaire la situation des canniers à la Réunion, en tant qu'ils sont pris entre l'exposition à des produits toxiques et la nécessité de combattre les mauvaises herbes, avec une efficacité suffisante du travail, pour que leur exploitation soit rentable. Le sociologue souligne l'hypocrisie à laquelle les planteurs font face, entre alternatives impraticables et préconisations d'usage inadaptées.

La dernière rubrique est consacrée à l'esthétique, qui accueillera des contributions sous diverses formes, graphiques ou non. La philosophe Anna Longo en explique le sens et propose une première contribution, à partir des travaux de Günther Anders. Ce dernier en appelle à un art soucieux des effets qu'il produit, en matière de transformation sociale. Il n'est plus question seulement de figurer ou de représenter, ni simplement d'accumuler un patrimoine culturel, mais d'en questionner le contenu, au regard des enjeux écologiques. La faculté sensible est ressaisie comme levier de l'action.

Ce premier numéro se conclut sur une note de lecture, consacrée à l'ouvrage de Bernadette Bensaude-Vincent et de Gabriel Dorthe, *Les sciences dans la mêlée* (2023). Ce qui a retenu l'attention du philosophe Luca Paltrinieri, c'est l'appel des auteurs à bifurquer d'une conception surplombante de la raison, accueillant la parole des sciences avec déférence, vers une «culture de la défiance», demandant des comptes et donnant sa place à la société civile à but non-lucratif. La défiance ne se confond pas avec la méfiance : elle n'exclut pas, elle déploie une «épistémologie civique» attentive aux raisons déployées par les acteurs, et pas seulement à leur force absolue ou leur autorité.

Ce premier numéro est-il à la hauteur du projet ? Nous l'espérons, et si tel n'est pas le cas, nous ferons tout pour améliorer la qualité des prochains. Nous serons donc très attentifs aux retours qui nous seront faits.

Dossier

Écologisme et socialisme

Bifurquer ensemble ?

Dossier coordonné
par le comité de rédaction

Un verdissement inachevé : les trajectoires de l'écologie au Parti socialiste

Timothée Duverger

Historien, Centre Emile Durkheim (UMR 5116)

1 ♦ Pierre Bourdieu, *Propos sur le champ politique*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 2000, p. 52.

2 ♦ Guillaume Sainteny, «Le Parti socialiste face à l'écologisme. De l'exclusion d'un enjeu aux tentatives de subordination d'un intrus», *Revue Française de Science Politique*, vol. 44, no 3, 1994, p. 424.

Un nouvel acteur a fait son entrée dans le champ politique en 1974 avec la candidature de René Dumont à la présidence de la République. L'écologie intègre un champ de forces structuré par la compétition, dans lequel le capital politique dépend du poids électoral du parti ainsi que de ses membres ♦1. Cela signifie d'une part que les acteurs installés sont réservés vis-à-vis de l'entrée de l'écologie en politique parce qu'elle perturbe les clivages traditionnels et d'autre part qu'ils la respectent à proportion du nombre de voix qu'elle obtient. C'est particulièrement vrai pour le Parti socialiste (PS) qui est directement concurrencé et interpellé par la politisation de l'écologie. Guillaume Sainteny a dressé une typologie des réactions : «Exclure du champ le thème grâce auquel l'intrus tente d'y entrer ou y est entré ; récupérer ce thème ; exclure du champ l'intrus qui y a pénétré ou tente d'y pénétrer ; récupérer l'intrus une fois qu'il a pénétré dans le champ ♦2».

Le PS doit ainsi adapter son régime argumentatif au gré des circonstances, ce qui l'amène à intégrer l'écologie à son discours selon une intensité et des modalités variables. Historiquement porté sur la critique sociale du capitalisme, le PS développe sa propre critique écologique dans deux directions. Une critique environnementale d'une part, à travers l'essor des politiques sectorielles qui lui sont attachées. Une remise en cause du développement capitaliste d'autre part, favorisée par la critique de la croissance économique et l'essor de nouveaux concepts comme celui de développement durable.

Dans cette contribution, nous tâcherons d'analyser la pénétration de cette critique écologique, tant sur le plan organique que cognitif, au sein du Parti socialiste, qui a alterné des phases d'opposition et d'exercice du pouvoir. Quelle réception le Parti socialiste accorde-t-il à la critique écologique ? Quelles formes prend-t-elle dans les discours, les actions et les coalitions du Parti socialiste ? Quelles sont ses trajectoires ? Nous retiendrons une approche issue

de l'histoire intellectuelle pour mettre les discours en rapport avec le contexte et l'action, et les inscrire dans les rapports de forces politiques, tant internes qu'externes au parti. Cette étude ne saurait prétendre à l'exhaustivité mais s'appuie pour l'essentiel sur une revue de littérature sur le sujet, complétée de différentes sources telles que des archives, des revues, de livres, etc.

L'étude sera d'abord consacrée à la construction du Parti socialiste dans les années 1970, au moment où émerge la critique écologique. Elle s'attachera ensuite à l'exercice du pouvoir, d'abord marqué par le reflux de l'écologisme, avant sa réapparition à la fin du premier mandat autour de la question du développement durable. Enfin, elle examinera les séquences allant de la gauche plurielle au quinquennat de François Hollande qui sont elles aussi traversées de tensions fortes.

Le cycle d'Épinay

Le rapport du Club de Rome est un moment fondateur de l'écologie politique en France, suscitant à la fois un important débat autour de la croissance économique ainsi que la première candidature d'un écologiste à l'élection présidentielle. C'est dans ce contexte que le PS, alors pris dans un référentiel marxiste encouragé par la dynamique du Programme commun, discute et commence à intégrer la critique écologique, notamment à partir de la critique du nucléaire.

◆ L'influence du Zero Economic Growth sur la doctrine du PS

Alors que le premier ministère de la Protection de la nature et de l'Environnement a été créé en 1971, le Programme commun signé un an plus tard par le Parti socialiste, le Parti communiste français (PCF) et les radicaux de gauche, ne consacre qu'un paragraphe à l'écologie, qui porte sur les pollutions et les nuisances. Le programme de gouvernement du Parti socialiste, *Changer la vie* ♦3 est à peine plus étoffé avec un peu plus de deux pages préconisant le respect de la protection de l'environnement dans l'aménagement du territoire. L'écologie n'est donc alors abordée que marginalement, de manière technique et à travers le cadre de vie.

Mais un tournant se produit avec le zégisme, renvoyant à l'expression «Zero Economic Growth» associée au rapport du Club de Rome, *Limits to growth*, publié en 1972 ♦4, qui reconnaît les limites physiques de la croissance et en appelle à un état stationnaire. Le socialiste hollandais Sicco Mansholt, vice-président de la Commission européenne, adresse une lettre à son président, dans laquelle il préconise une planification et une réduction de la production ainsi qu'un modèle de développement fondé sur le bien-être (santé, éducation, culture, loisirs). Devenu président de la Commission européenne

3 ♦ Parti socialiste, *Changer la vie : programme de gouvernement*, Paris, Flammarion, 1972.

4 ♦ Donella H. Meadows, Dennis L. Meadows, Jorgens Randers et William W. Behrens, *Halte à la croissance ? Enquête pour le Club de Rome. Rapport sur les limites de la croissance*, Paris, Fayard, 1972.

5 ♦ Sizzo Mansholt, «Le chemin du bonheur», entretien réalisé par Josette Alia, *Le Nouvel Observateur*, 12-18 juin 1972, p. 71-88.

6 ♦ Jean-Pierre Chevènement, «Rapport Mansholt. Béton, ventres pleins, têtes creuses», *L'Unité*, 21 avril 1972, p. 6.

7 ♦ Claude Allègre, *Ma Vérité sur la planète*, Paris, Plon/Fayard, 2007, p. 19.

8 ♦ Jacques Attali et Marc Guillaume, *L'Anti-économique*, Paris, PUF, 1974.

9 ♦ Fondation Jean-Jaurès, fonds commission économie années 1970, «Déclaration de François Mitterrand - 31/07/1975».

10 ♦ Guillaume Sainteny, *op. cit.*, p. 425.

11 ♦ *Ibid*, p. 432.

12 ♦ Patrick Salmon, *Les écologistes dans les médias. De René Dumont à Dominique Voynet*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 18-19.

le 22 mars 1972, et alors que se déroule la Conférence de Stockholm sur l'environnement la même année, Sizzo Mansholt signe un texte explicite dans le *Nouvel Observateur* : «Il ne s'agit même plus de croissance zéro, mais d'une croissance en dessous de zéro ♦5».

Un peu avant ces prises de position publiques, le PCF crée la polémique en dévoilant la lettre Mansholt qu'il accuse de promouvoir une politique anti-sociale. Mais au sein du PS, Jean-Pierre Chevènement reconnaît que Mansholt «esquisse l'image d'un socialisme autogestionnaire dans lequel le Parti socialiste n'a pas de peine à se reconnaître ♦6». Claude Allègre confirme même qu'un temps les socialistes «furent tentés par la doctrine de la non-croissance ♦7», comme en témoignent les réflexions de Jacques Attali en 1974 dans *L'Anti-économique* ♦8. Mais en 1975 lors d'une conférence de presse François Mitterrand clarifie la position de son parti en opposant la critique sociale à la critique écologique : «Cette formule serait considérée comme un scandale par les peuples du tiers-monde non producteurs de matière première recherchée, ou simplement par les classes sociales des pays industriels qui ne participent pas pleinement à la croissance ♦9».

♦ L'intégration de la critique écologique

La critique écologique n'appartient cependant pas au référentiel du PS. Pour Guillaume Sainteny, «les stratégies de récupération et de réaction du Parti socialiste envers l'écologisme sont grossièrement corrélées avec l'importance de l'intrusion et ses conséquences électorales supposées (sondages) ou effectives (résultats électoraux) ♦10». Les réseaux socialistes reconnaissent pourtant l'enjeu : Édith Cresson crée un Comité pour l'environnement (mars 1972), qui se transforme en Commission nationale (1974), suite à la candidature de René Dumont, à laquelle François Mitterrand avait réagi en publiant un programme sur l'environnement ♦11. Le Parti socialiste crée en 1975, au congrès de Pau, une Délégation nationale à l'environnement, confiée à la géographe Christiane Mora. Il désigne un Rapporteur national auprès du Premier secrétaire pour les questions d'écologie. Cette prise en compte reste cependant marginale.

Aux élections municipales de 1977, les listes écologistes obtiennent en moyenne environ 9% des voix là où elles se présentent. D'après un sondage Ifop réalisé en 1977, le mot «écologie» devient familier pour les trois quarts des Français ♦12. Dans sa «Motion finale de politique générale» du Congrès de Nantes, le PS déclare vouloir «une nouvelle logique de développement» et précise qu'«entre la croissance zéro qui ne veut rien dire puisque, de toute manière il faudra faire face aux remplacements de matériels vétustes et aux besoins de techniques avancées, et la croissance tous azimuts, le Parti doit assurer une croissance équilibrée qui protège l'homme

dans son travail et dans sa dignité et facilite le maintien ou le rétablissement des équilibres naturels». ♦13

Ces quelques inflexions restent néanmoins limitées. Christiane Mora regrette d'une part le «réflexe [...] de parcelliser les problèmes» et, d'autre part que «le Programme commun de la gauche n'a et n'aura pas de contenu écologique précis» ♦14. En 1975, elle lance une enquête auprès des fédérations sur les questions d'environnement et d'énergie nucléaire, tandis qu'un dossier est publié en supplément du *Poing et la rose* ♦15 où le «tout-nucléaire» est critiqué. Le 19 octobre 1977, le bureau exécutif du Parti socialiste se prononce en faveur d'un moratoire nucléaire de deux ans. Cependant, s'il s'est rapproché du mouvement écologique, «le Parti socialiste n'a pas joué avec le feu d'une révolution culturelle» ♦16, comme le souligne Hélène Hatzfeld. Par contraste avec le PSU, qui est un véritable «laboratoire de l'écologie politique» ♦17, de toutes les luttes, la critique écologique est intégrée dans le référentiel socialiste sans le reconfigurer, au prix de positions nuancées voire floues.

Les années Mitterrand

Le socialisme au pouvoir ramène d'abord la critique écologique à son volet strictement environnemental, jusqu'à la rupture suite à l'affaire du Rainbow Warrior. Il ne s'en préoccupe de nouveau qu'à la fin des années 1980 quand *Les Verts* réalisent de meilleurs scores électoraux, et ce à partir du concept de développement durable qui s'impose au niveau international et permet de ne pas remettre en cause la recherche de la croissance économique.

♦ Une écologie sélective

La période du pouvoir est «marquée par les efforts du PS pour s'approprier sélectivement certains enjeux écologiques tout en jugulant la poussée des Verts» ♦18. Les 110 propositions retenues au congrès extraordinaire de Créteil le 26 janvier 1981 intègrent trois propositions concernant «les équilibres naturels» (n° 101 à 103) avec la protection de la nature (protection de sites, lutte contre les pollutions, normes de construction de machines et moteurs), la réduction du temps de travail et les vacances, une politique énergétique diversifiée, luttant contre les gaspillages et transparente, la décentralisation et le développement de la vie associative.

François Mitterrand assimile le langage de l'écologie politique, comme lorsqu'il renvoie dos-à-dos le capitalisme et le communisme : «L'économisme, la croissance pour la croissance et donc le productivisme, le profit privé ou public à n'importe quel prix caractérisent les deux faces du dieu Janus qui gouverne la société industrielle» ♦19. Son affiche de campagne marque le changement : en 1965, François Mitterrand posait avec, en arrière-plan, un pylône électrique ;

13 ♦ Parti socialiste, «Motion finale de politique générale : unité, responsabilité», in *Le Poing et la rose*, n° 63, juillet 1977, p. 19.

14 ♦ Christiane Mora, interview réalisé par Françoise Danam, «L'écologie est-elle politique pour les partis?», *La Gueule Ouverte*, n°145, 16 février 1977, p. 3.

15 ♦ Parti socialiste, «Les socialistes et le débat sur l'énergie», in *Le Poing et la rose*, supplément au n° 42, 1975.

16 ♦ Hélène Hatzfeld, «Une révolution culturelle du Parti socialiste dans les années 1970?», *Vingtième siècle Revue d'histoire*, n°96, avril 2007, p. 90.

17 ♦ Tudi Kernalegenn, «Le PSU, laboratoire de l'écologie politique», in Noëlline Castagnez et al., *Le Parti socialiste unifié. Histoire et postérité*, Rennes, PUR, 2013, p. 253-263.

18 ♦ Renaud Bécot et Christophe Bonneuil, «Chantiers pour une histoire environnementale des années Mitterrand», 20&21. *Revue d'histoire*, 2023/3, n°159, p. 10.

19 ♦ François Mitterrand, conversations avec Guy Claisse, *Ici et maintenant*, Paris, Fayard, p. 187.

20 ♦ Jacques Gerstlé, *Le Langage des socialistes*, Montréal, Stanké, 1979, p. 178.

21 ♦ *Ibid.*, p. 180.

22 ♦ Patrick Salmon, *Les écologistes dans les médias. De René Dumont à Dominique Voynet*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 55.

23 ♦ Auteure d'un livre présentant le projet autogestionnaire du PSU intégrant des propositions de l'écologie politique contre le tout nucléaire, pour la réduction du temps de travail, etc. Voir Huguette Bouchardeau, *Tout le possible*, Paris, Syros, 1981.

24 ♦ L'affaire Seveso est une catastrophe industrielle qui a eu lieu en Italie en 1976, à l'origine de la directive européenne Seveso en 1982 visant à prévenir les risques d'accident majeur sur les sites industriels.

25 ♦ Roger Cans, *Petite histoire du mouvement écolo en France*, Paris, Delachaux et Niestlé, 2006, p. 216.

26 ♦ Bernard Morin, «La crise du travail, levier du changement : une voie «écologiste» vers le socialisme ?», in *Le Poing et la rose*, n° 112, mai 1985, p. 64-67.

27 ♦ Bernard Morin, «Écologie et socialisme en Europe», in *Le Poing et la rose*, n° 116, janvier 1987, p. 98-101.

28 ♦ Gro Harlem Brundtland, *Notre avenir à tous*, Paris, CMED, 1987.

en 1981, il apparaît dans la campagne française. Comme le relève cependant Jacques Gerstlé, cette rhétorique est caractérisée par une «ambiguïté [qui] résulte tant de l'utilisation de concepts flous que du défaut d'harmonisation des textes» ♦20 et qui est «la source de toute stratégie de parole» ♦21.

Les résultats électoraux des écologistes sont décevants. Brice Lalonde obtient certes 3,87 % des voix à l'élection présidentielle, mais les 174 candidats aux élections législatives ne rassemblent qu'1 % des suffrages, de sorte que «l'écologie politique commence une traversée du désert médiatique» ♦22. Mis à part quelques mesures symboliques telles que l'abandon de la construction de la centrale nucléaire de Plogoff ou l'annulation de l'extension du camp militaire du Larzac, le PS ne se préoccupe plus guère d'environnement. Le ministre de l'Environnement, classé 27^e dans l'ordre gouvernemental, est confié à des forces d'appoint, telles que le radical de gauche Michel Crépeau, puis Huguette Bouchardeau ♦23 du Parti Socialiste Unifié (PSU). Cette dernière, nommée en pleine affaire Seveso ♦24, fait tout de même adopter une loi sur l'enquête publique en 1983. Deux autres lois environnementales sont votées, en 1985 pour le développement et la protection de la montagne et en 1986 pour la protection, l'aménagement et la mise en valeur du littoral, bien qu'elles soient qualifiées par certains commentateurs de «lois poudre aux yeux» ♦25.

En 1985, au nom de la raison d'État, afin de protéger la campagne d'essais nucléaires dans le pacifique, le gouvernement socialiste saborde le *Rainbow Warrior*, le navire amiral de Greenpeace, tuant le photographe Fernando Pereira. Cette opération désastreuse sème le trouble avec les réseaux écologistes et le jeune parti Vert. Le PS tend à délaisser la critique écologique, malgré la présence en son sein du courant *Mouvement écologiste socialiste*. Celui-ci contribuera aux échanges militants, comme au Congrès de Toulouse en 1985, avec sa motion «La crise du travail, levier du changement : une voie "écologiste" vers le socialisme ?» ♦26 et au Congrès de Lille en 1987 sur «Écologie et socialisme en Europe» ♦27.

♦ L'avènement du développement durable

La mise sur l'agenda international du développement durable en 1987 avec le rapport Brundtland ♦28, le relatif essor électoral des Verts depuis 1988 (après leur création en 1984), plusieurs catastrophes industrielles (en particulier Bhopal en 1984 et Tchernobyl en 1986) et sans doute le déclin du Parti communiste français, conduisent les socialistes à se préoccuper à nouveau d'écologie. Lors de l'élection présidentielle de 1988, Antoine Waechter obtient 3,89 % des voix, tandis que l'année suivante, les Verts ont une moyenne de 9 % des voix aux élections municipales là où ils se présentent et 10,6 % aux élections européennes.

Ils sont «dorénavant traités, sur le plan médiatique, comme un acteur à part entière du champ politique ♦29».

Après avoir présenté quelques mois plus tôt pour François Mitterrand un programme en dix points sur l'environnement aux côtés de Claude Allègre, Brice Lalonde devient, sous le gouvernement Rocard, le premier écologiste secrétaire d'État à l'Environnement auprès du Premier ministre en 1988 ♦30. Il élabore en de manière interministérielle un Plan national pour l'environnement, crée l'Institut français de l'environnement (IFEN), les labels éco-produits «NF Environnement», l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) et les directions régionales de l'Environnement (DIREN), impulse la société Eco-Emballages pour financer le tri et le recyclage des ordures ménagères et fait voter une loi sur l'eau. François Mitterrand l'utilise pour créer Génération écologie en 1990, un «missile anti-Verts ♦31», rassemblant de Jean-Louis Borloo à Noël Mamère pour diviser les voix écologistes aux élections régionales de 1992 (7,2 % pour Génération écologie contre 6,8 % pour Les Verts).

Avec le soutien de Michel Rocard, Brice Lalonde contribue à mettre à l'agenda la question climatique à travers notamment l'invention d'une «diplomatie verte» de la France qui trouve sa traduction dans la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique (CCNUCC) lors du Sommet de Rio en 1992, le soutien aux objectifs chiffrés de réduction des émissions de gaz à effet de serre ou au projet de création d'une écotaxe. Cette ambition est cependant contrariée par le départ de Michel Rocard de Matignon, sous la pression des organisations patronales et particulièrement du secteur de l'énergie fossile, qui obtiennent l'abandon du projet d'écotaxe ♦32. Le portefeuille de l'environnement accède toutefois à la 9^e position de l'ordre gouvernemental en 1992 avec Ségolène Royal, première socialiste à en être détentrice.

Au niveau du PS, le «Manifeste pour les élections municipales» n'accorde cependant qu'une demi-page à «la protection de l'environnement et du cadre de vie», ce qui conduit les socialistes à multiplier les interventions pour le compléter au cours de la campagne. C'est Laurent Fabius qui, au moment des élections européennes où il conduit la liste socialiste, donne une place prépondérante à l'écologie, jusque dans son slogan : «Vers une nouvelle terre». En 1990, un secrétariat national chargé de l'urbanisme, de l'écologie et des collectivités territoriales est créé par le Parti socialiste, et confié au fabiusien Christian Pierret, auquel sont adjoints un délégué à l'écologie et un délégué à la forêt. Le paradigme du développement durable est assimilé par le Parti socialiste, qui affirme dans sa nouvelle déclaration de principes de 1990 qu'«il lutte pour un développement économique respectant l'environnement et les équilibres naturels de la planète» ♦33, avant de l'intégrer au cœur de son projet l'année suivante ♦34. Si le gouvernement Rocard marque une inflexion dans la culture politique socialiste avec

29 ♦ Patrick Salmon, *op. cit.*, p. 88.

30 ♦ Pierre-Emmanuel Guigo, «La convergence impossible ? Le gouvernement Rocard et les écologistes», 20&21. *Revue d'histoire*, 2023/3, n°159, p.29-44.

31 ♦ Erwann Lecoeur, *Des écologistes en politique*, Paris, Lignes de Repères, 2011, p. 58.

32 ♦ Christophe Bonneuil, «Genèse et abandon d'une politique climatique : France, 1988-1992», 20 & 21. *Revue d'histoire*, 2023/3, n°159, p.79-95.

33 ♦ Parti socialiste, «Déclaration de principes de 1990», www.lours.org/default.asp?pid=107

34 ♦ Parti socialiste, «Texte définitif du projet : Un nouvel horizon pour la France et le socialisme», *Le Poing et la rose*, n° 135, janvier 1992, p. 67.

35 ♦ Lionel Jospin, 1995-2000. *Propositions pour la France*, Paris, Stock, 1995, p. 66-72.

36 ♦ Parti socialiste, «Texte politique commun Verts/PS», *L'Hebdo des socialistes*, n° 7, 7 février 1997, p. 3.

un centre de gravité déplacé autour de la deuxième gauche, elle reste éphémère. La fin de l'expérience réduit l'intégration de la critique écologique à une rhétorique partisane, sans changer le référentiel des politiques publiques.

De la gauche plurielle au hollandisme

Avec la gauche plurielle, l'écologie devient une composante à part entière de l'action gouvernementale grâce à l'accord entre le PS et les Verts, mais sa sous-traitance à ces derniers tend à affaiblir son poids politique. Le quinquennat Hollande s'avère également erratique, pris entre des avancées notables et des controverses régulières autour du ministère de l'Écologie.

♦ La sous-traitance de l'écologie

Cette orientation se retrouve dans le programme de Lionel Jospin, candidat à l'élection présidentielle de 1995, qui souhaite «mettre en place un plan de reconquête écologique ♦35». Ses propositions environnementales s'articulent surtout autour du transport (un plan de développement des transports collectifs, un rééquilibrage entre le ferroviaire et le routier, une écotaxe européenne) et de l'énergie (la promesse d'un débat). Mais il faut attendre janvier 1997 pour que le PS et les Verts signent un «texte politique commun» dans lequel ils mettent en cause le libéralisme économique et s'accordent sur le développement durable. Ils souhaitent en particulier réorienter les politiques des transports et de l'énergie (moratoire sur le nucléaire, développement des énergies renouvelables), ainsi que développer le «tiers-secteur» ♦36. Un accord électoral est trouvé qui permet à sept députés verts d'entrer à l'Assemblée nationale, tandis que Lionel Jospin forme un gouvernement de gauche plurielle, dans lequel Dominique Voynet devient ministre de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement.

En 1999, la loi Voynet révisé la législation antérieure sur l'aménagement du territoire pour y intégrer le développement durable et la participation citoyenne. Quelques mesures emblématiques sont prises comme l'abandon du canal Rhin-Rhône et du surgénérateur Superphénix. Dominique Voynet a également à son actif la relance du programme Natura 2000, la pastille verte et l'abandon de l'autoroute A51 entre Gap et Sisteron. Mais elle bute sur la taxation du diesel, la construction de la troisième piste de l'aéroport de Roissy, l'enfouissement des déchets nucléaires ou encore des expérimentations d'OGM, tandis que le gouvernement Jospin renonce à certains engagements de campagne, comme le moratoire sur les autoroutes ou l'arrêt de la production du MOX (un combustible nucléaire).

Malgré le succès des Verts qui obtiennent 9,72% des voix aux élections européennes de 1999, Lionel Jospin marque peu d'intérêt pour l'écologie. Il n'en traite que dans un seul paragraphe de son ouvrage sur *Le Socialisme moderne* ♦37. Selon Géraud Guibert, qui témoigne a posteriori de son expérience de secrétaire national à l'Environnement du PS, cet affaiblissement de sa prise en compte tient au système de sous-traitance ♦38 des sujets propre à la gauche plurielle ♦39. Lors des élections présidentielles de 2002, Lionel Jospin rejette la sortie du nucléaire, tandis qu'aucun de ses dix engagements ne concerne l'écologie. Noël Mamère passe le seuil de 5% des suffrages et est éliminé à l'issue du premier tour.

♦ Le réchauffement climatique

La question écologique revient ensuite, d'abord à travers une motion minoritaire présentée par le courant Utopia au congrès de Dijon en 2003 ♦40. La motion finale du Parti socialiste, portée par François Hollande, reprend plusieurs thèmes écologiques : la « société du bien-vivre », la démocratie technique (grands projets, choix énergétiques, OGM, bioéthique...) ou encore les indicateurs de bien-être ♦41. Quelques semaines plus tard, Laurent Fabius, qui se prépare pour l'élection présidentielle de 2007, lance un appel intitulé « Pour la social-écologie » ♦42. Les Verts obtenant près d'une centaine d'élus aux élections régionales de 2004, 7,41% des voix aux élections européennes de 2004 et trois élus au Sénat, le PS propose, dans sa motion finale du congrès du Mans de 2005, d'orienter la production vers des biens socialement utiles et de préférer l'intervention publique au service du temps long, tandis que son « contrat écologique » fixe quatre objectifs : la recherche énergétique, le recyclage, le principe de précaution et la lutte contre les pollutions.

Le réchauffement climatique est mis à l'agenda en 2006 grâce au succès du film d'Al Gore, *Une vérité qui dérange*, à la publication du rapport Stern sur l'économie du changement climatique et au Pacte écologique porté par la Fondation Nicolas Hulot pour la nature et l'homme. 8 des 100 propositions du *Pacte présidentiel* de Ségolène Royal, candidate à l'élection présidentielle de 2007, portent sur « l'excellence environnementale » et concernent l'énergie, le réchauffement climatique, la valeur ajoutée environnementale, les institutions, l'agriculture et les pollutions ♦43. Malgré l'échec, le Parti socialiste inscrit dans sa déclaration de principes de 2008 « la prise en compte de la planète au même rang [...] que la promotion du progrès et la satisfaction équitable des besoins » ♦44, tandis qu'un pôle écologique minoritaire apparaît lors du Congrès de Reims ♦45.

Europe-Écologie-Les-Verts fait jeu égal avec le PS en obtenant 16,28% des voix aux élections européennes de 2009. En réponse, le PS organise le 29 mai 2010 une Convention nationale « Pour un nouveau modèle de développement économique, social et écologique » au cours de laquelle il se prononce en faveur d'une « croissance [...]

37 ♦ Lionel Jospin, *Le socialisme moderne*, Paris, Fondation Jean-Jaurès, 2000.

38 ♦ Il s'agit de déléguer aux partis partenaires les missions qui correspondent à leur colonne vertébrale idéologique : l'environnement aux Verts, l'Intérieur au MRC et quelques questions sociales au PCF.

39 ♦ Géraud Guibert, *Tous écologues... et alors. Les enjeux de la nouvelle scène écologiste*, Paris, Lignes de repères, 2010, p. 65.

40 ♦ Utopia, « Motion B : Utopia », Congrès de Dijon, 2003.

41 ♦ Parti socialiste, « Pour un grand Parti socialiste : clarifier, renouveler, rassembler », Congrès de Dijon, 2003.

42 ♦ Laurent Fabius, « Pour une social-écologie », *Libération*, 17 juin 2003.

43 ♦ Ségolène Royal, *Pacte présidentiel*, 2007.

44 ♦ Parti socialiste, « Déclaration de principes de 2008 », www.parti-socialiste.fr/le-ps/la-declaration-de-principes

45 ♦ Pôle écologique, « Motion B : Face à l'urgence sociale et écologique. Pour un Parti Socialiste résolument écologique », Congrès de Reims, 2008.

46 ♦ Parti socialiste, «Convention nationale pour un nouveau modèle de développement économique, social et écologique», 29 mai 2010.

47 ♦ Parti socialiste, «Projet socialiste 2012: le changement», 28 mai 2011.

48 ♦ Il sera finalement décidé de prolonger la durée de vie des centrales nucléaires.

49 ♦ Frédéric Sawicki, «L'épreuve du pouvoir est-elle vouée à être fatale au Parti socialiste? Retour sur le quinquennat de François Hollande», *Pouvoirs*, 2017/4, n°163, p.27-41.

sélective et durable ♦46». Suite à l'accident nucléaire de Fukushima en 2011, les Verts font de la sortie du nucléaire la condition de tout accord électoral avec le PS, lequel propose le développement des énergies renouvelables, un moratoire sur le nucléaire et un débat sur la transition énergétique dans son projet «Le changement» adopté en 2011 ♦47. La première secrétaire du PS, Martine Aubry, candidate à l'investiture pour l'élection présidentielle déclare qu'il faut sortir du nucléaire. Mais c'est François Hollande qui l'emporte: il s'engage sur la fermeture de la centrale de Fessenheim et la réduction de la part du nucléaire à 50% dans le mix énergétique ♦48.

À la différence du gouvernement de la gauche plurielle, l'écologie n'est plus sous-traitée à des écologistes pendant le quinquennat Hollande, bien que ceux-ci soient dans l'exécutif, mais «le ministère de l'Écologie [est] au cœur de plusieurs controverses publiques ♦49.». Au bout de quelques semaines seulement, Nicole Bricq est poussée à la démission pour avoir voulu s'opposer aux forages pétroliers en Guyane, tandis que Delphine Batho est remerciée suite à ses critiques sur les économies budgétaires appliquées à son ministère. Des reculs emblématiques sont enregistrés, comme sur l'écotaxe en 2013 suite au mouvement des Bonnets rouges. Le mouvement écologique se heurte également à plusieurs reprises au gouvernement, à l'instar des ZAD de Notre-Dame-des-Landes (opération César, octobre 2012) ou de Sivens, au cours de laquelle un militant écologiste est mort (2014). Cependant, des avancées notables sont à relever avec la loi de transition énergétique pour la croissance verte, la loi biodiversité, la rénovation de 500 000 logements prévue par la loi ALUR ou encore l'Accord de Paris sur le climat lors de la COP21 en 2015. Dans le prolongement du développement durable, c'est la croissance verte qui permet au PS d'effectuer une nouvelle synthèse, traversée de tensions fortes, entre la prise en compte de l'écologie et un référentiel qui reste durablement productiviste.

Conclusion

En 2017, les écologistes font le choix de soutenir le frondeur Benoît Hamon, et se trouvent pour la première fois depuis 1969 sans représentant propre. L'accord était à la fois politique - réaliser l'union des forces de progrès - mais aussi stratégique, en raison d'une répartition des candidatures favorables pour les législatives et programmatique - Hamon s'accorde sur l'essentiel du programme écologiste dont la sortie du nucléaire en 25 ans. Mais l'échec de cette candidature commune (6,36% des suffrages) et les divisions de la gauche sonnent le glas de cette convergence. L'effondrement du PS qui s'en est suivi, associé à la percée écologiste lors des élections européennes de 2019 avec 13,4% des voix puis des élections municipales qui ont

vu émerger plusieurs maires verts (Bordeaux, Lyon, Strasbourg, etc.) ont fini d'éloigner cette perspective, bien que des socialistes participent à ces nouvelles majorités plurielles (à l'exception notable de Grenoble).

Malgré la porosité des deux électors et des partis à la base, les divergences cognitives sur le rapport au productivisme comme les freins organiques liés aux intérêts partisans constituent autant d'obstacles à la recomposition d'un écosocialisme réformiste, qui s'avère par ailleurs largement sous-théorisé hormis dans ses courants marxistes et anarchistes. A ce stade de l'analyse, il convient cependant de laisser l'histoire ouverte. Un fond théorique existe, notamment autour des idées d'André Gorz, qui pourrait être davantage mobilisé, tandis que les recompositions en cours de la gauche, dans lesquelles le PS se trouve pris, pourraient être porteuses d'un changement de référentiel. Si cette contribution s'est intéressée au temps présent, elle ne peut toutefois pas s'engager plus avant dans l'analyse d'une histoire qui reste chaude et même d'une actualité brûlante comme en témoigne la constitution d'un nouveau Front populaire en 2024 suite à la dissolution de l'Assemblée nationale par le Président de la République.



Les rapports entre la gauche belge francophone et les enjeux écologiques : tensions, concurrences et clivages

Jonathan Piron

Historien, coordinateur du Pôle recherche d'Etopia (Bruxelles)

Introduction

1 ♦ Lynn Bruyère, Anne-Sophie Crosetti, Jean Faniel et Caroline Sägesser (dir.), *Piliers, dépillarisation et clivage philosophique en Belgique*, Bruxelles, Crisp, 2019.

Loin d'avoir été un long fleuve tranquille, les rapports de la gauche belge francophone aux enjeux écologiques font l'objet d'âpres combats et incompréhensions depuis l'arrivée des thématiques environnementales dans l'espace public au début des années 1970. En Belgique, le dernier quart du XX^e siècle est marqué par la fédéralisation progressive de l'État. Les différentes révisions de la Constitution, entre 1970 et 1993, répondent aux revendications d'autonomie culturelle par les Flamands et d'autonomie économique du côté wallon. Les partis politiques s'inscrivent dans cette dynamique via les scissions, dans les années 1970, des structures jusqu'alors unitaires. La « pilarisation », à savoir l'organisation sociale, politique et philosophique de l'action de la société civile suivant les clivages idéologiques (catholique, laïque, libérale ou socialiste) ♦1, suit le même processus tandis qu'au tournant des années 1980 apparaissent les partis se revendiquant de l'écologie politique : Ecolo et Agalev (qui deviendra Groen en 2003).

Une collaboration entre les forces de gauche et les organisations environnementales n'a donc rien d'une évidence. D'une part, des concurrences existent au sein même du mouvement environnemental de gauche, et pas seulement entre partis de gauche ayant des idéologies politiques distinctes. D'autre part, les tensions se font aussi sur une distinction entre enjeux environnementaux et enjeux écologiques, les deux ne se recoupant pas nécessairement. Enfin, les tactiques politiques ont souvent pris le pas sur des rapprochements entre ces divers acteurs politiques. La question est donc aussi celle de la concurrence entre les gauches et des résistances aux



politiques écologiques. Les tensions entre le mouvement ouvrier et le mouvement écologiste sont historiquement présentes, le premier s'opposant au patronat sur l'organisation du travail tandis que le second s'oppose aux technocrates sur l'enjeu du contrôle du savoir, pour reprendre le sociologue français Alain Touraine ♦2. Il s'agira donc dans cet article de revenir sur ces oppositions au sein de la gauche belge francophone à travers une approche historique d'abord, ces rapports ayant évolué au gré des événements sociétaux et politiques; idéologique ensuite, le rapport avec la nature n'étant pas le même au sein de la gauche.

2 ♦ François Dubet, Zsuzsa Hegedus, Alain Touraine, *La prophétie anti-nucléaire*, Seuil, Paris, 1980, p. 320.

3 ♦ Paul-Henri Gendebien, *L'environnement... un problème politique*, Namur, Institut Jules Destrée, 1974.

4 ♦ Le Rassemblement wallon milite activement pour une régionalisation de la Belgique, à travers notamment le principe de subsidiarité.

La lente montée de la conscientisation environnementale dans le paysage politique francophone belge : 1980-2010.

Avant les années 1980, le monde politique belge est largement hermétique aux enjeux environnementaux. La mise en place d'un ministère de l'Environnement peine, alors que la question de la protection de l'environnement émerge dans les espaces occidentaux. Les gouvernements Leburton (1973-1974) et Tindemans (1974-1978) défendent l'idée selon laquelle la coordination entre départements ministériels suffit. Toutefois, en réalité, personne n'est vraiment responsable. Le social-chrétien Jean-Pierre Grafé, alors secrétaire d'État chargé des Affaires wallonnes, a bien une compétence environnementale, mais il ne dispose ni d'une administration, ni d'un budget affectés à cette compétence. Quelques propositions d'action politique émergent, à l'instar de celle de François Perin, en février 1971, qui propose l'ajout d'un article 11 bis dans la constitution: «la loi crée les obligations et servitudes d'utilité publique, à charge de la propriété, en vue de protéger l'environnement naturel contre toute pollution». En vain. Comme le résume Paul-Henri Gendebien, un des rares élus à mettre en avant à l'époque l'agenda environnemental dans le pays: «pour plus d'un ministre, la protection de la nature demeure encore un sujet de plaisanterie» ♦3.

Il faut attendre plusieurs moments accélérateurs, du premier choc pétrolier aux accidents environnementaux en passant par la question du développement des centrales nucléaires, pour que la montée de la conscience écologique se réalise enfin. De nombreuses organisations se créent pour défendre l'environnement et pour promouvoir des modes alternatifs de production et de consommation, à l'exemple des Amis de la Terre. En parallèle, des dissidences de partis comme le Rassemblement Wallon favorisent la création de listes électorales se revendiquant de thématiques démocratiques ♦4 et environnementales. L'émergence de listes écologistes proprement dites, à la suite de divers scrutins à partir de 1976,

5 ♦ Paul Lannoye, «Écologie ou protection de l'environnement?», *La feuille de chou biologique*, n°6, mars 1978.

6 ♦ André Méan, «Des Écolos à vélo», *La Cité*, 4 novembre 1981.

suivi de la création du parti Ecolo en 1980, feront définitivement entrer ces questions dans l'arène politique belge.

Les tensions sur les positionnements à adopter en faveur de la protection de l'environnement émergent rapidement. Ces tensions opposent dans un premier temps les écologistes non pas aux autres partis politiques mais d'abord aux mouvements environnementaux. En mars 1978, Paul Lannoye, qui contribue par la suite à la fondation d'Ecolo, s'efforce de distinguer l'environnementalisme, qu'il condamne, de l'écologie politique, qu'il défend. Dans un éditorial baptisé «Écologie ou protection de l'environnement?», il explique que l'écologie a d'abord été une science; elle s'est ensuite transformée en une «philosophie politique» dont les «bases naturelles» sont formées par «le respect des équilibres dans la biosphère et l'affirmation du caractère global des problèmes que se posent les sociétés modernes». Au nom de ce respect, l'écologie politique rejette le productivisme parce qu'il entraîne autant la destruction de la nature que «l'irresponsabilité généralisée qui implique l'ignorance de ce que l'on fait, de ce que l'on est». Contre le productivisme qui «produit pour produire», l'écologie signifie «l'intégration des activités humaines dans la nature, la gestion rationnelle des ressources, l'autonomie des petites communautés, l'autogestion». Ce point implique «une transformation profonde de la société et du modèle culturel actuel» qui ne se limite, en aucun cas, à la lutte contre les pollutions et à la défense de l'environnement. Là où les environnementalistes se battent pour qu'une usine polluante soit équipée de filtres, l'écologiste va s'interroger non seulement sur la pollution, mais également sur l'«utilité sociale» de ce qui y est produit. Ou encore, quand les environnementalistes se contentent d'attaquer le productivisme de manière ponctuelle, l'écologisme globalise ses critiques et insiste sur les effets à long terme et sur les conséquences sociales. Certes, Paul Lannoye se réjouit que chez beaucoup de protecteurs de l'environnement, «la prise de conscience écologique se soit rapidement et logiquement imposée», mais il estime que globalement, l'environnementalisme revient à «aménager le système». Or, clame-t-il, «on n'aménage pas un système complètement vicié, on le change» ♦5.

À ces tensions au sein du mouvement écologiste se joignent des antagonismes entre le nouveau parti Ecolo et le Parti socialiste (PS). Ce ne sont pas les positionnements socio-environnementaux qui opposent les deux structures politiques mais la crainte pour le PS de se voir privé d'une part croissante de son électorat, singulièrement auprès des primototants dont l'âge minimal a été abaissé à 18 ans. Le 4 novembre 1981, le quotidien démocrate-chrétien *La Cité*, en effet, publié un sondage, réalisé essentiellement auprès de ses lecteurs, qui crédite Ecolo de 30% des suffrages de ceux qui votent pour la première fois ♦6. Une semaine avant le scrutin, Joseph Coppé, l'éditorialiste de *La Wallonie*, le quotidien des métallos liégeois du syndicat socialiste, exprime bien cette appréhension.

Dans un éditto titré «L'écologie, c'est la gauche», il lance un appel vibrant aux jeunes tentés de voter pour Ecolo à ne pas délaissier le mouvement socialiste: «la Terre n'appartient qu'aux hommes. C'est à l'honneur du mouvement socialiste de l'avoir proclamé dès ses origines (dans la charte de Quaregnon). Il se peut que les circonstances et aussi les modes aient parfois détourné le mouvement de ce principe. Mais ce n'est pas en le désertant que les jeunes pourraient le ramener à la pureté de ses origines. C'est au contraire en renforçant, dans ses rangs, les forces et les tendances qui n'ont jamais cessé d'espérer, ni de se battre» ♦7. L'offre politique incarnée par les écologistes reste largement dénigrée des divers bords de l'échiquier politique. À droite, les écologistes sont régulièrement présentés comme un appendice du PS, ce que celui-ci se garde bien de démentir. À gauche, le discours en vogue considère que les écologistes sont des sous-marins du néo-libéralisme. Enfin, de part et d'autre, l'écologie est essentiellement réduite à la défense de l'environnement. Le parti des verts francophones, considéré comme un «mouvement sympathique» par le président du Parti socialiste, ne serait d'ailleurs qu'une structure en sursis, destinée à être intégrée à court terme dans un des partis traditionnels ♦8.

Dans une Wallonie frappée par la crise, il est tentant pour les adversaires des partis verts de faire passer les écologistes pour des gens uniquement soucieux du sort des «petits oiseaux» ♦9, se désintéressant du social. L'écologie, c'est l'environnement et l'environnement, ce n'est pas le social: ce simplisme domine longtemps la perception médiatique d'un parti écologiste qui consacre, en réalité, plus d'énergie aux enjeux politiques, sociaux ou économiques qu'aux thèmes étroitement environnementaux. Caricaturer ceux qui proposent une reconversion économique en profondeur de la Wallonie permet d'éviter tout débat sérieux sur leurs propositions et sur sa propre incapacité à entamer sérieusement cette reconversion ♦10. Tout se passe alors comme si relayer les revendications des associations de protection de la nature ne pouvait que susciter les sarcasmes de la part de parlementaires qui défendraient, eux, des propositions politiques raisonnables.

Au cours des années 1980, la spécificité de l'écologie reste mal identifiée. Le 17 mai 1985, le président du Parti socialiste Guy Spitaels, publie une Tribune Libre dans *Le Soir* dans laquelle il juge que les ressacs électoraux que viennent de subir coup sur coup les Verts allemands dans des élections régionales au bénéfice des sociaux-démocrates présagent de la disparition des partis écologistes. Il sous-entend que leurs représentants en Belgique subiront, tôt ou tard, le même sort à mesure que leurs revendications et tout ou partie de leur personnel politique seront repris par les partis traditionnels. Cependant, Ecolo s'installe durablement dans le paysage politique belge, sans être absorbé par la composante socialiste. Il y a, en effet, au cœur de l'identité verte, une résistance forte à sa réduction à la composante environnementale.

7 ♦ Joseph Coppé, «L'écologie, c'est la gauche», *La Wallonie*, 28 octobre 1981.

8 ♦ Guy Spitaels, «La Belgique va faire comme l'Allemagne», *Tribune Libre, Le Soir*, 17 mai 1985.

9 ♦ Le 11 octobre 1982, le député Ecolo José Daras, dépose au Parlement wallon un décret relatif à la protection des oiseaux. Le président du Conseil Régional Wallon, André Cools, décide d'autorité d'envoyer le texte pour avis au Conseil d'État, retardant sciemment la procédure parlementaire. Quelques «cui-cui» sont alors entendus en provenance des bancs des partis traditionnels.

10 ♦ Face au déclin industriel qui frappe de plein fouet la Wallonie, les écologistes proposent divers plans de reconversions économiques. Il s'agit de parvenir progressivement à dissocier l'emploi, le revenu et le travail et de reconstruire une économie qui proposerait des emplois de qualité tout en intégrant les contraintes écologiques. Dès 1980, Ecolo propose la réduction et le réaménagement du temps de travail ainsi que la réorientation de l'économie vers la production de biens et services écologiques. «Travaillons pour vivre et non l'inverse», disent les écologistes belges qui développent une approche argumentée du soutien aux petites et moyennes entreprises qui doivent jouer un rôle central dans cette reconversion (Ecolo, *Journée Emploi 1er mai 1980, Le Combat Écologique: pour un revirement anti-industrialiste*, Namur, 1980).

11 ♦ Benoît Lechat, *Ecolo, la démocratie comme projet*, Namur, Etopia, 2014, p. 346.

12 ♦ En référence à la polarisation définie plus haut.

13 ♦ «Une Sécurité sociale équitable, universelle et individualisée», Conférence de presse Ecolo, Bruxelles, 15 mars 1993.

14 ♦ Jacky Moraël, «Je t'aime, moi non plus... Pour un positionnement des gauches face à leur société», *Cahiers marxistes*, mai 1995, n°198.

L'écologie politique n'est pas la social-démocratie plus l'environnement ♦11. En outre, les valeurs post-matérialistes qui sous-tendent l'écologie politique attirent plus les classes moyennes éduquées que les ouvriers d'un sillon industriel wallon alors en pleine crise et pour lesquels l'emploi n'est pas seulement pourvoyeur de revenus mais aussi de sens et d'intégration sociale. Socialistes et écologistes opposent deux visions du changement social et environnemental : l'une s'ancre dans les luttes passées et l'autre se pense encore souvent dans une approche expertocratique, même si cette dernière essaye de correspondre à la nouvelle société de la connaissance et à ses formes flexibles de travail. Le refus persistant de la création d'un «pilier vert» ♦12 assurant le monopole de la représentation politique des associations écologistes complique encore la production du changement social souhaité, les organisations environnementales tenant à conserver leur indépendance.

Sous l'impulsion d'une nouvelle direction politique, la stratégie évoluera au début des années 1990, avec une volonté de la direction d'Ecolo de se réclamer de l'héritage de la gauche. L'ambition est d'inscrire les écologistes dans cet héritage tout en refusant d'être réduits à une vision de gauche traditionnelle voire conservatrice : «seuls les écolos sont encore progressistes» lance le leader Ecolo Jacky Moraël dans *Le Peuple*, en juin 1989. Sous l'impulsion de Moraël, Ecolo réoriente sa communication sous un angle novateur et progressiste, insistant sur une ouverture aussi bien vers le monde économique (les patrons et les indépendants) que social (les syndicats) : «Écologie/syndicalisme, chacun devrait se rendre compte que ce sont là deux facettes d'une même lutte, celle contre les dégâts d'un productivisme et d'un libre-échange effrénés. L'éco-développement implique pour nous la recherche d'emplois durables tournés vers la satisfaction des besoins des gens et vers la réduction des dégâts écologiques et sociaux» ♦13. Les écologistes renvoient dos-à-dos libéraux et socialistes, considérés comme étant les deux faces de la même pièce appelée «austérité». Pour les Verts, l'État est devenu à la fois victime et complice de la société mondialisée. Les écologistes pointent la vacuité de la recherche d'un salut dans des ajustements du système, la crise étant le système lui-même. Insistant sur l'avènement de la société duale et atomisée, qui nécessite des mesures sociales adaptées prenant également en compte les enjeux environnementaux, les écologistes s'engagent dans un discours social tentant d'attirer les orphelins du compromis fordiste.

Dans une publication au sein des *Cahiers Marxistes*, en 1995, Jacky Moraël reviendra sur le renouvellement de la gauche envisagé par l'écologie politique ♦14. La question sociale s'y pose au sens fort par la réintégration de la nature dans le politique et par le refus du mythe de la croissance. Mais aux élections de 1995, Ecolo sera loin de bénéficier d'un transfert de voix en provenance du PS. Face à cet échec, Ecolo va chercher, par la suite, à affirmer son indépendance par rapport au PS et à jouer un rôle clé dans «l'émergence à terme,

à l'échelle européenne, de la nouvelle gauche de la société post-industrielle». L'ambition est d'ouvrir le parti à de nouveaux publics dans les syndicats, les associations, les milieux intellectuels et artistiques, en lançant, en 1996, des «États Généraux de l'Écologie politique», un processus participatif ouvert devant manifester aux yeux du public la transmutation d'Ecolo en force politique généraliste et constituer un moment décisif de son élargissement. Un des objectifs vise à contribuer à ce que l'écologie politique soit plus clairement identifiée comme un courant politique à part entière, sur le même pied que le libéralisme, le socialisme ou le christianisme social ♦15.

Cette stratégie d'ouverture et de communication repensée permet la victoire d'Ecolo aux élections législatives de 1999. Les écologistes entrent, pour la première fois, dans divers gouvernements belges ♦16, sans y être cependant vraiment désirés. Face au parti socialiste et au parti libéral, qui se voyaient gouverner seuls, Ecolo débarque tel un perturbateur de l'ordre prétendument établi. Cherchant à peser sur l'ensemble du programme gouvernemental, voire à occuper des postes sortant des domaines environnementaux, les verts sont sèchement renvoyés à leur caricature. En juillet 1999, quand Jacky Moraël réclamera pour Ecolo une compétence à caractère social dans le gouvernement arc-en-ciel, le président du PS, Philippe Busquin répondra avec fureur que «le social, c'est pour moi. Toi, c'est les petits oiseaux» ♦17.

Cette première participation gouvernementale est, pour Ecolo, un moment difficile. Tirillés par une base militante qui estime que la victoire électorale impose un changement radical et profond dans de nombreuses matières politiques, les mandataires écologistes sont confrontés à une fin de non-recevoir des autres partis de la coalition, qui souvent s'allient entre eux pour contrecarrer les propositions des verts. Diverses avancées sont néanmoins réalisées sur la libéralisation du secteur de l'énergie, alors dominé par des structures étatiques décalées par rapport aux enjeux environnementaux.

Les rapports entre Ecolo et le PS font aussi l'objet de nombreux débats internes. Le projet d'une «Convergence des gauches» émerge ainsi au début des années 2000, lancé par un des secrétaires fédéraux d'Ecolo. Pour Jacques Bauduin, la seule issue politique possible est de réaliser un rapprochement entre socialistes et écologistes. Dans l'esprit des défenseurs de cette idée, l'écologie n'est qu'une métaphore du changement. Pour le secrétaire fédéral du parti vert, c'est Ecolo qui permet de maintenir les déçus du socialisme au sein de la famille de la gauche. Si Ecolo représente une innovation, l'écologie et Ecolo sont d'abord des outils pour redynamiser la vision sociale-démocrate de la gestion publique et ainsi refonder la gauche. Or, jamais au sein de la direction socialiste, l'idée d'un partage du pouvoir n'a été envisagée. Une constante demeure entre les socialistes et les écologistes, celle de deux logiciens différents. Les mots, la grammaire ne sont pas les mêmes. Quand les écologistes débarquent avec leur langage politique, qui est parfois même celui

15 ♦ Benoît Lechat, Jonathan Piron, *Ecolo, l'écologie de l'action politique*, Namur, Etopia, 2021, p. 250.

16 ♦ État fédéral, la Belgique se compose des Communautés et des Régions. Les Communautés (flamande, francophone et germanophone) gèrent principalement les matières dites personnalisables comme la culture, l'enseignement, les médias, etc. Les Régions (Flandre, Wallonie, Bruxelles-capitale) ont pour compétences les matières économiques.

17 ♦ Benoît Lechat, Jonathan Piron, *op. cit.*, p. 185.

18 ♦ Vincent De Coorebyter, «Clivages et partis en Belgique», *Courrier hebdomadaire du CRISP*, vol. 2000, no. 15, 2008, <https://www.cairn.info/revue-courrier-hebdomadaire-du-crisp-2008-15-page-7.htm>

19 ♦ À l'image entre autres du succès du mouvement des Villes en transition porté par le Britannique Rob Hopkins.

20 ♦ Elio Di Rupo, *Nouvelles Conquêtes*, Waterloo, Luc Pire - Renaissance du livre, 2017.

de leur quotidien, ces termes et leurs sens restent très souvent profondément étrangers aux autres partis. Le social des écologistes n'est pas le social des socialistes : la critique anti-productiviste des écologistes, et la transformation de l'État qu'elle suppose est particulièrement éloignée du projet social-démocrate qui vise à la réforme de la structure de distribution des profits du travail collectif.

Le projet de «Convergence des gauches» coûtera sa place à Jacques Bauduin, acculé à la démission le 21 juin 2022 pour avoir quasiment soutenu une alliance électorale avec le Parti socialiste. Mort-né, le projet met bien en évidence les tensions quasiment insurmontables qui existent entre socialistes et écologistes quant à leurs lectures idéologique et politique.

La conscientisation verte, entre théories et pratiques politiques au tournant des années 2020 : écosocialisme vs écologie politique

Si la défaite des écologistes aux élections de 2003 et 2004 marque une pause dans la mise en place de politiques publiques engageant résolument la transition environnementale, le consensus sur le réchauffement climatique continue à avancer. À la fin des années 2000, presque tous les partis s'accordent sur la nécessité de lutter contre les effets du dérèglement climatique et inscrivent des objectifs environnementaux dans leur programme ♦18. Cependant, au sein des partis de gauche, l'unanimité est loin d'être présente sur les modalités à mettre en œuvre pour y répondre.

Au cours de la décennie 2010, la montée en puissance de la conscientisation environnementale, à la faveur d'une plus grande médiatisation des enjeux et d'un essor de la société civile structurée autour des thématiques vertes ♦19, voit les enjeux écologiques occuper un espace de plus en plus grand dans l'espace public. À côté d'Ecolo se revendiquant de l'écologie politique, d'autres structures politiques mettent l'écosocialisme dans leur identité : des micropartis tels que la Ligue communiste révolutionnaire [LCR], le Mouvement de gauche ou encore Vega. Le PS se lance aussi dans ce repositionnement. À la faveur de sa cure d'opposition dans divers gouvernements en Belgique, les socialistes francophones lancent un travail de réflexion doctrinale en mars 2015, le «Chantier des idées», destiné à repenser la vision socialiste. Dans la foulée, à l'été 2017, Elio di Rupo, alors président du parti, publie «Nouvelles conquêtes», ouvrage dans lequel l'auteur s'y déclare écosocialiste : ««Ma conviction personnelle est la suivante : de nos jours, on ne peut plus être socialiste sans être écologiste. Socialisme et écologie vont nécessairement de pair» ♦20.

Cette revendication doctrinale de l'écocapitalisme est poursuivie par le successeur d'Élio di Rupo, Paul Magnette, qui, en 2022 et à grand renfort de participation à des débats en France, publie un ouvrage de doctrine politique insistant sur l'idée que l'écocapitalisme représenterait le nouvel âge du socialisme ♦21. Dans *La Vie large, manifeste éco-socialiste*, le président du PS propose divers éléments en vue de créer une intersection entre le social et l'écologie ♦22. Cette lecture écocapitaliste transparaît dans les programmes du PS pour les élections de 2019. Les propositions portées par les socialistes francophones belges rejoignent en de nombreux points celles des écologistes : 100 % d'énergie renouvelable en 2050, fermeture des centrales nucléaires, investissements dans les transports en commun rendus plus attractifs par la gratuité etc. À la gauche de la gauche, ces positionnements programmatiques se réalisent également. Le PTB, parti marxiste-léniniste menant une opposition particulièrement dure à l'égard du PS, montre sa volonté de s'approprier les enjeux environnementaux, à l'image de la campagne «Red is the new green» lancée en 2015 et «souhaitant une approche sociale et équitable de la question» ♦23.

Le succès des «marches climat» organisées en Belgique en 2018-2019, leur médiatisation et la proximité des élections communales le 14 octobre 2018 et législatives le 26 mai 2019 obligent à la prise en compte du sujet environnemental. Comme ailleurs en Europe, la question climatique pèse sur les scrutins. La «vague verte» qui traverse la Belgique prolonge ce repositionnement politique avec l'entrée à divers niveaux de pouvoirs du parti Ecolo dans les exécutifs locaux, régionaux et fédéral belge même si en 2019 les résultats sont moins élevés qu'escomptés ♦24. Vainqueurs des élections, PS et Ecolo décident de former ensemble des coalitions régionales, tentant même un temps l'avenir d'une inédite majorité dite Coquelicot, à deux partis, mais minoritaire au parlement wallon ♦25.

Si divers engagements forts sont pris dans les majorités fédérales et régionales en faveur de la mise en place de politiques environnementales, des clivages importants persistent cependant sur l'essence même des transformations à réaliser. En 2019, des débats ont opposé écologistes et marxistes orthodoxes. Le rapport au capitalisme devenait dans certains milieux, une clef de compréhension du positionnement à gauche et de la capacité d'action ou de renoncement des partis s'en réclamant. Dans *Le Vif*, Hugues Le Paige, intellectuel proche du PTB, considérait qu'Ecolo, après sa victoire annoncée aux élections, devrait choisir entre «la construction d'un nouveau centre ou celle d'une nouvelle gauche». Le Paige affirmait cependant que ce choix centriste avait été posé par le parti vert, justifiant ainsi sa propre préférence pour la gauche radicale, c'est-à-dire le PTB, «la seule force qui affirme radicalement son anticapitalisme» ♦26.

La posture de la gauche quant à la question climatique s'articulerait, in fine, autour de deux positionnements opposés : pour la gauche

21 ♦ Paul Magnette, *La Vie large, manifeste éco-socialiste*, Paris, La Découverte, 2022, p. 178

22 ♦ David Coppi et Michel De Muelenaere, «La vie rêvée de Paul Magnette : socialiste et écologiste», *Le Soir*, 14 octobre 2022, <https://www.lesoir.be/471356/article/2022-10-14/la-vie-revee-de-paul-magnette-socialiste-et-ecologiste>

23 ♦ Nick Dobbelaere, «Le PTB invite à marcher pour le climat», *Solidaire*, 3 novembre 2015, <https://www.solidaire.org/articles/le-ptb-invite-marcher-pour-le-climat-peu-de-questions-sont-aussi-collectives-que-celle-du>

24 ♦ Jean-François Herbecq, «Zakia Khattabi : «La vague verte est là, les écologistes ont gagné»», *RTBF*, 14 octobre 2018, <https://www.rtb.be/article/zakia-khattabi-les-ecolos-ont-gagne-10046005>; J., H., «Une vague verte plutôt qu'un tsunami», *L'Avenir*, 27 mai 2019, <https://www.lavenir.net/actu/belgique/2019/05/27/une-vague-verte-plutot-quun-tsunami-QERSOPPSNRABBOG4GYDBF4XI>

25 ♦ Maxime Biermé et Pascal Lorent, «C'est quoi une "coalition coquelicot" ?», *Le Soir*, 16 juin 2019, <https://www.lesoir.be/230983/article/2019-06-16/cest-quoi-une-coalition-coquelicot>

26 ♦ Hugues Le Paige, «Ecolo, le capitalisme et la gauche», *Le Vif*, 18 avril 2019, <https://www.levif.be/belgique/ecolo-le-capitalisme-et-la-gauche>

27 ♦ Jean De Munck, « Les écologistes et l'anticapitalisme. Une réponse à Hugues Le Paige », *POUR*, 12 juin 2019, <https://pour.press/les-ecologistes-et-lanticapitalisme-une-reponse-a-hugues-le-paige>

28 ♦ *Manifeste politique d'Ecolo. Pour une transition écologique de la société*, Namur, Ecolo, 2013, p. 8-9, https://ecolo.be/wp-content/uploads/2021/08/manifeste_politique_ecolo_2013v3-2.pdf

29 ♦ Parti Socialiste, *Réparer la Terre*, non daté, https://www.ps.be/reparrer_la_terre_five

30 ♦ Clara Van Reeth, « Social et écologie : vers la réconciliation ? Paul Magnette et François Gemenne débattent », *Alter échos*, 15 mars 2023, <https://www.alterechos.be/on-assiste-a-lebauche-dune-synthese-entre-les-questions-sociale-et-environnementale-qui-redonne-un-sens-a-la-gauche>

31 ♦ Paul Magnette, *op. cit.*, 2022.

32 ♦ Nicolas De Decker, « L'écocapitalisme, cadeau ou piège pour Ecolo ? », *Le Vif*, 27 octobre 2022, <https://www.levif.be/belgique/politique/lecosocialisme-du-ps-cadeau-ou-piege-pour-ecolo-analyse>

33 ♦ Stop Alibaba, *Alibaba ou l'écocapitalisme, le P. S. doit choisir !*, 25 septembre 2021, <https://stopalibaba.com/alibaba-ou-lecosocialisme-le-p-s-doit-choisir>

dite classique, des sociaux-démocrates aux communistes, l'environnement s'ajouterait au programme de la gauche sans en modifier la structure fondamentale. Pour la gauche dite écologiste, au contraire, la protection du vivant s'inscrirait non comme un chapitre du programme, mais comme un élément du noyau de la gauche ♦27. Là où une partie de la gauche envisage la question environnementale comme un élément de la lutte contre les inégalités et les rapports de classes, la gauche écologiste, de son côté, considère l'écologie comme l'orientation de base qui oblige à repenser l'ensemble des approches économiques, sociales, politiques, culturelles etc.

Un clivage important existe ainsi au sein de la gauche par rapport au productivisme. D'entrée de jeu, dans son manifeste adopté en 2013, Ecolo définit son identité par rapport à cet enjeu : « L'écologie naît face à l'illusion productiviste ». Ecolo souhaite ainsi « Ouvrir un horizon postcapitaliste contre l'alliance des conservatismes et du productivisme » ♦28. De leur côté, les socialistes francophones belges plaident « pour une transformation systémique de notre modèle économique et sociétal », autour notamment de slogans comme « Réparer la Terre » ♦29. Paul Magnette met en évidence l'importance « de la politisation de la problématique des dégradations environnementales et du réchauffement climatique » ♦30. Toutefois, le slogan de l'écologie non alignée sur les enjeux sociaux voire culpabilisatrice pointe chez Paul Magnette : « Quand l'écologie consiste à renoncer à sa voiture et à l'avion, à manger moins de viande, à déménager vers un logement plus petit et à acheter moins de vêtements, il n'est pas étonnant qu'elle soit perçue comme un nouveau surmoi castrant nos désirs les plus élémentaires » ♦31.

Le clivage entre productivisme et antiproductivisme est un élément important qui explique les diverses approches de la gauche quant à la question environnementale. Il n'est cependant pas le seul. Le positionnement voulu par Paul Magnette est ainsi plus pointé pour son opportunisme politique que pour son revirement idéologique. La crise écologique se présente comme une deuxième chance pour le socialisme. Le choix apparaît comme essentiellement tactique, au regard de la montée électorale d'Ecolo en 2018 et 2019 et d'un questionnement quant à l'avenir des partis sociaux-démocrates, alors en plein questionnement quant à leur avenir. Ainsi, pour certains élus écologistes comme Olivier Biérin, l'écocapitalisme relève « du discours de Paul Magnette, mais beaucoup moins des actes de ses ministres et bourgmestres » ♦32. Dans les exécutifs où les socialistes francophones sont présents, la logique productiviste et croissantiste reste d'ailleurs de mise. Au sein du gouvernement wallon, le PS défendait au début des années 2020 une stratégie de redéploiement économique par la logistique, notamment via le développement de nouvelles capacités d'accueil dans les aéroports wallons, entraînant des critiques des associations environnementales ♦33. De l'autre côté, au gouvernement bruxellois, les socialistes reprocheront aux écologistes le caractère antisocial de leur projet de taxation kilométrique.

L'érosion du discours environnemental au cours de la législature contribuera également à voir divers représentants socialistes se distancier de mesures socio-environnementales un temps soutenues. Un exemple emblématique est le sort réservé à Good Move, ambitieux plan de mobilité visant à rééquilibrer la mobilité douce face à la voiture dans la région de Bruxelles-Capitale. Conspué tant par la droite que par l'extrême-gauche, Good Move est finalement lâché par les socialistes en 2024, quelques semaines avant les élections. Les doutes et revirements du PS sur les enjeux environnementaux ainsi que le désalignement avec les verts acteront, pour certains analystes politiques, la fin de l'expérience écosocialiste ♦³⁴. Le contexte politique francophone en général et de la gauche en particulier n'y est pas étranger : la montée en puissance du PTB et la perte de vitesse des enjeux environnementaux et climatiques dans la société belge ont amené les socialistes à une prise de distance vis-à-vis de l'écosocialisme et des positionnements environnementaux.

34 ♦ Bertrand Henne, «Good Move, les socialistes enterrent l'éco-socialisme», *RTBF Info*, 24 mai 2024, <https://www.rtb.be/article/good-move-les-socialistes-enterrent-l-eco-socialisme-11374420>

35 ♦ Comme l'exprime le titre du livre de Herbert Kitschelt et Staf Hellemans : *Beyond the European Left: Ideology and Political Action in the Belgian Ecology Parties*, Durham & Londres, Duke University Press, 1990.

Conclusion : l'environnement comme ligne de fracture entre les gauches ?

Toutes les tentatives structurelles de rapprochement entre socialistes et écologistes se solderont dans les années 1990, 2000 et 2020 par des échecs. Il y a, en effet, au cœur de l'identité verte encore en cours de constitution des éléments qui résistent obstinément à sa réduction à la composante environnementale. L'écologie politique telle que portée par Ecolo refuse de se réduire à la dimension sociale-démocrate plus l'environnement. Les partis verts ont beau vouloir incarner l'espoir d'une réinvention de la gauche européenne, voire la perspective de l'émergence d'un «au-delà de la gauche» ♦³⁵, cette redéfinition ne se réduit pas à une ouverture du socialisme européen à la protection de l'environnement et au ravalement de ses pratiques démocratiques.

Le Parti socialiste francophone belge mettra longtemps à s'engager dans la défense des questions environnementales, considérées comme marginales. Héritier du parti ouvrier, le PS n'intègre la question environnementale que comme moyen en vue de la réalisation de son programme s'inscrivant dans le marxisme orthodoxe, et non pas comme une fin à la différence des partis se revendiquant de l'écologie politique. Deux lectures idéologiques finalement très différentes, qui peuvent se rejoindre par moments sur les mesures à mettre en place, mais qui restent réfractaires à se comprendre pleinement. Au final, au sein de la gauche francophone belge, la spécificité écologiste reste encore difficile à saisir, cet état des choses causant de nombreuses tensions en interne des partis de gauche, tensions qui perdurent en ce premier quart du XXI^e siècle.



Pourquoi l'écোসocialisme ?

Michael Löwy

Membre du Comité de Coordination du Global Ecosocialist Network,
directeur de recherche émérite au CNRS

Capitalisme et crise écologique

La civilisation capitaliste contemporaine est en crise. L'accumulation illimitée du capital, la marchandisation de tout, l'exploitation impitoyable du travail et de la nature, et la catastrophe écologique qui en découle sapent les bases d'un avenir durable, mettant ainsi en danger la survie même de l'espèce humaine. Le système capitaliste, une machine de croissance économique propulsée par les combustibles fossiles depuis la révolution industrielle, est le responsable du changement climatique et de la crise écologique plus large sur la planète. Sa logique irrationnelle d'expansion et d'accumulation sans fin, conduit la planète au bord de l'abîme.

Le «capitalisme vert» – la stratégie consistant à réduire l'impact environnemental tout en maintenant les institutions économiques dominantes – offre-t-il une solution ? L'invéraisemblance d'un tel scénario de réforme politique est illustré de la manière la plus frappante par l'échec d'un quart de siècle de conférences internationales – les COP visant à traiter le changement climatique. Les forces politiques engagées dans l'«économie de marché» capitaliste qui ont créé le problème ne peuvent être à l'origine de la solution.

La récente COP 28 (Dubai, 2023), réunissant les gouvernements de la planète, illustre parfaitement l'impossibilité d'une solution à la crise dans les limites du système. À la place de mesures concrètes dans les prochaines 5-10 années – condition nécessaire, selon les scientifiques, pour éviter un réchauffement de la planète qui dépasse les 1,5°C – on a eu droit à des promesses mirifiques de «neutralité carbone» pour 2050... À la place d'engagements précis et chiffrés d'immédiate suspension de l'exploitation de nouvelles sources d'énergie fossile (charbon, pétrole) on a eu droit à de vagues promesses de réduire leur consommation.

En définitive, le défaut fatal du capitalisme vert réside dans le conflit entre la micro-rationalité du marché capitaliste, avec son calcul myope des profits et des pertes, et la macro-rationalité de l'action collective pour le bien commun. La logique aveugle du marché résiste à une transformation énergétique rapide pour



s'éloigner de la dépendance aux combustibles fossiles : elle est en contradiction intrinsèque avec la rationalité écologique. Il ne s'agit pas d'accuser les « mauvais » capitalistes écocidaire, par opposition aux « bons » capitalistes verts ; la faute en revient à un système ancré dans une concurrence impitoyable et une course au profit à court terme qui détruit l'équilibre de la nature.

Une politique écologique qui fonctionne dans le cadre des institutions et des règles dominantes de l'« économie de marché » ne parviendra pas à relever les profonds défis environnementaux auxquels nous sommes confrontés. Les écologistes qui ne reconnaissent pas que le « productivisme » découle de la logique du profit sont voués à l'échec – ou, pire, à être absorbés par le système. Les exemples abondent. L'absence d'une position anticapitaliste cohérente a conduit la plupart des partis verts européens – notamment en France, en Allemagne, en Italie et en Belgique – à devenir de simples partenaires « éco-réformistes » de la gestion néo-libérale, ou sociale-libérale, du capitalisme par les gouvernements.

Bien plus qu'une illusoire réforme du système, ce qu'il faut, c'est l'émergence d'une civilisation sociale et écologique fondée sur une nouvelle structure énergétique et sur un ensemble de valeurs et de modes de vie post-consuméristes : l'écossocialisme. La réalisation de cette vision ne sera pas possible sans une planification et un contrôle publics des « moyens de production », c'est-à-dire les installations, les machines et les infrastructures.

Pourquoi les socialistes doivent être des écologistes

La survie de la société civilisée, et peut-être d'une grande partie de la vie sur la planète, est en jeu. Une théorie ou un mouvement socialiste qui n'intègre pas l'écologie comme élément central de son programme et de sa stratégie est anachronique et inefficace.

Le changement climatique représente l'expression la plus menaçante de la crise écologique planétaire, posant un défi sans précédent historique. Si l'on laisse les températures mondiales dépasser de plus de 1,5° C les niveaux préindustriels, les scientifiques prévoient des conséquences de plus en plus graves, comme une élévation du niveau de la mer si importante qu'elle risquerait de submerger la plupart des villes maritimes, de Dacca au Bangladesh à Amsterdam, Venise ou New York. La désertification à grande échelle, la perturbation du cycle hydrologique et de la production agricole, l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des phénomènes météorologiques et la disparition des espèces sont autant de menaces. Nous sommes déjà à 1,1°C. À partir de quelle augmentation de température – 4,5° ou 6°C – atteindrons-nous un point de basculement au-delà

duquel la planète ne pourra plus supporter la vie civilisée, voire deviendra inhabitable ?

Il est particulièrement inquiétant de constater que les effets du changement climatique s'accumulent à un rythme beaucoup plus rapide que prévu par les climatologues, qui, comme presque tous les scientifiques, ont tendance à être très prudents. L'encre d'un rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat est à peine sèche que l'augmentation des impacts climatiques le rend trop optimiste. Alors que l'accent était autrefois mis sur ce qui se passera dans un avenir lointain, l'attention se porte de plus en plus sur ce à quoi nous sommes confrontés aujourd'hui et dans les années à venir.

Certains socialistes reconnaissent la nécessité d'intégrer l'écologie, mais s'opposent au terme « écosocialisme », arguant que le socialisme inclut déjà l'écologie, le féminisme, l'antiracisme et d'autres fronts progressistes. Cependant, le terme *écosocialisme*, en suggérant un changement décisif dans les idées socialistes, est porteur d'une signification politique importante. Premièrement, il reflète une nouvelle compréhension du capitalisme en tant que système basé non seulement sur l'exploitation mais aussi sur la *destruction* – la destruction massive des conditions de vie sur la planète. Deuxièmement, l'écosocialisme élargit la signification de la transformation socialiste au-delà d'un changement de propriété, à une transformation *civilisationnelle* de l'appareil productif, des modèles de consommation et de l'ensemble du mode de vie. Troisièmement, le nouveau terme souligne le regard critique qu'il porte sur les expériences du XX^e siècle menées au nom du socialisme.

Le socialisme XX^e siècle, dans ses tendances dominantes (la social-démocratie et le communisme de style soviétique), était, au mieux, inattentif à l'impact humain sur l'environnement et, au pire, carrément méprisant. Les gouvernements ont adopté l'appareil productif capitaliste occidental dans un effort effréné de « développement », sans se rendre compte des coûts négatifs considérables de la dégradation de l'environnement. L'Union soviétique en est un parfait exemple. Les premières années qui ont suivi la révolution d'Octobre ont vu se développer un courant écologique, et un certain nombre de mesures visant à protéger l'environnement ont effectivement été adoptées. Mais à la fin des années 1920, avec le processus de bureaucratisation stalinienne en cours, un productivisme insensible à l'environnement a été imposé dans l'industrie et l'agriculture par des méthodes totalitaires, tandis que les écologistes étaient marginalisés ou éliminés. L'accident de Tchernobyl en 1986 est un emblème dramatique des conséquences désastreuses à long terme.

Changer qui possède la propriété sans changer la façon dont cette propriété est gérée est une impasse. Le socialisme doit placer la gestion démocratique et la réorganisation du système productif

au cœur de la transformation, ainsi qu'un engagement ferme envers la gestion écologique.

On peut considérer Karl Marx comme un des précurseurs de l'écosocialisme. L'image un peu caricaturale d'un Marx «prométhéen», productiviste, indifférent aux enjeux de l'environnement, véhiculée par certains écologistes, pressés de «remplacer le paradigme rouge par le vert», a perdu beaucoup de sa crédibilité. Le pionnier dans la redécouverte de la dimension écologique chez Marx et Engels a été sans conteste John Bellamy Foster, avec son ouvrage *Marx's Ecology. Materialism and Nature* ♦1, qui met en évidence les analyses de Marx sur la «rupture du métabolisme (*Riss des Stoffwechsels*)» entre les sociétés humaines et l'environnement naturel, provoquée par le capitalisme. Bellamy Foster a transformé la *Monthly Review*, une des plus importantes publications de la gauche nord-américaine, en une revue éco-marxiste, et a suscité l'essor de toute une école de pensée marxiste, autour de la thématique du *metabolic rift*, qui inclut des auteurs aussi importants que Brett Clark, Ian Angus, Paul Burkett, Richard York, et plusieurs autres. On peut critiquer Bellamy Foster pour sa lecture de Marx comme un écologiste engagé, depuis ses écrits de jeunesse jusqu'à ses derniers travaux, sans prendre en considération des textes ou des passages qui relèvent d'une logique productiviste ; mais on ne peut pas mettre en doute l'importance, la nouveauté, la profondeur de ses écrits.

Proche de cette école de pensée - son premier livre, *La Nature contre le Capital. L'écologie de Marx dans sa critique inachevée du capital* ♦2, fut publié originairement en 2017 par Monthly Review Press - le jeune chercheur japonais Kohei Saito va se distinguer par une interprétation plus nuancée des écrits de Marx. Il montre, aussi bien dans ce premier livre que dans le suivant ♦3, que la réflexion de Marx sur l'environnement n'est pas un tout homogène. Il ne traite pas les écrits de Marx comme un ensemble systématique d'écrits, défini, du début à la fin, par un fort engagement écologique (selon certains), ou une forte tendance non écologique (selon d'autres) mais comme *une pensée en mouvement*. Certes, on peut déceler des éléments de continuité dans la réflexion de Marx sur la nature, mais on y trouve aussi des changements et des réorientations très significatifs. En outre, comme le suggère le sous-titre du livre de 2017, ses réflexions critiques sur la relation entre l'économie politique et l'environnement naturel sont «inachevées». D'où la nécessité, pour les écosocialistes, ou les éco-marxistes, de développer théorie et une pratique capables de répondre aux défis de l'Anthropocène au XXI^e siècle.

Une des sources importantes de la culture écosocialistes est la critique romantique du capitalisme. Le romantisme n'est pas une «école littéraire» mais une vision du monde, présente dans tous les champs de la culture : littérature, art, poésie, religion, philosophie, historiographie, théorie politique et même l'économie politique :

1 ♦ John B. Foster, *Marx's ecology. Materialism and nature*, New York, Monthly Review Press, 2000.

2 ♦ Kohei Saito, *La nature contre le capital. L'écologie de Marx dans sa critique inachevée du capital*, Paris, Syllepse / Page 2, 2021.

3 ♦ Kohei Saito, *Marx in the Anthropocene. Towards the Idea of Degrowth Communism*, London & New York, Cambridge University Press, 2022.

4 ♦ Voir à ce sujet Robert Sayre et Michael Löwy, *Romantisme anticapitaliste et nature*, Paris, Payot, 2022.

Lénine avait polémique en 1896 contre «le romantisme en économie politique» ... Le romantisme n'est pas une «époque», mais s'étend depuis le XVIII^e siècle (Rousseau!) jusqu'aujourd'hui. La vision du monde romantique est une protestation culturelle contre la civilisation capitaliste, ou la société bourgeoise moderne, au nom du passé pré-capitaliste ; une révolte contre le désenchantement du monde, la réduction de toutes les valeurs au calcul monétaire, la marchandisation des rapports sociaux et... la destruction de la nature. Tandis que les romantiques rétrogrades rêvent d'un retour au passé, les romantiques révolutionnaires proposent un *détour* par le passé vers l'avenir émancipé. Plusieurs des pionniers de l'écosocialisme sont des «marxistes romantiques» : par exemple, William Morris, notamment dans son roman utopique *Nouvelles de Nulle Part* (1896), ou, au XX^e siècle, Raymond Williams, le fondateur des *Cultural Studies* et un de premiers partisans d'un socialisme écologique ♦4.

Écosocialisme et planification écologique

Le cœur de l'écosocialisme est le concept de planification écologique démocratique, dans lequel la population elle-même, et non le «marché», ou les banquiers et industriels, ou un Politburo bureaucratique, prend les principales décisions concernant l'économie. Au début de la transition vers ce nouveau mode de vie, avec son nouveau mode de production et de consommation, certains secteurs de l'économie doivent être supprimés (par exemple, l'extraction des combustibles fossiles impliqués dans la crise climatique) ou restructurés, tandis que de nouveaux secteurs sont développés.

En définitive, une telle vision est inconciliable avec le contrôle privé des moyens de production. En particulier, pour que les investissements et l'innovation technologique servent le bien commun, la prise de décision doit être retirée aux banques et aux entreprises capitalistes qui dominent actuellement, et placée dans le domaine public. C'est alors la société elle-même, et non une petite oligarchie de propriétaires ou une élite de techno-bureaucrates, qui décidera démocratiquement quelles lignes de production doivent être privilégiées, et quelles les ressources doivent être investies dans l'éducation, la santé ou la culture. Les décisions majeures sur les priorités d'investissement – comme la fermeture de toutes les centrales au charbon ou l'orientation des subventions agricoles vers la production biologique – seront prises par un vote populaire direct. Les autres décisions, moins importantes, seraient prises par des organes élus, à l'échelle nationale, régionale ou locale.

Contrairement à ce que prétendent les apologistes du capitalisme, la planification écologique démocratique apporte en fin de compte plus de liberté, et non moins, pour plusieurs raisons. Premièrement, elle offre une libération des «lois économiques»

réifiées du système capitaliste qui enchaînent les individus dans ce que Max Weber appelait une « cage de fer ». Deuxièmement, l'écosocialisme propose une augmentation substantielle du temps libre. La planification et la réduction du temps de travail sont les deux étapes décisives vers ce que Marx appelait « le royaume de la liberté ». Une augmentation significative du temps libre est, en effet, une condition de la participation des travailleurs à la discussion et à la gestion démocratique de l'économie et de la société. Enfin, la planification écologique démocratique représente l'exercice par une société entière de sa liberté de contrôler les décisions qui affectent son destin. Si l'idéal démocratique n'accorde pas le pouvoir de décision politique à une petite élite, pourquoi le même principe ne s'appliquerait-il pas aux décisions économiques ?

Sous le capitalisme, la valeur d'usage - la valeur d'un produit ou d'un service pour le bien-être - n'existe qu'au service de la valeur d'échange, ou valeur sur le marché. Ainsi, dans la société capitaliste, de nombreux produits sont socialement inutiles ou conçus pour devenir rapidement inutilisables (« obsolescence planifiée ») : le seul critère est la maximisation du profit. En revanche, dans une économie écosocialiste planifiée, la valeur d'usage serait le seul critère de production des biens et des services, avec des conséquences économiques, sociales et écologiques considérables.

La planification se concentrerait sur les grandes décisions économiques, et non sur les décisions à petite échelle qui pourraient affecter les restaurants locaux, les épiceries, les petits magasins ou les entreprises artisanales. Il est important de noter qu'une telle planification est compatible avec l'autogestion par les travailleurs de leurs unités de production. La décision, par exemple, de transformer une usine de production d'automobiles en usine de production d'autobus et de tramways serait prise par la société dans son ensemble, mais l'organisation interne et le fonctionnement de l'entreprise seraient gérés démocratiquement par ses travailleurs. On a beaucoup discuté du caractère « centralisé » ou « décentralisé » de la planification, mais le plus important est le contrôle démocratique à tous les niveaux - local, régional, national, continental ou international. Par exemple, les problèmes écologiques planétaires tels que le réchauffement de la planète doivent être traités à l'échelle mondiale, et nécessitent donc une forme de planification démocratique mondiale. Cette prise de décision démocratique intégrale est tout le contraire de ce qui est habituellement décrit, souvent avec dédain, comme une « planification centrale », puisque les décisions ne sont pas prises par un « centre » quelconque, mais décidées démocratiquement par la population concernée à l'échelle appropriée.

Un débat démocratique et pluraliste aurait lieu à tous les niveaux. Par le biais de partis, de plates-formes ou d'autres mouvements politiques, des propositions variées seraient soumises au peuple, et des délégués seraient élus en conséquence.

Cependant, la démocratie représentative doit être complétée – et corrigée – par la démocratie directe, grâce à laquelle les gens choisissent – au niveau local, national et, plus tard, mondial – parmi les grandes options sociales et écologiques. Les transports publics doivent-ils être gratuits ? Les propriétaires de voitures privées devraient-ils payer des taxes spéciales pour subventionner les transports publics ? L'énergie solaire doit-elle être subventionnée afin de concurrencer l'énergie fossile ? La semaine de travail devrait-elle être réduite à 30 heures, 25 heures ou moins, avec la réduction de la production que cela implique ?

La transition du progrès destructeur capitaliste vers l'écossocialisme est un processus historique, une transformation révolutionnaire permanente de la société, de la culture et des mentalités. La réalisation de cette transition conduit non seulement à un nouveau mode de production et à une société égalitaire et démocratique, mais aussi à un *mode de vie* alternatif, une nouvelle *civilisation* écosocialiste, au-delà du règne de l'argent, au-delà des habitudes de consommation artificiellement produites par la publicité, et au-delà de la production illimitée de marchandises inutiles et/ou nuisibles à l'environnement. Un tel processus de transformation dépend du soutien actif de la grande majorité de la population à un programme écosocialiste. Le facteur décisif dans le développement de la conscience socialiste et de la conscience écologique est l'expérience collective de la lutte, depuis les confrontations locales et partielles jusqu'au changement radical de la société globale dans son ensemble.

La question de la décroissance

Quelles sont les convergences et les désaccords entre l'écossocialisme et le courant de la décroissance, dont l'influence en France n'est pas négligeable ? Les deux partagent le refus du productivisme et du consumérisme, ainsi que la critique radicale de la religion de la « croissance ». Mais du point de vue écosocialiste, le concept de « décroissance » risque de devenir une image inversée de la logique quantitative de la « croissance » : réduction du PIB à la place de son augmentation. Or, ce dont il s'agit c'est d'opérer des choix *qualitatifs* : certaines branches de la production ne sont pas à « décroître » mais à supprimer (par exemple : le nucléaire, les armements, la publicité), d'autres à réduire (la voiture, le camion), d'autres à élargir : agriculture biologique, énergie solaire, éducation, santé. Le terme « décroissance » ne permet pas de rendre compte de cette démarche qualitative.

Serge Latouche est sans doute le plus controversé des « décroissants ». Certes, une partie de ses arguments est légitime : démythification du « développement durable », critique de la religion de la croissance et du progrès, appel à un changement culturel. Mais sa position sur le capitalisme est loin d'être claire : d'une part, il affirme que la décroissance est contre le capitalisme ; de l'autre il critique

la position de l'extrême gauche qui «consiste...à attribuer à une entité, «le capitalisme», la source de tous les blocages»; cela n'a pas de sens, avance-t-il, puisque «le big brother du grand capital est anonyme» et le système est fondé sur la «servitude volontaire des sujets»; en fait, ajoute-t-il, le capitalisme comme système est «une création de l'esprit». Quant au sujet de la transformation désirée, il n'a, bien entendu, rien à voir avec la lutte de classes, ou le combat anti-impérialiste: «acte étant pris de l'adieu au prolétariat et au tiers monde (...) le sujet porteur du projet de décroissance (...) c'est tout le monde en tant que personnes singulières et tout un chacun concret particulier» ♦5. Cependant, au cours des dernières années, on assiste à une convergence entre écosocialisme et décroissance: plusieurs partisans du premier reconnaissent la nécessité d'une réduction globale de la production d'énergie et de marchandises, et plusieurs adeptes de la deuxième se réclament de l'écosocialisme. Une déclaration commune a été publiée par la *Monthly Review* en 2022, «Pour une décroissance écosocialiste», signé par Giorgio Kallis et Bengi Akbulut (décroissants) et Sabrina Fernandes et moi-même (écosocialistes).

Une décroissance écosocialiste implique avant tout de mettre un terme au gaspillage flagrant des ressources sous le capitalisme, alimenté par la production à grande échelle de produits inutiles et nuisibles. L'industrie de l'armement en est, bien sûr, un exemple dramatique, mais, plus généralement, le but premier de bon nombre des «biens» produits – avec leur obsolescence planifiée – est de générer des profits pour les grandes entreprises. Le problème n'est pas la consommation excessive dans l'abstrait, mais le *type* de consommation qui prévaut, fondé sur le gaspillage massif et la recherche ostentatoire et compulsive de nouveautés promues par la «mode». Une nouvelle société orienterait la production vers la satisfaction des besoins authentiques, notamment l'eau, la nourriture, les vêtements, le logement et les services de base tels que la santé, l'éducation, les transports et la culture.

Il est évident que les pays du Sud, où ces besoins sont très loin d'être satisfaits, doivent poursuivre un plus grand «développement» classique – chemins de fer, hôpitaux, systèmes d'égouts et autres infrastructures. Cependant, plutôt que d'imiter la façon dont les pays riches ont construit leurs systèmes de production, ces pays peuvent poursuivre le développement de façon beaucoup plus respectueuse de l'environnement, notamment par l'introduction rapide d'énergies renouvelables. Alors que de nombreux pays pauvres devront accroître leur production agricole pour nourrir des populations affamées et en pleine croissance, la solution écosocialiste consiste à promouvoir des méthodes d'agroécologie ancrées dans les unités familiales, les coopératives ou les fermes collectives à grande échelle, et non les méthodes destructrices de l'agrobusiness industrialisé impliquant des apports intensifs de pesticides, de produits chimiques et d'OGM ♦6.

5 ♦ Serge Latouche, *Vers une société d'abondance frugale. Contresens et controverses sur la décroissance*, Paris, Fayard, Mille et une nuits, 2010, pp. 105-111, 181.

6 ♦ Via Campesina, un réseau mondial de mouvements paysans, plaide depuis longtemps pour ce type de transformation agricole. Voir <https://viacampesina.org/en>

7 ♦ Mandel Ernest, *Power and Money: A Marxist Theory of Bureaucracy*, Londres, Verso, 1992, p. 206.

Dans le même temps, la transformation écosocialiste mettrait fin à l'odieux système d'endettement auquel le Sud est aujourd'hui confronté en raison de l'exploitation de ses ressources par les pays industriels avancés ainsi que par les pays en développement rapide comme la Chine. Au lieu de cela, nous pouvons envisager un flux important d'assistance technique et économique du Nord vers le Sud, ancré dans un sens profond de la solidarité et la reconnaissance que les problèmes planétaires nécessitent des solutions planétaires.

Mais comment distinguer les besoins authentiques des besoins artificiels et contre-productifs ? Dans une large mesure, ces derniers sont stimulés par la manipulation mentale de la publicité. Dans les sociétés capitalistes contemporaines, l'industrie de la publicité a envahi toutes les sphères de la vie, façonnant tout, de la nourriture que nous mangeons et des vêtements que nous portons aux sports, à la culture, à la religion et à la politique. La publicité promotionnelle est devenue omniprésente, infestant insidieusement nos rues, nos paysages et nos médias traditionnels et numériques, façonnant des habitudes de consommation ostentatoire et compulsive. De plus, l'industrie publicitaire elle-même est une source de gaspillage considérable de ressources naturelles et de temps de travail, payé en fin de compte par le consommateur, pour une branche de la «production» qui est en contradiction directe avec les besoins socio-écologiques réels. Bien qu'indispensable à l'économie de marché capitaliste, l'industrie publicitaire n'aurait pas sa place dans une société en transition vers l'écosocialisme ; elle serait remplacée par des associations de consommateurs qui veillent et diffusent des informations sur les biens et les services. La modification des habitudes de consommation est un défi éducatif permanent qui s'inscrit dans un processus historique de changement culturel.

L'une des prémisses fondamentales de l'écosocialisme est que, dans une société sans le fétichisme de la marchandise et sans l'aliénation capitaliste, «l'être» primera sur «l'avoir». Au lieu de rechercher des biens sans fin, les gens chercheront à disposer de plus de temps libre, ainsi que des réalisations personnelles à travers des activités culturelles, sportives, ludiques, scientifiques, érotiques, artistiques et politiques. Rien ne prouve que l'avidité compulsive découle d'une «nature humaine» intrinsèque, comme le suggère la rhétorique conservatrice. Elle est plutôt induite par le fétichisme de la marchandise inhérent au système capitaliste, par l'idéologie dominante et par la publicité. Ernest Mandel résume bien ce point critique : «L'accumulation continue de plus en plus de biens [...] n'est en aucun cas une caractéristique universelle et même prédominante du comportement humain. Le développement des talents et des inclinations pour eux-mêmes ; la protection de la santé et de la vie ; le soin des enfants ; le développement de riches relations sociales [...] deviennent des motivations majeures une fois que les besoins matériels de base ont été satisfaits» ♦7.

Les luttes immédiates et concrètes

La lutte pour un socialisme vert à long terme nécessite de se battre pour des mesures concrètes et urgentes à court terme. Sans se faire d'illusions sur les perspectives d'un «capitalisme propre», le mouvement pour un changement profond doit essayer de réduire les risques pour les personnes et la planète, tout en gagnant du temps pour construire un soutien pour un changement plus fondamental. En particulier, la bataille pour forcer les pouvoirs en place à réduire radicalement les émissions de gaz à effet de serre reste un front essentiel, de même que les efforts locaux pour passer à des méthodes agroécologiques, à l'énergie solaire coopérative et à la gestion communautaire des ressources.

Ces luttes concrètes et immédiates sont importantes en soi, car les victoires partielles sont essentielles pour lutter contre la détérioration de l'environnement et le désespoir face à l'avenir. Mais surtout, ces campagnes peuvent contribuer à élever la conscience écologique et socialiste et à promouvoir le militantisme d'en bas. Tant la prise de conscience que l'auto-organisation sont des conditions préalables et des fondements décisifs pour transformer radicalement le système mondial. La convergence des efforts locaux et partiels en un mouvement anti-systémique mondial global ouvre la voie à la transition vers une nouvelle société et un nouveau mode de vie.

L'écosocialisme fait partie d'un mouvement international : puisque les crises écologiques, économiques et sociales mondiales ne connaissent pas de frontières, la lutte contre les forces systémiques à l'origine de ces crises doit également être mondialisée. De nombreuses intersections significatives apparaissent entre l'écosocialisme et d'autres mouvements, notamment les efforts visant à associer l'écoféminisme et l'écosocialisme en tant que mouvements convergents et complémentaires ⁸. Le mouvement pour la justice climatique réunit l'antiracisme et l'écosocialisme dans la lutte contre la destruction des conditions de vie des communautés victimes de discrimination. Dans les mouvements indigènes, certains leaders sont des écosocialistes, tandis qu'à leur tour, de nombreux écosocialistes considèrent le mode de vie indigène, fondé sur la solidarité communautaire et le respect de Mère Nature, comme une inspiration pour la perspective écosocialiste. De même, l'écosocialisme trouve une voix au sein des mouvements paysans, syndicaux, et autres.

Le pouvoir des élites dirigeantes est indéniable et les forces de l'opposition radicale restent faibles. Mais elles se développent et représentent notre seul espoir d'arrêter le cours catastrophique de la «croissance» capitaliste. Walter Benjamin a défini les révolutions non pas comme la locomotive de l'histoire, à la Marx, mais comme la tentative de l'humanité d'actionner le frein d'urgence avant que le train ne tombe dans l'abîme. Jamais nous n'avons

8 ♦ Voir Ariel Salleh, *Ecofeminism as Politics*, New York, Zed Books, 1997 ; ou *Capitalism, Nature and Socialism*, vol. 29, no 1, 2018 sur «Ecofeminism against Capitalism», avec des essais de Terisa Turner, Ana Isla et d'autres.

eu autant besoin de saisir ce levier et de poser de nouvelles voies vers une destination différente. L'idée et la pratique de l'écosocialisme peuvent aider à inspirer ce projet historique mondial.

NB. Cet essai est écrit au moment où la victoire du Nouveau Front Populaire aux élections législatives de juillet 2024 suscite des grands espoirs, aussi bien sur le terrain des questions sociales que sur celui de la transition écologique. Les prochains mois seront décisifs. La première condition pour un changement effectif, après des décennies d'inaction, c'est que le NFP n'accepte pas de reculer sur son programme.



André Gorz, un écosocialiste trop écologiste ou trop marxiste ?

Céline Marty

Philosophe, Université Paris-Est Créteil

1 ♦ Céline Marty, *La philosophie de l'autogestion d'André Gorz : travail, écologie et temps de vie*, Thèse de doctorat, Besançon, Université de Bourgogne Franche-Comté, 2023.

2 ♦ Tweets du 9 février 2023
«Il faut oublier Gorz» et «On ne va pas disserter 100 ans là-dessus. Mais la civilisation du temps libéré était un rêve fondé sur l'élimination des relations productives, comme si il fallait avoir honte de transformer le monde, et comme si l'émancipation allait en découler». <https://twitter.com/pichar-bonnier/status/1623727044579172352>

Nous revenons ici sur la réception équivoque d'André Gorz au sein des mouvements théoriques et militants socialistes et écologistes. Ses ouvrages sont diffusés et discutés en France, en Europe et aux États-Unis, des années 1960 à nos jours. Son œuvre incarne un écosocialisme clair, explicitement anticapitaliste et décroissant, fondé sur l'émancipation par l'autogestion du travail et des besoins, ainsi que la limitation de la production à une norme de sobriété choisie collectivement, pour garantir l'existence d'activités sociales et personnelles en dehors de la rationalité économique ♦1. Pourtant, Gorz est jugé trop écologiste pour les marxistes parce qu'il négligerait les luttes au travail et trop marxiste pour les écologistes, parce qu'il garderait l'espoir de la réduction du temps de travail par l'automatisation – ce pourquoi Pierre Charbonnier propose d'«oublier Gorz» ♦2.

Gorz est une figure intéressante parce que sa réception n'est pas consensuelle : les syndicalistes et les écologistes qui se réfèrent à lui n'en ont pas la même représentation et n'en disent pas la même chose. C'est dû à l'évolution de son corpus : Gorz est de formation philosophique existentialiste marxiste, puis penseur du syndicalisme ouvrier et de l'autogestion au travail, ensuite pionnier de l'écologie politique, militant antinucléaire et décroissant, enfin critique postindustriel de l'idéologie du travail et de la société salariale pour libérer le temps de vie des rapports marchands et des pouvoirs institutionnels. Les théoriciens et militants socialistes et écologistes retiennent alors de son corpus les arguments qui servent leurs luttes actuelles, sans articuler nécessairement les dimensions socialiste et écologiste de son œuvre, parfois perçues comme successives et non synchroniques. Nous soutenons au contraire que toute sa critique du capitalisme est immédiatement écologiste car critique de l'aliénation des besoins par le contenu et le mode de production capitalistes ainsi que de ses techniques de production et de pouvoir sur les existences ; son écologie politique s'appuie sur la critique



des fondements matériels du capitalisme ; sa critique de la société salariale conditionne le projet décroissant postindustriel, qu'il continue d'appeler socialisme.

Cette réception hétérogène nous renseigne sur l'écosocialisme lui-même, parfois rabattu à une seule de ses branches : soit le socialisme, soit l'écologisme. Il faut aujourd'hui penser leur articulation, aussi bien sur le plan analytique, pour comprendre la crise écologiste comme crise du capitalisme, de ses techniques et de ses modes d'existence, que sur le plan stratégique, pour unir les luttes ouvrières et écologistes, pour défendre un cadre de vie et une existence en dehors des rapports marchands. À travers l'analyse de la réception de Gorz, à l'aune (en partie) de la production théorique française contemporaine et de critiques qu'il ne pouvait connaître, nous voulons soulever des points encore en débat : la réduction du temps de travail et la valeur de l'autonomie au sein du marxisme, l'anthropocentrisme et le rôle de l'industrie au sein du projet écologique de transformation de la production.

André Gorz entre existentialisme, marxisme et écologie politique

Né en 1923 en Autriche, Gerhart Hirsch - devenu Gerhart Horst à 7 ans pour masquer sa judéité - part en Suisse à 16 ans ; il y découvre l'œuvre de Jean-Paul Sartre, commence à écrire une morale existentialiste, publiée 20 ans après, mais le récit de sa rencontre avec Sartre donne lieu en 1958 au roman autobiographique *Le Traître* signé André Gorz, que Sartre préface. Il y raconte son désir naissant de s'engager dans les luttes marxistes vives de l'époque, ce qu'il fait en 1959 dans l'essai *La Morale de l'histoire* qui analyse les formes contemporaines d'aliénation et la vocation révolutionnaire du prolétariat dans le contexte de l'après-guerre. Horst devient journaliste sous le pseudonyme de Michel Bosquet, à *Paris-Presse*, puis à *L'Express* jusqu'en 1964, qu'il quitte pour cofonder *Le Nouvel Observateur* : cette position de journaliste le rend attentif à la conjoncture politique, économique et sociale qu'il analyse pendant plusieurs décennies. En 1960, il entre aussi au comité de rédaction des *Temps Modernes* et échange avec des chercheurs et militants politiques et syndicaux internationaux, qu'il commente dans *Stratégie ouvrière et néocapitalisme* en 1964. Il se rapproche de la CFDT autogestionnaire, qui défend l'autonomie syndicale par différence avec la CGT sous tutelle du PCF, et de la « nouvelle gauche », pour un socialisme libertaire.

Au *Nouvel Observateur*, ses articles d'économie, puis d'écologie à partir de la fin des années 1960 font de lui une figure intellectuelle du mouvement écologique émergent, anticapitaliste et autogestionnaire, critique du pouvoir institutionnel sur les conditions d'existence, dans l'urbanisme et les transports, les loisirs et la consommation.

3 ♦ André Gorz,
«Où va l'écologie?», *Le Nouvel
Observateur*, 14 décembre 2006.

Gorz organise alors la première rencontre de l'écologie politique avec le colloque du 13 juin 1972 qui réunit Herbert Marcuse, l'environnementaliste Edward Goldsmith, le haut-fonctionnaire européen Sizzo Mansholt, le syndicaliste CFDT Edmond Maire, Edgar Morin et le haut-fonctionnaire Philippe Saint-Marc qui défend une protection étatique de l'environnement. En interaction avec Ivan Illich, Gorz développe une technocritique des outils de production, de consommation, de transport - l'article fameux de 1973 «L'idéologie sociale de la bagnole» - d'habitat, d'énergie ou de soin, qui imposent des «monopoles radicaux». Dans ses 80 articles sur les techniques énergétiques critiques de l'industrie nucléaire, défendant la sobriété énergétique et les énergies renouvelables, il soutient une décroissance choisie de la production, fondée sur une sobriété collective et l'autolimitation des besoins et des efforts. Gorz cible la production capitaliste, copiée par le socialisme réel, plutôt qu'une société industrielle abstraite - ce que font Bernard Charbonneau, Jacques Ellul ou même Herbert Marcuse : ce régime d'accumulation illimitée du capital est incapable de tenir compte de la finitude des ressources productives et des externalités négatives sur les écosystèmes et les vivants. Gorz refonde alors l'idéal communiste, débarrassé du productivisme et de la bureaucratie, autour de valeurs écologiques et libertaires de satisfaction durable des besoins par une production décroissante de qualité, qui minimise son impact écologique. Il est progressivement marginalisé dans une rédaction qui opte pour le Parti socialiste et défend l'union de la gauche, alors que l'écologie s'organise à part pour les élections. Face au soutien total du journal à Mitterrand, les vives critiques de Gorz détonnent, aboutissant à son départ à la retraite anticipé en janvier 1983.

Dans ce contexte de répression politique des luttes ouvrières, de désindustrialisation, d'émergence d'un chômage durable et de victoire politique de la gauche, beaucoup s'interrogent sur les transformations du sujet révolutionnaire : dans *Adieux au prolétariat* en 1980, Gorz l'actualise en intégrant les mouvements sociaux écologistes et féministes. Il diagnostique une crise du mythe du prolétariat capable de se réapproprier les usines, alors que le pouvoir ouvrier a été détruit par les transformations techniques du capitalisme, mais l'émergence d'un néoprolétariat postindustriel, antiproductiviste, désireux de retrouver du pouvoir sur toutes les dimensions de son existence. En 1983, il s'installe dans l'Aude, s'éloigne de l'actualité politique et développe son œuvre d'essayiste en échangeant avec Jürgen Habermas et les écosocialistes Claus Offe et Rudolf Bahro. S'il dit ne plus renouveler son écologie ♦³, il réaffirme son projet écosocialiste décroissant et autogestionnaire dans *Capitalisme, socialisme et écologie* en 1991 et dans l'article crucial «L'écologie politique entre expertocratie et autolimitation» de 1992 pour la revue *Actuel Marx*. Puisque le projet de décroissance se heurte à la centralité, sociale et existentielle, de l'activité de production ainsi qu'à l'objectif politique de maintien de l'emploi

face au chômage, Gorz critique la centralité morale et sociale du travail qui empêche d'envisager de réduire le temps de travail. S'il montre les limites de l'autogestion de la production, il n'abandonne pas son idéal pour améliorer les conditions de travail mais lui ajoute l'«autogestion du temps», facteur d'émancipation vis-à-vis du marché et des institutions de la société salariale, condition d'une société écologique antiproductiviste, qui borne la rationalité économique, par la valorisation de la satisfaction autonome des besoins et des activités non-utilitaires. Pour la réaliser, Gorz défend d'abord la réduction radicale du temps de travail, puis la décorrélation complète de l'emploi, du revenu et de la protection sociale, par un revenu inconditionnel.

Les reproches marxistes : individualisme et libération du travail

Du côté sartrien, son œuvre est trop marxiste pour être articulée avec celle de Sartre – dont le marxisme est relativement peu considéré –, mais ce fondement existentialiste le discrédite dans les cercles socialistes. Des intellectuels et des militants syndicaux et politiques reprochent à *Adieux au prolétariat* d'abandonner l'émancipation au travail en acceptant la situation d'aliénation capitaliste, ce que confirmerait son soutien ultérieur au revenu universel – ce qui est complètement faux. La notion de «travail hétéronome» a été mécomprise, perçue comme un horizon indépassable de travail déqualifié, aliéné et opprimant, issu du taylorisme et de l'industrialisation, alors qu'elle désigne les activités de la production sociale que le sujet n'a pas, seul, le pouvoir de déterminer et de reconnaître comme siennes ; le désir d'autonomie et de temps par-delà l'emploi serait individualiste ^{♦4}, un repli sur la vie privée, à la merci des loisirs capitalistes, sans voir ses contraintes pour les femmes, cantonnées aux tâches domestiques ^{♦5}.

À l'époque de sa parution, le socialiste autogestionnaire Yvon Bourdet comprend pourtant que c'est à la «*théorie* du prolétariat que Gorz dit "Adieu" et non aux salariés» ^{♦6} – la mission messianique du prolétariat chez les maoïstes et la sanctification du travail comme seul moyen de se réapproprier la totalité sociale. Gorz distingue deux fonctions du marxisme : une fonction critique d'analyse du capitalisme – qu'il garde – et une fonction qu'il qualifie de «prophétique» quand il l'abandonne dès 1975 ^{♦7}, relative à sa philosophie de l'histoire et à sa divinisation du prolétariat. Depuis les années 1970, Gorz articule les mouvements écologiques et ouvriers autour de valeurs et pratiques communes, parce qu'il constate leur indifférence commune. Alors qu'il pense tout d'abord avec son ami Brice Lalonde que le mouvement ouvrier devrait inclure ces nouvelles revendications, il suggère à partir de 1980 que c'est le mouvement

4 ♦ Denis Clerc, Alain Lipietz et Joël Satre-Buisson, *La Crise*, Paris, Syros, p. 121-122 et p. 143 – ce que Gorz qualifie d'«affligeantes âneries» dans une lettre à Alain Lipietz. Voir aussi Alain Bihr, *Du «Grand Soir» à «l'Alternative»*, Paris, Ed. Ouvrières, 1991 ; Michel Husson (sous le pseudonyme Maxime Durand) «L'Autogestion ambiguë», *Critique communiste*, janvier 1992 ; Michel Husson, «Fin du travail ou abolition du salariat?», *Critique communiste*, n°144, hiver 1995-1996.

5 ♦ Maria Mies, *Patriarchy and Accumulation on a World Scale. Women in the International Division of Labour*, London, Zed Books, 2014.

6 ♦ Yvon Bourdet, «André Gorz, *Adieux au prolétariat*», *Autogestions*, 1980, 2-3, p. 377-379.

7 ♦ Et non en 1980 avec *Adieux au prolétariat* : André Gorz, *Écologie et politique*, Paris, Arthaud, 2018, p. 259.

8 ♦ Finn Bowring et André Gorz, «Afterword: A conversation with André Gorz», in Finn Bowring, *André Gorz and the Sartrean Legacy. Arguments for a Person-Centred Social Theory*, Houndmills, MacMillan Press, 2000, p. 189.

9 ♦ Entretien avec Andrea Levy, 7 janvier 1998, LELN. André Gorz, *Leur écologie et la nôtre*, *Anthologie d'écologie politique*, Paris, Seuil, 2020, p. 65.

10 ♦ Thomas Coutrot, *Libérer le travail. Pourquoi la gauche s'en moque et pourquoi ça doit changer*, Paris, Seuil, 2018, p. 109 et p. 135.

11 ♦ Alexis Cukier, *Le Travail démocratique*, Paris, PUF, 2018, p. 136.

12 ♦ Arno Münster, *André Gorz ou le socialisme difficile*, Paris, Lignes, 2008, p. 45-46.

lui-même qui est en crise, parce qu'il ne tient pas compte des aspirations des autres sujets révolutionnaires antiproductivistes. Gorz change de perspective stratégique : il montre les limites de l'utopie communiste de l'appropriation de la production par les producteurs associés et justifie la réduction du temps de travail avec le projet marxien du règne de la liberté par-delà le règne de la nécessité. Loin d'un abandon de l'espoir de libération dans le travail, pour une libération vis-à-vis du travail, Gorz maintient l'objectif d'amélioration des conditions de travail, mais l'articule à d'autres expériences d'autonomie vécue en dehors de la production sociale.

On a probablement projeté sur *Adieux au prolétariat* les jugements rétrospectifs à l'égard de la gauche de gouvernement, suspectée d'avoir abandonné la classe ouvrière par la désindustrialisation. Or, si Gorz est proche dans les années 1970 des idées de la CFDT et du PSU de Michel Rocard, c'est parce qu'ils portent tous des idées autogestionnaires distinctes de celles de la gauche communiste, sans qu'ils n'en aient le monopole, ni que Gorz n'adhère à leurs choix ultérieurs. Entre 1997 et 2007, il discute de la théorie marxienne du *general intellect* pour rendre compte du capitalisme immatériel et cognitif, avec les post-opéraïstes Toni Negri et Carlo Vercellone et la critique de la valeur de Moishe Postone, Robert Kurz et Anselm Jappe. Gorz se qualifie alors de «marxiste critique» ou «post-marxiste», qui discute Marx sans rompre ni avec le corpus, ni avec les mouvements sociaux et «les exclus, les persécutés et les exploités»⁸, qui sont «les sujets potentiels d'une alternative globale et non comme les déchets que la société du travail doit recycler et occuper de nouveau par tous les moyens»⁹. Par-delà les travailleurs, Gorz tient compte des exclus du système productif et des aspirations à ne plus exister que comme producteur-consommateur, sans acter la disparition des classes sociales et de la conflictualité politique.

Gorz abandonne-t-il le but de démocratisation du travail, au profit de celle de la consommation ou des activités autonomes, comme le soutiennent Thomas Coutrot¹⁰ et Alexis Cukier¹¹ ? Il justifie l'impossible réappropriation subjective complète du travail social hétérodéterminé qui perpétue la société, qu'elle soit capitaliste ou écosocialiste autogestionnaire : chaque activité s'insère dans un système complexe d'approvisionnement et de débouchés, empêchant que chacun se reconnaisse comme l'auteur des finalités et des conditions de son travail, même dans une société écosocialiste autogérée qui organiserait une délibération collective qui s'imposerait ensuite comme choix à respecter. L'amélioration marginale des conditions de travail est possible, leur démocratisation est souhaitable, mais ne suffit pas à garantir au sujet l'autonomie de ses fins et moyens, ce pourquoi celui-ci est légitime à conquérir des activités autonomes par-delà. Cette analyse philosophique a été manquée par ceux qui lui reprochent d'accepter la situation capitaliste, ce que comprend bien Arno Münster¹².

Les reproches écologistes : anthropocentrisme et industrialisme

Les fondements de l'écologie de Gorz sont existentialistes : il affirme ne pas défendre une nature sacrée ni même de « la Nature des naturalistes ni celle de l'écologie scientifique » mais le « milieu qui paraît "naturel" » ♦13 au sujet, qui l'habite et lui donne du sens. Cette référence à une nature qui serait sacralisée témoigne-t-elle d'une représentation incorrecte de ce que pensent les écologistes de l'époque ? Ce jugement est certes rétrospectif puisque Gorz le formule en 1992 dans l'article « L'écologie politique entre expertocratie et autolimitation » dans lequel il expose son écologie politique anticapitaliste. Quels seraient les écologistes qui défendraient une nature sacrée ? Pas tant les militants antinucléaires, les *Amis de la Terre* ou les premiers candidats aux élections comme Brice Lalonde, mais peut-être plutôt les mouvements hippies, qui se revendiquent d'une anthropologie animiste découverte lors de voyages en Inde ou en Amazonie et qui pourraient délaïsser l'action collective.

Gorz utilise pour la première fois cette expression de « sacralisation de la nature » ♦14 à propos de la critique illichienne de la médecine, pour préciser qu'elle ne vise pas à interdire toute intervention médicale au nom d'une nature biologique à garder immaculée mais plutôt à penser les formes d'aliénation qu'engendre l'institution médicale. Si l'expression peut sembler se référer à un homme de paille, Gorz l'utilise en tout cas pour préciser le fondement normatif de l'écologie dans un monde vécu, selon le concept husserlien de *Lebenswelt* pour désigner le monde dont le sujet fait l'expérience immédiate sensible, avant que celle-ci ne soit rationalisée et objectivée par l'écologie scientifique qui définit des stocks de ressources ou des limites planétaires. Le sujet est ancré dans une situation écologique qu'est son milieu de vie, ensemble d'éléments et de phénomènes écosystémiques comme culturels qui interagissent ensemble.

Le sujet comprend qu'il y est attaché quand ce milieu de vie est mis en danger par des forces capitalistes et technocratiques qui tentent de le transformer à leurs fins : il engendre des « zones à défendre » pour maintenir le droit du sujet à rester dans le même monde.

Gorz dit assumer une écologie qu'il appelle « anthropocentrée » parce que « seuls les êtres humains sont capables de poursuivre intentionnellement des fins qu'ils définissent eux-mêmes, y compris celle de sauver la biosphère des conséquences de leurs propres actions » ♦15 : selon sa morale existentialiste qu'il expose à la même époque dans *Fondements pour une morale*, l'humain est la source de toutes les normes écologiques pour préserver son milieu de vie, parce que celui-ci ne peut en dicter de lui-même. Les critères objectifs de préservation d'un écosystème ne suffisent pas à fonder des valeurs morales que les sujets peuvent reconnaître comme étant les leurs et avec lesquelles guider leurs actions. On pourrait

13 ♦ André Gorz, *Ecologica*, Paris, Galilée, 2008, p. 49.

14 ♦ Michel Bosquet, « Médecine : la santé selon Ivan Illich », *Nouvel Observateur*, 12 juillet 1975.

15 ♦ Entretien avec Andrea Levy, *op. cit.*, p. 59.

16 ♦ Fabrice Flipo, *Nature et politique. Contribution à une anthropologie de la modernité et de la globalisation*, Paris, Amsterdam, 2014, p. 12.

17 ♦ Élisée Reclus, «De l'action humaine sur la géographie physique. L'homme et la nature», *La Revue des Deux Mondes*, 15 décembre 1864, p. 762-771.

18 ♦ Murray Bookchin, *Notre environnement synthétique*, Lyon, Atelier de création libertaire, 2017, p. 33.

19 ♦ André Gorz, *Le fil rouge de l'écologie*, in Willy Gianinazzi (dir.), EHESS, 2015, p. 43.

20 ♦ André Gorz, *Écologie et politique*, op. cit., p. 266-267.

21 ♦ Maria Mies, *Patriarchy and Accumulation on a World Scale*, op. cit.

donc dire qu'il s'agit, non pas d'un anthropocentrisme normatif qui justifierait la toute puissance humaine et la domination sur son écosystème, mais un anthropocentrisme «méthodologique», critique au sens kantien, parce qu'il porte sur les conditions de possibilité des rapports épistémologiques et moraux que le sujet entretient avec son écosystème. C'est une forme d'humanisme qui ne présente pas l'homme comme la seule valeur ou la plus importante mais comme le seul sujet capable d'élaborer, reconnaître et d'endosser des valeurs dans ses actes. Dès lors, on peut dire que les données empiriques constituent une écologie *scientifique* qui informe sur les conditions matérielles d'existence, à partir de laquelle l'écologie *politique* construit alors un projet d'émancipation autour de valeurs et de pratiques destinées à les préserver. C'est une science descriptive et analytique des transformations de ces rapports et non un ensemble de principes au nom desquels les critiquer ou les transformer. Comme le souligne Fabrice Flipo, les «écologistes» se distinguent alors des «environnementalistes» – qui défendent les écosystèmes naturels à l'échelle locale, par des actions concrètes, prétendant ne pas faire de politique – en pointant les causes économiques, sociales et politiques de la destruction de la nature, pour proposer un projet alternatif de société ♦¹⁶.

Ce faisant, Gorz se distingue de l'écologie du vivant de Bruno Latour, Philippe Descola, Vinciane Despret, Baptiste Morizot et Alessandro Pignocchi qui invitent à dépasser la bipartition entre l'homme et la nature pour penser un *continuum* entre tous les vivants, avec lesquels faire des alliances. Cela risque de négliger l'action et la responsabilité humaines dans la crise écologique ainsi que les rapports conflictuels qu'elle engendre – aussi en jeu pour reconnaître les intérêts des non-humains, contre les intérêts capitalistes et technocratiques. C'est pourquoi le géographe Élisée Reclus soutient que la nature ne peut jamais être pensée sans l'homme qui la façonne; l'éducation écologique devrait passer par une confrontation directe avec toutes les formes de la nature pour empêcher le désir de l'exploiter ♦¹⁷. Le socialiste libertaire Murray Bookchin se défend de tout «naturalisme sentimental» ♦¹⁸ pour penser les forces par lesquelles l'humain transforme la nature. L'écologie politique gorzienne est l'interdiction culturelle de «certaines interventions dans les cycles naturels dont – à la différence d'autres espèces – la nature elle-même ne lui a pas interdit la possibilité» ♦¹⁹, pour les communautés dont «l'activité économique détruit ou perturbe durablement le milieu ambiant et, de ce fait, compromet la poursuite de l'activité économique, elle-même, ou en change sensiblement les conditions» ♦²⁰: elles doivent subordonner la raison économique aux normes écologiques et sociales.

Certains écologistes libertaires et écoféministes comme Maria Mies ♦²¹, Aurélien Berlan et Geneviève Pruvost accusent Gorz d'être technosolutionniste parce qu'il proposerait d'industrialiser les besoins pour réduire le temps passé aux tâches productives

en remplaçant le travail humain par des machines ♦22. Fabrice Flipo lui reproche un espoir dans un communisme numérique de l'information et de la communication, aveugle à ses conditions matérielles et à son impact écologique ♦23. Pourtant, Gorz pense, avec Illich, l'emprise des monopoles radicaux – institutions marchandes et étatiques –, sur les besoins et distingue les techniques-verrou aliénantes des techniques-carrefour potentiellement émancipatrices. Nous proposons plutôt de lire Gorz comme un défenseur de l'autogestion des besoins, qui pourrait être discuté aujourd'hui en dialogue avec les théories écoféministes de la subsistance, même si ce dialogue n'a pas eu lieu de son vivant. En effet, ils s'accordent sur l'analyse généalogique du capitalisme comme dépossession des moyens autonomes de satisfaire les besoins, en «expropriant» le travail pour soi et le soin pour contraindre les individus au salariat, les séparer de leur consommation et leur faire produire plus et consommer plus ♦24. En 1961, Gorz défend l'agriculture vivrière en Algérie et dans les pays en développement ♦25, alors que le capitalisme colonial impose au tiers-monde une agriculture d'exportation mondialisée, contre les productions vivrières, garantes d'autonomie ♦26 : il faudrait «permettre aux populations de produire leur subsistance avec des outils immédiatement productibles et utilisables *sur place*» – plutôt que de leur vendre les outils capitalistes – par des «politiques spécifiques donnant à la population la plus large l'accès aux moyens d'autoproduction (notamment à la terre) et donc à l'autoproduction elle-même» ♦27. Dans les pays industrialisés où les besoins sont déjà aliénés, les luttes écologistes visent l'autogestion des besoins, contre leur privatisation et leur marchandisation.

Cela implique de se débarrasser des outils capitalistes : «la lutte pour une société différente» implique «la lutte pour des technologies différentes» ♦28, donc «l'autogestion suppose des outils susceptibles d'être autogérés» ♦29. Si Gorz illustre les «technologies ouvertes» ♦30, distinctes des «technologies verrou», par les télécommunications et les ordinateurs – moyens de communication et donc de lien social – ainsi que par les cellules photovoltaïques –, outils de production et consommation d'énergies renouvelables, condition de l'autonomie vis-à-vis des énergies fossiles –, il rend leur effet émancipateur contingent : les technologies-verrou *interdisent* tout usage convivial tandis que des technologies-carrefour *peuvent être* mises au service d'un projet de domination ou convivial. Il n'y a donc de déterminisme technologique que négatif : certaines techniques dominent l'utilisateur parce qu'elles impliquent la centralisation et la concentration du pouvoir de décision ou une division des tâches qui empêchent de partager le pouvoir. Les techniques ouvertes libèrent des dispositifs de pouvoir : ce sont des savoirs et techniques «en rupture avec la logique marchande et l'univers des grands appareils bureaucratiques ou industriels» comme la bicyclette, le chauffage au bois ou l'hygiène préventive, pour se défaire du règne de la marchandise et des professionnels, pour «faire soi-même,

22 ♦ Aurélien Berlan, *Terre et liberté. La quête d'autonomie contre le fantasme de délinvance*, La Lenteur, Saint-Michel-de-Vax, 2021 et Geneviève Pruvost, *La Subsistance au quotidien*, Paris, La Découverte, 2024, p. 425.

23 ♦ Fabrice Flipo, «André Gorz, de l'existentialisme au salut par les TIC», *Sens public*, 2017. <https://www.sens-public.org/articles/1241/>

24 ♦ «Enteignung und Wiederaneignung der Arbeit», Archives André Gorz/IMEC/7/41.

25 ♦ André Gorz, «Gaullisme et néocolonialisme», *Les Temps Modernes*, mars 1961, n°179.

26 ♦ Michel Bosquet, «La faim du monde», *Le Nouvel Observateur*, 25 mars 1965.

27 ♦ André Gorz, *Les Chemins du Paradis*, Paris, Galilée, 1983, p. 24-25.

28 ♦ André Gorz, *Écologie et politique*, op. cit., p. 273-274.

29 ♦ *Ibid*, p. 309.

30 ♦ André Gorz, *Ecologica*, op. cit. p. 16.

31 ♦ Michel Bosquet, «Écologie : l'archipel de la convivialité», *Le Nouvel Observateur*, 31 décembre 1979.

32 ♦ Michel Bosquet «Une pastille contre le travail», *Le Nouvel Observateur*, 23 avril 1978 et «Informatique : quand l'ordinateur règnera», 22 mai 1978.

33 ♦ Aurélien Berlan, *Terre et liberté, op. cit.*, p. 131 et p. 133.

34 ♦ «Entretien avec André Gorz», in Françoise Gollain, *Critique du travail*, La Découverte, Paris, 2000, p. 223.

35 ♦ Michel Bosquet, «Architecture : demain la terre?», *Le Nouvel Observateur*, 14 novembre 1981.

36 ♦ Michel Bosquet, «Météorologie : alerte au climat», *Le Nouvel Observateur*, 24 mai 1976.

exister par soi-même, se définir par soi-même»³¹. Cette finalité émancipatrice de l'outil est conditionnée à un critère de taille, pour qu'il soit compréhensible dans sa finalité, son fonctionnement et sa réparation. De plus, l'échelle locale constitue un niveau plus autonome d'action et de manipulation des outils, pour ajuster la production aux besoins et désirs. Cette déconcentration de la production serait facilitée par les outils de communication et d'automatisation de la «révolution micro-électronique» parce que les microprocesseurs pourraient être utilisés pour produire avec plus de précision, moins de pertes, moins de temps et d'efforts, dans des entreprises plus petites, installées partout sur le territoire³².

Émerge une question cruciale pour l'écologie politique : que faire des outils techniques industriels développés par le capitalisme pour ses propres impératifs de production ? Le développement des outils conviviaux part des outils actuels, soit ceux développés par le capitalisme, soit ceux délaissés, réhabilitables et transformables, mais peut-être encore dépendants des réseaux actuels d'approvisionnement ou de production. Les premiers, développés par le capitalisme, à des fins de contrôle de la main d'œuvre et d'économie du travail vivant – comme Gorz le justifie en 1973 dans *Critique de la division du travail* – peuvent-ils être repris dans un projet d'émancipation ? Est-ce paradoxal d'utiliser les techniques de communication ou d'automatisation pour déconcentrer et autogérer la production ? Berlan reproche à Gorz de retomber, avec Marcuse, «dans les ornières marxistes du rêve de délivrance par la technologie»³³. Or, Gorz soutient que «la réappropriation des moyens de production et de travail suppose la fin de la méga-industrie, des méga-outils caractéristiques du fordisme»³⁴, la fin des usines gigantesques de composants, au service d'une production de faible valeur d'usage, réparties sur un territoire immense. De plus, il valorise les outils et ressources qui évitent la consommation marchande et l'industrie, comme la terre crue, «matériau anticapitaliste par excellence», «matériau gratuit, dont la production n'exigeait que l'énergie des bras» pour remplacer le béton au fort coût énergétique et de transport³⁵. Il défend des techniques qui s'appuient sur des cycles autorégulés, comme des «serres solaires recyclant tout ou partie de l'eau nécessaire aux cultures ; aquaculture ; fermes solaires et "arches de vie" permettant à des communautés rurales ou urbaines de produire toute leur nourriture sans autre apport extérieur que le soleil et l'air»³⁶, réduisant le besoin d'intervention humaine. Il privilégie en outre l'outil collectif plutôt que l'équipement individuel, ce qui permet d'en réduire le volume.

Cependant, Gorz reste dans le schéma marxiste du développement linéaire des forces productives en affirmant refuser de retourner aux formes villageoises de l'artisanat précapitaliste et d'agriculture locale. La production sociale à grande échelle doit satisfaire des besoins collectifs d'un collectif, par l'usage de ressources communes

et la participation de tous les membres du collectif – sans reproduire la production capitaliste mais au contraire en comblant ses manques, par une offre de qualité et économe en ressources. Cette production sociale planifiée réalise une offre basique de biens et d'outils, destinée au nécessaire et à une production individualisée « pour eux-mêmes, hors marché, le superflu, selon leurs goûts et désirs »^{♦37}.

Celle-ci représente la *possibilité* d'un complément par rapport à la production standardisée et non une contrainte impérative – comme dans une situation de crise où le jardinage, le bricolage et le troc seraient les seuls moyens de satisfaire les besoins. Ce superflu réalisé « dans les ateliers et coopératives de voisinage assurera l'expansion de la sphère de la liberté et le dépérissement des rapports marchands; l'expansion de la société civile et le dépérissement de l'État »^{♦38}, « forme avancée du socialisme » dans laquelle la société se passe de bureaucratie et de marché, en garantissant « assez pour tous » et les moyens de « façonner leur vie, de choisir ce qu'ils veulent faire et avoir en plus du nécessaire »^{♦39}.

Par la suite, Gorz affirme un communalisme d'autogestion des besoins: « j'oppose au couple marché + dirigisme non la planification administrative mais la réunification aussi large que possible des producteurs et des consommateurs à l'échelle des communes »^{♦40}. Plus que de détailler les modalités de cette réorganisation des besoins, il importe à Gorz de réaffirmer que l'autonomie consiste aussi à pouvoir consacrer le minimum de ressources – énergétiques, économiques et temporelles – au nécessaire, matériel et social, pour dégager des espaces de liberté gratuits, destinés au superflu désintéressé. Berlan conteste cette préférence en y voyant une conception du labeur privé d'autonomie, branché sur l'appareil industriel^{♦41}; alors que la subsistance peut apporter joie et créativité, pour une communauté qui autogère les besoins, les moyens et les fins. Le désir de délivrance des tâches domestiques ne serait pas anthropologique, mais spécifique aux dominants qui veulent se concentrer sur des activités de pouvoir, notamment celles intellectuelles, et se déchargent alors des tâches manuelles. L'idéal d'émancipation vis-à-vis de la nécessité serait élaboré par des intellectuels professionnels qui l'auraient priorisé par rapport à l'idéal de suppression de la domination sociale et politique, qui perdure dans la répartition actuelle des tâches de subsistance. Gorz ne nie pas qu'il soit légitime de rendre plus autonome la satisfaction des besoins, puisqu'il critique le capitalisme industriel qui l'aliène et montre l'autonomie conférée par les pratiques de subsistance que le capitalisme a déconstruites :

Je ne veux absolument pas dire que les gens étaient plus à l'aise financièrement ou plus heureux ou moins insatisfaits. Je tiens seulement à souligner le fait qu'ils étaient plus autonomes, plus autosuffisants et qu'il existait un lien

37 ♦ André Gorz, *Écologie et politique*, op. cit., p. 52.

38 ♦ *Ibid*, p. 313.

39 ♦ *Ibid*, p. 53.

40 ♦ André Gorz, « Du marché à l'état. Réponses à Cédric Philibert », *Autogestions*, 1985, n°19, p. 49-50.

41 ♦ Aurélien Berlan, *Terre et liberté*, op. cit., p. 133.

42 ♦ «Technologie et logiques sociales de dépossession», texte sans titre de la conférence donnée à la Technische Hogeschool de Delft (Pays-Bas) le 13 février 1979. *LELN*, p. 262.

43 ♦ Dans l'Antiquité romaine, Lezoux et Graufesenque en France sont les plus grands centres de production de céramique qui rassemblent plusieurs milliers de potiers et des centaines de fours, capables de cuire plusieurs dizaines de milliers de pièces simultanément.

direct entre ce qu'ils voulaient ou ce dont ils avaient besoin et ce qu'ils pouvaient faire ♦42.

Son propos défend plutôt la *pluralité* des moyens d'autonomie : si les activités de subsistance peuvent en être une source pour certains, elles ne le sont pas pour tous et ce ne sont pas les seules. Par pluralisme, valorisation et coexistence d'une pluralité de modes de vie, Gorz articule une production sociale minimisée et une autoproduction indéterminée pour garantir la possibilité de pratiques gratuites, inutiles, désintéressées, de jeu, de temps social et de contemplation. Ce n'est pas refuser l'autonomie dans les activités instrumentales, mais défendre que l'humain n'est pas qu'un être de besoins. Gorz valorise la *possibilité* de l'autoproduction et non sa contrainte - la liberté des familles de choisir entre la place en crèche ou le congé parentalité, plutôt que se de voir imposer l'un ou l'autre. Le choix présuppose des organisations qui offrent diverses possibilités : il ne se fait pas *ex nihilo*, pure volonté libre, mais est conditionné par des offres institutionnelles, dont l'ampleur et les modalités sont variables. Dès lors, Gorz maintient la portée émancipatrice d'une division sociale du travail, sans reprendre celle capitaliste, pour ses effets : dégager des ressources, notamment du temps, pour des activités non instrumentales. Ce n'est pas un abandon de l'idéal d'autogestion des besoins mais une perspective de sa réalisation à l'échelle collective. Il reconnaît à Berlan les formes d'autonomie possible dans les pratiques d'autoproduction, mais il montrerait aussi qu'elles continuent de dépendre d'infrastructures et d'outils qui résultent de toute façon, en l'état, d'une production sociale, à articuler de façon autonome avec d'autres pratiques.

Malgré ces précautions, Gorz continue de parler de «techniques industrielles», d'automatisation ou de micro-électronique sans préciser leurs transformations concrètes, alors même qu'il a précisé dans *Critique de la division du travail* les finalités de domination des techniques de production capitalistes. L'automatisation peut concerner certains services (la composition d'un numéro téléphonique, la pompe à essence, un distributeur bancaire, alimentaire ou pharmaceutique) sans impliquer que des robots ne remplacent l'humain dans tout. L'industrie peut désigner la production manufacturée de marchandises organisée par le capitalisme ou plus largement une production de biens par la transformation de matières premières ou de matières transformées, au moyen d'énergie : celle-ci n'est pas inventée par le capitalisme, a même été réalisée à grande échelle sous l'empire romain par exemple ♦43 et perdure dans l'écossocialisme. Elle se distingue de l'artisanat par son destinataire - un collectif abstrait plutôt qu'une connaissance interpersonnelle. Dans les débats écologistes, «l'industrie» est parfois réduite à sa forme capitaliste, connotée négativement, ce qui empêche de penser ce qui pourrait en être fait dans un autre contexte. Actuellement dans les débats écoféministes alimentés par Berlan

et Pruvost, l'idéal d'autonomie par la subsistance se concentre sur le secteur agricole : s'ils sont conscients de sa dépendance actuelle aux secteurs industriel et tertiaire, ils ne permettent pas d'en penser une émancipation à grande échelle. Serge Audier comprend que dans le projet autogestionnaire écosocialiste, même les unités de production et de décision à grande échelle – comme les « entreprises, communes, agglomérations, régions », sont régies par une « logique de décentralisation, de dissémination et de démocratisation généralisée », articulées par une planification démocratique pour en fixer la cohérence globale, qui n'implique pas une étatisation – soit un accroissement du pouvoir politique et administratif – mais une socialisation, réalisée par des coopératives, mutuelles et entreprises autogérées ^{♦44}. Dès lors, l'industrie, entendue dans un sens large, par-delà sa forme capitaliste, pourrait être aussi décentralisée pour être mieux maîtrisée et adaptée aux besoins locaux.

Par-delà le projet singulier de Gorz, concluons en pointant le problème central soulevé par ces débats : que faire des infrastructures matérielles développées par le capitalisme ? Quelle part démanteler, quelle part conserver en priorité et comment fournir les outils écologiques nécessaires à la transformation de nos modes de vie ? Comment les imaginer, les inventer et les diffuser ? Étudier les techniques conviviales délaissées par le capitalisme permet de concevoir les critères de cette convivialité (une ressource énergétique ou alimentaire gratuite, abondante, renouvelable, dispersée et autorégulée). Cependant, les technologies conviviales doivent être produites : si certaines sont aujourd'hui bricolées à partir de matériaux de récupération et d'outils préexistants, pour augmenter leur diffusion, leur efficacité conviviale et les rendre susceptibles de remplacer celles actuelles, il semble nécessaire de les planifier et de les produire à grande échelle ^{♦45}, sans reproduire les conditions capitalistes et en minimisant les risques de domination par les institutions. Cette question traverse les débats et les pratiques de l'écologie politique contemporaine, en matière de planification centralisée comme de subsistance ^{♦46}.

44 ♦ Serge Audier, *L'Âge productiviste, Hégémonie prométhéenne, brèches et alternatives écologiques*, La Découverte, Paris, 2019, p. 660.

45 ♦ Nicolas B et Anthony B, « Du système d à un projet de société : la low-tech au-delà du bricolage », Blog Ingénieurs engagés, novembre 2022, <https://ingenieurs-engages.org/2022/11/du-systeme-d-a-un-projet-de-societe-la-low-tech-au-dela-du-bricolage/>

46 ♦ Geneviève Pruvost, *Quotidien politique*, op. cit., p. 313 : « Au rebours d'une solution consistant à déléguer les tâches manuelles à des populations sous-payées et à technologiser le reste, il s'agit de suivre la voie des arrangements en répartissant le travail manuel qui s'est sensiblement accru, sans se priver, d'un coup, de toutes les commodités de l'industrie ».

Le socialisme et l'écologie : questions de paradigmes

Serge Audier

Philosophe, CRHI / Université Côte d'Azur

1 ♦ René Dumont, *Seule une écologie socialiste...*, Paris, Robert Laffont, 1977, p. 285.

2 ♦ *Ibid.*, p. 284.

À partir des années 1970, au sein de l'écologie politique naissante, commence à émerger une approche bientôt nommée «écosocialiste», en particulier par quelques *Grünen* très minoritaires. Le thème est encore davantage balbutiant et minoritaire en France, mais c'est l'un des pionniers de l'écologie politique s'il en est, l'agronome René Dumont, qui signe en 1977 un essai dont le titre équivaut à une profession de foi : *Seule une écologie socialiste...* Au vrai, l'ouvrage n'est guère prolix sur les fondements historiques, théoriques et programmatiques de ce nouveau modèle qui voudrait combiner le meilleur du socialisme et de l'écologie. Il est toutefois précisé que «l'écologie socialiste» appelée à abolir le pillage du tiers-monde et à dépasser le capitalisme, ira «beaucoup plus loin que tous les programmes communs de la droite et même de la gauche», dans la mesure où elle exige aussi une révolution culturelle nous obligeant «à être plus et non à avoir plus» ♦1. Et de préciser que, contre l'autoritarisme technocratique, «l'évolution écologique pourrait être libertaire, autogestionnaire à la base, pour arracher la domination de quelques-uns sur la grande masse et sur la nature» ♦2. Quand il s'agit d'exhumer des anticipations historiques de cette écologie socialiste, Dumont ne mobilise toutefois pas le legs anarchiste, ni même des expériences ou doctrines socialistes : il préfère mentionner notamment le *New Deal* de Roosevelt et son Service de conservation du sol.

Tout se passe alors comme si l'histoire doctrinale et réelle du socialisme ne contenait aucun élément proto-écologique, aucun «ancêtre» même lointain de l'écologie politique. Une des seules exceptions est la référence à quelques analyses de Marx, alors exhumées en URSS, en Italie ou en Allemagne, bien avant la nébuleuse académique anglophone aujourd'hui célèbre. Encore dans les années 1990, quand l'effondrement du Mur de Berlin suscite des renouveaux idéologiques à gauche, le socialisme apparaît à beaucoup comme une tradition totalement anti-écologique, à l'exception là encore de la mouvance éco-marxiste internationale. Mais le marxisme est alors en déclin. Emblématique est la position du sociologue

Anthony Giddens, connu pour avoir théorisé la «troisième voie» de Tony Blair. Très éloigné de l'écologie politique, mais sensible à ses thématiques, Giddens prône une sortie du socialisme classique et donc du clivage entre la droite et la gauche, en suggérant au passage que le défi écologique rend inopérantes les vieilles catégories progressistes et technophiles du Parti travailliste ♦3. Pour ce spécialiste des fondateurs de la sociologie qui ont tous traité du «socialisme», cette tradition de la gauche est inadaptée au défi écologique, étant inséparable de la croyance dans le progrès industriel. De même juge-t-il dépassée la macro-économie keynésienne, qui relèverait d'une «modernité simple» alors que nous serions entrés dans une «modernité réflexive». Un diagnostic qui s'appuie sur les catégories de son proche collègue Ulrich Beck, dont *La Société du risque* soulignait dès 1986, après Tchernobyl, le statut périmé des catégories de la sociologie et de la modernité industrielle. Ce que confirmera la présentation de l'ouvrage par Bruno Latour, lui aussi interlocuteur de Beck : la première «modernisation industrielle», celle dont traite Marx, n'aurait rien à voir avec notre «modernité réflexive» à l'ère du risque écologique ♦4. Toute la sociologie serait en ce sens à réinventer – et, bien sûr, le «vieux» socialisme serait obsolète.

Encore aujourd'hui, notamment dans le sillage de Beck et de Latour, la partie la plus visible de la pensée écologique française postule que les «Modernes» en général, et les socialistes en particulier, ont vécu sur le dogme d'une coupure radicale entre culture et nature, entre passé et présent, et donc sur l'indifférence mortifère au «vivant» ♦5. Il se pourrait cependant que le bilan du socialisme en matière écologique soit plus complexe que ne l'imagine cette approche dominante. Notre propos n'est pas ici de refaire la démonstration documentée de la présence d'éléments proto-écologiques dans le socialisme ♦6, mais plutôt de réfléchir aux paradigmes capables de jeter un éclairage sur cette question difficile. Car, au risque de frustrer certaines pulsions qui travaillent les sciences sociales, il faut reconnaître qu'aucune formule simple ne permet de déchiffrer cet enjeu : le socialisme est d'emblée divisé en tendances contradictoires, souvent antagonistes, tant dans son rapport à la «nature» que dans sa conception de la société, partagée entre tendances libertaires et autoritaires. Ces deux axes d'analyse ne préjugent pas toutefois non plus entièrement de leur articulation : ainsi, la tendance libertaire a été certes plus préoccupée des enjeux écologiques que la tendance autoritaire, mais pas toujours. Une chose est sûre : tout comme dans l'œuvre de Marx, et même bien davantage, on peut rétrospectivement repérer dans le socialisme des tendances productivistes écocidaires et des tendances proto-écologiques, qui souvent se combinent. Plus précisément, on mettra à l'épreuve ici l'opposition entre deux paradigmes : le socialisme comme projet de domination de la nature et le socialisme comme réaction d'autodéfense de la société et de la nature. Une fois examinées la validité, les limites et la complémentarité

3 ♦ Anthony Giddens, *Beyond Left and Right. The Future of Radical Politics*, Stanford, Stanford University Press, 1994.

4 ♦ Bruno Latour, Préface à Ulrich Beck, *La Société du risque. Sur la voie d'une autre modernité*, Paris, Flammarion, 2003, p. 8.

5 ♦ Voir notamment Nicolas Truong, *Les Penseurs du vivant*, Artes, Actes Sud, 2023.

6 ♦ Serge Audier, *La Société écologique et ses ennemis. Pour une histoire alternative de l'émancipation*, Paris, La Découverte, 2017 ; *L'Âge productiviste. Hégémonie prométhéenne, brèches et alternatives écologiques*, Paris, La Découverte, 2019 ; *La Cité écologique. Pour un éco-républicanisme*, Paris, La Découverte, 2020.

7 ♦ Emile Durkheim, *Le socialisme*, Paris, PUF, 1928, p. 25.

8 ♦ Thomas Bouchet, *Les Fruits défendus. Socialisme et sensualité du XIX^e siècle à nos jours*, Paris, Stock, 2014.

9 ♦ Georges Minois, *L'Âge d'or. Histoire de la poursuite du bonheur*, Paris, Fayard, 2009. Sur cette matrice républicaine sociale, voir Giorgio Spini, *Le Origini del socialismo. Da Utopia a Bandiera rossa*, Turin, Einaudi, 1992; Stéphanie Roza, *Lumières de la gauche*, Paris, Éditions de la Sorbonne, 2022.

10 ♦ Elie Halévy, *Histoire du socialisme en Europe* [1948], Paris, Gallimard, 1974, p. 28.

11 ♦ *Ibid.*, p. 66.

des deux approches, on se penchera sur une conceptualisation plus normative du socialisme, centrée sur l'accomplissement des valeurs de liberté, d'égalité et de solidarité.

Le socialisme, un projet de domination de la société et de la nature ?

Que le socialisme soit indissociable du projet de domination et d'exploitation de la nature est une idée ancienne. Rappelons la plus célèbre définition du socialisme, qui vient du fondateur de la sociologie française, Durkheim: «On appelle socialiste toute doctrine qui réclame le rattachement de toutes les fonctions économiques, ou de certaines d'entre elles qui sont actuellement diffuses, aux centres directeurs et conscients de la société» ♦7. Héritier de la tradition positiviste, Durkheim insiste sur le projet d'exploitation du globe formulé par le comte de Saint-Simon et ses disciples saint-simoniens. Ainsi distingue-t-il le «socialisme» industriel, à ses yeux fécond, du communisme utopique du XVIII^e siècle, genre quasi littéraire rêvant d'îlots égalitaires et communautaires de bonheur partagé, dans le sillage de l'Utopie frugale de Thomas More. Ce faisant était tracée une coupure rituelle, mais trop tranchée, entre les utopies souvent agraires des Lumières et les programmes réformateurs ou révolutionnaires de l'âge des usines. Revenir sur ces continuités et discontinuités pourrait pourtant aider à saisir comment un républicanisme social et austéritaire a continué de marquer certains courants du socialisme, mais pas tous ♦8; comment aussi le mythe de «l'âge d'or» a pu orienter le socialisme tantôt vers l'avenir, tantôt vers le passé ♦9.

Surtout, la définition durkheimienne ne rend pas compte des ambivalences et des contradictions du mouvement socialiste naissant vis-à-vis de la modernisation industrielle. Pour ce motif notamment, plus opératoire est l'approche ultérieure de l'historien libéral Elie Halévy dans son cours posthume sur le «socialisme européen». Certes, lui aussi distingue le socialisme industriel des utopies égalitaires et parfois primitivistes du XVIII^e siècle, mais il élargit le prisme en intégrant dans le «socialisme» des approches très différentes. Selon lui, sont socialistes les doctrines qui «supposent toutes qu'il est possible de remplacer la libre initiative des individus par l'action concertée de la collectivité, tant pour la production que pour la répartition des richesses» ♦10. Cette définition est précédée du constat que ces doctrines et mouvements «constituent une réaction contre les abus et les excès de l'industrialisme livré à lui-même» ♦11. Or, ces «réactions» sont diverses: il y a les «pessimistes» et les «optimistes», les thuriféraires de la concentration industrielle et leurs contempteurs, les apôtres de la modernisation et les critiques plus ou moins romantiques de celle-ci, les technophiles

et les esthètes, les autoritaires et les libertaires. En somme, mieux que Durkheim, ce bilan fait apparaître la complexité de cette «réaction», avec ses dimensions de protection et de programmation, de spontanéité et de volontarisme. Spécialiste de l'Angleterre, Halévy sait bien que le socialisme anglais a été marqué originellement par une critique radicale de l'industrialisme portée notamment par William Morris et le mouvement *Art Craft*, foyer d'une utopie artisanale et agraire, qui semble renouer avec l'utopie de More.

Toutefois, les mutations du socialisme au XX^e siècle, surtout après la césure de l'économie de guerre de 1914-1918, redonneront du poids à la grille interprétative industrialiste faisant du socialisme un programme certes concurrent du capitalisme, mais mû par un objectif partagé : l'exploitation et la maîtrise illimitée de la nature. Dans les années 1940, quand le libéral Friedrich A. Hayek propose une généalogie critique du socialisme, il pointe les tendances «ingénieriques», planificatrices et dans certains cas liberticides de son époque ¹². Son souci n'est certes pas que le socialisme soit guidé par un projet de domination exponentielle de la nature, tant le capitalisme partage cette ambition, mais qu'il prétende transposer la méthode des ingénieurs à l'économie et au social. Reste que, comme de nombreux historiens du socialisme après Durkheim, de Célestin Bouglé à Gaëtan Pirou, il reconstitue la matrice ingénierique et technocratiques du socialisme, dans le sillage de Saint Simon et des saint-simoniens. Or, leur objectif, dès *l'Exposition de la Doctrine de Saint-Simon* (1828-1830) est bien de substituer à «l'exploitation de l'homme par l'homme» «l'exploitation du globe» par les producteurs associés. Et il n'est pas fortuit qu'un des textes les plus durablement célèbres des histoires socialistes soit la «Parabole» que publie Saint-Simon dans *L'Organisateur* durant la Restauration : en affirmant, sous le double signe de la production industrielle et de l'organisation, que la France peut se passer de ses dirigeants politiques, juristes ou ecclésiastiques, mais pas de ses producteurs et savants appelés à diriger la collectivité, l'apôtre de l'industrialisme et de la paix délivre une vision de la société – et inséparablement de sa relation à la nature – qui ne cessera d'être reprise, aussi bien par Friedrich Engels que par Jean Jaurès, quelle que soit la spécificité de leur socialisme.

On pourrait même remonter au projet moderne de Bacon et de Descartes de maîtrise et de domination «rationnelle» de la nature, matrice du programme prométhéen socialiste. Il est clair que Saint Simon inscrit sa vision dans le sillage du projet de Bacon, apôtre d'une science opérative vouée à exploiter la nature et à dévoiler ses ultimes secrets, pour la prospérité et la santé. Vrai également que, en fondant le Parti social-démocrate, Wilhelm Liebknecht dans son discours de Dresde (1872) met en exergue la formule baconienne, «Savoir c'est pouvoir ! Pouvoir c'est savoir !». Ce n'est plus l'utopie agraire de More qui commande cette vision, mais celle, technologique et prométhéenne, consignée par Bacon

12 ♦ Friedrich A. Hayek, *La Route de la servitude* [1944], Paris PUF, 1985 ; Friedrich A. Hayek, *The Counter-Revolution of Science. Studies on the Abuse of Reason*, Glencoe, The Free Press, 1952.

13 ♦ Voir Serge Audier, *L'Âge productiviste*, *op. cit.* Cette influence est occultée dans la reconstruction par Andreas Malm du soi-disant «léninisme vert». Voir Andreas Malm, *La chauve-souris et le capital. Stratégie pour l'urgence chronique*, Paris, La Fabrique, 2020.

dans *La Nouvelle Atlantide*. De fait, les programmes et engagements sociaux-démocrates prôneront, au nom du marxisme, l'exploitation par la grande industrie des ressources du globe, jusque dans les colonies, à quelques exceptions près, comme Rosa Luxemburg. Quant à la référence à Descartes et au projet de nous rendre «comme maîtres et possesseurs de la nature», il ne cessera d'être mobilisé par la gauche française, notamment socialiste et communiste.

En outre, par-delà ses visées polémiques, la généalogie de Hayek fait bien écho à un contexte des années 1920-1940 marqué par l'avènement en Occident d'un modèle de planification économique, sociale et politique, sur fond de modernisation taylorienne puis fordiste qui devait paradoxalement fasciner tant de socialistes, néo-socialistes et communistes, y compris Gramsci. C'est aussi l'âge des plans quinquennaux et de l'exaltation démiurgique stalinienne de domination illimitée de la nature et de la société. Une exaltation partagée par Trotski, qui rêve de transformer la géographie et le climat du monde. Le temps où Lénine, peu après la Révolution de 1917, avait impulsé, sous l'influence des associations naturalistes ♦13, une politique importante de parcs naturels, est alors largement révolu, même avant l'avènement du régime stalinien. En ce temps, la critique proto-écologique ne vient plus du socialisme, comme jadis avec Morris et Reclus, mais de milieux critiques de la modernité, depuis Gina Lombro-Ferrero jusqu'aux théoriciens d'une «troisième voie» réunis dans *Ordre Nouveau*, dont certains seront au début des années 1970 les animateurs de «Survivre et Vivre», aux sources de l'écologie politique.

Si Hayek n'a cure de ce souci écologique, du moins perçoit-il bien la matrice rationaliste-ingénierique-planificatrice de ce socialisme-là, alors hégémonique. Non moins instructifs sont les points aveugles de sa généalogie : ainsi passe-t-il à côté de tout un pan de l'histoire du socialisme, de ses motifs sociaux, moraux et esthétiques, et, inséparablement, de sa relation complexe à la nature. Ce réductionnisme procède du postulat que le socialisme, loin d'exprimer une réaction spontanée de défense des milieux populaires et laborieux dont les modes de vie, de travail et d'habitat social et naturel ont été agressés par le capitalisme, ne serait au fond qu'un programme abstrait inventé par les «intellectuels». Ce faisant, son réquisitoire libéral fait écran à la pleine compréhension de la naissance du mouvement socialiste et progressiste, de ses aspirations à la solidarité, à «l'association» et à la «coopération», tant en pratique qu'en théorie. Sont ainsi perdus de vue les liens intimes de ce mouvement aux idéaux de liberté, d'égalité et de fraternité (ou de solidarité), qu'il entend rendre effectifs et compatibles en les réarticulant. Le tableau hayékien occulte la réalité du mouvement ouvrier, des formes concrètes de socialisation, de coopération et de mutualisation dont les premiers théoriciens socialistes – souvent bourgeois, mais pas toujours – entendaient traduire les orientations et les projets. Sa généalogie largement imaginaire du socialisme,

réduit à la seule logique de domination instrumentale imputée au rationalisme classique, dont la sociologie et le positivisme ne seraient que les rejets, interdit de saisir comment celui-ci trouve ses sources plus lointaines dans les utopies communistes du XVIII^e siècle et dans certaines visions antiquisantes et parfois primitivistes du républicanisme, depuis Rousseau et Mably. En rabattant brièvement ce présocialisme sur le projet postcartésien de reconstruction rationnelle de la société – comme si, d’ailleurs, le socialisme n’avait pas intégré les évolutions multiples de la pensée biologique puis darwinienne ♦14 –, il occulte comment s’y esquisse une critique morale des inégalités, du luxe et du monde urbain. Et même, en particulier chez Rousseau, une dénonciation de la dévastation de la nature par la nouvelle société de travail. Cette «nature» est alors entendue comme ressource et plus encore comme lieu d’une vie authentique, épanouie et belle. Pas davantage saisit-il l’originalité du courant du libéralisme social de John Stuart Mill, c’est-à-dire le grand apôtre de «l’état stationnaire» et d’une relation émancipatrice à la nature.

Surtout, en ciblant la nouvelle religion industrialiste d’exploitation planifiée du globe, Hayek laisse largement de côté les courants présocialistes qui, de Jean de Sismondi et Charles Fourier jusqu’aux critiques pionniers de l’économie politique comme John Ruskin et surtout Morris, en passant par la géographie anarchiste de Reclus, ont déployé une critique radicale de la civilisation industrielle en des termes moraux, naturalistes et esthétiques. Car ce n’est pas dans l’industrialisme des saint-simoniens, dont certains sont d’ailleurs devenus ensuite des banquiers et ingénieurs du Second Empire, mais chez ces penseurs souvent attachés au monde agricole, qu’on trouve une critique précoce de la dévastation du climat (Fourier), de la terre et des paysages, ou encore des dangers et des aliénations existentielles propres au machinisme. Que cette sensibilité, orientée vers une réconciliation entre ville et campagne, se soit hybridée, comme dans le fouriérisme, d’un certain progressisme technologique ne change rien à sa spécificité au regard des enjeux écologiques. Or, en réduisant la diffusion du socialisme au symptôme d’une impatience techno-industrielle trompeuse, attisée par des «intellectuels» issus de l’École polytechnique, quant aux progrès productifs de l’économie, Hayek fait oublier que le socialisme était aussi une protestation sociale, morale, vitale et esthétique porteuse d’un autre modèle de société sous-tendu par la coopération et la solidarité, d’une autre vision de la liberté, avec sa dimension sociale, bref d’un autre rapport aux autres – et, plus souvent qu’on ne l’imagine, aux êtres et milieux de la nature – nourri de réciprocité et même de sympathie mutuelle ♦15.

D’un autre côté, parce qu’il oppose un «bon» capitalisme libéral à un «mauvais» socialisme dirigiste, Hayek ne parvient pas à suffisamment questionner les liens, tantôt secrets tantôt assumés, qui unissent les tendances industrialistes dominantes du socialisme et de la gauche au système capitaliste, dans une relation souvent

14 ♦ Jean-Marc Bernardini, *Le darwinisme social en France (1859-1918). Fascination et rejet d’une idéologie*, Paris, CNRS, 1997.

15 ♦ Serge Audier, *La Société écologique et ses ennemis*, op. cit.

16 ♦ Gilles Candar, *Jaurès et la vie future*, Paris, Fondation Jean Jaurès/L'Aube, 2022.

17 ♦ Otto Neurath, *Wirtschaftsplan und Naturalrechnung*, Berlin, E. Laub, 1925 (voir Serge Audier, *L'Âge productiviste*, op. cit., p. 434-444).

ambiguë de fascination-répulsion – enjeu bien sûr crucial sous l'angle écologique. Pourtant, son analyse du saint-simonisme aurait pu y conduire, en rappelant que Saint-Simon, avant d'être l'inspirateur d'une planification autoritaire industrielle, fut un ardent libéral, aux côtés d'autres « industrialistes » défenseurs de la propriété privée et du libre marché, comme Charles Dunoyer. De fait, si la plupart de ces mouvements de gauche se sont voulus ou bien les réformateurs ou bien les fossoyeurs du capitalisme, leur postulat tacite ou explicite – à certaines exceptions majeures près, comme quelques-unes déjà évoquées ou comme le « populisme » russe – supposait que ce régime d'accumulation, aussi détestable soit-il, constituait comme toute, à bien des égards, un progrès à la fois nécessaire et bienfaisant de l'humanité.

Encore ce tableau ne rend-il pas entièrement compte de la complexité du problème en matière écologique. Car le rationalisme planificateur s'est souvent accompagné d'une certaine réflexivité environnementale – non pas chez Saint-Simon et bien d'autres proto-socialistes et socialistes, mais pour partie chez Marx et Engels, et même chez Jaurès ♦16. Et, là encore les détestations de Hayek s'avèrent de bons guides : dès les années 1930-1940, une des cibles de sa critique de la planification socialiste était Otto Neurath, pionnier de la planification écologique, qui entendait se passer du système des prix pour calculer « en nature » les besoins sociaux de bien-être et d'environnement sain et stable ♦17. Puis, dans les années 1960, Hayek polémiquera, notamment dans *La Constitution de la liberté*, contre la tradition progressiste et rooseveltienne de planification régionale et de conservation des ressources. Enfin, dans les années 1970, il attaquera les prévisions et préconisations du Club de Rome, en soupçonnant ses auteurs de reconduire une culture « scientiste » de la planification, aux antipodes des mécanismes « spontanés » du libre marché. Non sans raison, car contrairement à une idée reçue aujourd'hui, qui voudrait que le Club de Rome fût d'inspiration néolibérale, c'est bien cette culture de la « programmation » qui sous-tendait encore sa méthode. Avec toutes les ambiguïtés et ambivalences écologiques de cette culture planificatrice, fondamentalement orientée vers la croissance.

Le socialisme comme autodéfense de la société et de la nature ?

Une autre approche du socialisme consiste à le déchiffrer sous l'angle d'une « réaction » défensive et protectrice face aux assauts du capitalisme. Il faut ici mobiliser la reconstruction élaborée en même temps que Hayek par son adversaire socialiste Karl Polanyi dans *La Grande transformation*. En effet, ce n'est pas la moindre de ses vertus que de forger des clés, sans non plus le vouloir,

capables de déchiffrer la sensibilité pré-écologique d'une frange minoritaire du socialisme, de l'anarchisme et d'expériences communautaires alternatives dont rend compte alors un troisième grand penseur social, Martin Buber ♦18. A bien des égards, Polanyi voit les problèmes de l'insoutenable sociale, vitale et environnementale du capitalisme beaucoup mieux que Hayek, prisonnier de son apologie de la productivité du capitalisme. L'objectif de Polanyi croise d'ailleurs celui de *La Route de la servitude* : comprendre les racines épistémologiques, socio-politiques et psycho-sociales du retournement antilibéral et totalitaire dans ses variantes communiste et surtout fasciste et nazie. Toutefois, là où Hayek incrimine le socialisme et le planisme, donc la répudiation du libéralisme par le «scientisme», Polanyi repère la responsabilité essentielle dans l'imposition de l'utopie libérale de marché autorégulé, qui devait susciter une gigantesque réaction hostile de la société, tantôt positive et démocratique, tantôt catastrophique et liberticide ♦19.

Un petit mot, riche de suggestions au prisme écologique, fait le lien entre *La Grande transformation* et *La route de la servitude* : «spontané» (*spontaneous*). Alors que Hayek dresse l'éloge des mécanismes spontanés du marché, facteur essentiel de croissance (*growth*), en déplorant le volontarisme artificiel de la planification qui rêve d'accélérer cette dynamique productive, Polanyi défend une thèse inverse. Selon lui, l'avènement de l'utopie d'un marché autorégulé fut tout sauf spontané car brutalement imposé, tandis que les réactions populaires et locales aux agressions sociales, culturelles et naturelles du libre marché furent «spontanées». Autrement dit, pour Hayek, la «spontanéité» est du côté du libéralisme économique, et la contrainte du côté du socialisme, là où, pour Polanyi, est spontanée la réaction quasi épidermique d'une large part de la société – dont le mouvement ouvrier et le socialisme naissant, mais aussi certaines élites conservatrices – aux assauts d'un libre marché utopique dont les catégories «fictives» ont été imposées au forceps. Aussi la première vision débouche-t-elle sur une réaffirmation sophistiquée du libéralisme classique, dite «néolibérale» à tort ou à raison ♦20, et la seconde sur la construction d'un socialisme capable de réintégrer ou de réencastrier l'économie dans la société et le monde naturel. Et par «nature», il faut entendre aussi bien les ressources vitales que le monde social et naturel vécu, avec sa charge symbolique d'habitat communautaire auquel les gens sont traditionnellement attachés.

Sans doute est-il abusif d'ériger Polanyi en éco-socialiste. Ce d'autant qu'il ne perçoit vraiment les dégâts environnementaux qu'au prisme de son procès du capitalisme libéral, comme si l'industrialisme socialiste, même en son temps, ne pouvait pas s'avérer également écocide. Polanyi croyait que le socialisme, selon sa définition, est la «tendance inhérente» de la «civilisation industrielle» à dépasser le marché autorégulé en le subordonnant aux exigences d'une société démocratique. Certes, son apport éclairé

18 ♦ Martin Buber, *Utopie et socialisme*, Paris, Aubier Montaigne, 1977.

19 ♦ Karl Polanyi, *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps* [1944], Paris, Gallimard, 1983.

20 ♦ Serge Audier, *L'Invention du néolibéralisme : histoire, concepts, controverses*, 2 vol., Lormont, Le Bord de l'eau, 2022 et 2023.

21 ♦ Par exemple, John Minter Morgan, *The Christian Commonwealth*, Londres, Chapman and Hall, 1845.

comment la logique de marchandisation du capitalisme et de l'idéologie du libre marché phagocyte la «terre», le «travail» et la monnaie, et donc toute la «société», dévastant les ressources naturelles, les forêts, les paysages et le monde «naturel» des communautés sociales. Reste que sa critique ne parvient pas à dégager les potentialités à certains égards tout aussi anti-écologiques d'un socialisme orienté vers la «croissance» et l'exploitation illimitée de la nature. Pas davantage parvient-il à repérer dans l'histoire du socialisme une sensibilité écologique avant la lettre, même si sa restitution du socialisme de Robert Owen, célébré pour avoir redécouvert la consistance de la «société», aurait pu indiquer ce chemin. Ou plutôt, c'est dans la mouvance owénienne – mais aussi fouriériste, romantique et anarchiste – que Polanyi aurait pu découvrir des approches proto-socialistes orientées non seulement vers l'harmonie sociale mais aussi vers l'harmonie de la société avec la nature, afin de prévenir ou réparer les lésions du capitalisme ♦21. Du moins, la richesse de *La Grande transformation* fraye-t-elle la voie à une investigation de cet ordre, même si son architecture y fait finalement obstacle.

Inversement, en érigeant avant tout Owen en héros socialiste, Polanyi n'aide pas à déchiffrer comment, dès cette époque, le socialisme était porteur de tendances industrialistes qui, en un sens, recoupaient ou intériorisaient, même partiellement – y compris au nom d'un tout autre modèle de société – celles des apôtres bourgeois et libéraux du capitalisme. On a déjà évoqué toute l'ambivalence du proto-socialisme de Saint-Simon, issu d'une sorte d'hybridation entre l'industrialisme libéral et le projet antilibéral d'«organisation», avec pour horizon la domination et l'exploitation pacifique du globe par les producteurs associés. D'ailleurs, la manière dont Polanyi reconsidère Owen – ce grand patron philanthropique devenu réformateur social et utopiste – ne permet pas d'élucider non plus ce qui peut apparaître, là aussi rétrospectivement, comme son ambivalence sous l'angle écologique. Il est vrai que, d'un côté, en tant que praticien et théoricien de l'autoprotection de la société, le Owen de maturité veut s'appuyer sur le mouvement ouvrier coopératif, et que sa critique des ravages sociaux et sanitaires de l'industrialisme s'accompagne de la promotion d'un environnement plus «vert» pour les ouvriers arrachés à leurs campagnes – jardins et vastes parcs font partie de son programme proto-socialiste. Mais, d'un autre côté, comme héritier assez typique du rationalisme occidental, Owen rêve d'une réorganisation intégrale de la société et d'une nouvelle civilisation des machines produisant un bien-être exponentiel. En ce sens, Polanyi perçoit peut-être avec moins d'acuité que Hayek la matrice «constructiviste» du socialisme naissant.

Ce d'autant que, en préférant s'attarder sur Owen que sur Marx et Engels – autrement dit, en privilégiant l'étude de ce que ce dernier appelait péjorativement le «socialisme utopique» par opposition au «socialisme scientifique» marxien appelé à lui succéder au temps du capitalisme industriel mature –, l'auteur de *La Grande transformation*

s'interdit en partie de démontrer que, par-delà le geste «spontané» d'autoprotection défensive voire conservatrice du socialisme, s'est bel et bien imposé un geste volontariste et même prométhéen de reconstruction rationnelle de la société, et de domination-exploitation de la nature. Et ce, y compris quand il s'est agi de protéger ses «ressources», voire ses bienfaits récréatifs. Il faut certes préciser que, en matière écologique, les ambivalences ou les évolutions de Marx et même d'Engels sont notoires, comme en témoigne l'ample littérature exégétique depuis les années 1970, puisqu'aux grilles de lecture «productivistes» du marxisme se sont souvent substituées des grilles «écologistes», d'ailleurs non moins unilatérales ♦22. On peut d'ailleurs juger anachroniques et partiales aussi bien la thèse qui érige le dernier Marx en authentique «communiste décroissant» (Kohei Saito) que celle qui en fait le théoricien presque constant d'un développement communiste «vert» (John Bellamy Foster) ♦23. En tout cas, qu'on relise Marx sous l'angle, disons post-saint-simonien, de l'essor des forces productives et de la domination du globe, ou alors – à l'instar de certains éco-marxistes – au prisme de la «fracture métabolique» entre société et nature, ville et campagne etc., ou bien encore à travers une combinaison des deux approches, un constat s'impose sur le legs le plus puissant et durable du marxisme. A quelques exceptions près de variantes hétérodoxes et agraires, voire des premières années du régime bolchevique, ce legs aura d'abord été prométhéen, et sûrement pas écologiste.

Sur ce volet écologique, les lacunes de l'analyse polanyienne sont surprenantes, quoique logiques en un sens, vu son adhésion à la «civilisation industrielle». Car ce projet prométhéen de la gauche sous-tend alors, au moment de *La Grande transformation*, tout un pan du «socialisme», et pas seulement dans sa version écocidaire stalinienne, dont bien des aspects sont très éloignés de la réaction owénienne de «protection» face au libre marché. Et bien sûr fort distants aussi de toute visée de protection des ressources et du cadre «naturels». Le socialisme chrétien et démocratique dont rêve Polanyi est alors minoritaire, et peut-être l'a-t-il toujours été. En tout cas, au moment où il prépare *La Grande transformation*, deux des figures les plus influentes de la Fabian Society et du socialisme anglais, Sidney et Beatrice Webb, communient dans le culte de l'URSS de Staline dont ils admirent la planification autoritaire et la domination technologique croissante sur la société et sur la nature ♦24. Ce socialisme-là ne vise pas la protection de «l'habitat» social et naturel, mais la destruction et reconstruction prométhéennes du monde.

En somme, le socialisme démocratique que prônait Polanyi aura échoué à asseoir son hégémonie, et l'après-guerre ne devait correspondre ni aux vœux ultra-libéraux de *La Route de la servitude*, ni aux aspirations socialistes de *La Grande transformation*, c'est-à-dire celles d'un authentique réencastrement de l'économie dans

22 ♦ Pour une cartographie du courant et des polémiques de la nébuleuse éco-marxiste, voir Jacopo Nicola Bergamo, *Marxismo ed ecologia. Origine e sviluppo di un dibattito globale*, Verone, Ombre Corte, 2022.

23 ♦ Pour un bilan des évolutions et des ambivalences de Marx, je renvoie à Serge Audier, *L'Âge productiviste*, op. cit. Les virulents débats, en vogue aujourd'hui, entre écosocialistes écomodernistes (Matthew Huber) et écosocialistes décroissants (Kohei Saito) procèdent aussi de lectures opposées de Marx, d'ailleurs toutes très partiales.

24 ♦ Sidney et Beatrice Webb, *Soviet communism. A New Civilisation ?*, 2 vol., New York, Scribners, 1936.

25 ♦ Alain Bihl, *Du Grand Soir à «l'alternative». Le mouvement ouvrier européen en crise*, Paris, L'Atelier, 1991.

26 ♦ Voir notamment Renaud Bécot, «L'invention syndicale de l'environnement dans la France des années 1960», *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°113, 2012, p. 169-178.

27 ♦ Matthias Schmelzer, *The Hegemony of Growth. The OECD and the Making of the Economic Growth Paradigm*, Cambridge, Cambridge University Press, 2016.

28 ♦ Serge Audier, *L'Âge productiviste*, *op. cit.*. Même dans la gauche gouvernementale, certaines orientations vertes auraient pu exercer un impact important en France et en Europe sur les enjeux climatiques. Voir Renaud Bécot et Christophe Bonneuil, «Chantiers pour une histoire environnementale des années Mitterrand», 20 & 21. *Revue d'histoire*, 3, n°159, 2023, p.3-28.

la société et dans la nature. Assurément le «laisser-faire» fut-il abandonné dans la phase de croissance exponentielle de l'après-1945, mais pas pour faire renaître un socialisme «auto-protecteur», encore moins un socialisme réintégrant l'économie dans le cadre naturel, et répondant aux réactions «spontanées» d'autodéfense populaire. Bien plutôt, sous nombre d'aspects, a-t-on assisté, avec l'âge fordiste triomphant, à une dépossession des capacités populaires d'autosubsistance et d'autoprotection ♦25. Certes, l'histoire du mouvement ouvrier et du syndicalisme, surtout depuis les années 1970, montre que la préoccupation de l'environnement au sens large fut loin d'être absente ♦26. Reste que la tendance dominante aura été celle de l'intériorisation de l'impératif d'«expansion» de l'industrie et du consumérisme de masse, sur fond de colonialisme et d'échange inégal. Dans l'Occident libéral, c'est à des degrés divers un libéralisme régulé ou néo-keynésien, orienté par le projet de croissance et d'exploitation exponentielle planétaire de la nature ♦27, qui aura prédominé, sous le pilotage de l'État modernisateur ; à l'Est et en Chine, c'est un socialisme planificateur autoritaire et écocidaire qui s'est imposé, aux dépens d'un socialisme démocratique et coopératif, soucieux de protéger le monde vécu, naturel et social. L'hérésie et le mérite inestimable des mouvements écologiques, quelquefois «écosocialistes» en Allemagne, auront consisté à mettre en question ces impasses, parfois suivis par des franges de la gauche autogestionnaire, de la social-démocratie ou du communisme italien ♦28.

De surcroît, contrairement aux anticipations de Polanyi, le libéralisme qu'il avait cru dépassé se sera en partie réinstallé au tournant des années 1970-1980, provoquant là aussi des dégâts considérables sur la «société» – dont Margaret Thatcher affirmera qu'elle n'«existe pas» –, sur le «travail» et sur la «terre» soumis aux pressions d'une marchandisation croissante, avec le soutien et la bénédiction de son adversaire Hayek, toujours vivant et d'attaque dans la récusation des politiques publiques environnementales. Si le libéralisme régulé ou néo-keynésien de croissance aura contribué massivement à la catastrophe écologique, on peut ajouter que la contre-révolution néolibérale, en déconstruisant certaines des digues publiques dressées contre la marchandisation du «travail» et de la «terre», aura accentué encore la gravité et l'irréversibilité du désastre. Bien sûr, il serait absurde de «reprocher» à Polanyi de ne pas l'avoir anticipé ; du moins ses diagnostics trahissent-ils des points aveugles quant à l'évolution du capitalisme et du socialisme en son temps.

L'articulation oubliée entre émancipation, encastrement et socialisme

Pour approfondir l'examen du lien complexe entre socialisme et écologie, une dernière approche, davantage centrée sur la normativité – autrement dit sur les idéaux juridiques, politiques, sociaux, moraux, voire esthétiques – peut se révéler éclairante : celle qui part de l'ambition largement partagée par tous les socialismes de réaliser pleinement et ensemble les promesses de la modernité révolutionnaire, autrement dit la liberté, l'égalité et la fraternité (ou solidarité). Cette dimension «fraternitaire» du premier socialisme ♦29 est sous-estimée chez Hayek, et, à un moindre degré, chez Polanyi dont la focalisation sur la «protection» peut receler, malgré ses convictions, des relents conservateurs. Afin de dépasser ces limites, féconde est la proposition récente d'Axel Honneth d'une «actualisation» du socialisme : reprenant sans le dire à Polanyi l'idée de la «liberté sociale», le sociologue allemand souligne en effet que, pour réaliser la devise républicaine, les socialistes rêvaient de communautés solidaires et coopératives, tissées de liens de «sympathie», où chacun trouverait en autrui un partenaire d'une action commune ♦30. Sauf que la reconstruction de Honneth souffre, là encore, d'une grave limite : elle ne conçoit la liberté sociale et solidaire que dans un cadre intersubjectif exclusivement anthropocentré, et n'en propose d'ailleurs aucune actualisation écologique. Or c'est négliger, tout comme jadis Hayek et tant d'autres, la dimension naturaliste d'une partie du socialisme, parfois même son souci explicite de la souffrance animale, et, plus largement, sa reconnaissance des apports de la nature – voire, quelquefois, de l'éminente contribution des êtres vivants au travail social ♦31. Cofondateur s'il en est du socialisme français, Pierre Leroux a également esquissé, avec sa théorie du *circulus*, une ontologie et un programme fondés sur le recyclage et l'interdépendance cosmique. La solidarité avec la Terre n'est pas une invention si récente, y compris dans le socialisme.

En somme, la reconstruction d'un socialisme proto-écologique montre qu'a pu être plus ou moins conjoint, dès le XIX^e siècle, ce qui aura finalement été disjoint : la liberté-égalité-solidarité dans sa dimension sociale, bien sûr, mais aussi pour partie écologique. Aussi importerait-il d'éviter de relire l'histoire de la relation entre socialisme et écologie à l'aune de catégories tardives et hégémoniques du XX^e siècle, voire du XXI^e siècle, comme si nous avions le privilège de voir ce à quoi nos prédécesseurs auraient été totalement aveugles. Là résiderait peut-être, paradoxalement, le véritable anachronisme. Sur cet enjeu devenu central, une série de catégories et d'oppositions dominantes dans les sciences sociales récentes serait à réviser. Par exemple, contrairement à ce que proposent

29 ♦ Andrea Lanza, *All'abolizione del proletariato!*, Milan, FrancoAngeli, 2010.

30 ♦ Axel Honneth, *L'Idée du socialisme. Un essai d'actualisation*, Paris, Gallimard, 2017.

31 ♦ Benoît Malon, «Collectivisme et socialisme. Réponse à deux questions», *La Revue Socialiste*, n°6, 1887, p.345; Charles Gide, «Une classe de travailleurs oubliés», *La Revue Socialiste*, juillet 1888, p.51-53 (première publication dans *L'Émancipation. Journal d'économie politique et sociale. Organe des associations ouvrières et du Centre régional coopératif du Midi*, 15 janvier 1888, p.3-4).

32 ♦ Luc Boltanski et Ève Chiapello, *Le Nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

33 ♦ Nancy Fraser, *Cosa vuol dire socialismo nel XXI secolo ?*, Rome, Castelvecchi, 2020.

34 ♦ Dipesh Chakrabarty, «The Climate of History: Four Theses», *Critical Inquiry*, vol. 35, n°2, 2009, p. 197-222.

les reconstructions inspirées de Bruno Latour, les «Modernes» – à supposer qu'il ne s'agisse pas d'un artefact –, parmi lesquels les socialistes, n'ont pas tous et toujours été ces «modernisateurs» qui, ivres de progrès, ont cru avec une arrogance naïve en la «flèche du temps», en un partage absolu entre nature et société et en une émancipation-arrachement, dans l'horizon d'un culte aveugle de la «production» opposée à l'«engendrement». D'ailleurs, une des références positives de Latour, Charles Péguy, faisait précisément partie de ces socialistes non-modernisateurs. L'analyse du proto-socialisme et du socialisme montre que lesdits «Modernes» n'étaient pas aussi aveugles que Beck, Latour et leurs proches semblent l'imaginer. Mais ces socialistes n'ont pas été non plus toujours porteurs, très loin s'en faut, d'une pleine réflexivité environnementale, même si Beck et Latour avaient sans doute tort de pas en repérer de nombreuses anticipations précoces.

D'autres schémas dominants, en partie solidaires, mériteraient d'être questionnés. Ainsi, contrairement à ce que soutient la sociologie de Luc Boltanski et d'Eve Chiapello, l'opposition entre la «critique sociale», imputée au premier socialisme, et la «critique artiste» appliquée au romantisme et à la contre-culture des années 1960-1970, ne rend pas totalement compte non plus de l'articulation précoce, dans le socialisme proto-écologique, entre les deux types de critiques du capitalisme ♦32. Pas davantage s'avère pleinement éclairante, en vertu d'une méthodologie voisine, la disjonction opérée par Nancy Fraser entre les pôles du marché, de la protection sociale et de l'émancipation: si cette analyse d'un «triple mouvement» aide à enrichir l'approche de Polanyi – pas assez attentive, on l'a entrevu, au pôle de l'émancipation–, elle ne permet pas non plus de diagnostiquer comment, très tôt, le socialisme a articulé ces dimensions en intégrant, fût-ce encore partiellement, les enjeux de protection de la société, de souci écologique et d'émancipation humaine, y compris féminine. L'idée d'un socialisme soucieux de la reproduction et de l'émancipation que Fraser appelle de ses vœux ♦33 est en réalité loin d'être entièrement nouvelle, depuis au moins le fouriérisme.

Ce sont enfin les stéréotypes sur «la liberté des Modernes» qu'une nouvelle histoire philosophique du socialisme invite à reconsidérer sous l'angle écologique. Car, contrairement à ce qu'ont affirmé William Ophuls et Hans Jonas dès les années 1970 à propos du libéralisme et du socialisme, puis Dipesh Chakrabarty ♦34 et tant d'autres après eux, il n'est pas exact d'affirmer que toute la conception occidentale de la liberté est indexée sur l'abondance et la domination de la nature. Bien sûr, le «productivisme» du socialisme, on a vu comment, est allé dans ce sens, même si l'abondance peut s'entendre de plusieurs manières. Surtout, le socialisme et l'anarchisme ont été aussi porteurs d'une conception de la liberté comme coopération et solidarité avec les autres et avec la nature. Autant dire que nos lointains prédécesseurs de l'éco-socialisme en savaient décidément beaucoup plus que ne le croient certains théoriciens

contemporains de l'écologie et du socialisme, qui imaginent disposer du privilège de dénouer les nœuds d'une histoire de l'émancipation ayant jusqu'à présent fait fausse route, dans un aveuglement total sur son propre parcours. Peut-être serait-il important d'en prendre enfin la mesure, non pas pour redevenir humble - même si l'humilité est une vertu socialiste et écologiste! - mais pour mieux élucider comment la fragile plante d'un socialisme écologique a rencontré tant d'obstacles pour s'épanouir. Des obstacles qui, loin d'avoir été entièrement surmontés, sont peut-être encore devant nous.



« Nous devons explorer de manière très sérieuse une alternative écosocialiste »

Entretien avec Nancy Fraser

Entretien réalisé par Marie-Anne Dujarier,
Laurent Garrouste et Lydie Laigle



Nancy Fraser (1947-) est professeure de philosophie et de sciences politiques à la New School for Social Research (New York). Connue pour ses contributions à la théorie critique, elle a notamment publié en français l'ouvrage *Qu'est-ce que la justice sociale ? Reconnaissance et redistribution* (2005, 2011, La Découverte), *Le féminisme en mouvements* (2012, La Découverte), avec Cinzia Arruzza et Tithi Bhattacharya *Féminisme pour les 99%. Un manifeste* (2019, La Découverte). Dans son ouvrage *Cannibal Capitalism. How Our System Is Devouring Democracy, Care and the Planet - and What We Can Do about It* (2022, Londres et New-York, Verso), Nancy Fraser propose une conception élargie - intersectionnelle - du capitalisme et de son alternative socialiste intégrant les perspectives antiracistes, féministes et écologiques. Dans cet entretien, Nancy Fraser revient sur son parcours intellectuel et politique, l'influence du marxisme écologique, et l'intégration progressive de la question écologique dans son analyse du capitalisme et dans la construction d'alternatives écosocialistes.



Pouvez-vous nous expliquer l'évolution de vos conceptions sur le capitalisme, l'écologie et la démocratie ?

Je dois dire que je suis arrivée plutôt tardivement à la problématique écologique. En d'autres termes, depuis des décennies, j'étais concentrée sur les questions de race et d'impérialisme, liées à mon expérience d'activiste au sein du mouvement des droits civiques et celui contre la guerre du Vietnam. J'ai aussi été intéressée par la question de l'évolution du capitalisme et de l'exploitation



de la main-d'œuvre, du fait de ma participation à un groupe trotskiste en tant qu'étudiante à l'Université. J'ai enfin été proche des mouvements féministes depuis la fin des années 1960, début des années 1970. Ces différentes préoccupations sont liées pour partie à mon affiliation à la nouvelle gauche étasunienne, mue par une critique du stalinisme et un intérêt pour les approches démocratiques au travers de la politique de gauche et du socialisme. J'ai participé à toutes sortes de luttes depuis les années 1960, mais dès 1970, je me considérais déjà comme socialiste et marxiste - plutôt hétérodoxe. J'ai toujours été attirée par l'aile socialiste des mouvements qu'ils soient féministe, anti-guerre, écologique, et enfin syndical - pour ce qui est de la question du travail. Je pense que si le socialisme est l'alternative souhaitable et (nous l'espérons) possible au capitalisme, alors ce que je veux voir, c'est que l'aile socialiste de chacun de ces mouvements devienne plus puissante, ait plus d'influence, diffuse de manière plus large une perspective féministe socialiste, une perspective écologique socialiste etc.

Lorsque des personnes ont commencé à nous sensibiliser à la gravité de la crise climatique, je me suis tournée vers ces questions et vers l'analyse des différentes dimensions de la crise écologique. Mais à cette période, mon orientation conceptuelle et politique pour un socialisme démocratique féministe et anti-impérialiste était déjà formée. Je voulais donc traiter des questions écologiques à partir de ce cadre conceptuel, tout en étant sensible aux défis que les questions écologiques pourraient poser à ce cadre. Naturellement, j'ai commencé par m'informer empiriquement. Je pense que nous avons tous une dette envers des scientifiques tels ceux du GIEC à ce sujet. J'étais proche d'un groupe d'écrivains et de penseurs qui essayaient de situer ces mutations écologiques dans le cadre d'une théorie critique du capitalisme ♦1. À l'époque, je travaillais déjà sur la manière d'élargir le concept de crise capitaliste au-delà de sa dynamique économique. En d'autres termes, j'étais intéressée par les crises de la reproduction sociale, de la démocratie et des institutions politiques, ainsi que par les crises économiques : les crises du chômage, les krachs boursiers et la baisse des profits, etc. Il m'est donc apparu clairement que nous devons penser à une dimension écologique de la crise capitaliste. Je me suis donc tournée vers J.R. O'Connor, puis vers John Bellamy Foster ♦2 qui a produit un travail très intéressant avec un groupe de collègues aux États-Unis sur le renouvellement de la critique marxiste du capitalisme, à la lumière de l'écologie. J'ai lu aussi un brillant jeune penseur suédois, Andreas Malm ♦3, et ensuite j'ai lu Jason Moore ♦4. Pour moi, le défi était d'articuler leurs idées avec l'approche féministe que j'avais déjà incorporée à mon travail sur le capitalisme :

l'importance de la reproduction sociale par opposition simplement à la production de marchandises ; la dimension politique et impérialiste du capitalisme.

Pourriez-vous clarifier la contradiction écologique de ce que vous appelez le « capitalisme cannibale » ?

Par cette notion de capitalisme cannibale, je développe l'idée selon laquelle, contrairement aux perspectives marxistes et socialistes traditionnelles, l'accumulation du capital ne se fait pas exclusivement grâce à l'exploitation de la main-d'œuvre salariée, mais dépend également de sa capacité à incorporer ce que les économistes appellent des « intrants » ou « inputs », dont le coût de reproduction n'est pas entièrement payé. Cela inclut le travail de soin que les détenteurs du capital ne paient que très peu, voire pas du tout. Il s'agit également des richesses naturelles, tant le système capitaliste repose sur l'hypothèse qu'il n'y a aucune obligation de reconstituer ce qui est prélevé sur la nature, ni de réparer ce qui est endommagé. Les biens publics fournis par l'État, y compris la gestion de la masse monétaire, la police et l'appareil répressif ne sont pas davantage payés. À l'instar du travail de subsistance et de care. Mon analyse est de considérer que ce travail non ou peu rémunéré est une partie intrinsèque du capitalisme, renvoyant aux diverses formes d'oppression à l'œuvre dans les sociétés (patriarcat, sexisme, racisme...). Nous avons au moins quatre sources différentes d'intrants et de travail non ou sous-payés : le travail de soin, les biens et services publics comme les politiques de santé, le travail des populations racialisées et subordonnées, et les intrants dits « naturels ». Le capital en tire profit car les investisseurs, les entrepreneurs, les sociétés les utilisent sans les réparer ni les réapprovisionner ; ce qui avec le temps dégrade ce qu'on nomme la « nature », mais aussi la situation des populations subordonnées et racialisées, ainsi que nos capacités à prendre soin les uns des autres et à maintenir nos vies dans les quartiers, les foyers, les villages, la famille, etc. Ce système dégrade aussi la capacité publique à réguler et à résoudre des problèmes par le biais du contrôle de l'évasion fiscale et d'autres formes de mesures réglementaires. Le terme de cannibalisation renvoie au fait que le capitalisme se sert de ces intrants essentiels à son fonctionnement, mais en les rémunérant peu. Il génère alors une dégradation de la qualité de vie pour les humains « subordonnés » et l'ensemble du vivant. La problématique écologique s'inscrit assez bien dans cette idée de cannibalisation qui s'ajoute à l'exploitation de la main-d'œuvre salariée, toujours à l'œuvre. Je l'avais développée initialement en réfléchissant au caractère racial et expropriateur de l'impérialisme et à la gratuité dans le travail de soin. Au fur et à mesure de ma réflexion, il m'est apparu que cette idée d'un capitalisme cannibale correspondait à l'appréhension de la dimension écologique du capitalisme.

Quels liens établissez-vous entre le capitalisme cannibale et la justice intersectionnelle, c'est-à-dire référée à la race, à la classe, au genre ?

L'intersectionnalité est une idée importante politiquement et théoriquement. Je souhaite en parler à ces deux niveaux.

En tant qu'expression d'une impulsion politique, ce terme d'intersectionnalité permet d'aller au-delà des mouvements et des luttes qui se concentrent sur un seul sujet et ne pensent pas de façon intégrative les imbrications entre ces oppressions (de genre, de classe, de race...).

Nous disposons de diverses théories sur l'intersectionnalité. Certaines vont plus en profondeur que d'autres. Mon approche conçoit la société capitaliste comme un système social. Ensuite, je m'intéresse à la manière dont les divisions de race, de classe et de genre émergent en son sein, et sont produites, modifiées, soutenues, altérées par son développement historique. Je ne pars pas de l'idée qu'il existe plusieurs systèmes tels que le patriarcat, l'oppression raciale, la suprématie blanche, le capitalisme... et qu'il resterait à comprendre comment ils «s'intersectent». Je pense plutôt qu'il y a un système, celui de la société capitaliste, qui produit non seulement la classe, le genre et la race, mais aussi les intersections de classe, de genre et de race. Cette approche et ce cadre d'analyse considèrent l'intersectionnalité comme projet politique qui relie ces phénomènes imbriqués. Dans cette réponse théorique, le capitalisme cannibale est central et joue un rôle majeur. Je défends l'idée selon laquelle la dégradation écologique est un résultat non accidentel et structurellement sous-tendu du développement capitaliste. Il en va de même pour les diverses asymétries de genre, car elles opèrent de manière non accidentelle et ont une base structurelle dans la séparation capitaliste entre production et reproduction. Les divisions raciales propres à l'impérialisme sont pareillement non accidentelles. Ce sont des résultats structurellement engendrés par le développement capitaliste, au travail non libre imbriqué au travail salarié. Un système social est interconnecté. La question est alors de savoir quel devrait être sa traduction dans le militantisme politique et la pensée sur les changements nécessaires ?

Vous pouvez prendre n'importe quel problème et connecter les éléments, tirer les fils, c'est le même monde qui déverse des gaz à effet de serre dans l'atmosphère et réduit les services publics en appliquant des politiques d'austérité aux actions de soins, ce qui demande plus d'heures à réaliser par les femmes travaillant dans ce secteur. Le même système accomplit toutes ces choses en même temps. Il n'est donc pas surprenant que si vous commencez à analyser l'une d'elles, vous vous heurteriez rapidement aux autres. Par exemple, lorsque j'ai finalement écrit sur la dimension écologique du capitalisme cannibale, j'ai essayé d'argumenter que le problème écologique ne pouvait pas être abordé en soi, de façon abstraite

par rapport au problème de la reproduction sociale ou celui de l'oppression impériale et raciale, ou encore celui de la démocratie et de l'autoritarisme. En effet, reproduction sociale et reproduction écologique sont étroitement liées l'une à l'autre. Nous parlons de la reproduction non seulement au niveau mondial, des questions concernant l'atmosphère ou les océans, mais aussi au niveau des habitats comme la base matérielle de la vie locale. Il y a une interconnexion entre ces deux dimensions. Lorsque vous prenez au sérieux les divisions de genre entre production et reproduction, si fondamentales pour le développement de la société capitaliste, vous êtes confrontés à la part inégale dans la responsabilité de la reproduction sociale puisqu'elle incombe surtout aux femmes. Les hommes font également un certain travail de reproduction sociale, mais celui-ci est considéré et traité comme étant féminin, dans le capitalisme. De plus, le développement du capitalisme extractiviste est tout entier basé sur l'esclavage, la colonisation, le néocolonialisme, les nouvelles formes de domination impériale et postcoloniale. Nous sommes déjà impliqués dans toute cette dimension de l'histoire de la production impériale de richesse, du commerce et de la conquête coloniaux, de l'esclavage et du post-esclavage. Il n'est pas possible de faire l'impasse sur la dimension raciale impériale qui conduit à ce que certains théoriciens ont analysé comme le déplacement de la charge environnementale des régions riches vers les régions pauvres, ce que d'autres ont appelé un échange écologique inégal. C'est un domaine très riche de la théorie de l'impérialisme écologique, de la théorie de l'impérialisme socio-reproductif. Toutes ces choses se révèlent imbriquées.

Ma conclusion est alors que l'«écopolitique» doit être ce que j'appelle «trans-environnementale». Elle doit s'approprier les intersections avec les autres problématiques et les intégrer dans sa vision du monde politique, dans son militantisme politique, dans sa pensée programmatique. Bien sûr, je dirais la même chose de la politique féministe. Elle doit être trans-féministe - et je ne veux pas dire seulement dans le sens de transgenre. Nous pouvons dire cela vraiment à propos de chaque mouvement.

Que pouvez-vous dire de vos trois concepts de nature et de votre concept de régime d'accumulation socioécologique ?

Je dois dire que le concept de nature est un concept très délicat ♦5. Si nous n'éclaircissons pas les différents sens dans lesquels nous l'utilisons, nous risquons de susciter la confusion. Il y a eu un débat entre des théoriciens écologiques par ailleurs brillants et intéressants sur la question du cartésianisme : devrions-nous séparer la nature et la culture comme l'esprit et le corps ? Et ainsi de suite. N'est-ce pas une façon de parler un peu cartésienne, c'est-à-dire pas vraiment écologique ? Mais l'autre côté dit «oui, mais qu'en est-il de la science du climat ?». Il y a vraiment une accumulation des

molécules de gaz à effet de serre dans l'atmosphère, donc nous avons besoin d'une idée réaliste scientifique de la nature. Je pense qu'il y a une part de vérité de chaque côté.

Cela devient clair uniquement si nous désagrégeons les différents sens pris par le concept de nature. À un premier niveau, il est absolument essentiel que nous prenions une vue réaliste de la nature et validions la science du climat; que nous nous abstrayons du côté sociohistorique des choses. Les molécules de carbone sont incontournables. Nous devons savoir ce qui se passe à un niveau qui considère la nature comme un système. La nature est affectée par nous et certainement elle nous affecte. Mais en plus, elle a ses propres lois de mouvement. Si vous continuez à détruire des ressources et des espèces, des cycles vont s'accélérer qui sont déterminés par une logique reproductive systémique propre à la nature. C'est ce que j'appelle la «nature 1»: le sens scientifique de la nature. Elle opère selon ses propres lois, que nous ne pouvons pas changer, qui ne sont pas sous notre contrôle. Nous devons apprendre et travailler avec ces dynamiques et lois d'une manière ou d'une autre.

Deuxièmement, il y a une sorte d'idéologie de la nature qui se développe sous le capitalisme. Elle considère que la matière est passive et peut nous permettre d'en faire ce que nous voulons. Vous connaissez peut-être le grand livre de Carolyn Merchant ⁶, qui relève les citations glaçantes de Francis Bacon, telle que «développer la science en violant la nature», etc. Il s'agit d'une conception idéologique selon laquelle la nature est simplement là pour nous et qu'elle n'a aucun pouvoir propre ni valeur en dehors de celle que nous lui attribuons. C'est ce que j'appelle «nature 2».

À un troisième niveau, il y a la manière dont elle est comprise dans le matérialisme historique, ce que Bellamy Foster et Marx appellent l'interaction métabolique. Il s'agit de notre interaction avec la nature, de ce que nous faisons avec elle, de la manière dont nous la changeons, de la manière dont elle nous change en retour, de cette dialectique. La nature historique ce sont par exemple les prairies transformées en agroindustrie monoculturelle, l'exploitation minière qui change la face de la terre, les rivières polluées par le mercure, etc. Un étudiant hier montrait dans mon cours la manière dont le système alimentaire industriel nous rend biologiquement dépendants au sucre. Ce processus est lié aux plantations de canne à sucre, aux usines de sucre raffiné, mais aussi à la dépossession et à l'expropriation des autochtones de leurs terres, et encore aux nouvelles formes de production, aux camions réfrigérés qui livrent des crèmes glacées à nos portes, etc. Il change le paysage et dégrade les écosystèmes. Nous devons changer nos pratiques productives pour y faire face, en même temps que nous découvrons aussi de nouvelles formes de nature qui se révèlent être précieuses comme le lithium ou le cobalt par exemple. C'est le troisième sens de la nature («nature 3»), la nature historique. Et comme Jason Moore l'écrit, nous pouvons parler de natures historiques au pluriel.

Nous avons besoin de ces trois idées de nature, scientifique, idéologique et matérialiste historique. Nous devons comprendre comment une acception idéologique de la nature est intégrée à la pratique capitaliste. Même après que l'idée baconienne ait été rejetée en théorie - nous rions tous de cela maintenant, Mère Science ne l'assume plus réellement — les entreprises l'assument dans leur pratique sans le dire. Pour comprendre ce qui se passe, et savoir comment en répondre politiquement, nous avons besoin de plus d'une seule idée de la nature. Peut-être qu'il y en a quatre ou cinq, peut-être davantage auxquelles que je n'en ai pas pensées; mais ces trois-là au moins me semblent indispensables.

Que pouvez-vous dire sur les régimes d'accumulation socioécologique et peut-être sur le régime en cours aujourd'hui ?

Le régime d'accumulation est une idée développée à l'origine par l'économiste français Robert Boyer, un des fondateurs de l'École de la régulation, ainsi que par Giovanni Arrighi ⁷. Il renvoie à une longue tradition marxiste qui cherche à comprendre comment le capitalisme se développe historiquement. Nous pouvons distinguer différentes phases de son développement et théoriser certaines de leurs caractéristiques qui les différencient. Il n'y a pas un long déploiement continu : le changement peut être périodisé ; une analyse structurelle de chaque période peut être faite. C'est bien sûr un processus d'abstraction. Mais il est très utile. Je suis fondamentalement d'accord avec une périodisation standard qui distingue le capitalisme mercantile commercial du capitalisme industriel - je dirais plutôt du capitalisme industriel/colonial —, du capitalisme social-démocrate ou étatique - correspondant à la démocratie sociale dans les pays riches et à l'effort pour construire des États «développementalistes» dans les pays nouvellement indépendants du tiers-monde. Enfin suit notre capitalisme néolibéral ou financiarisé, actuel. Arrighi distingue différentes séries d'hégémonies mondiales. Dans l'école de régulation, la périodisation a été faite en distinguant des configurations État/marché distinctes. Je pense que tout cela est très éclairant.

Parce que la conception du capitalisme avec laquelle je travaille est également profondément préoccupée par l'ordre de genre et la relation entre production et reproduction, je voulais y ajouter cette dimension, ainsi que la dimension raciale/impériale. Et maintenant bien sûr la dimension écologique. Mon idée était que nous devrions distinguer chacun des quatre régimes d'accumulation, non seulement en considérant qui joue le rôle de pouvoir hégémonique, sachant que les relations entre l'État et le marché changent, mais aussi en prenant en compte comment la relation entre production et reproduction change, comment les relations entre la société et la «nature» évoluent, et comment les relations entre l'exploitation

et l'expropriation, l'incorporation du travail salarié libre ainsi que le travail dépendant ou semi-libre changent. C'est une façon plus compliquée d'analyser comment chaque phase fonctionne. J'ai expliqué précédemment, l'idée du capitalisme cannibale telle que je l'ai développée conduit à une théorie de la crise multidimensionnelle. Elle offre une approche intégrée de la crise économique du type de celle analysée par Marx il y a un siècle et demi, mais aussi de la crise écologique, de la crise sociale-reproductive de la société capitaliste, liée à une crise raciale impériale, et enfin d'une crise politique. Dans chaque phase, le capitalisme veut avoir le beurre et l'argent du beurre : un genre de cadeau qu'il ne paie pas. Il a tendance à dégrader les écosystèmes et les terres en se les appropriant, et à déstabiliser les relations construites par les humains et non humains avec leurs milieux de vie.

Donc des crises multidimensionnelles opèrent les transitions entre régimes d'accumulation différents. Alors que chaque régime se déploie, se développe historiquement, ses tentatives de diffuser, de déplacer ou d'adoucir ces tendances à la crise, deviennent moins réussies. Les tendances deviennent plus aiguës. Chaque régime semble résoudre la crise générale du régime précédent en trouvant de nouvelles configurations qui atténuent de nouvelles contradictions, mais après un certain temps, parce qu'elles sont réellement endémiques au système, la solution cesse de fonctionner et débouche sur une nouvelle crise générale. Je pense que cela se produit à chaque phase ; mais vous pourriez dire que les différentes dimensions de la crise ne sont pas toujours également au premier plan.

À l'évidence, la dimension écologique est aujourd'hui au-devant de la scène. D'une part parce que nous la comprenons mieux, mais aussi et surtout parce que la crise écologique est beaucoup plus sévère du fait, notamment, de l'utilisation des combustibles fossiles dans le capitalisme industriel depuis presque deux siècles maintenant. Mais comme je l'ai dit plus tôt, nous devons intégrer à cela les autres formes de crise. Et donc la question se pose de savoir quelle sera l'issue de cette crise-ci. Trouverons-nous un nouveau régime d'accumulation qui reste une forme de capitalisme ou bien allons-nous vers une sorte d'effondrement et de régression ? Ou vers un type d'alternative post-capitaliste ? Il n'y a aucun moyen de savoir cela aujourd'hui. Cela dépend en partie de la manière dont nous allons réagir.

Qu'est-ce que l'écোসocialisme pourrait être d'après vos analyses ?

Permettez-moi de dire d'abord que j'ai des doutes quant à savoir s'il existe une solution capitaliste ; s'il existe une forme possible de capitalisme qui pourrait vraiment décarboner l'économie mondiale et rendre la planète habitable pour une partie importante de la population. J'ai des doutes mais je ne peux pas donner d'argument pour

affirmer que c'est absolument impossible. C'est une question ouverte. Et même si cela est possible, je ne pense pas que ce soit souhaitable. Cela impliquerait beaucoup d'autoritarisme, de militarisme, de privations forcées. Je doute que ce soit possible et je suis sûr que ce n'est pas souhaitable. Donc je pense que nous devons explorer de manière très sérieuse une alternative écosocialiste. Je ne vois aucune raison de penser qu'elle est impossible en principe. Nous avons le devoir d'explorer ses possibilités.

Le sens le plus important de l'écosocialisme, me semble-t-il, est que nous fassions de notre interaction avec la nature une question politique, à décider démocratiquement, là où cela a été jusqu'ici tranché à notre insu. Nous avons effectivement, sans en prendre conscience, externalisé aux grandes firmes capitalistes le contrôle de la régulation métabolique à la nature. Elles décident ce qui est produit, comment, sur la base de quelles matières premières, avec quels effluents, polluants et déchets et leur traitement. Elles décident de tout cela. Le premier problème de l'écosocialisme est de dire «non, ce n'est pas votre prérogative. C'est à nous de décider». Qui est-ce «nous» et comment il est organisé ? Il doit être en principe tout le monde. Comment organiser un processus de délibération et de prise de décision est une autre question, compliquée.

Je dirais que la question clé pour l'écosocialisme est la même que pour le socialisme en général : celle du contrôle démocratique sur le surplus social. Si l'on suppose que nous pouvons organiser nos énergies pour générer davantage de valeurs d'usage capables de satisfaire nos besoins à l'échelle planétaire, que voulons-nous faire du reste de notre temps ? Fabriquer de l'art, socialiser, se détendre... Ou voulons-nous consacrer une partie de nos énergies excédentaires à réfléchir au développement ? J'y reviens : le mécanisme de production, appropriation et investissement du surplus visant à accroître le capital, doit être désactivé. Il faudrait décider de l'orientation du développement social - y compris de savoir si nous voulons continuer à développer, et ce que cela signifie exactement. C'est central, pour comprendre comment nous nous relierions aux autres, à la nature non humaine, comment nous organisons notre reproduction sociale, la fabrication et la production de valeurs d'usage matérielles et immatérielles.

J'ai esquissé une réponse à ces questions dans mon livre *Cannibal capitalism*. En fait, je ne suis pas contre les marchés en général mais contre ceux d'en bas et d'en haut. En bas, les besoins fondamentaux ne doivent pas être des marchandises mais des biens publics : nous devons trouver comment fournir des soins de santé, d'éducation, de logement, une alimentation saine, et ainsi de suite, pour les gens. En haut, l'idée de contrôle démocratique sur le surplus, implique qu'il n'y ait plus de marchés de capitaux, ni de décisions sur des critères d'accumulation et que la finance devienne un bien public. Entre les deux, pour ce qui concerne la distribution des biens de consommation, tant que nous ne laissons pas le profit orienter

le développement, cela me convient d'avoir quelques petites entreprises, des coopératives, et des entreprises appartenant aux travailleurs qui produisent pour le marché. Je ne pense pas que chacun doive produire uniquement pour lui-même. Ces esquisses d'idées dialoguent avec ce que serait l'écossocialisme. De même, un principe dont je suis particulièrement convaincu, est que l'écossocialisme doit être «*pay as you go*». Ceci signifie qu'il ne faut pas reporter des coûts impayés sur les générations futures. C'est ce que fait le capitalisme actuel, qui accumule décennie après décennie des coûts de reproduction écologique impayés, nous laissant, ainsi que nos descendants, avec de gros problèmes. Ce n'est pas un hasard si tant de jeunes sont si impliqués dans l'activisme climatique ; il s'agit bien de questions générationnelles, historiques.

L'écossocialisme vise à ne pas laisser les coûts écologiques impayés aux générations futures. Nous devons donc être en mesure de comprendre maintenant ce que cela coûte - dans son sens écologique - et mettre en œuvre des plans quinquennaux successifs. Je pense que le plan est une partie très importante de l'écossocialisme - et cela ne veut pas dire d'évoquer Staline ! Nous devons déterminer quels sont les coûts écologiques, et nous assurer qu'ils sont intégrés et payés dans le présent.

Pourriez-vous dire quelques mots sur vos relations avec les mouvements écologiques, socialistes, décroissance... Quels sont les liens entre ces courants et l'écossocialisme d'après vous ?

Aujourd'hui, je diviserais le mouvement écologiste en différents courants : le capitalisme vert, avec l'idée que nous pouvons utiliser les technologies d'Elon Musk et d'entreprises lucratives pour résoudre nos problèmes, est une impasse. C'est un peu comme confier le poulailler au renard. Nous trouvons aussi le vieux courant romantique de protection de la nature. Il est devenu de plus en plus marginal car il a toujours eu une perspective faible, en refusant tout changement du capitalisme. L'idée serait : «*d'accord, vous avez Detroit ici, mais vous avez le parc de Yellowstone là-bas*». Autrement dit les personnes qui sont affectées par la pollution à Detroit peuvent avoir un endroit où aller en vacances. En tous les cas, la protection des espaces naturels a été dépassée aujourd'hui par la crise climatique. L'écologisme et les militants sont divisés : certains se sont tournés vers le capitalisme vert, d'autres vers la décroissance (qui est un autre courant) et certains vers le mouvement pour la justice environnementale (lui aussi important). Aujourd'hui, la décroissance, la justice environnementale et l'écossocialisme sont les trois courants importants d'une approche radicale, anticapitaliste.

La décroissance, du point de vue théorique, me semble embrouiller la question. Le problème n'est pas la croissance, mais la croissance «*de quoi ?*». Le capitalisme œuvre pour faire croître

le capital et produit moins de valeurs d'usage dont les êtres humains ont besoin. Nous devons donc arrêter la croissance du capital et produire davantage de logements décentes, de soins de santé, une alimentation plus nutritive et saine, et ainsi de suite.

Donc la croissance est une catégorie trop grossière pour saisir de quoi nous parlons.

La justice environnementale, elle, est absolument cruciale, mais à condition qu'elle ne se concentre pas uniquement sur la distribution et la redistribution de produits nocifs en cherchant à compenser des dommages et maux environnementaux. Il faut qu'elle se centre sur les manières de produire mieux, qui n'entravent pas l'intégrité de la planète et des êtres humains. Je ne veux pas d'un monde dans lequel les souffrances produites par le changement climatique soient équitablement réparties. Même si la justice distributive est importante, ce n'est pas suffisant. Je ressens que la décroissance et la justice environnementale ont de vraies perspectives, mais elles ont besoin de l'écosocialisme pour les développer de manière souhaitable et efficace.

Toutefois, d'un point de vue pragmatique, je dirais que je suis intersectionnelle au sens où je veux travailler avec quiconque est prêt à avancer des revendications écologiques radicales, qui à mon avis, sont incompatibles avec la poursuite du capitalisme. Il s'agit de lutter pour une économie mondiale décarbonée et une réduction rapide et réelle de la pollution des écosystèmes comme celle, par exemple, des océans par le plastique. Nous verrons si le capitalisme peut le faire mais rien n'est moins sûr. Je ne dis pas que tout le monde doit être dans l'écosocialisme dès maintenant. La politique est un processus d'apprentissage et je ne pense pas tout savoir. Je m'attends à apprendre, et je pense que les autres apprendront. Nous verrons ce que cet apprentissage produit.

Quelle est votre position face à l'existence et au rôle de l'État dans l'écosocialisme ?

Je préfère parler de «pouvoir public», parce que les États n'en sont qu'une forme parmi d'autres. En fait, une partie du problème est celui de l'échelle. Lorsque nous parlons de pandémies, ou du climat par exemple, nous avons besoin de pouvoirs à l'échelle mondiale. Mais il existe de nombreux autres problèmes qui peuvent et doivent être abordés à des échelles plus petites, au niveau national, urbain, villageois... Nous devons réfléchir à la manière d'organiser un pouvoir approprié et une prise de décision démocratique à chacune de ces échelles et leurs interactions ; comment elles peuvent coexister et se répartir le travail de gouvernance.

Le socialisme nécessite une planification significative ; et celle-ci est une forme de pouvoir public. J'ai suivi avec intérêt la tentative de mise en œuvre d'un budget participatif au Brésil et ailleurs. Ce sont des modèles intéressants pour intégrer la planification

et la participation démocratique aussi au sein des lieux de travail, des villages, des quartiers urbains, etc. Mais certaines choses doivent vraiment être mondiales, notamment les droits politiques, civils, sociaux. Ceux-ci ne peuvent pas dépendre de l'endroit où vous êtes né, comme le droit à des soins de santé. Cela ne signifie pas que la forme organisationnelle pour les satisfaire doit être mondiale. Mais il doit y avoir des droits de l'homme qui ont une portée mondiale.

Quelles pourraient être les conditions pour l'émergence de l'écosocialisme tel que vous l'avez conceptualisé ?
En pratique, comment organiser une bifurcation vers l'écosocialisme ?

Oui, il s'agit bien d'une bifurcation ! Je n'ai pas utilisé ce mot mais maintenant que j'y pense... Je recherche une simplification des formes de contestations sur le climat, la reconnaissance du travail de care, la pratique démocratique etc. Elle consiste à savoir où se trouve le côté pro-capitaliste et où se trouve le côté anticapitaliste. Et j'utilise délibérément le terme anticapitalisme plutôt que le socialisme afin de rester ouverte à toutes ses formes. J'aimerais constater un véritable positionnement, voire une scission dans le mouvement environnemental ; que chacun choisisse son camp «pro» ou «anti» capitaliste. Je dirais la même chose avec les mouvements féministes, les luttes antiracistes, anti-suprématistes blancs et anti-impérialiste.

Je ne sais pas exactement comment cela se produit, mais je sais que les activistes n'en sont pas les instigateurs : c'est plutôt la réalité sociale qui l'est. Lorsque les conditions de vie des gens se détériorent, et qu'ils ne peuvent pas continuer de la sorte, ils se mettent en mouvement. Ils orientent leur action sur ce qui leur semble être la question la plus pressante et aussi sans doute la plus réaliste à attaquer pour eux. Ce qui est fondamental pour leur vie. S'en suit un processus d'apprentissage. Ils apprennent comment ce problème est lié à d'autres. Et lorsque les connexions deviennent plus apparentes, ils découvrent qui sont leurs alliés. Ils disent : « Ah ! Je lutte contre la violence policière dans mon quartier, et cela a un lien avec les gens qui se préoccupent de la pollution, ou encore avec des ateliers de couture au Bangladesh etc. : ils font des connexions entre ces éléments, et ce processus est une forme d'apprentissage.

D'après moi, il ne s'agit pas de dire que les gens devraient abandonner une chose et en faire une autre... Mais ils peuvent le faire différemment, de manière solidaire, coordonnée ou coopérative et pas nécessairement dans le cadre de partis politiques - bien qu'ils soient importants. Peut-être que des partis se développeront qui exprimeront cette idée intégrée et intersectionnelle et pourraient redonner un crédit social à la gauche.

- 1 ♦ James Richard O'Connor (1930 –2017) est un économiste et professeur de sociologie (Université de Californie, Santa Cruz, États-Unis), co-fondateur en 1988 avec Barbara Laurence de la revue *Capitalism, Nature, Socialism*. Un de ses articles est accessible en français : James O'Connor (1992) «La seconde contradiction du capitalisme : causes et conséquences», *Actuel Marx*, vol. 12, no. 2. La seconde contradiction du capitalisme désigne le fait que la logique du capitalisme s'accompagne d'une destruction des « conditions de reproduction » (force de travail, infrastructure, environnement naturel), ce qui alimente l'émergence de nouveaux mouvements sociaux (écologiste, féministe, etc.).
- 2 ♦ John Bellamy Foster (1953 -) est un professeur de sociologie (Université de l'Oregon, États-Unis), directeur de la *Monthly Review*, et dont un ouvrage a été traduit et publié en français en 2011, *Marx écologiste*, Paris, Amsterdam.
- 3 ♦ Andreas Malm (1977-) est un maître de conférences en géographie humaine (Université de Lund, Suède). Plusieurs de ses ouvrages ont été traduits et publiés en français aux éditions La Fabrique.
- 4 ♦ Jason.W. Moore est un professeur de sociologie (Université de Binghamton, États-Unis). Un de ses ouvrages a été très récemment traduit et publié en français en 2024: *L'écologie monde du capitalisme. Comprendre et combattre la crise environnementale*, Paris, Amsterdam.
- 5 ♦ Voir la rubrique «concepts» de ce numéro.
- 6 ♦ Carolyn Merchant (1936-) est une philosophe et historienne des sciences (Université de Californie, Berkeley, États-Unis). Un de ses ouvrages majeurs a été traduit et publié en français en 2021 : *La Mort de la nature. Les femmes, l'écologie et la révolution scientifique*, Marseille, Wildproject.
- 7 ♦ Giovanni Arrighi (1937-2009) est un économiste et sociologue (Université Johns Hopkins, Baltimore, États-Unis), et un des contributeurs à la théorie marxiste du système-monde.

« Les rapports homme-nature sont des rapports de classe »

Entretien avec Luc Foulquier

Entretien réalisé par Fabrice Flipo



Luc Foulquier est ingénieur et chercheur en écologie. Il a été chargé de créer en 1963 au CEA un laboratoire de radioécologie des eaux continentales et a terminé sa carrière comme chef du service environnement à l'Institut de Radioprotection et de Sécurité Nucléaire. Il fait partie de la commission «sciences et techniques» créée PCF en 1968, puis de la commission «environnement» créée et placée sous la direction de Pierre Juquin en 1974, qui produit le rapport présenté au comité central de 1976 : «les communistes et le cadre de vie». Il est l'auteur de *Marxisme et environnement*, publié en 1973 aux Éditions sociales et édité à 10 000 exemplaires, diffusé en Allemagne de l'Est ou au Japon, traduit en russe, espagnol, portugais et allemand. En 2013, il publie également une note de synthèse sur le Parti Communiste et l'écologie ¹.



Tu me disais que tes origines comptent beaucoup dans ton positionnement ?

Oui. Mon père était ouvrier, tandis que ma mère venait de la grande bourgeoisie. Une partie de cette famille était collabo. Cette famille était divisée : ma mère cachait des juifs à Marseille, et les autres les dénonçaient. J'ai toujours gardé en mémoire des choses simples. En particulier, il n'y a que le fric qui compte pour eux. Ils sont parfaits, discrets, intelligents, aimables, tolérants, mais c'est le pouvoir et l'argent qui les guide. Et ils sont très forts. Je retiens un exemple : chaque année, il y avait la réunion de famille, et tout le monde savait qui pensait quoi. Mon oncle avait une grande propriété près d'Aix, où j'allais faire les vendanges ou chasser. On se retrouve au repas de famille habituel chaque année avec au moins 100 personnes. C'est ce qu'on appelle des grandes familles. Sur le coup de quatre heures de l'après-midi, mon oncle

provoque une réunion, qu'il préside. C'était un homme brillant. Dans l'assemblée se trouvait par exemple un jeune cousin lié à la famille Peugeot. Moi j'étais déjà au Parti Communiste à cette époque, candidat aux législatives en 1979. Mon oncle déclare : Mitterrand va gagner, l'enjeu est désormais d'empêcher le PCF d'entrer au pouvoir. Il se retourne alors vers moi, et il me dit : vous, Luc, Mitterrand vous a tué, vous êtes mort ; mais vous avez encore assez de force pour nous emmerder. Pour mon oncle, l'enjeu principal était d'éviter les nationalisations, notamment de Peugeot. Il déclare alors devant l'assemblée qu'il faut aider la campagne de Mitterrand et celle de Giscard. Et il répartit les tâches, en termes de soutien. L'objectif, c'était d'évincer les communistes. À la suite de cette réunion, je fais contacter le secrétariat de George Marchais, et je lui dis de ne pas s'entêter à nationaliser Peugeot parce que c'est vain.

Tout ça pour montrer quoi ? Qu'ils mènent des batailles politiques et qu'ils savent très bien où se positionner pour éviter d'être battus.

Je n'ai pas l'intention de raconter ma vie. Ce que je veux dire, c'est que je sais pour en avoir été le témoin direct que tout ce qui est réformiste est accepté par la bourgeoisie quand ça la sert. Et quand ça ne sert pas, elle laisse monter l'extrême-droite, et c'est ce qui se produit aujourd'hui. C'est aussi ce qui s'est passé pendant la guerre, puisqu'une partie de la famille de ma mère a rallié Pétain à ce moment-là. Et une autre partie a rejoint De Gaulle. Parce que derrière, il y a l'argent. C'est très schématique, mais c'est vécu. Même si, comme ce sont des protestants, il y a un grand respect des gens.

Ce que tu veux dire, c'est que la bourgeoisie sait s'adapter face à des idées qui lui seraient défavorables, telles que les nationalisations ; mais si cela va trop loin, si la menace est trop pressante, alors elle se sert de l'extrême-droite pour détourner l'attention du public vers un bouc-émissaire ?

Oui c'est cela. Et empêcher toute révolution. C'est le Guépard : tout changer pour que rien ne change. Si l'extrême-droite monte actuellement, par exemple, c'est parce que la crise du taux de profit est profonde, assez comparable à 1938-1939. C'est aussi ce qui nous mène aux écologistes. Je pense que la bourgeoisie a eu la même attitude opportuniste avec eux qu'avec Mitterrand. Ils ne s'intéressent pas à l'écologie, ou si peu, par exemple en évitant les pesticides dans l'entretien de leurs grandes propriétés. L'objectif véritable était de peser sur le PCF. Ils avaient vécu l'époque d'un PC à 26 % ; d'ailleurs ils en parlent encore aujourd'hui. 7 députés sur 11 étaient communistes, dans les Bouches-du-Rhône, dans les années 1970. Et alors vint le mouvement écolo.

Ils arrangeaient la bourgeoisie ?

Ils critiquaient ce mouvement, donc je ne dirais pas que les écologistes les arrangeaient. Mais les écologistes affaiblissaient le PC, en faisant basculer les députés. C'est aussi la raison pour laquelle la bourgeoisie a soutenu Mitterrand. C'est aussi le cas de Jean-Luc Mélenchon. Je le connais bien, j'ai fait la première campagne présidentielle avec lui. Son objectif était aussi de nous tuer, et il a réussi. Et tout ça pour quoi ? Quand on regarde le résultat de tous les ministres écolos, de tous ces députés, ou plutôt «verts» parce que «écolo» ça fait péjoratif, quand tu fais le bilan, il n'y a rien eu de très significatif. Ils n'ont pas marqué l'histoire comme Ambroise Croizat, avec la sécurité sociale.

La Loi Voynet sur les territoires ? Les PLU etc. ont changé beaucoup de choses non ?

Oui mais ils n'étaient pas seuls ! Nous avons aussi contribué.

Est-ce que tu crois que les Verts vont se reconnaître dans le portrait que tu fais des Verts ?

Mais moi je ne me reconnais pas dans le portrait qu'ils font de nous ! Tu comprends ? Je regarde ce que font les autres. Dans mes notes, je relève la position des socialistes, de la droite etc. Et puis surtout, les Verts n'étaient pas unitaires, ou alors à la mode Mélenchon : «je suis unitaire mais il faut penser comme moi». Lors du Programme Commun, le Parti avait travaillé, rédigé *Changer de cap*. Ça avait pesé, car le rapport de force permettait d'inscrire des choses que le PS ou les Verts ne voulaient pas.

Qu'est-ce qui vous différencie ?

Nous avons toujours dit que les rapports homme-nature sont des rapports de classe ; que ces rapports, à un moment historique donné, prennent la forme du capitalisme ; et que ce capitalisme détruit les hommes et la nature. Mais le PCF a sous-estimé les enjeux de l'exploitation de la nature, dans le capitalisme, cela, je le reconnais. C'est à partir de là que l'on a dit que le PC était productiviste. Mais il ne l'était pas plus que les autres, à ce moment-là. Ce n'est pas une caractéristique des communistes.

Nous pensons aussi que si on n'est pas dans la lutte des classes alors on est réformiste. Ce n'est pas un juron, ça ne l'a jamais été : c'est un classement politique. Lénine non plus ne traitait pas les sociaux-démocrates de traîtres.

Pourquoi est-on forcément non-réformiste si on est dans la lutte des classes ? Parce qu'on peut aussi se dire que cette lutte est faite de petites victoires, dans les faits, et non de révolution

Parce que la lutte des classes c'est Marx et l'abolition de l'état des choses existantes, c'est faire culbuter le capitalisme. La lutte passe certes par des réformes. Lénine, à Brest-Litovsk, qu'a-t-il dit ? Qu'il fallait se battre pour les réformes. À la Libération, les communistes ont fait des réformes. Mais elles ont marqué l'histoire de France jusqu'à aujourd'hui. Et la bourgeoisie n'a cessé d'essayer de les faire reculer. Nous vivons actuellement la mise en cause des dernières réformes qui n'ont pas encore été attaquées : la sécurité sociale et la fonction publique. Et pour nous, la sécurité sociale, c'est du communisme.

Mais je pense que le mouvement réformiste, porté en France par le PS et les écologistes, qui pense améliorer les choses sans changer le système, a abouti à ça : la montée du fascisme. C'est mon axe de bataille. Je relisais Nicolas Hulot par exemple : son « ni droite ni gauche », c'est du Macron avant l'heure.

Il y a un courant centriste en effet, dans l'écologisme

Voilà ! Nicolas Hulot, c'est le modèle. Ça ne veut pas dire que les batailles écologistes ne sont pas positives, et d'ailleurs nous les avons soutenues ; mais elles ne mènent à rien, du point de vue de la révolution. Sinon, on n'en serait pas là.

C'est l'idée du front secondaire : les écologistes ne sont que dans la tactique, ils n'ont pas de stratégie

Oui, on peut l'appeler comme ça en effet.

Mais la sécurité sociale, ce n'est pas la révolution ?

C'est l'abolition de l'état de choses existant. La réforme permet de gagner des points d'appui à l'intérieur du capitalisme. Mais elle ne s'attaque pas au fond de la question, qui est le rapport capital-travail. De ce fait d'ailleurs le socialisme soviétique n'a jamais été du communisme. Pour ma génération, le communisme n'a jamais existé. Il n'y a que des points d'appui. Qu'on a d'ailleurs perdus.

Tout se tient. La bourgeoisie a réussi à mettre la main sur la banque. Elle a foutu en l'air le service public, l'énergie, la santé, pour répondre à sa crise de taux de profit. Et les communistes reculent, et de manière concomitante. Le fascisme arrive. On ne peut pas nier que l'affaiblissement des partis de gauche et en particulier des PC, français, italien, espagnol etc. aboutit à la montée du fascisme (voir l'Allemagne aujourd'hui). Nous considérons que sans parti révolutionnaire, il n'y a pas d'issue, si ce n'est celle qu'on est en train de vivre.

Qu'est-ce qui fait que la sécurité sociale est un point d'appui ? Son principe ! Tout le monde paie au prorata de ce qu'il gagne, et tout le monde en bénéficie en fonction de ses besoins. C'est communiste, dans le raisonnement. La fonction publique, qui embau-chait à vie, est une révolution démocratique phénoménale ! Cela signifie que tu donnes au fonctionnaire sa liberté de penser !

Oui mais est-ce que le fonctionnaire ne doit pas être au service de la société ? Comment s'en assure-t-on ? C'est la question de la bureaucratie

Un enseignant est au service de la société. Ce qui a été supprimé, dans la Sécu et dans l'enseignement, c'est la gestion par les travailleurs. Mais c'était le plan Langevin-Vallon, à la Libération ♦2.

Qu'est-ce qui distingue de l'autogestion ?

L'autogestion est un appui, si c'est révolutionnaire. Dans mon cas, cela veut dire que les travailleurs de Cadarache [le centre CEA de Cadarache] pèsent sur les choix et les moyens. Pour nous, c'est un point d'appui pour renverser le capitalisme. Si on s'arrête à l'autogestion au sens de la CFDT, c'est du réformisme. Ces réformes ne sont pas une fin en soi mais des points d'appui, pour renverser le système, c'est-à-dire mettre la main sur les moyens de production, et donc sur les banques. C'est le problème qu'on a aujourd'hui. Quand le Parti dit que la révolution écologique a besoin de milliards, par exemple (voir le Plan climat du PCF, en encart p. 103), il faut les prendre dans la BCE, à taux zéro. Et donc supprimer son autonomie.

Quand j'ai commencé à travailler au CEA, il y avait des restes de tout ça. Je suis entré par chance, en 1963, parce que l'enquête policière n'a pas eu lieu, suite à un malentendu entre les services. Je me suis tout de suite syndiqué à la CFDT (pour des raisons de sécurité). Et je me suis vite retrouvé à sa direction. En 1968, j'ai été reçu par le PCF des Bouches-du-Rhône. Nous avons créé des cellules clandestines à Cadarache. J'ai fait des écoles du Parti. Je me suis vite retrouvé dans la commission «Science et société», avec Roland Leroy qui s'occupait aussi des questions culturelles (il a dirigé *L'Humanité* de 1974 à 1994), et René Le Guen qui fédérait les Ingénieurs Techniciens et Cadres (ITC). Tous deux étaient membres du bureau politique.

Au CEA, on m'a demandé de créer le laboratoire de radioécologie continentale spécialisé sur les eaux douces. Ce que j'ai fait. Il y avait déjà un labo de radioécologie marine à La Hague, dirigé par des sommités scientifiques, qui avaient tous fait de la résistance, même s'ils étaient de droite. Ils avaient soigné les premiers irradiés de la centrale nucléaire serbe de Vinca. Un accident de travail. Le CEA, ce n'était pas un lobby pronucléaire comme le disent les écologistes,

mais un phénoménal instrument de recherche. Et Joliot-Curie s'est toujours battu pour avoir des laboratoires de biologie au top niveau. Et ce n'est pas un hasard si on vient d'inaugurer le plus grand scanner de cerveau du monde, dernièrement. Le CEA a encore de beaux restes!

J'ai été en contact avec le militantisme écologiste dès les années 1970. Il était nul sur le plan scientifique, assimilant le nucléaire civil au nucléaire militaire, voulant tout arrêter, ou affirmant que les travailleurs du CEA sont des électrofascistes. J'ai encore les numéros de la Gueule Ouverte. Et ça a duré! C'était de la haine. Pour nous, le fascisme ça a un sens précis!

Et quand je vois ces mêmes écologistes, hier opposés aux fusées Pershing en Allemagne, et qui aujourd'hui votent les pires crédits militaires que l'Allemagne ait votés, je demande: quel est le bilan? Je suis plus fier du bilan du PC que du leur.

Tu veux dire qu'il ne faut pas fabriquer de missiles?

La course à l'aide militaire à l'Ukraine n'a rien à voir avec l'aide à l'Ukraine, mais avec la course au taux de profit, à cause de la crise. En France, on demande 10 milliards d'économie aux gens, et on augmente les commandes à l'armée. On oublie que les Américains ne se soucient que de l'OTAN.

Et l'énergie? Les renouvelables sont en train de remplacer le nucléaire, et le charbon est stable, non?

Ce n'est pas vrai! Aujourd'hui le pays qui pollue le plus en Europe c'est la Pologne et après c'est l'Allemagne. Ils compensent l'arrêt du nucléaire par du charbon et du gaz (y compris le gaz de schiste venant des États-Unis!).

Mais non, par du renouvelable.

Ce n'est pas totalement vrai, ça ne peut pas marcher. C'est scientifiquement faux!

Alors les chiffres allemands sont faux? Parce qu'ils montrent une stabilité du charbon.

C'est le taux de profit qui fait investir dans les renouvelables: il est trois fois celui du nucléaire. En plus, le renouvelable marche à coups de subventions, ce qui n'a jamais été le cas du nucléaire, c'est nous qui avons payé. Je suis pour l'énergie renouvelable, elle ne peut pas fonctionner seule. Le plan Négawatt ♦3 ne peut résoudre les problèmes de besoins électriques. Ce n'est pas un problème d'opinion politique, mais de physique.

Mais l'Ademe avait fait un scénario +4 ?...

L'Ademe est favorable aux «écologistes», depuis longtemps.

Et les énergies renouvelables de stock ?

Tu as vu l'état des forêts françaises ? Nous sommes le pays qui pollue le moins, avec la Norvège.

Que faut-il faire alors ?

Il faut un mix énergétique renouvelable et nucléaire ; dans le renouvelable, le plus intéressant c'est l'hydraulique, puis l'éolien en mer, et loin derrière, les panneaux solaires. Et le nucléaire, parce que tu ne peux pas physiquement fonctionner avec une énergie intermittente. Je suis d'accord avec les écologistes sur beaucoup de choses, autant sur l'énergie ce sont des dogmatiques !

Quelle quantité de nucléaire faudrait-il en plus ?

Il faut augmenter de manière très importante la production électrique. Et les réacteurs, sans les augmenter, peut-être de quatre ou cinq tout au plus.

Nous avons toujours été pour le renouvelable, et dans les années 1970 pour nous c'était l'hydraulique. Et que voit-on ? Dès que tu fais un trou pour faire un stockage d'eau, ils ne veulent pas ! Je ne parle pas des bassines qui sont une mauvaise idée. Aujourd'hui, si tu voulais faire Serre-Ponçon, les Verts ne voudraient pas.

Oui c'est le genre de débat que les Verts peuvent avoir en interne, par exemple dans le cas du Lyon-Turin, certains veulent s'y opposer au motif de la croissance de la mobilité, et d'autres le soutenir au motif que ça permet de mettre les camions sur des trains.

Ce n'est pas qu'ils sont en désaccord entre eux, c'est qu'ils sont antiécologiques. Nous, nous voulons un Turin-Madrid. Les camions, c'est la pollution, le pétrole, les accidents, le gâchis. La Suisse a bien fait ça. Et quand on veut des axes de train pour mettre les camions dessus, les écolos s'y opposent ! Et comme par hasard, PS-écolo-LFI, donc ce que j'ai appelé le réformisme. Aucun parti n'a fait un Plan climat, à chaque fois ce sont des associations ou des clubs. Et si tu le lis, tu verras que ce n'est pas un document technique, ni un texte ficelé. On a un grand succès, avec ce texte, je fais des débats. Mais ce qui m'affole, c'est le recul de la culture scientifique et technique. Langevin disait d'ailleurs, en 1945 : attention à une avant-garde perdue et une arrière-garde traînante. Il pensait respectivement aux scientifiques, et à ceux qui ne comprennent plus rien. Et quand tu penses à la Covid et la bataille des gens de LFI contre

les vaccins, et des écolos... Dans les manifs, tu avais des LFI, des écologistes, des royalistes et des fachos! Et des Gilets Jaunes. Je pourrais accumuler les exemples!

Mais il y a des points d'accord. Par exemple on dit qu'il faut réduire l'avion. Et on dit qu'il faut réserver la biomasse au kérosène. Et que fait le gouvernement? Il vient de décider des programmes gigantesques de kérosène à partir de biomasse, pour doubler le trafic aérien. Voilà un point sur lequel on pourrait se mettre d'accord, pour sauver les forêts!

Je ne lutterais pas avec les écologistes contre le Lyon-Turin, mais j'irai s'il s'agit de lutter contre le grignotage des terres agricoles, par exemple.

La conquête de l'espace, n'est-ce pas une recherche un peu inutile, quand même ?

La conquête de l'espace à la Musk, oui: c'est le capitalisme. Mais regardons ce que la conquête de l'espace a amené à la médecine! Alors oui, il faut envoyer des satellites! Ce sont des progrès gigantesques. Sur la miniaturisation, également, dans le domaine de l'électronique. Si on ne voit pas ça, on confond tout, et on aboutit à de l'antiscience. Nous sommes pour le développement maximal des forces productives, c'est vrai, mais pas à n'importe quel prix!

C'est pareil pour l'industrie. Se battre pour des usines, aujourd'hui, c'est devenu «écologique» puisqu'il faut relocaliser. Mais les écologistes se battent contre les usines, par principe! Et donc ils sont sans solution. Prenons un exemple concret. Fos-sur-Mer est une des plus grandes zones industrielles de France, avec notamment une aciérie, qu'on doit décarboner. Sinon, on pollue ailleurs! Les écologistes laissent polluer ailleurs. Mais pour réindustrialiser, il faut de l'énergie. Le PCF soutient un projet d'usine de panneaux solaires, et une usine de fabrication d'hydrogène carburant; ainsi que le développement du port. Le problème, c'est qu'il manque 30 à 40% de l'électricité nécessaire pour que ça marche! Ceci, parce qu'il y a peu de production en PACA, un peu comme en Bretagne, alors comment vont-ils faire? Il faudrait des nouvelles lignes à haute tension. Les écologistes s'y opposent. Et on veut couvrir entièrement de panneaux solaires les deux étangs à côté, où les gens viennent se baigner! La population est dans la rue.

Autre exemple: les bateaux de croisière arrivent avec des milliers de personnes, à Marseille, Toulon et Nice. On propose de les alimenter en électricité, pour qu'ils coupent leur moteur lorsqu'ils sont à l'arrêt; et donc amener l'électricité du Tricastin [centrale nucléaire] à des bornes pour que les bateaux s'y connectent. Les écologistes s'y opposent!

Ce qui pose problème, c'est ce qu'on appelle «écologique», par exemple l'isolation des bâtiments ou la recherche...

Les écologistes pensent qu'ils parlent au nom de la science, alors que c'est autre chose.

Je crois plutôt que c'est de l'ordre de l'ingénierie, pas de la science

Non, c'est du stalinisme – pas au sens de la répression, de l'autoritarisme, mais au sens où la science est instrumentalisée à des fins politiques. Il y a là un débat de fond, où on n'arrive pas à se faire entendre.

Il y a une différence entre écologiste et écologue

Au début, non. Il a fallu corriger. D'ailleurs c'est nous qui avons corrigé, avec François Ramade ♦5, qui est proche des communistes. Au début, on se disait ingénieurs écologistes. Après, on s'est réuni à Montpellier dans les années 1980, Ramade doit s'en rappeler, et on a dit qu'on s'appellerait écologues. Ceci, parce qu'on ne voulait pas que la science soit instrumentalisée par les politiques. Quand je me présentais comme ingénieur écologiste au début, les écologistes disaient «ce n'est pas vrai».

... il est vrai que ça prêtait à confusion...

C'est eux qui faisaient la confusion. Et pourquoi ils disaient cela ? Parce que je travaillais à Cadarache. L'autonomie de la science est une question centrale, pour moi. Le PCF a réglé la question du stalinisme en 1966, au Comité central d'Argenteuil, avec Aragon et tant d'autres ♦6. Et ce qu'il avait à régler, en particulier, c'est que le Parti n'a pas à mettre son nez dans le travail des scientifiques. Les scientifiques font leur affaire, et le parti doit juste faire en sorte que ses politiques ne soient pas en contradiction avec les données scientifiques avérées. C'est exactement l'histoire du Plan climat. C'est là que j'ai un désaccord fondamental avec les écologistes, parce que je ne veux pas que la science soit mêlée à la politique.

À un moment, tu disais que les questions écologiques n'ont pas eu assez d'audience en interne... À cause de l'électorat ?

Pas seulement. J'ai conservé tous les compte-rendus des réunions. Dans les années 1968-1969, le Parti s'interroge. J'étais au Comité de Rédaction de *Nouvelle critique*, la revue des intellectuels du Parti ♦7. Je fais un article sur l'écologie. On me dit qu'il ne sera pas publié, parce que «trop technique». À l'époque l'écologie était dans l'air du temps en tant que science, pas en tant que politique.

Le Parti me dit: écris un livre. J'étais jeune, je me suis mis au travail. Ce sera *Marxisme et environnement*, publié en 1973 aux Éditions Sociales, que je signe sous mon pseudonyme, Guy Biolat.

Le livre a été relu par la direction du PCF, qui a validé. C'est une politique anticapitaliste qui s'appuie sur le marxisme. Engels parle déjà de la pollution atmosphérique par exemple, et la répartition de la pollution en fonction des lieux où les gens travaillent : c'est toujours d'actualité, les pauvres sont plus pollués que les autres. J'ai fait des débats pendant 2 ans, ça a fait discuter. C'était en 1973.



Marxisme et environnement

«Les hommes ont dû, et doivent en permanence éviter les effets néfastes de leurs propres activités, et tenter d'utiliser toujours mieux la nature pour satisfaire leurs besoins. La question des rapports de l'homme avec son milieu est au centre des débats concernant l'environnement. Mais quel homme ? Dans le domaine de l'environnement, comme dans d'autres, une attitude scientifique impose de tenir compte de la nature des rapports des hommes entre eux.

En partant de la situation française, ce livre met en évidence les principaux aspects de la question. L'intérêt soudain porté aux conséquences de l'activité humaine est un signe de plus, qui montre à quel point il est urgent que les rapports entre les hommes correspondent aux nécessités du développement des forces productives.

Tout confirme que la crise de l'environnement n'est qu'un aspect de la société française en crise».

4^e de couverture de Guy Biolat, *Marxisme et environnement*, Éditions Sociales, 1973.



On était le premier parti politique à parler d'écologie puisque mon livre a été écrit avant celui de René Dumont ⁸. J'ai lu tous les livres de l'époque, Rachel Carson ⁹ et autres. Je me suis d'ailleurs beaucoup inspiré de Barry Commoner ¹⁰, qui était très proche de ce que disait le Parti. J'avais lu, en partie au moins, Buffon, Lamarck, Haeckel, Darwin etc. L'écologie scientifique s'est développée à partir de 1900. Et j'amenais tout ça au parti. Ça intéressait. Haeckel est issu de ceux qui le précèdent, il a juste inventé le mot «écologie» et proposé une définition ; mais Haeckel est devenu nazi. D'ailleurs la bourgeoisie, que Darwin dérangeait, l'a utilisé pour appliquer aux humains les lois de l'écologie : la lutte pour la vie, la niche écologique etc. Et pour nous marxistes, les humains ce n'est pas ça.

Heureusement !

Oui mais ce n'est pas ce que disent les écolos. Certains sont plus intéressés par les animaux que par les humains. Brigitte Bardot est plus proche du fascisme !

Mais tu t'éloignes de nouveau...

Il y a eu beaucoup de batailles, dans le parti. Par exemple, sur les forêts, les combats d'André Chasseigne ou de Roland Leroy. Je suis allé en Corse spécialement contre la Montedison et les pollutions dans la Méditerranée ♦11. Il y a aussi eu le communisme municipal, qu'on n'appelait pas «l'écologie». Personne n'a fait l'inventaire de tout cela! Il y a eu des batailles dingues avec le rapport de force qu'il y avait à l'époque, mais on ne l'appelait pas «bataille écologique».

Pourquoi n'avez-vous pas utilisé ce mot à la mode ?

J'étais plutôt pour utiliser le mot «écologie», mais évidemment pas pour appeler un parti, surtout pour le PCF qui voulait déstaliniser, à partir de la fin des années 1960. Alors j'ai proposé de parler «d'environnement», un concept plus global. On a mis sur pied une commission «environnement et cadre de vie». Sont rentrés dans cette commission des scientifiques, dont le professeur Labeyrie ♦12 que Juquin ♦13 a promu, qui a été candidat du parti à Tours. Ils étaient naturalistes ou «écologistes» au sens «d'écologues». En 1973-1974, la direction du Parti nous dit qu'il ne faut pas en rester là. Juquin est désigné pour prendre la direction de notre commission. On avait l'objectif d'un rapport pour le Comité central. Juquin a rédigé le texte et un Comité central dédié a eu lieu en 1976, sur l'environnement. Le titre retenu a été «Les communistes et le cadre de vie».

Ensuite la commission s'est intéressée à l'énergie, et d'autres commissions: l'agriculture, les transports, le logement etc. À la fin de tout ça, on aboutit au Plan climat 2023.

Le bouquin de Dumont est sorti quelque temps après le mien. C'est un réformiste. J'ai discuté avec lui, c'est quelqu'un que je respecte. Mais il a eu l'idée de génie: parler «d'écologie». Coup de pub magistral. La bourgeoisie s'est dit qu'elle faisait là une «bonne affaire». Elle a soutenu Dumont, dans la presse notamment. On a donc retenu que le premier qui a parlé d'écologie, c'est Dumont.

Ensuite il y a un creux, dans les années 1980...

Mais pas que là-dessus! Les reculs du parti communiste, des Verts ou du PS, ce n'est pas sur une thématique qu'il faut la juger. C'est la bataille culturelle qu'on a perdue! Sur l'écologie, la pauvreté et bien d'autres choses. Ce n'est pas le fait que le PCF n'ait pas réussi à mettre l'écologie à hauteur de son combat qui fait qu'il a reculé.

Mais pourquoi le PCF n'a-t-il pas réussi à mettre l'écologie à hauteur de son combat ? A cause du contexte ? Ou de causes internes ?

Un peu des deux. Dans les années 1980, j'ai écrit un texte expliquant que le parti n'avait pas pris la mesure de l'enjeu. J'ai fait des dizaines d'articles. J'ai fait un second livre en 2013, une note pour la Fondation Gabriel Péri ♦14. Je disais dans le Parti que notre pratique n'équilibrait pas assez l'exploitation des hommes entre eux et l'exploitation de la nature. Je vivais cette dernière dans mon travail d'écologue. Mais les autres, ce qu'ils vivaient, c'est la casse de leur travail. Alors on me répondait que les priorités étaient ailleurs. On en parlait, et il y avait des batailles, mais il fallait les choisir.

Ajoutons que certaines questions étaient mal connues. On a découvert la pollution des sols plus tard, par exemple. Quand on a analysé les friches industrielles, les résultats ont été effrayants ! Les gens vivaient dans de telles conditions... Mais l'ambiance n'était pas à ça. Et l'extrême-droite a fait de la démagogie sur le sujet, s'appuyant sur le côté punitif des écologistes. Ainsi, pourquoi avoir chicané Fabien Roussel sur les barbecues ? C'est grave d'être dans l'anecdote, dans la situation actuelle. Ceci, alors que notre plan climat le dit clairement : il faut réduire la consommation de viande. On est complètement d'accord là-dessus ! Mais entre réduire la consommation de viande, et laisser croire que tout le monde peut manger la viande qu'il veut, c'est un mensonge. Parce que la bonne bidoche, ce n'est pas les pauvres qui la consomment ! Alors pourquoi les travailleurs n'auraient pas besoin de temps en temps de se faire un barbecue avec un bon steak ? Idéologiquement c'est catastrophique.

Autre exemple : on se bat sur les transports, les bus et les vélos, mais les écologistes sont tellement dogmatiques sur les pistes cyclables que c'est contre-productif. Quand je propose des vélos électriques, ils m'accusent de défendre le nucléaire. Ce sont des raisonnements sans intérêt. Ce sont souvent des positions dogmatiques et punitives.

Pourquoi ce plan climat n'a-t-il pas été fait il y a 10 ans ?

Parce que ça fait 25 ans qu'on le mure, il suffit de consulter nos archives pour s'en rendre compte. Nous avons énormément écrit sur l'écologie. L'Huma aussi. Je trouve qu'il y a un ostracisme sur nos actions. Vrignon ♦15 ne dit rien des communistes en matière d'écologie par exemple, mais ce n'est pas le seul : Keucheyan et Durand ♦16 ne disent rien non plus. Et pourtant c'est le parti qui a le plus produit sur le sujet, si on inclut l'environnement, c'est-à-dire les transports etc. On a sorti beaucoup de brochures, sur les surgénérateurs par exemple. On avait des dizaines d'ingénieurs à EDF avec nous, un gros potentiel intellectuel. On a produit énormément. Amar Bellal a remplacé Hervé Bramy à la commission énergie,

dernièrement, et a eu l'idée de faire ce plan climat, puisque tous les éléments étaient là, mais dispersés.



Le Plan Climat du PCF

Si l'on compare le Plan Climat du PCF (6 novembre 2023) ♦17 à d'autres existants, tels que Négawatt ou l'ADEME déjà évoqués, il se distingue par l'accent qu'il met sur la réindustrialisation bas carbone de la France, un service public de l'énergie avec les grands groupes (TotalÉnergie, Engie, EDF) renationalisés. Il mise sur une forte relance du nucléaire, avec les énergies renouvelables, et une stratégie d'électrification généralisée. Il met aussi en avant de nouveaux droits pour les salariés, leur permettant d'intervenir dans la conception des biens et services. Il prévoit un volet de coopération internationale, pour aider les pays qui en auraient besoin à se décarboner, sans réinstaller de relation coloniale. À la différence de Négawatt qui mise beaucoup sur la biomasse, le Plan du PCF veut se servir de la forêt pour stocker du carbone et restaurer la biodiversité. Il ne néglige ni l'efficacité (transports publics) ni la sobriété (par exemple, exclusion des SUV et du méta-vers, promotion du vélo), qui permettent de réduire fortement la consommation finale d'énergie. Il différencie les changements en fonction des classes sociales et demande clairement un effort plus important aux plus riches. Il veut réduire fortement les émissions de méthane, en assurant à toutes et tous une alimentation de qualité.



Il y a aussi eu les Assises de l'écologie, en deux éditions. D'abord Marie-George Buffet, avec Bramey, début des années 2000. J'ai tous les congrès et documents préparatoires, on voit bien comment la question se pose. Et lors du 39^e congrès, en 2023, nous avons pris position sur l'anthropocène, et reconnu que le monde est marqué par homo sapiens. Nous n'avons pas pris parti pour le capitalocène, parce que ce n'est pas une époque géologique. Nous avons réaffirmé le besoin de la lutte des classes et de dépassement du système capitaliste. Et nous avons ajouté que dépasser le capitalisme ne suffira pas à régler rapidement les questions fondamentales qui se posent sur l'avenir de l'homme et de la planète.

C'est la première fois que ça apparaît comme ça dans votre production ?

Oui en effet.

- 1 ♦ Luc Foulquier et Roland Charlionet, *L'être humain et la nature, quelle écologie ? Manifeste pour un développement humain durable*, Paris, Fondation Gabriel Péri, 2013.
- 2 ♦ Le plan Langevin-Wallon, du nom de deux intellectuels proches du PC Paul Langevin et Henri Wallon qui ont présidé la « Commission ministérielle d'études pour la réforme de l'enseignement », renvoie à un projet global de réforme dans la continuité du Conseil national de la Résistance (CNR) pour démocratiser l'enseignement et du système éducatif français.
- 3 ♦ <https://www.negawatt.org/Scenario-negaWatt-2022>
- 4 ♦ <https://bibliothèque.ademe.fr/changement-climatique-et-energie/1548-mix-de-gaz-100-renouvelable-en-2050-.html>
- 5 ♦ François Ramade (né en 1934) est un professeur émérite d'écologie et de zoologie à l'Université Paris-Sud, qui fut également président de la Société Nationale de Protection de la Nature. Auteur de nombreux ouvrages, en particulier de deux manuels destinés à la formation universitaire : *Éléments d'écologie : écologie appliquée, action de l'homme sur la biosphère*, Malakoff, Dunod, 2012, 1ère édition 1973 ; et *Éléments d'écologie : écologie fondamentale*, Malakoff, Dunod, 2009, 1ère édition 1984.
- 6 ♦ Roger Martelli, *Une dispute communiste : le comité central d'Argenteuil sur la culture (11-13 mars 1966)*, Paris, Éditions Sociales, 2017.
- 7 ♦ *La Nouvelle Critique* est une revue créée en 1948 par le Parti communiste français, qui disparaît en 1980. Voir par Frédérique Matonti, *Intellectuels communistes, essai sur l'obéissance politique, La Nouvelle Critique (1967-1980)*, Paris, La Découverte, 2005.
- 8 ♦ René Dumont (1904-2001), ingénieur agronome, a commencé sa carrière dans l'Indochine où il s'intéresse aux avantages comparés des cultures modernes et locales, conseille le gouvernement socialiste de Cuba avant de s'en éloigner, critique. Sollicité par le mouvement militant il devient le premier candidat écologiste à la présidence de la République. Il marque les esprits avec son pull-over rouge et son verre d'eau, par lequel il met en garde contre les sécheresses à venir. Tiers-mondiste convaincu, il est l'auteur de près de 70 ouvrages, dont *L'Afrique noire est mal partie* en 1962 et *L'Utopie ou la mort!* en 1973.
- 9 ♦ Rachel Carson (1907-1964) est une biologiste marine et militante écologiste étasunienne, qui travaille sur les effets des pesticides dans les années 1950 et publie *Silent spring* (Printemps silencieux) en 1962, provoquant à terme l'interdiction du DDT. Le livre est traduit dès 1963 en français. Les Éditions Wildproject a publié une version actualisée en 2009.
- 10 ♦ Barry Commoner (1917-2012) est un biologiste étasunien qui se présente à l'élection présidentielle de 1980 pour le Parti des citoyens. Il s'oppose à Paul R. Ehrlich, auteur de *La bombe population* (1968), à qui il reproche de trop mettre l'accent sur la population et pas assez sur les techniques capitalistes.
- 11 ♦ En particulier les boues rouges rejetées dans la Méditerranée.
- 12 ♦ Vincent Labeyrie (1924-2008), biologiste, résistant et animateur de la commission environnement du PCF, se présente comme candidat en 1976 à Tours, sur un programme d'écologie politique. Il est responsable du DEA d'écologie expérimentale aux Universités de Tours et d'Orléans de 1975 à 1985. Il anime la réflexion du PCF autour de l'écologie.
- 13 ♦ Pierre Juquin (né en 1930) est normalien, professeur d'allemand en lycée. Il adhère au PCF en 1953 et est élu au Comité central en 1964. Il fait de nombreux voyages en RDA. Il se distingue en 1968 par une ouverture envers le mouvement étudiant. Élu député en 1968, il joue un rôle de premier plan dans l'alliance avec le PS. À partir de 1976, il est responsable de la section « cadre de vie-consommation » et collabore avec Vincent Labeyrie, qu'il soutient à Tours. Il est encore au premier plan politique lors de la victoire de la gauche en 1981. Mais à partir de 1984, il exprime de plus en plus de réserves, notamment sur l'URSS. Membre actif des rénovateurs, il démissionne du Comité central en 1987 et est exclu du PCF. Il se présente à l'élection présidentielle de 1988 avec le soutien du Parti socialiste unifié et la Ligue communiste révolutionnaire. Il obtient 2,1 % et participe à fonder l'Alternative Rouge et Verte en 1989. Avec d'autres, dont Isabelle Stengers et Frieder Otto Wolf, il publie *Pour une alternative verte en Europe* (La Découverte, 1990), dans lequel il se revendique de l'écocapitalisme. Il adhère aux Verts en 1991, dont il est encore membre.
- 14 ♦ Luc Foulquier et Roland Charlionet, *op. cit.*, 2013.
- 15 ♦ Alexis Vrignon, *La naissance de l'écologie politique en France. Une nébuleuse au cœur des années 68*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2017.
- 16 ♦ Cédric Durand et Razmig Keucheyan, *Comment bifurquer. Les principes de la planification écologique*, Paris, La Découverte, 2024.
- 17 ♦ https://www.pcf.fr/plan_climat_du_pcf

L'autonomie au cœur de la revendication écologiste

Entretien avec Alain Lipietz

Entretien réalisé par Céline Marty
et Fabrice Flipo



Alain Lipietz est l'une des figures de l'écologisme français. Né en 1947, entré à Polytechnique en 1966 [l'admission n'est pas un diplôme!], il choisit la recherche en économie. Il est membre du Centre d'étude prospective d'économie mathématique appliquée à la planification (CEPREMAP) de 1972 à 2002, et participe à l'élaboration de la Théorie de la Régulation. Il prépare la Conférence de Rio pour le compte de l'UNESCO. D'abord engagé dans la Gauche Ouvrière et Paysanne (GOP), il explique comment il évolue vers l'écologisme. Candidat en Seine-Saint Denis aux législatives de 1986, il est porte-parole des Verts de 1997 à 1999, pressenti pour être candidat de ce parti à la présidentielle de 2001, et exerce divers mandats, de conseiller régional à député européen. Il est l'auteur de plusieurs livres qui sont des contributions permettant de situer l'écologisme: *Choisir l'audace: une alternative pour le vingt et unième siècle*, Paris, La Découverte, 1989; *Qu'est-ce que l'écologie politique? La grande transformation du XXI^e siècle*, Paris, La Découverte, 1999, réédition augmentée 2003; *Green Deal. La crise du libéral-productivisme et la réponse écologiste*, Paris, La Découverte, 2012; *Face à la toute-urgence écologique: la révolution verte*, Paris, Les Petits matins, 2022.



Pourquoi la convergence éco socialiste ne parvient pas à se faire, alors que les deux courants se fréquentent depuis plusieurs décennies ?

Cette convergence a eu lieu partiellement à la fin des années 1970, mais depuis on attend que socialistes et communistes s'y mettent pour de bon!

Revenons au contexte social et politique de mai 1968: comme toujours, une bifurcation part d'un tronc préexistant! Avant 68, un marxisme très classique domine le mouvement ouvrier SFIO



(Parti socialiste – section française de l'Internationale ouvrière), PCF, ou trotskiste: on considère que le capitalisme engendre deux classes antagonistes, et que l'une d'elles sera l'acteur qui mènera au socialisme... Mais dans les années 1960, le développement du taylorisme, avec la désappropriation du savoir-faire pour la grande majorité des travailleurs et l'apparition d'une couche de techniciens et de cadres, il devient difficile de compter sur l'ouvrier spécialisé pour se réapproprier les usines. André Gorz, s'appuyant sur des grèves de salariés très qualifiés, telle la grève d'Hispano-Suiza, soutient que ce sont les techniciens qui sont maintenant la classe révolutionnaire, puisqu'ils ont encore la capacité de se réapproprier les forces productives ♦1.

Mai 1968 représente une rupture: la place des OS devient plus importante dans le mouvement ouvrier. Rupture aussi à d'autres niveaux: c'est de là qu'émergent l'écologie et la «deuxième période» du féminisme ♦2. Dès 1970 je fais partie d'un petit groupuscule, la Gauche Ouvrière et Paysanne (GOP), initialement une tendance du Parti Socialiste Unifié (PSU). L'idéologie de la GOP est une synthèse de maoïsme et de gramscisme, mais une partie d'entre nous va aussi chercher l'inspiration en Italie, aussi bien chez des syndicalistes comme Bruno Trentin, qu'à l'extrême-gauche, du côté d'Adriano et Gianni Sofri de *Lotta Continua*, de Toni Negri de *Potere Operaio*, ou du journal *Il Manifesto*. Ce courant «opéraïste» va nous faire comprendre une chose beaucoup plus large, la notion d'*autonomie*: la situation faite aux ouvriers en fait des sujets susceptibles d'autonomie, divergeant du plan du capital, dans ses efforts d'auto-organisation et de définition de ses aspirations ♦3. Dans un contexte où le marxisme est dominé par l'althussérisme et la reproduction du capital, «l'autonomie» conduira les uns à penser la rupture, les autres la bifurcation. Ce qui conduit à une théorisation du mouvement des OS des années 1970, et même au début de la présidence Mitterrand avec la lutte des ouvriers de Simca-Poissy que le Premier ministre Pierre Mauroy traitera de «chiïtes»! C'est dire si l'incompréhension entre le PS et l'immigration ne date pas d'hier..

Ce rapprochement est assez inattendu !

Avec la révolution iranienne, on était au début de l'islamisme radical. Pour Mauroy, cette lutte, très violente, compromet la mise en œuvre du Programme commun du PS-PCF, et elle porte d'autres contenus.

Mais, l'interprétation opéraïste des luttes ouvrières nous offrait un schéma d'autonomisation (ou «émancipation», «empowerment»), qu'on pouvait appliquer à n'importe quel mouvement, par exemple au féminisme. Les femmes s'autonomisaient comme force sociale à partir de leur situation dans les rapports patriarcaux, avec leurs propres aspirations. Et le même raisonnement valait pour l'écologie.

Parce que l'autonomie, c'était l'autonomie dans le collectif de travail ou en-dehors ?

Dans le cas de l'opéraïsme, les deux. Il était question par exemple de «l'ouvrier-masse multinational», dans le jargon italien, donc la question de l'immigration était posée du même coup. Et ce concept désignait l'ouvrier en tant que «délocalisé»: déjà entre le Mezzogiorno et Turin, en France entre la région parisienne et la Bretagne (grèves du Joint Français ou de Chausson, à Saint-Brieuc ou à Bezons) et de la campagne vers les villes (luttés des femmes de Moulinex). Cet ouvrier masse-multinational nous apparaît comme sujet de la révolution, qui reste prolétarienne même si elle s'articule avec le régionalisme, les luttes de libération nationale ou contre les nouveaux pouvoirs post-coloniaux, le féminisme, etc. Mais peu à peu «l'autonomie sur la base d'une situation qui vous est faite» permet de sortir du vieux schéma être de classe / conscience de classe, et par exemple remettre en cause la centralité du travail. Car un tel schéma s'applique à n'importe quel mouvement social, ce qui conduit à cette phrase de Marx: «J'appelle communisme le mouvement réel qui abolit l'état des choses existant».

À partir de quel moment paraît-il pertinent de ne pas se centrer de la même façon sur les mouvements ouvriers ?

Dès que les autres mouvements manifestent d'autres manières d'agir, sur des contenus propres!

Mais certains à la même époque expliquent que certains de ces mouvements ne sont porteurs de rien, que ce sont des « fronts secondaires » etc.

Le souci pour eux est que ces mouvements sont forts. Il y a beaucoup de femmes dans les mouvements et grèves post-68, par exemple, alors que le PC était violemment anti-féministe. Témoin la célèbre phrase de Jeannette Vermeersch-Thorez, quand Mitterrand a proposé la liberté de la contraception et de l'avortement: «Depuis quand les femmes du prolétariat voudraient-elles partager les vices de la bourgeoisie?». On parlait de loin... Les femmes, après 68, sont très vite devenues féministes, et dans les partis s'en sont pris aux dirigeants «marxistes-léninistes». Ce féminisme «de la deuxième vague» (50 ans après les suffragettes, cinquante ans avant «#MeToo») a même précédé l'écologie, dirais-je ♦4. Mais au début, oui, elles acceptaient de considérer leur féminisme comme un front secondaire, comme en Italie.

Mais la France avait une particularité, par rapport à l'Italie: un mouvement paysan fort, donc on ne pouvait jamais être seulement «ouvriériste». Et comme le PSU et la GOP étaient ouverts sur cette question, nous avons été aux premières loges. Quand j'étais

à Angers en 1968-1969, j'ai vu toutes les paysannes chrétiennes quitter l'Église, en un an, écœurées par l'encyclique papale *Humanae Vitae* contre la contraception! Le Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne (MRJC) qui a émergé ensuite, prenant acte de l'installation de non-paysans à la campagne, a toujours été très, très à gauche.

En 1960-1970, le PSU, comme la Jeunesse Agricole Catholique (JAC) et la gauche de la Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitations Agricoles (FNSEA) *5, a deux âmes, qui vont diverger. Face à la vision traditionnelle - le paysan «petit propriétaire» et donc conservateur, opposé aux «partageux» depuis l'élection de Louis-Napoléon Bonaparte, les modernistes des années 1960 voient le paysan en tant qu'entrepreneur. Cette évolution a bousculé un peu les structures de la FNSEA. Pour cela, les modernistes se sont alliés avec les paysans qui se considéraient plutôt comme des paysans-travailleurs surexploités, y compris par les coopératives. Dans les années 1970, modernistes et paysans-travailleurs vont diverger, à leur tour. La famille Morvan, dans le Finistère, est un exemple caricatural de cette évolution. Le mari est un grand dirigeant de la «grève du lait» de 1970. Les paysans refusent de livrer le lait, parce qu'ils ne sont pas assez bien payés par les coopératives. Sa femme, Marie-Renée, organise les femmes pour baratter le lait qu'on ne livre pas, car les vaches, il faut bien les traire. Mais dans les années qui suivent, le mari évolue en agriculteur moderniste, et Marie-Renée en paysanne exploitée. Elle va divorcer et se lancer dans des études d'infirmière, à la clinique de la Borde de Jean Oury. Elle a été l'une des dirigeantes de la GOP qui m'intimidait terriblement, par son engagement et sa beauté! On a appris sa mort, il y a une vingtaine d'années, d'une crise cardiaque, manifestant devant le terminal de Rafah à Gaza, contre l'Égypte, qui interdisait le passage aux Palestiniens! Difficile de concevoir une autonomisation aussi radicale, divergeant de la simple «modernisation» à partir de l'intersection des deux rapports de domination qu'incarne la paysanne, «aide familiale» de son mari.

En 1959, une partie des agriculteurs de gauche avait déjà quitté la FNSEA pour créer le Mouvement de Défense des Exploitants Familiaux (MODEF), qui s'oppose aux politiques modernistes, notamment de la Communauté Économique Européenne (CEE). Au tournant des années 1970, d'autres rejoignent des syndicats de paysans-travailleurs, qui finiront soit par réintégrer la FNSEA, soit par fonder la Confédération paysanne, en 1987. Cette évolution rappelle celle du PSU, à la fois distinct de la SFIO puis du PS, tout en lui étant lié. En 1970, Rocard réintègre le PS tandis que le PSU se désintègre, alimentant les groupes post-soixante-huitards (les «alternatifs») puis les Verts.

Le Larzac va jouer un rôle pivot. Parce qu'à ce moment-là, on se rend compte que l'écologie, du moins l'environnement en tant que valeur d'existence, est très importante pour les gens, et en particulier pour les classes populaires. Car elles n'ont qu'un petit

revenu monétaire : tout le reste du bien-vivre vient de leur environnement.

Et ça apparaît quand ?...

En 1973 et 1974, dans les immenses marches vers le Larzac. Les «rouges» arrivaient avec notre schéma faisant du prolétariat la force principale. Nous étions certes ouverts sur la paysannerie, mais souvent de manière abstraite. Et là, nous rencontrons le mouvement paysan, des lycéens qui avaient fait la lutte contre la loi Debré, les occitanistes, etc. Il nous apparaît que tous ces mouvements sociaux nouveaux suivent le même schéma, avec une situation de départ matérielle, mais une autonomie d'organisation et de revendication, projets de société, rêves etc.

Et donc là, au Larzac, vous êtes surpris ?

Oui ! Nous sommes surpris de voir que par exemple le paysage est une «valeur» très importante y compris pour les classes populaires, qu'il peut être l'enjeu d'un mouvement social. Il faut dire que quand on va au Larzac, on en prend plein la figure ! On découvre que la beauté, ça compte dans la vie, quoi. Le pain et les roses !

Et quand tu parles des classes populaires, de qui s'agit-il ?

Ce sont les ouvriers de la ganterie de Millau, qui est en crise ; ce sont les paysans du Larzac évidemment, dont certains sont riches mais pas tous ; ce sont les Occitans, humiliés par le mépris parigot ; bref il y a un mouvement populaire très important dans la région de Millau. Et je n'avais encore jamais eu l'idée que la beauté était une valeur d'usage du prolétariat ! Que ça faisait partie des «normes de consommation ouvrière» revendiquées. J'avais bien vu les films du «réalisme poétique» des années 1930, Renoir, Duvivier, mais je les avais oubliés. Je pensais que la beauté et la convivialité étaient des trucs sympa petits-bourgeois (on ne disait pas encore «bobos»). Mais non, c'est ouvrier, et en tout cas populaire.

Bernard Lambert (1931-1984) était dans l'orbe de la GOP. C'était un paysan «intégré» dans une firme agroalimentaire, extraordinairement intelligent. Il avait son poulailler industriel qui rencontrait des problèmes d'épizootie etc., et à côté son petit poulailler pour les copains, avec des animaux nourris au grain et batifolant. Il a d'abord dirigé le mouvement qui s'appelait alors «Fer de lance» puis «Paysans-travailleurs», avant de devenir la Confédération paysanne. Il a l'idée de lancer une grande marche de tracteurs du Larzac vers Paris (1971) puis en 1973 de toute la France sur le Larzac, pour réaliser l'unité populaire autour des paysans-travailleurs, ce qui était tout à fait l'idéologie de la GOP, avec les paysans à égalité avec les ouvriers. Mais le secrétaire national

qui pris sa suite à la tête des Paysans-travailleurs hésite. Pour lui, c'est une lutte de paysans. Il refuse de voir arriver des ouvriers, des lycéens en lutte contre la Loi Debré sur le service militaire... Je lui téléphone depuis Paris, on se donne rendez-vous à Angers, et je passe une après-midi à le convaincre qu'il fallait que ce soit une «convergence des luttes». Il accepte et confie à la GOP la préparation matérielle. Nous avons mis en place tout ce qu'il fallait pour un rassemblement de 100 000 personnes sur un causse (toilettes sèches, eau potable, nourriture, plus grande scène d'Europe pour le spectacle de la nuit etc.). J'ai même participé à la rédaction du journal des Paysans Travailleurs, à Montpellier. Et c'était en effet la convergence des luttes!

Mais ce que je n'avais pas perçu avant d'arriver au Larzac, et que je voyais pour la première fois, c'était une lutte pour cette beauté hallucinante. Et les gens de Millau nous disaient «ils veulent nous priver de ça, c'est l'endroit où on va se promener, aux champignons, à la chasse». La beauté a aussi compté dans la lutte contre la centrale nucléaire de la Pointe du Raz, à Plogoff. Le mouvement antinucléaire était là, certes, mais les gens défendaient la baie des Trépassés, un bien public, populaire, gratuit.

En fait, la première lutte écologique à laquelle j'aie participé, en 1969, visait à sauver les bords de l'Erdre, une rivière qui débouche dans la Loire à Nantes. Mais je n'ai pas eu le déclic à ce moment-là : j'étais ouvriériste. Au Larzac, j'ai compris qu'il existe des «conditions générales de la reproduction du capitalisme» comme dit Marx, qui sont en fait des biens collectifs, des valeurs d'usage du prolétariat, des paysans etc. Et que la défense de ces biens, d'abord perçus comme «valeurs d'existence esthétiques» peut devenir un mouvement autonome, dont le sujet est le Vivant. Dès 1974, l'agronome René Dumont, brandissant un verre d'eau dans sa campagne présidentielle, va indiquer que la crise écologique à venir impactera la santé et la vie même des classes populaires, et au-delà, de tout le vivant.

Ce passage vers l'autonomie de l'écologie politique connaît sa traduction dans le champ politique dès 1977, première poussée écologiste aux municipales. Les organisations d'extrême-gauche et le PCF restent dans un marxisme classique (la théorie des «fronts secondaires»). Le PS, par contre, voit l'intérêt à changer de positionnement. Il offre une solution politique au modernisme post-gaulliste, à un féminisme réformiste, et, par le biais de journaux tels que *Le Sauvage*, annexe du *Nouvel Observateur*, une solution pour une écologie modérée.

À l'époque, on n'avait pas vraiment la conscience que la crise écologique était mortelle. C'était surtout la perte de valeurs d'usage esthétiques (un printemps sans oiseaux), même si le livre de Rachel Carson était connu (*Printemps silencieux*, paru en 1962 en anglais, en français l'année suivante), qui montrait les implications sociales

de cette perte, comme George Sand l'avait compris dans sa défense de la forêt de Fontainebleau.

L'écologie naît comme courant associatif très fort, fédéré par France Nature Environnement, et politiquement, avec la campagne de René Dumont. Responsable des activités culturelles de l'École Polytechnique, en 1966, j'avais fait venir Dumont. Il posait la question «Nourrir la planète», donc un problème alimentaire, avant tout... ce qui est la base de toute écologie.

On pouvait pourtant trouver des inquiétudes fortes sur le changement climatique à l'époque, par exemple chez le démographe Sauvy

Oui mais ce n'est pas ce qui dominait. L'étude de la NASA sur l'hiver nucléaire qui tuerait toute vie sur Terre était au centre des préoccupations, alors qu'on sait maintenant que Total et les autres majors pétrolières n'ignoraient rien du réchauffement climatique dont elles étaient responsables. Moi, je n'ai pris conscience de l'enjeu du climat qu'en 1990, quand l'UNESCO me confie la coordination d'une étude internationale sur la préparation du sommet de Rio. À ce moment-là je débarque sur cette question! Pour moi, «vert» c'était être contre le nucléaire et pour le féminisme et l'autonomie.

Et c'était le cas pour les Verts aussi ?

Il faudrait explorer les archives, mais je crains que oui.

Mais avant d'en venir aux Verts, revenons au PS des années 1970. Il était une pompe aspirante, un débouché naturel pour les féministes et écologistes modérés. En même temps, son Programme Commun avec le PCF restait complètement productiviste! De notre côté, les ex-soixante-huitards étaient en train de devenir écologistes. Ceci passait notamment par l'engagement dans les luttes urbaines. Le PSU intégrait la représentation d'une proto-écologie urbaine, d'origine chrétienne: la Confédération Nationale des Associations Populaires Familiales (CNAPF), qui deviendra Confédération de la Consommation, du Logement et du Cadre de Vie (CLCV). Au PSU, l'écologie s'appelait «cadre de vie»... En 1970 la gauche du PSU, dont les animateurs de la future GOP, lance des Assemblées Régionales Ouvriers-Paysans (AROP). J'en fus le rapporteur, pour la rencontre nationale, de la commission «cadre de vie» Je me suis aussi engagé localement, ici dans le XIII^e à Paris, contre les opérations «Galaxie» et «Olympiades» [complexes urbains avec de hauts immeubles], qui expropriaient un quartier populaire, comme plusieurs autres ZAC parisiennes. La question de l'environnement pour les classes populaires ne nous était donc pas indifférente.

Cette notion d'expropriation des classes populaires était très importante, dans le XIII^e. *L'établi* de Robert Linhart (1978), chez Citroën, c'est là, où sont maintenant les Olympiades! Le livre fondamental

d'un sociologue jésuite, Henri Coing, *Rénovation urbaine et changement social* (1966), c'est sur «l'îlot Nationale», proche du café où nous sommes en train de discuter ♦6. Ce quartier est entré en insurrection en 1934, contre les fascistes, avec les barricades et tout. À la suite, il a été décrété insalubre, à «rénover» d'urgence! Et le premier HLM est sorti de terre après-guerre: un parallépipède rectangle. Selon Coing, les ouvriers se sont trouvés très malheureux là-dedans. Les fenêtres donnaient sur le vide, alors qu'avant, elles étaient tournées vers une courée intérieure, où les gosses pouvaient jouer. Julien Duvivier montre bien cela dans *La belle équipe* (1936). Ce fut la révolte. L'immeuble est toujours là, mais tous les suivants ont des balcons.

Donc l'idée qui nous guide à l'époque est que l'écologie, qu'elle soit rurale ou urbaine, a trait à quelque chose qui est considéré comme une perte de ce que les classes populaires avaient avant, vie communautaire, esthétique ou lieux de vie. C'est un peu théorisé par les livres d'Henri Lefebvre: la «colonisation de la vie quotidienne» ♦7.

Bifurcation/s. Et le lien avec l'industrie ? Ce travail est-il vu comme quelque chose qui détruit de la valeur d'usage ?

Certes, et les gens s'y opposent; mais l'argumentation d'Henri Lefebvre comme de Henri Coing, c'est que l'on domestique la classe ouvrière en lui faisant acheter les biens du fordisme. C'est le plan du capital qui est toujours mis en avant, et la classe ouvrière à la remorque. Et c'est ça que 68 va modifier, avec l'idée d'autonomie. Le bouquin de Lefebvre est un indicateur de ce qu'est alors l'écologie de la gauche, de même que le courant trotskyste *Socialisme ou barbarie*, ou encore les Éditions *Anthropos*. En ce sens-là, ils sont un peu des ancêtres de l'écologie politique.

Et comment était-ce perçu, côté PC ?

Le PCF s'en fichait, Lefebvre était déjà un dissident. Le PCF négociait toutes les pertes, y compris celle de la santé (l'amiante chez Ferrodo), en primes, en pouvoir d'achat. Il ne fallait pas entraver le progrès-là, mais exiger la «juste rétribution des efforts». C'est ainsi qu'arrive la télévision et que l'on passe du vélo à la mobylette puis à la voiture: c'est ce qu'on a résumé par l'expression de «fordisme». Tout ce qu'on a dit sur le PCF comme parti productiviste était éclatant à l'époque, il le proclamait lui-même! Il ne fallait pas être passéiste. Et il était pronucléaire, évidemment.

La résistance interne des ouvriers était inexistante ?

En 1968 ils étaient quand même très pauvres. Quand on habite un bidonville à Nanterre, aller dans un HLM, même sans balcon,

dans un premier temps, c'est un progrès. Ils appréciaient un certain confort, tout en comprenant aussi ce qu'ils avaient perdu. Rappelons que la lutte contre les taudis représenta un moment d'unité initiale entre l'écologie et le mouvement ouvrier au XIX^e siècle: l'hygiénisme, avec un fort biais positiviste à la Auguste Comte. Mais désormais pour le PCF le «développement des forces productives» passait avant tout. Un exemple: celui de Charles Fiterman, communiste dissident, qui soutient Voynet aux élections présidentielles de 1995, tout en restant pronucléaire ♦8. Électricien, il entraîne avec lui le centre de formation du Comité d'entreprise EDF, l'Iforep. Pourquoi défendaient-ils le nucléaire, alors qu'ils n'étaient mariés qu'à l'électricité? «Dans la cathédrale de l'électricité, la Sainte chapelle, c'est le nucléaire» me répondent-ils en souriant.

Mais derrière cela, n'est-ce pas une opposition à l'autonomie? Un idéal d'efforts intégralement coordonnés? Car c'est ainsi que le théoricien de la planification Charles Bettelheim définit le marché ♦9: comme un ensemble d'activités non coordonnées.

En effet. Car ce qui a fait la dignité de la classe ouvrière, c'est qu'elle pouvait espérer «maîtriser les forces productives les plus avancées», celles qui mettent en œuvre la plus vaste coopération possible, par opposition au marché. L'autonomie individuelle ou en petits groupes (les coopératives) était donc contraire à leur vision. Pour paraphraser Lénine, le communisme, pour le PCF, c'était le comité central d'EDF plus la télévision. Cela touchait même les trotskistes: notre ami Jacques Kergoat (1939-1999), l'un des dirigeants de la LCR qui a fait campagne pour Dominique Voynet en 1995, pensait encore comme ça. Il s'opposait à toute production électrique hors EDF. De fait Trotski a été encore plus centraliste que Lénine: il rêvait de faire fonctionner toute la société «comme une vaste machine» sur le modèle du Tsektran, la SNCF de l'Union soviétique.

Le PS, lui, était capable de proposer une version non révolutionnaire de l'autonomie, surtout avec le ralliement de Rocard, qui a sabordé le PSU après nous avoir virés. Rocard cherchait une orientation réformiste moderniste, avec toute la direction de la CFDT: ce furent les «Assises du socialisme», organisé en octobre 1974 pour susciter le ralliement de nombreux ex-soixante-huitards à un PS que le Congrès d'Épinay installe en position de de quasi-monopole, sur la gauche réformiste. La direction de la CFDT abandonna sa sympathie pour le mouvement révolutionnaire à ce moment-là. Nombreux se sont retrouvés au PS, qui étaient avec nous peu avant, ainsi Hugues Sibille ♦10, avec qui j'ai travaillé plus tard pour créer le concept d'économie sociale et solidaire, ou Patrick Viveret ♦11. Leur bifurcation, ce fut vers le réformisme. Sur le coup je leur en ai voulu, mais il faut reconnaître qu'ils sont restés beaucoup plus

«écologico-compatibles» que les héritiers du guesdisme de la vieille SFIO, productivistes, centralistes et nationalistes.

Qu'est-ce qui a fait qu'ils ont changé d'orientation ?

Ils se sont ralliés au PS au motif que c'était le parti de gouvernement du modernisme. Et aussi parce que nous étions au début du libéral-productivisme, avec Giscard, Raymond Barre et l'abandon progressif des conquêtes sociales du fordisme, qu'ils entendaient défendre. Rocard ne changea pas d'orientation: il était déjà comme ça au PSU, au fond. Qu'il s'agisse du PSU, ou des paysans-travailleurs, tous ces mouvements ont deux visages, moderniste et radical. Tous. Et ces deux visages étaient parfois indiscernable chez le même individu.

Donc le PS, grâce à cet apport, grâce à la dissipation des illusions révolutionnaires, devient le débouché politique de nombreuses luttes, qui demeurent intenses (grèves etc.) mais sans les barricades et la volonté de prendre le pouvoir caressée en 1968. Il y a des luttes et des victoires comme celle des LIP, mais ce n'est pas révolutionnaire. C'est toujours du Gorz, mais de *Réforme et révolution* ♦12. «Prendre le pouvoir politique» est un objectif de moins en moins à la mode, d'ailleurs: en partie parce que la contestation dans les pays de l'Est se fait davantage entendre. Les idées qui seront systématisées par Rudolf Bahro ♦13 circulent déjà: la «politique antipolitique» etc.

Mais c'est déjà le cas des opéraïstes, non ?

Lotta continua, l'urbanisme, la qualité de vie etc.

Oui mais ils voulaient quand même prendre le pouvoir, du moins certains d'entre eux! La dissolution de *Lotta continua* va engendrer de la lutte armée («le camarade P 38 ♦14») mais aussi des mouvements anti-politistes (les «indiens métropolitains»). Au Larzac comme dans le mouvement contre Superphénix, il y avait et du pacifisme anti-politique, et la volonté d'affrontement à l'État et son armée.

Ces deux tendances existaient chez les paysans comme chez les ouvriers, donc ?

Bien sûr! C'est le couple Morvan dont je donnais l'exemple plus haut. Quant au PC des années 1970-1980, il maintient son soutien au fordisme et à la gauche traditionnelle: «D'abord produire, ensuite répartir» (c'est dans *Les Misérables* de Victor Hugo!). Avec les débuts de la crise, en 1975, ça devient carrément un soutien au keynésianisme, avec une affiche de la CGT: «Remplir les caddies, c'est vider les ANPE». Et comme ça ne marche pas, à cause des importations, le mot d'ordre devient «Acheter français». Et du coup le PCF devient anti-immigrés: manifestation à Milly-Montigny contre

une «famille délinquante», un foyer de travailleurs immigrés est rasé au bulldozer à Vitry.

Et l'autogestion, dans la période ?

Le PS ne se dit pas contre l'autogestion. Les textes de la GOP par contre sont parfois violemment anti-autogestion. Pourquoi, alors que c'est nous qui organisons le soutien politique et même matériel au mouvement du Larzac ou des LIP ? Parce que les années 1970, c'est les années de l'affrontement théorique du plan et du marché. La défaite du plan soviétique encourageait le basculement vers le néolibéralisme. Nous avons l'intuition que remettre l'accent sur le marché et la libre-entreprise nous y menait tout droit.

Rappelons le contexte. Le gaullisme est planiste. C'est en Conseil des ministres qu'on fixe le prix de la baguette de pain, jusqu'à Giscard. Le PC est planiste. Le marxisme althussérien aussi, il ne compte que l'affrontement de deux classes autour des forces productives : interdiction de lire la Section 1 du *Capital*, à cause des citations de Hegel ! L'opéraïsme aussi. On ne sait donc pas que le capitalisme est marchand. La pire insulte, dans les débats entre économistes marxistes, c'est de traiter quelqu'un de «circulationniste», c'est-à-dire l'accuser de prendre en compte que la lutte des classes se passe aussi dans la circulation des marchandises. Il n'y a qu'un seul endroit où s'extrait la plus-value et définitivement, c'est dans l'antre de l'usine. Les services et les prix sont ignorés, mais on tolère les petites entreprises.

Ça a marqué toute une époque, ainsi en Yougoslavie, quand on lit Edvard Kardelj +15

Eh oui ! À l'époque, la gauche est unanime contre les monopoles, sauf les monopoles d'État. Les monopoles, ce sont les «trop grosses» entreprises privées. Le modèle du Programme commun de la Gauche, c'est des monopoles d'État et des petites entreprises privées. Avec la victoire du néolibéralisme, la critique de gauche cesse de cibler la production et l'organisation tayloriste du travail, pour s'en prendre au libéralisme et à la concurrence sur le marché, quitte à glorifier les monopoles publics ou quasi publics. On critique même les directives de Bruxelles, qui, pour éviter les abus de position dominante, défend la concurrence en interdisant que moins de quatre oligopoles dominent le marché européen... alors qu'on était antimonopoliste 20 ans avant. Pourtant, la lutte du Commissaire Monti contre les monopoles a fait gagner 2 à 3% de pouvoir d'achat pour la classe ouvrière européenne, cela sans lutte dans les usines !

La disparition actuelle de tout vernis de culture marxiste, même «vulgaire» (*Salaires, prix et profit*), sur l'exploitation et la répartition, est un désastre. On ne sait plus d'où viennent les inégalités, sauf peut-être les paysans exploités directement par les centrales d'achat.

Chez les Gilets Jaunes, l'ambiguïté a atteint des sommets. Un sociologue nous par exemple racontait un échange sur un rond-point. Il demande au leader Gilet Jaune pourquoi ne pas s'adresser au patronat pour le pouvoir d'achat. Réponse : «Faut pas tout mélanger!» Ces travailleurs considèrent que l'augmentation du pouvoir d'achat est du ressort de l'État. La répartition passe donc par l'impôt et non par le salaire!

Dans les années 1970, le débat sur le Plan et le Marché a pris au PS un tour lunaire. En 1978 Rocard proclame «Entre le Plan et le Marché, il n'y a rien!», Fabius rétorque «Si! il y a le socialisme!» - ce qui n'est pas faux, d'ailleurs. L'extrême gauche «alternative» était nourrie à Harry Braverman ♦16, Etienne Balibar ♦17, Charles Bettelheim et Oliver Williamson ♦18 (la coordination du travail social par la hiérarchie et le marché). Jusque dans les années 1980, nous luttons donc prioritairement contre la coordination par la hiérarchie. Le marché n'était pas un problème à nos yeux : il était considéré comme un «faux frais» du capitalisme. Avec Bettelheim, nous critiquions le Programme Commun qui se contentait de nationaliser juridiquement, sans réformer les rapports de production dans l'entreprise. Le débat sur les cercles de qualité et de productivité était à peine ébauché.

Le modernisme socialiste voulait décentraliser, mais dans la logique de la petite entreprise innovante. Et cela plaisait aussi aux autogestionnaires. Toujours cette ambiguïté entre modernisation et transformation radicale des rapports sociaux...

En arrivant au pouvoir, Mitterrand nationalise les banques et les grandes entreprises mais les laisse être gérées comme des entreprises privées, sans renforcer leur coordination ni instiller de la cogestion par les salariés, les usagers, etc. Je suis dans l'équipe d'Attali à l'Élysée à l'époque. Je fais recruter les régulationnistes : Coriat ♦19, Aglietta ♦20, Boyer ♦21. Nous déjeunons toutes les semaines à l'Élysée, Hollande est le secrétaire de séance. En 1982, ces «sherpa» socialistes partent préparer le sommet de Versailles du G7 à la Silicon Valley et ils en reviennent amoureux de Reagan : libéraux. Ils défendent la dérégulation et l'abandon du Plan. Leur modernisme a changé de couleur : un modernisme de la petite entreprise innovante et non plus de la grande usine nationalisée.

Chez les alternatifs et les Verts, nous nous orientons vers le couple grandes entreprises nationales /petites entreprises autogérées, mais les entreprises nationales devant obéir à une planification écologique et être cogéré par l'État, les salariés, mais aussi par les usagers, les collectivités territoriales et les associations de défense de l'environnement. C'était déjà le modèle de la Société coopérative d'intérêt collectif (SCIC), d'Enercoop ou de Railcoop. Si nous nous positionnons en faveur de la libéralisation de la production d'électricité, c'est pour nous opposer au monopole d'EDF, État dans l'État dictant le choix dangereux et coûteux du nucléaire. Ce n'est pas une règle générale. Par exemple, elle ne peut s'appliquer au réseau

ferroviaire, d'où notre opposition future à la directive Bolkenstein. Mais cela ne veut pas dire que nous sommes pour les entreprises d'État «à la française», excluant les autres partenaires indispensables.

Pourquoi ne pas s'être intéressé alors au modèle allemand de l'entreprise territoriale ?

Mais si: RailCoop rouvrirait des lignes «secondaires», financées par les collectivités! Mais elle a été tuée par les réticences de Nouvelle-Aquitaine et de Auvergne-Rhône-Alpes, une région de gauche, une de droite. La classe politique française, même à gauche, s'intéresse peu au modèle industriel «rhénan» des moyennes unités de production en cogestion. Face à la fin du fordisme, notre modèle positif à nous, alternatifs, des années 1990, s'appuie sur le livre de Michael J. Piore et Charles F. Sabel *The Second Industrial Divide* (1984), sur le modèle italien de la vallée du Prato et de Modane: des ouvriers qualifiés qui connaissent leurs outils, des petites entreprises solidaires, organisées par la région avec un fort pouvoir politique de coordination. Le problème, c'est que c'est aussi le modèle de Benetton.

Au *New Labor* aussi, Antony Giddens parlait de postfordisme. Mais c'est un libéralisme hollando-macroniste, sans rien de commun avec notre postfordisme antiproductiviste, autogestionnaire avec des industries de transition écologique. C'est l'Europe alpine, en particulier la Suisse, qui aujourd'hui incarne un territoire hébergeant des activités industrielle de haute qualification.

Et les écologistes ?

Globalement ils approfondissent le modèle économique des alternatifs, sans oublier que pour gouverner, il faut s'allier, et qu'en France ce n'est en général possible qu'avec la gauche. À l'époque où Édith Cresson est Première ministre (1991-1992), les socialistes perdent les élections régionales et deux groupes écologistes émergent, Génération écologie et les Verts. Le lendemain matin de l'élection, une délégation du cabinet Cresson me propose d'entrer au gouvernement. J'improvise cinq conditions (dont la réduction du nucléaire et des projets autoroutiers), du coup nous n'avons plus été recontactés... En 1997 c'est enfin le gouvernement de la gauche plurielle, Jospin tient en gros un tiers de notre accord électoral: les 35 heures mais pas pour tout le monde et «flexibilisés», un petit bout de mon rapport sur l'ESS: les SCIC, l'arrêt de SuperPhénix et du canal Rhin-Rhône, erreurs économiques manifestes. Puis ils sont devenus hollandais (qui tient à peine 20% de l'accord électoral, d'où le départ des Cécile Duflot), puis... une grande partie de leurs cadres deviennent macronistes. Ne l'avaient-ils pas toujours été?

L'écologie n'a jamais été pour les socialistes qu'un moyen, sincère pour une partie d'entre eux, de capter le «gauchisme culturel» et son électorat: Mitterrand l'avait dit dès 1977. Dans la période 1980-1997,

il s'agit juste de récupérer l'électorat des écologistes. Au moins Jospin a fait un effort, non parce qu'il se sentait « concerné », mais au moins comme « allié ».

Mais sous les présidences Mitterrand, c'était plutôt la guéguerre contre le PS, dans la lutte contre le nucléaire - civil et militaire, pour les sans-papier, pour les 32 heures, contre les Pershing et les SS-20, pour la parité hommes-femmes, pour « le cadre de vie », etc. Et la théorie du « paradigme vert » est venue après la pratique, pour unifier ces aspirations des mouvements sociaux. Elle est presque opportuniste politiquement vis-à-vis des « déçus du PS ». Il s'agit de construire ce que j'appelle aujourd'hui un nouvel « attracteur », esquisse d'un futur bloc social au sens de Gramsci - voir mon livre *Face à la toute-urgence écologique: la révolution verte* (Les Petits Matins, 2022).

Mais le poids de cet attracteur n'est pas assez important

Oui, et les scores insuffisants conduisaient le PS à nous mépriser, dans les années 1980-2020. Faute de proportionnelle, nous étions obligés de tous voter pour le PS au 2^e tour, alors que notre électorat représentait quand même près de la moitié du sien ! Avec le passage au Vert de la moitié des métropoles d'équilibre, espérons que ça changera. Au PS comme au PCF on trouve maintenant d'authentiques écologistes, et avant les élections ces partis parviennent à de parfaites imitations ! Mais une fois élus, resurgissent dans la gauche socialiste ou communiste deux problèmes fondamentaux. Ces « défenseurs du social » refusent de voir que « le cadre de vie » est une composante essentielle de la santé et du bien-vivre des classes populaires. Et s'ils admettent les problèmes écologiques, c'est « Oui, mais pas maintenant ». Ils n'ont pas compris qu'en matière écologique, le temps perdu ne se rattrape jamais.

1 ♦ André Gorz, *Stratégie ouvrière et néo-capitalisme*, Paris, Seuil, 1964. Plus généralement, théoriciens comme militants syndicalistes et politiques se demandent si ces salariés sont des prolétaires comme les autres et s'ils peuvent participer à la lutte révolutionnaire, voire la guider et même reprendre le procès de production en autogestion. C'est l'hypothèse d'une nouvelle classe ouvrière discutée par Serge Mallet, Alain Touraine ou André Gorz : alors que le taylorisme a détruit les qualifications de l'ouvrier-professionnel, l'automatisation redonne du pouvoir d'initiative à l'ouvrier alors débarrassé de certaines tâches simples. Alors que le PCF et la CGT nient l'existence de cette « aristocratie ouvrière » qui aurait des aspirations nouvelles, Serge Mallet et André Gorz pensent que les travailleurs qualifiés, notamment les techniciens, qui s'ennuient dans les tâches de surveillance, peuvent prendre confiance dans leurs compétences et revendiquer l'autogestion de la production tout entière.

2 ♦ La première période focalise sur les droits politiques et sociaux, tandis que la seconde interroge aussi la liberté sexuelle, la maternité, et donc la famille. Voir Johanna Dagorn, « Les trois vagues féministes - une construction sociale ancrée dans une histoire », *Diversité*, n° 165, 2011, pp. 15-20. https://www.persee.fr/doc/diver_1769-8502_2011_num_165_1_8017

3 ♦ En Italie éclatent de fortes luttes ouvrières en dehors des syndicats et des partis. Pour les comprendre en étudiant cette réalité à l'usine, un courant marxiste se développe : c'est « l'opéraïsme ». Le pivot de l'analyse est de saisir les luttes en termes d'autonomie : les militants-théoriciens présupposent que les individus peuvent s'extraire, rompre et bifurquer par rapport à une situation aliénante. Ils pensent les divergences possibles par rapport à une situation de classe. L'« ouvrier-masse » déqualifié apparaît comme le sujet capable d'autonomie.

- 4 ♦ Pour aller plus loin dans l'analyse proposée par Alain Lipietz : <http://lipietz.net/Ecologie-et-feminisme>
- 5 ♦ Rappelons que la FNSEA se constitue contre la Corporation Générale de l'Agriculture, mise en place par le Régime de Vichy.
- 6 ♦ Nous sommes Place d'Italie, à Paris.
- 7 ♦ Voir notamment les trois tomes d'Henri Lefebvre *Critique de la vie quotidienne* publiés entre 1947 et 1981.
- 8 ♦ Fiterman rejoint finalement les socialistes.
- 9 ♦ Charles Bettelheim (1913-2006) est un théoricien français de la planification, qui a joué un rôle important dans les années 1950 et 1960, conseillant notamment Cuba, l'Égypte et l'Inde.
- 10 ♦ Hugues Sibille (né en 1951) est une personnalité de l'économie sociale et solidaire (ESS), créateur d'entreprises et de nombreuses institutions dans ce domaine. Il participe notamment à la création du mensuel *Alternatives Économiques* en 1980, qui est une coopérative.
- 11 ♦ Patrick Viveret (né en 1948) est un philosophe français incarnant les idées du PSU, une gauche autogestionnaire, associative et écologiste. Il travaille notamment sur les idées de richesse et de démocratie.
- 12 ♦ André Gorz, *Réforme et révolution*, Paris, Seuil, 1969.
- 13 ♦ Rudolf Bahro, *L'Alternative*, Paris, Stock, 1979.
- 14 ♦ «P38» en référence au pistolet Walther P38, métaphore de la lutte armée.
- 15 ♦ Edvard Kardelj (1910-1979) est l'un des principaux conseillers de Tito dans la Yougoslavie socialiste. Voir son ouvrage *Les contradictions de la propriété sociale dans le système socialiste*, Paris, Anthropos, 1976.
- 16 ♦ Harry Braverman (1920-1976) est un militant et théoricien étasunien auteur de *Travail et capitalisme monopoliste*, paru en 1974 et traduit en 1976 aux éditions Maspéro, dans lequel il insiste sur les dispositifs de contrôle du travail.
- 17 ♦ Etienne Balibar (né en 1942) est un philosophe français connu pour l'interprétation structuraliste qu'il propose du *Capital* de Marx avec Louis Althusser, Pierre Macherey, Jacques Rancière et Roger Estabiet : *Lire le Capital*, Paris, Maspéro, 1965. Il s'en éloigne par la suite, s'intéressant aux questions de race, classe et frontière, et développe l'idée d'«égaliberté».
- 18 ♦ Oliver Williamson (1932-2020) est un économiste étasunien qui s'appuie sur la théorie des « coûts de transaction » développée par Ronald Coase en 1937 pour distinguer et opposer nettement les « hiérarchies », qui correspondent à l'entreprise et son organisation, et le marché. En français : *Les institutions de l'économie*, Paris, InterEd, 1994.
- 19 ♦ Benjamin Coriat (né en 1948) est un économiste français spécialiste en économie industrielle. Il investit ultérieurement la question des communs.
- 20 ♦ Michel Aglietta (né en 1938) est un économiste français spécialiste de la monnaie. Passé par l'INSEE et le Commissariat au Plan, il travaille sur la question des institutions de la croissance économique, dans le long terme.
- 21 ♦ Robert Boyer (né en 1943) est un économiste français, fondateur de l'École de la Régulation, dans les années 1970, avec Alain Lipietz et Michel Aglietta. Elle met l'accent sur les formes de l'État, de la concurrence, du rapport salarial, de la monnaie et de l'insertion dans l'économie mondiale.



Ubuntu et la lutte pour une alternative éco-socialiste africaine

Christelle Terreblanche

Rédactrice indépendante et militante écologiste



Ubuntu and the struggle for an african eco-socialist alternative, de son titre original, est un texte de Christelle Terreblanche paru en 2018 dans l'ouvrage *The Climate Crisis. South African and Global Democratic Eco-Socialist Alternatives*, édité par le politiste sud-africain Vishwas Satgar et publié par les presses de l'Université de Wits¹. Nous vous proposons ici une traduction, raccourcie et éditée. Nous avons effectué certains choix de traduction :

- «indigenous» est traduit par «autochtone» ;
- «archive» est traduit par «réservoir», pour évoquer l'idée d'un réservoir ou d'une réserve d'idées et de pratiques qui demeurent latentes et inaperçues, mais disponibles ;
- «ubuntu» est conservé en l'état et précédé d'un article («l'ubuntu», «le» ubuntu) ;
- «sufficiency» est traduit par «sobriété».



«Je ne suis pas prisonnier de l'Histoire. Je ne dois pas y chercher le sens de ma destinée. Je dois me rappeler à tout instant que le véritable *saut* consiste à introduire l'invention dans l'existence. Dans le monde où je m'achemine, je me crée interminablement. Je suis solidaire de l'Être dans la mesure où je le dépasse»².

La quête d'une existence écologiquement juste n'est nulle part plus urgente qu'en Afrique, un continent au bord de l'écocide après des siècles d'asservissement de ses peuples et de pillage de ses richesses. Cet article affirme que la vision du monde et la philosophie africaines, connues sous le nom d'ubuntu en Afrique australe, incarnent une éthique écologique qui pourrait inspirer les imaginaires socialistes verts dans la lutte contre le changement climatique. En tant qu'éthique



vivante, l'ubuntu exige un activisme de solidarité et de décolonisation face à ce que Vishwas Satgar appelle un «écocide impérial» ♦3.

Le socialisme écologique (écosocialisme ci-après) et l'ubuntu sont tous deux considérés comme des projets inachevés, évolutifs et ambitieux. Ils s'efforcent de trouver des solutions plus inclusives, égalitaires et écocentriques aux crises contemporaines. Malgré l'échec des tentatives historiques de fusionner l'ubuntu et le socialisme dans des projets post-capitalistes endogènes, il est urgent de rouvrir une discussion sur leur complémentarité.

L'ubuntu est considéré comme un paradigme éthique à l'échelle de l'Afrique qui, nonobstant les versions régionales, est largement pratiqué en Afrique subsaharienne ♦4. Ubuntu (isiZulu, isiXhosa) et botho (Sesotho et Setswana) signifient «humanité», tandis que l'ukama (Shona) du Zimbabwe met l'accent sur la «parenté» ♦5. Les équivalents régionaux sont bomoto (Bobangi), gimuntu (Kikongo), umundu (Kikuyu), Vumunhi (Xitsonga), Uhuthu (Tshivenda), Umuntu (Ouganda), Umunthu (Malawi) ♦6.

En tant qu'éthique des interrelations, située dans un tissu social communautaire d'attention et de partage, l'ubuntu peut égaler, voire dépasser, les notions socialistes d'un «égalitarisme radical» ♦7. Les premières tentatives endogènes de systématisation d'une économie politique de la philosophie africaine – le travail d'Amilcar Cabral, Léopold Senghor, Frantz Fanon et Julius Nyerere, entre autres – recèlent encore un potentiel pour un paradigme écologique plus communautaire. Ces réservoirs d'idées endogènes nous permettent de relire les tentatives antérieures de décolonisation et de justice sociale dans la perspective d'une transition vers un avenir écologique plus juste.

Historiquement, l'ubuntu a été détourné pour justifier des projets insensés, voire violents, d'édification de la nation et des initiatives superficielles de responsabilité sociale des entreprises. Il a également eu tendance à être rejeté comme hiérarchique et dépassé. Des études contemporaines soulignent son potentiel en tant qu'alternative contre-hégémonique, des communes rurales aux townships urbains ♦8. Cet article n'a pas la prétention d'en fournir une exposition complète, mais d'en dégager les principes, notamment dans ses proximités avec le «vivre bien» sud-américain ♦9 et les idéaux écosocialistes.

Tirer les leçons du socialisme et du marxisme de la première vague en Afrique

Le répertoire généralement désastreux de presque toutes les expériences marxistes-léninistes et socialistes de construction de nations nous a légué peu de leçons inspirantes et authentiquement africaines.

1 ♦ Christelle Terreblanche, «Ubuntu and the struggle for an african eco-socialist alternative», in Vishwas Satgar (Ed.), *The Climate Crisis. South African and Global Democratic Eco-Socialist Alternatives*, Johannesburg, Wits University Press, 2018. Livre en libre accès (CC BY-NC-ND 4.0): <https://www.jstor.org/stable/10.18772/22018020541.13>

2 ♦ Franz Fanon, *Peau noire, masques blancs* [1952], Paris, Seuil, 1971.

3 ♦ Vishwas Satgar, «The climate crisis and systemic alternatives», in Vishwas Satgar (dir.), *The climate crisis. op. cit.*, p. 1-28.

4 ♦ Leonard Tumaini Chuwa, *African indigenous ethics in global bioethics: Interpreting Ubuntu*, Berlin, Springer, 2014.

5 ♦ Munyaradzi Felix Murove, «An African environmental ethic based on the concepts of ukama and ubuntu», in Munyaradzi Felix Murove (dir.), *African Ethics: An Anthology of Comparative and Applied Ethics*, Pietermaritzburg, University of Kwazulu-Natal Press, 2009, p. 315-331.

6 ♦ Crimella Benedetta et G. Margherita, «Indigenous voices: Enriching contaminations between buen vivir, ubuntu and the western world», *Study paper in the Department of Economics*, Rome, Roma Tre University, 2013.

7 ♦ Drucilla Cornell, «Ubuntu, pluralism and the responsibility of legal academics to the new South Africa», *Law and Critique*, vol. 20, 2009, p. 43-58.

8 ♦ Drucilla Cornell et Karin Van Marle, «Ubuntu feminism: Tentative reflections», *Verbum et Ecclesia*, vol. 36, no 2, 2015, p. 1-8.

9 ♦ Alberto Acosta, *Le buen vivir: pour imaginer d'autres mondes*, Paris, Utopia, 2014.

10 ♦ John S. Saul, «Socialism and southern Africa», in Michelle Williams et Vishwas Satgar (dir.), *Marxisms in the 21st Century: Crisis, Critique and Struggle*, Johannesburg, Wits University Press, 2013, p. 196-219.

11 ♦ Daryl Glaser, «Retrospect: Seven Theses about Africa's Marxist Regimes», in Vishwas Satgar et Michelle Williams (dir.), *Marxisms in the 21st Century: Crisis, Critique and Struggle*, Johannesburg, Wits University Press, 2020, p. 168-195.

12 ♦ Leonard Tumaini Chuwa, *African indigenous ethics in global bioethics: Interpreting Ubuntu*, Berlin, Springer, 2014; Ikechukwu Anthony Kanu, «Negritude and the quest for an African identity», *Indian Journal of Applied Research*, vol. 4, no 8, 2014.

13 ♦ Samir Amin, *Le développement inégal*, Paris, Éditions de Minuit, 1973; *La déconnexion: pour sortir du système mondial*, Paris, La Découverte, 1986.

14 ♦ Bonny Ibhawoh et Jeremiah Dibua, «Deconstructing Ujamaa: the legacy of Julius Nyerere in the quest for social and economic development in Africa», *African Journal of Political Science*, vol. 8, no 1, 2003, p. 59-83.

15 ♦ John S. Saul, «Socialism and southern Africa», *op. cit.*

16 ♦ Colin Legum, *Africa since independence*, Bloomington IN, Indiana University Press, 1999.

John Saul ♦10 et Daryl Glaser ♦11 suggèrent que les principes socialistes et ubuntu de l'ujamaa («socialisme familial») de Nyerere en Tanzanie et de la négritude de Senghor au Sénégal constituent des exceptions et peuvent encore inspirer. Pour mémoire, l'Ujamaa a été fondée sur la Déclaration d'Arusha de la Tanzanie post-indépendante, qui extrapole à partir du «mode de vie traditionnel» un ensemble de droits, dont l'égalité humaine, le droit à la vie, à la dignité et au respect, l'égalité des droits en tant que citoyens, le droit à une juste récompense pour le travail humain, le droit égal d'accès aux ressources naturelles nationales et aux principaux moyens de production. La négritude met l'accent sur les valeurs culturelles africaines, l'humanisme et la solidarité ♦12.

Si les tentatives de promouvoir un socialisme endogène africain ont échoué, il convient de souligner que la gouvernance africaine et le marxisme ont sombré en général, historiquement. Tous les mouvements de libération africains, quelle que soit leur idéologie, ont adopté des modèles de modernisation et de développement industriel une fois au pouvoir, tentant ainsi de rattraper un prétendu retard historique. Au lieu d'un véritable développement, c'est la dépendance et la marginalisation qui ont suivi. Ces inégalités structurelles ont aggravé la mauvaise intégration de l'Afrique dans l'économie mondiale, laissant ainsi les jeunes États face à des «choix sous-optimaux» ♦13.

Ujamaa était une tentative consciente, bien que trop ambitieuse, de fusionner l'ubuntu et le socialisme ♦14. Le plan prévoyait un socialisme africain à l'échelle nationale basé sur la propriété et la prise de décision collectives. L'une des pièces maîtresses était le programme *Ujamaa vijijini* («villagisation») de transformation rurale basé sur des modes de production paysans communautaires autonomes réorganisés autour de coopératives villageoises. Dans une idée qui n'est pas si différente des ambitions actuelles de production soutenable par le biais de circulations métaboliques, les villages devaient faire partie d'un cercle vertueux d'échanges toujours plus importants entre la ville et la campagne, entre l'industrie et l'agriculture. Selon Saul, ce projet était destiné à poser les jalons d'une «alliance de travailleurs, de paysans et d'autres – sur une voie démocratique vers le socialisme révolutionnaire» ♦15.

La philosophie environnementale de l'ujamaa n'a jamais été entièrement définie, mais Nyerere a déclaré que la proposition était anticapitaliste étant donné que les Africains se préoccupaient déjà du bien-être des uns et des autres par le biais de l'attention et de la réciprocité. Cette éthique est la pierre angulaire de l'ubuntu, mais elle a été sapée par l'application forcée de la «villagisation» rurale, qui a finalement conduit au discrédit de l'ujamaa. Certains chercheurs ont estimé cependant que l'ujamaa a néanmoins permis la seule révolution agraire réussie en Afrique, avec des projets communaux améliorant la santé, l'éducation et l'assainissement ♦16. La dégénérescence de l'éthique de l'ubuntu en une «idéologie politique» rigide et non

interactive est considérée comme l'une des principales raisons de l'échec de l'ujamaa ♦17.

Il est significatif que tous les penseurs postcoloniaux aient en commun le rejet de la propriété privée et de l'enrichissement personnel. Nyerere et Senghor, cependant, avaient tous deux des doutes sur la distribution forcée du bien-être que le socialisme exigeait, étant donné leur conviction que la communauté était déjà un agent de distribution par le biais de l'attention et du partage. La philosophie africaine rejette de manière critique les relations de propriété privée – en tant que violation de toutes les autres relations – et c'est là qu'une conversation avec l'éco-socialisme pourrait commencer.

Les tentatives de l'Amérique latine de fusionner les visions autochtones du monde avec le socialisme – connues sous le nom de révolutions de la «marée rose» – ont peut-être permis de progresser dans la lutte contre la pauvreté de masse, mais n'ont pas réussi à mettre en œuvre la transformation écologique convenue avec les populations autochtones. Des contradictions similaires ont miné les États socialistes postcoloniaux d'Afrique. Nombre d'entre eux ont entretenu des relations étroites avec les entreprises occidentales et le développement a pris le pas sur les questions de durabilité. Les ressources du continent sont encore pillées à une échelle sans précédent dans une nouvelle ruée vers l'Afrique, avec la complicité de ses propres élites dirigeantes.

Pour un renouveau du marxisme en Afrique, il est donc important d'identifier les convergences par lesquelles nous pourrions faire dialoguer l'ubuntu et l'écosocialisme. Dans la section suivante, ce potentiel est examiné d'abord à travers le prisme des luttes actuelles, en ce qu'elles valident quotidiennement l'éthique africaine, puis à travers une comparaison entre les principes éco-socialistes contemporains et les modèles socialistes antérieurs inspirés par l'ubuntu.

Les luttes populaires pour une éco-éthique et un socialisme africains

L'exemple de la lutte dans le delta du Niger peut inspirer. La destruction de l'environnement due à l'extraction pétrolière déstabilisait déjà les communautés locales depuis des décennies lorsque l'État nigérian a exécuté Ken Saro-Wiwa et huit autres militants écologistes pour avoir résisté pacifiquement au pétro-impérialisme. Avant son exécution, Saro-Wiwa a prédit que nous serions tous jugés pour avoir mis en péril les générations futures ♦18. Son dernier message a catalysé une quête mondiale visant à laisser les combustibles fossiles dans le sol.

17 ♦ Leonard Tumaini Chuwa, *African indigenous ethics*, op. cit.

18 ♦ Cletus Upkong, «The speech Saro Wiwa wasn't allowed to read before his execution», *PremiumTimes*, 11 novembre 2020. <https://www.premiumtimesng.com/news/top-news/425626-the-speech-saro-wiwa-wasnt-allowed-to-read-before-his-execution.html>

19 ♦ Nnimmo Bassey, *To cook a continent: destructive extraction and the climate crisis in Africa*, Fahamu/Pambazuka, 2012.

20 ♦ Christoph Marx, «Ubu and Ubuntu: on the dialectics of apartheid and nation building», *Politikon: South African Journal of Political Studies*, vol. 29, n°1, 2002, p. 49-69.

21 ♦ Naomi Klein, *Tout peut changer: capitalisme et changement climatique*, Arles, Actes Sud, 2015.

22 ♦ *Ibid.*, p. 517.

23 ♦ Voir par exemple S. Chiumia, «Coal-affected but also coal-dependent: Mpumalanga, the coal-mining hotspot», *Climate Juste Central*, 16 juillet 2021. <https://www.climatejusticecentral.org/posts/coal-affected-but-also-coal-dependent-mpumalanga-the-coal-mining-hotspot?>

24 ♦ Voir Jonathan W. Rosen, «As the world cuts back on coal, a growing appetite in Africa», *National Geographic*, 10 mai 2017. <https://www.nationalgeographic.com/science/article/lamu-island-coal-plant-kenya-africa-climate>

25 ♦ Philippe Sibaud, *Opening Pandora's Box: The New Wave of Land Grabbing by the Extractive Industries and the Devastating Impact on Earth*, London, The Gaia Foundation, 2012.

26 ♦ Voir par exemple S. Harris, «iMfolozi coal mines raise concerns», *Business Day*, 25 août 2014, <https://www.businesslive.co.za/bd/national/2014-08-25-imfolozi-coal-mines-raise-concerns>, et «iMfolozi wilderness faces shock new coal mining threat», 9 mars 2017, <https://saveourwilderness.org/2017/03/09/imfolozi-wilderness-faces-shock-new-coal-mining-threat>

En 1995, une rencontre entre le mouvement nigérian *Environmental Rights Action* de Nnimmo Bassey, éminent défenseur du climat, et le groupe équatorien de surveillance du bassin amazonien *Acción Ecológica* a débouché sur la création du réseau mondial *Oilwatch*. Leur cri de ralliement est devenu «laissez-le dans le sol» ♦19. Ces luttes ont fait connaître la justice écologique au niveau mondial, ainsi que les cosmovisions autochtones de ceux qui sont si souvent au cœur de l'extractivisme, comme les communautés d'Amérique latine, le *buen vivir*. En tant que guide éthique pour la justice écologique, le *buen vivir* a suscité un regain d'intérêt pour l'ubuntu en tant qu'éco-alternative contre-hégémonique.

Dans les années qui ont suivi, l'ubuntu est réapparu sur plusieurs fronts, de manière à accentuer sa justice réparatrice et son éthique intergénérationnelle par rapport à l'environnement. Quelques semaines seulement après la mort de Saro-Wiwa, la Commission Vérité et Réconciliation d'Afrique du Sud a popularisé l'idée de l'ubuntu en tant que pardon pour les péchés de l'apartheid ♦20. Quoique controversée, l'idée a néanmoins suscité une réflexion approfondie autour de l'éthique de l'ubuntu et sa critique du capitalisme.

Dans son livre *Tout peut changer*, l'activiste climatique Naomi Klein ♦21 affirme que, bien que nous ayons les moyens d'effectuer une transition juste vers une société post-carbone et post-capitaliste, il nous manque l'«état d'esprit». Elle soutient que nous avons besoin d'un nouvel ethos communautaire pour faire le saut, un ethos critique en dehors de l'état d'esprit dualiste et de la logique de crise du capitalisme occidental. Pour surmonter la séparation mortelle entre l'homme et la nature sur laquelle repose le capitalisme, il faudrait une bataille de visions du monde: «... un processus de redéfinition et de reconstruction de l'idée même de collectivité, d'espace public, de biens communs, de droits civiques, de citoyenneté, après des décennies d'assauts et de négligence» ♦22.

Des luttes similaires existent face aux mines du complexe minéralo-énergétique sud-africain de Marikana, en passant par les bassins houillers du KwaZulu-Natal, du Mpumalanga ♦23 et du Limpopo, et les nouveaux champs pétrolifères et mines de charbon du Kenya ♦24, qui menacent presque tous des sites écologiques et culturels millénaires et une agriculture paysanne durable. On peut citer également la bataille des femmes vhaVenda contre l'empiètement agressif des mines de charbon sur les sites d'eau «sacrés» ♦25, et celles menées par les communautés Fuleni, en grande partie organisées par des femmes, contre l'impact de l'intrusion du charbon sur leurs moyens de subsistance et sur le bassin de la rivière Umfolozi qui alimente le parc de la zone humide iSimangaliso, un site du patrimoine mondial de l'UNESCO ♦26.

L'action radicale qui est à l'œuvre ne peut être dissociée de l'éco-éthique ubuntu du delta du Niger, telle que la vision du monde *Ibibio eti uwem*, qui exprime succinctement la «justice réparatrice»

signifiant notamment qu'aucun prix monétaire ne peut être placé sur la vie. D'où l'exigence de restauration, plutôt que la compensation, pour les dommages causés par les combustibles fossiles. *Eti uwem*, comme ubuntu, signifie vivre en harmonie avec la nature et tous les peuples en prenant soin de l'environnement de manière communautaire. En tant qu'éthique, il rejette la spéculation, l'exploitation, l'expropriation et la destruction de l'environnement causées par l'extraction des combustibles fossiles. Les luttes pour faire naître une telle éthique sont des processus participatifs menés par les citoyens et visant à passer «d'un mode de vie écologiquement perturbateur à un mode de vie où l'énergie et les autres modes de production et de consommation sont respectueux de la nature» ♦27.

Le post-extractivisme ♦28 a été mobilisé par la Déclaration de Durban (2004) ♦29, approuvée par plus de 300 groupes de pression en faveur de la justice climatique, principalement issus du Sud. La déclaration insiste sur le fait que le commerce du carbone, notamment les mécanismes du protocole de Kyoto de 1997, aggrave la financiarisation de la nature tout en «provoquant de plus en plus de conflits militaires» à l'échelle mondiale. L'objectif de «laisser les choses dans le sol» est devenu depuis un point de convergence important entre l'écosocialisme et l'éthique ubuntu, car de nombreux écosocialistes soutiennent le plafonnement de la consommation de combustibles fossiles.

La question reste de savoir comment les luttes inspirées par l'ubuntu peuvent nous permettre de concevoir un projet politique plus large en conversation avec l'éco-socialisme. Et les modèles socialistes africains nous offrent-ils des fils authentiques pour lier l'éco-socialisme à des visions idéologiques basées sur l'éthique ubuntu ? Pour trouver des réponses, la section suivante compare les principes écologiques énoncés dans la négritude de Senghor avec ceux des déclarations écosocialistes contemporaines.

Vers un recadrage écologique de l'ubuntu et de l'écosocialisme

La philosophie sénégalaise de la négritude était peut-être la plus explicite parmi ses homologues postcoloniaux en ce qui concerne l'interdépendance entre l'écosphère et le social. La négritude affirme que les Africains considèrent le monde «au-delà de la diversité de ses formes, comme une réalité fondamentalement mobile, mais unique, qui cherche à se synthétiser» ♦30. Cela met l'accent sur la responsabilité de contrer l'immoralité de la violence envers la nature, qui est considérée comme équivalente à des actes violents contre l'humanité. En tant que perspective culturelle, elle invoque une considération éthique pour la guérison de la biosphère, qui motive les luttes contre l'extractivisme.

27 ♦ Nnimmo Bassey, *AfricAvenir International*, 2013.

28 ♦ L'«extractivisme» ne concerne pas seulement les combustibles fossiles, mais aussi la prolifération des carrières de minerais et de pierres précieuses, les fermes industrielles, les biocarburants, le bois et l'eau, essentiellement destinés à l'exportation.

29 ♦ The Durban Declaration on Carbon Trading, archive: <https://archive.fo/MMIKK>

30 ♦ Leonard Tumaini Chuwa, *African indigenous ethics*, op. cit., p. 58.

31 ♦ Colin Legum, *Africa since independence*, op. cit.

32 ♦ Firoze Manji, «Culture, power and resistance: reflections on the ideas of Amílcar Cabral», in *State of power 2017*, Amsterdam, Transnational Institute, 2017, p. 63-80.

33 ♦ Léonard Sédar Senghor, «What is negritude?», in G.C.M. Mutiso et S.W. Rohio (dir.), *Readings in African Political Thought*, London, Heinemann, 1975, p. 78-90.

34 ♦ Joel Kovel, *The enemy of nature: the end of capitalism or the end of the world?*, London, ZED Books, 2007.

35 ♦ Joel Kovel, «Five theses on ecosocialism», *Ecosocialisthorizons*, 2011, <https://www.ecosocialisthorizons.com/posts/83l5grrq-jfs1o7wgott7uprz59nkq3?rq=Five%20theses%20on%20Ecosocialism>

Soulignons que tous les chercheurs ne considèrent pas l'héritage de Senghor comme progressiste, malgré les racines marxistes de la négritude parmi les intellectuels de la diaspora africaine. Certains estiment que Senghor a dérivé vers la culture française et le conservatisme et critiquent son rejet de la nécessité des partis d'opposition dans les démocraties africaines ♦31. Cabral considérait la négritude comme l'essentialisation d'une culture africaine révolue qui pourrait obstruer la voie vers l'universalisme moderne ♦32. Néanmoins, la négritude (en tant que fusion du marxisme et de l'ubuntu) nous permet de juxtaposer les notions contemporaines d'éco-socialisme avec une économie politique africaine endogène, promue comme quatre négritudes pendant le mandat de Senghor en tant que président du Sénégal, entre 1960 et 1980 :

- La négritude politique, fondée sur la décentralisation du pouvoir et le fédéralisme (partage du pouvoir), s'inspire des politiques africaines traditionnelles ;
- La négritude économique, qui énonce l'interdiction de la propriété privée et de la richesse dans la société africaine, dans laquelle le travail est défini comme « collectif et gratuit » ;
- La négritude sociale est centrée sur la famille (communauté) en tant que somme de toutes les personnes vivantes et mortes, qui reconnaissent un ancêtre commun. Il s'agit d'un concept inclusif, mais qui n'est pas totalement compatible avec la laïcité du marxisme ;
- La négritude culturelle étend les relations à ce qui n'est pas humain, car « le renforcement de l'homme est en même temps le renforcement des autres choses créées » ♦33.

Y a-t-il des points communs entre cette vision socialiste africaine et l'écosocialisme ? Dans sa définition de l'écosocialisme, Joel Kovel met l'accent sur la main-d'œuvre librement associée et réunie avec les moyens de production ♦34. Il s'agirait d'une production « écocentrique » car les marchés seraient restreints et les limites de la croissance respectées. Mais cet écosocialisme ne rompt pas totalement avec la modernisation industrielle et sa dépendance à l'égard des biens communs du Sud. Il ne surmonte pas non plus les tendances dualistes homme-nature de la pensée eurocentrique, qui sont intrinsèquement rejetées par les cosmovisions autochtones telles que l'ubuntu et le buen vivir.

Kovel fournit néanmoins une base de comparaison avec la vision de Senghor. Ces luttes résisteraient intrinsèquement à la centralisation et à la hiérarchie, aux distinctions de genre qui imprègnent la société patriarcale, à la logique de la croissance sans fin, et adopteraient spontanément une éthique de l'écocentrisme, c'est-à-dire de l'attention portée à la nature ♦35. Il soutient que l'écosocialisme doit rompre avec le socialisme de la « première époque », qui s'est souvent fixé pour objectif de perfectionner le modèle industriel avec des méthodes de distribution améliorées découlant du pouvoir des travailleurs et de l'égalité, mais n'a généralement pas réussi à affronter

l'expansion sans fin du capital, et est retombé dans les hiérarchies capitalistes et la bureaucratisation. Pour lui, l'écosocialisme n'est pas un nouveau type d'économie, mais un nouveau mode de production, et une nouvelle façon d'être : une transformation spirituelle aussi bien que matérielle, un réseau élargi d'ensembles productifs et résistants interstitiellement tous tissés par le travail librement associé, qu'il appelle préfiguration.

Le modèle d'écosocialisme de Kovel et la formulation par Senghor d'un proto-écosocialisme africain insistent tous deux sur l'autonomie décentralisée dans la reproduction de relations sociales justes et la protection de l'environnement. Aucun des deux modèles n'est compatible avec un marxisme doctrinal imposé. Bien qu'exprimés différemment, tous deux soulignent la nécessité de dépasser les relations de propriété privée, qui l'emportent sur d'autres formes de relations sociales dans leur poursuite de l'expansion capitaliste. L'objectif d'égalité des sexes est cependant absent chez Senghor, bien qu'il soit implicite dans les critiques de la négritude sur la création occidentale des « autres » noirs et sexués comme étant inférieurs et exploitables. Dans l'ubuntu, le genre est souvent compris comme une différence entre les humains, sans que les femmes ne soient pas un « autre moi » inférieur ♦36, même si l'on ne peut nier que des relations de pouvoir injustes entre les sexes continuent d'imprégner la société africaine.

Kovel rejette le concept de sobriété en tant que simple substitut aux discours fatigués sur la durabilité, en reliant les besoins de base à une approche de justice sociale ♦37 - à l'instar des révolutions de la « marée rose » en Amérique latine. Si l'écosobriété est au cœur des propositions écoféministes et autochtones pour une transition juste, il est important de comprendre la sobriété dans un cadre plus large de justice écologique ♦38. Comme de nombreux modèles écosocialistes et écomarxistes, celui de Kovel ne reconnaît pas explicitement le potentiel contre-hégémonique des visions du monde alternatives et l'action d'une nature plus qu'humaine. Si l'on considère les alternatives écocentriques, il est important de reconnaître les rationalités alternatives sur ce que nous apprécions et voulons reproduire pour les générations futures.

La plupart des éco-socialistes soutiennent un concept correspondant à l'ubuntu et à d'autres pratiques paysannes et autochtones qui pourraient nous aider à aller plus loin : le « commoning » - les actes de solidarité, l'aide mutuelle et les luttes pour défendre les biens communs. Kovel affirme que ces modes de partage non capitalistes pourraient aider à construire l'éco-socialisme à travers ses quatre luttes (ci-dessus), car elles sont « liées entre elles et chacune implique l'autre » ♦39. Les mouvements sociaux, tels que les réseaux de lutte contre les combustibles fossiles et les campagnes mondiales pour la souveraineté alimentaire, notamment *La Via Campesina*, sont emblématiques de l'union au-delà des clivages de race, de classe et de genre. Ils montrent qu'il est possible de combler

36 ♦ Augustine Shutte, « Ubuntu as the African ethical vision », in Munyaradzi Felix Murove (dir.), *African Ethics*, op. cit., p. 85-99.

37 ♦ Joel Kovel, *The enemy of nature*, op. cit.

38 ♦ Ariel Salleh, *Eco-sufficiency and global justice: women write political ecology*, London, Pluto Press, 2009.

39 ♦ Joel Kovel, « Five theses », op. cit.

40 ♦ James Goodman et Ariel Salleh, «The 'green economy': class hegemony and counter-hegemony», *Globalizations*, vol. 10, n°3, 2013, p. 411-424.

41 ♦ Anke Graness, «Is the debate on 'global justice' a global one? Some considerations in view of modern philosophy in Africa», *Journal of Global Ethics*, vol. 11, n°1, 2015, p. 126-140.

42 ♦ Lesley Le Grange, «Ubuntu, Ukama and the Healing of Nature, Self and Society», *Educational Philosophy and Theory*, vol. 44, n°2, 2012, p. 56-67.

43 ♦ Ali Al'Amin Mazrui, *Africa's international relations: the diplomacy of dependence*, London, Heinemann, 1977.

le fossé entre l'homme et la nature grâce à des luttes écocentriques visant à prendre soin de la nature, des biens communs et des générations futures.

L'éthique ubuntu est évidente dans ces pratiques de mise en commun prêtes à l'emploi que l'on trouve parmi les travailleurs reproductifs «méta-industriels» du monde. Il s'agit des femmes, des hommes, des paysans et des peuples autochtones dont l'action incarne la précaution, l'éco-efficacité et l'autonomie dans la poursuite de la justice écologique par le biais d'un travail régénérateur quotidien à l'égard de la nature ♦40. Le potentiel des éthiques autochtones telles que l'ubuntu et le bien vivre en tant qu'alternatives préfiguratives contre-hégémoniques contraste fortement avec les transitions justes conçues via des modalités de découplage technologique basées sur le maintien de la production industrielle au détriment du bien-être écologique.

Les visions de Senghor et de Kovel nous fournissent une plateforme théorique à partir de laquelle nous pouvons explorer un dialogue entre l'ubuntu contemporain et l'écosocialisme. La dernière section cherche à approfondir l'évaluation des principes évolutifs de l'ubuntu afin de mettre en évidence son éco-éthique inhérente en tant que site de critique. L'objectif est de localiser les interprétations contemporaines de l'éthique de l'ubuntu qui permettent une convergence avec l'écosocialisme pour façonner le potentiel émancipateur d'une alternative africaine endogène.

Le défi d'ubuntu à l'écosocialisme

Les débats actuels autour de l'ubuntu confirment la thèse proposée ici d'un réservoir d'articulations post-coloniales. Son contenu est certes suffisamment divers pour qu'il reste un concept controversé, allant du savoir autochtone aux croyances et à l'éthique tribales ou à l'idéologie postcoloniale ♦41. Mais il est aussi la «mise en scène d'un dissensus» diversifié à l'encontre du libéralisme, ancré dans des pratiques quotidiennes et de vies ordinaires. Cette praxis radicale pourrait nous aider à ouvrir un espace pour la réflexion, la critique et les processus de restauration au sens large.

L'interdépendance de l'ubuntu, centrée sur la terre, est mieux comprise à partir du concept ontologique plus large d'ukama (tel qu'il est pratiqué au Zimbabwe), qui dénote une «relation» avec l'ensemble du cosmos ♦42. Celle-ci exige une capacité d'«empathie avec la nature» ♦43 et offre la possibilité d'une alternative globale à l'environnementalisme occidental, qui n'a pas été en mesure de mettre un terme aux abus environnementaux flagrants. Munyaradzi Murove, spécialiste de l'ubuntu, affirme que «l'Afrique possède dans sa propre culture traditionnelle les racines d'un paradigme éthique pour résoudre la crise environnementale actuelle. Il s'agit d'une éthique de l'interdépendance des individus

au sein de la société plus large à laquelle ils appartiennent et de l'environnement dont ils dépendent tous» ♦44.

Un autre aspect déterminant est le concept de justice réparatrice, en lien avec le soin. Cela implique une forte autogestion des communautés et des ressources, destinée à maintenir des relations harmonieuses entre les générations, les humains et l'environnement. Cela se traduit par exemple par des réunions de clans telles que l'indaba, qui sont (en théorie) des processus de recherche de consensus radicalement inclusifs et ouverts ♦45, et une préférence pour la gouvernance régionale et locale. Ainsi, le «soin» - et sa relation avec la restauration - découle à la fois de la communauté et de la solidarité dans le «partage d'un mode de vie». L'éthique du soin d'ubuntu apporte une contribution importante au débat car elle met l'accent sur la solidarité et le dialogue pour déterminer ce qui doit être restauré ♦46.

Cette justice réparatrice se traduit aussi en éthique inter-générationnelle, qui peut par exemple prendre la forme du principe des «sept générations», en Indochine et dans les Amériques. Il conduit les communautés à étudier de nouvelles semences pendant sept générations avant de les utiliser dans leurs cultures ♦47, créant ainsi des systèmes bien plus résistants que les pratiques imposées de développement. Ceci fait écho à Marx pour qui l'humanité a le devoir de transmettre la Terre «aux générations suivantes dans un état amélioré».

Le mouvement sud-africain des habitants des bidonvilles Abahlali baseMjondolo a mis en avant le concept d'«ubuntu révolutionnaire», incompatible avec le capitalisme. Il articule une conception radicale de la démocratie qui devrait être prise au sérieux dans tout projet visant à renouveler ce que Drucilla Cornell appelle «le projet philosophique et politique de la solidarité humaine... Cela ne peut se faire que si nous prenons au sérieux le potentiel émancipatoire de transformation radicale incarné par l' "ubuntu révolutionnaire"» ♦48.

En tant que site de critique et de dissensus, l'ubuntu nous aide à concevoir un discours avec la propre critique du socialisme contre les relations capitalistes. Mais cela exige un bouleversement des catégories de race, de genre, de classe et de tous les «autres» — notamment la «nature» elle-même — telles qu'elles ont été créées par l'euro-modernité. Contrairement aux modes rationnels eurocentriques de «désenchantement» continu du monde, la pratique de l'ubuntu implique un «réenchantement continu» qui rejette «les frontières, les binaires, les démarcations et la linéarité de la modernité» ♦49.

La décolonisation restera au cœur des contre-luttes et des alternatives radicales face à l'écocide impérial. L'ubuntu pourrait servir d'esprit décolonisateur ♦50, catapultant les discours à un niveau international pour montrer comment les «questions brûlantes du Sud global sont les questions brûlantes des États-nations partout dans le monde» ♦51. L'ubuntu en tant que critique

44 ♦ Munyaradzi Felix Murove, «An African environmental ethic based on the concepts of ukama and ubuntu», in Munyaradzi Felix Murove (dir.), *African Ethics*, op. cit., p. 315.

45 ♦ Isayvani Naicker, «The search for universal responsibility: The cosmivision of ubuntu and the humanism of Fanon», *Development*, vol. 54, n°4, 2011, p. 455-460.

46 ♦ Thaddeus Metz, «The western ethic of care or an Afro-communitarian ethic? Specifying the right relational morality», *Journal of Global Ethics*, vol. 9, n°1, 2013, p. 77-92.

47 ♦ K. Gibson, «Take back the economy, any time, any place: pedagogies for securing community economies», *Antipode*, 2012; Brian Goodwin, *How the leopard changed its spots. The evolution of complexity* [1994], Princeton NJ, Princeton University Press, 2001.

48 ♦ Drucilla Cornell, «Ubuntu and subaltern legality», in Leonhard Praeg et Siphokazi Magadla (dir.), *Ubuntu: curating the archive*, Pietermaritzburg, University of KwaZulu-Natal Press, 2014.

49 ♦ Harry Garuba, «On animism, modernity/ colonialism, and the African order of knowledge: Provisional reflections», in Lesley Green (dir.), *Contested ecologies: Dialogues in the south on nature and knowledge*, 2013, p. 42-51.

50 ♦ Archie B. Carroll, «A Three-Dimensional Conceptual Model of Corporate Performance», *The Academy of Management Review*, vol. 4, no 4, 1979, p. 497-505.

51 ♦ Anke Graness, «Ubuntu: curating the archive», *South African Journal of Philosophy*, vol. 34, n°1, 2015, p. 143-147.

52 ♦ Franz Fanon,
Les damnés de la terre,
Paris, Maspéro, 1970.

représente donc un défi pour le Nord, qui doit repenser ses hypothèses sur la démocratie et la justice. Pourtant, comme Fanon l'a prévenu il y a cinquante ans, la décolonisation est un «processus profondément troublant» parce qu'elle «entreprend de changer l'ordre du monde» ♦52.

Varia

L'écologie politique des entreprises pétrolières et gazières

Comment TotalEnergies et l'exploitation post-coloniale concentre l'énergie dans les économies industrielles

Marcel Llaverro Pasquina, Grettel Navas,
Roberto Cantoni et Joan Martinez-Alier



Cet article est une traduction adaptée et raccourcie d'un article paru en 2024 ♦1. L'article original est plus détaillé et comporte des graphiques.



1. Introduction

1 ♦ Marcel Llaverro-Pasquina, Grettel Navas, Roberto Cantoni et Joan Martínez-Alier, «The political ecology of oil and gas corporations: TotalEnergies and post-colonial exploitation to concentrate energy in industrial economies», *Energy Research & Social Science*, vol. 109, 2024, p. 103434.

2 ♦ Freddie Daley et Charlie Lawrie, *How Coal, Oil and Gas Sabotage All Seventeen Sustainable Development Goals. For the Fossil Fuel Non-Proliferation Treaty*, University of Sussex, 2022 ; Oil Change International, *Big Oil Reality Check. Assessing Oil And Gas Company Climate Plans*, 2020.

Les entreprises de combustibles fossiles ont été désignées comme les principales responsables de la crise climatique mondiale ♦2. Les deux cas emblématiques sont les cinq peuples indigènes poursuivant Chevron en Équateur, ainsi que la résistance des peuples Ogoni et Ijaw aux opérations de Shell dans le delta du Niger. Ils ont mis en lumière de graves impacts sociaux, écologiques et politiques ♦3. Nous prenons ici le cas de TotalEnergies pour approfondir l'écologie politique de l'industrie des combustibles fossiles et les façons dont les mouvements de résistance y répondent.

TotalEnergies est une société pétrolière et gazière détenue par des investisseurs, qui « produit et commercialise du pétrole et des biocarburants, du gaz naturel et du gaz vert, des énergies renouvelables et de l'électricité » ♦4. C'est la quatrième plus grande société pétrolière au monde, avec une production combinée de pétrole et de gaz de 2,77 millions de barils équivalent pétrole par jour (mbep/j) en 2022, après ExxonMobil (3,70 mbep/j), Chevron (3,0 mbep/j) et Shell (2,86 mbep/j) ♦5. Relevons toutefois que ces niveaux sont loin derrière les grandes entreprises, qui sont publiques, telles que la Saudi Aramco (13,6 mbep/jour) ou la China National Petroleum



Corporation (CNPC) (6,31 mbep/j). Les combustibles fossiles extraits par TotalÉnergies depuis sa création jusqu'en 2018 ont contribué à l'émission de 15 GtCO₂e, ce qui la place au 14e rang des pires émetteurs de gaz à effet de serre de l'histoire, responsable de 0,83% des émissions historiques mondiales ♦6.

Notre choix s'explique par le fait que TotalÉnergies a adopté un «récit vert» - au point de décider de changer le nom de la compagnie en 2021, afin de donner l'image d'une diversification dans les énergies renouvelables. Le directeur général, Patrick Pouyannéa déclaré que «depuis 2016 [et l'Accord de Paris], nous avons engagé un mouvement significatif vers les énergies nouvelles, en vue de répondre à notre mission de produire une énergie plus abordable, plus disponible et plus propre» ♦7. Mais le mix énergétique de TotalÉnergies repose encore à plus de 99% sur les énergies fossiles ♦8, et l'entreprise a lancé 30 nouveaux projets fossiles depuis janvier 2021 ♦9. Une autre caractéristique est que l'entreprise a un passé d'entreprise publique, contrairement aux entreprises américaines. Ses actions sont coordonnées avec les administrations françaises et ses politiques font l'objet d'un examen public.

Dans cet article, nous cherchons à comprendre le fonctionnement de TotalÉnergies du point de vue de l'écologie politique, en nous concentrant sur le gaz et le pétrole à usage énergétique, laissant donc de côté d'autres aspects de la pétrochimie, tels que le plastique ou les engrais, qui génèrent leurs conflits propres (usine AZF, pollution marine etc.). Qui bénéficie et qui est affecté par ses projets d'infrastructure ? Et comment les communautés affectées résistent-elles à ses actions ? Sur le plan empirique, nous nous appuyons sur les informations collectées dans l'Atlas mondial de la justice environnementale (désormais dénommé «Atlas JE» ♦10), dont la méthodologie est détaillée un autre article ♦11.

La première partie introduit les enjeux de manière générale. La seconde partie analyse de manière systématique un ensemble de 50 entrées de l'Atlas JE concernant des projets de TotalÉnergies. La première section s'intéresse aux conflits liés à l'extraction des ressources, tandis que la seconde focalise sur le transport vers les espaces de consommation, où se trouvent également les installations de raffinages. Nos résultats suggèrent que, premièrement, les opérations de TotalÉnergies sont fortement influencées par l'histoire coloniale et les relations de l'entreprise avec l'État français et que, deuxièmement, la fonction de l'écologie politique de TotalÉnergies est d'acheminer l'énergie des frontières d'extraction «périphériques» vers les «cœurs» industriels tout en exacerbant les injustices environnementales mondiales. Les relations de domination coloniales et néocoloniales sont donc essentielles pour expliquer l'accès politique aux ressources pétrolières et gazières par les économies industrielles.

3 ♦ Judith Kimerling, «Oil, contract, and conservation in the Amazon: Indigenous Huaorani, Chevron, and Yasuni», *Colo. J. Int'l Envtl. L. & Pol'y*, vol. 24, 2013, p. 43; David Wheeler, Heike Fabig et Richard Boele, «Paradoxes and dilemmas for stakeholder responsive firms in the extractive sector: Lessons from the case of Shell and the Ogoni», *Journal of Business Ethics*, vol. 39, 2002, p. 297-318.

4 ♦ <https://totalenergies.com/company/strength/integrated-business-model>

5 ♦ Les chiffres sont issus des documents officiels de chacune des compagnies concernées.

6 ♦ Carbon Accountability Institute, *Carbon Majors Dataset*, 2020.

7 ♦ <https://www.hellowatt.fr/blog/total-devient-totalenergies>

8 ♦ TotalÉnergies *Universal Registration Document*, 2021, pp. 48, 51, 53, 71.

9 ♦ Bloom, *Le Joker* «ENR». *Comment TotalÉnergies utilise les énergies renouvelables pour greenwasher ses projets climatiques*, 2023.

10 ♦ <https://ejatlas.org/>

11 ♦ Leah Temper, Federico Demaria, Arnim Scheidel, Daniela Del Bene et Joan Martinez-Alier, «The Global Environmental Justice Atlas (EJAtlas): ecological distribution conflicts as forces for sustainability», *Sustainability Science*, vol. 13, n°3, 2018, p. 573-584.

12 ♦ Energy Institute, *Statistical Review of World Energy*, 2023.

13 ♦ James O'Connor, «Capitalism, Nature, Socialism: A Theoretical Introduction», vol. 1, no 1, 1988, p. 11-38.

14 ♦ Anna Bednik, *Extractivisme*, Paris, Le Passager Clandestin, 2016.

15 ♦ Alf Hornborg, «Towards an ecological theory of unequal exchange: articulating world system theory and ecological economics», *Ecological Economics*, vol. 25, no 1, 1998, p. 127-136.

16 ♦ Paul Robbins, *Political ecology. A critical introduction*, New York, Wiley-Blackwell, 2019.

17 ♦ Collectif, *Elf Aquitaine, des origines à 1989*, Paris, Fayard, 1998; André Nouschi, *La France et le pétrole, de 1924 à nos jours*, Paris, Picard, 2001; François Roche, *TotalFinaElf: une major française*, Paris, Le Cherche Midi, 2003.

2. Contexte général

En 2022, l'économie mondiale a consommé 604 EJ (exajoules) d'énergie, battant une fois de plus un record historique. 82 % des besoins en énergie primaire de l'économie mondiale ont été fournis par le pétrole, le gaz et le charbon ♦12. Dans le domaine de l'énergie, les économies sont entropiques et non circulaires. Pour que le niveau actuel de consommation soit non seulement maintenu, mais augmenté, en effet, de nouvelles sources doivent être constamment découvertes et mises en production, puisqu'il n'est pas possible de récupérer l'énergie après usage. De là un défaut majeur de circularité, que les écomarxistes nomment «rupture métabolique» ♦13.

Ce mouvement d'extension constante des frontières de l'extraction, qui génèrent à chaque fois des conflits de répartition, a été qualifié d'«extractiviste» ♦14. Il s'accompagne de relations biophysiques asymétriques entre les régions du monde, donnant lieu à un «échange écologiquement inégal» ♦15, allant généralement des pays les plus pauvres vers les pays les plus riches. La forte densité énergétique du pétrole et du gaz, la souplesse de leur transport (par rail, route, camion-citerne ou pipe) et la possibilité de les stocker et de les commercialiser en fonction de la demande d'énergie en font les vecteurs idéaux. Ils sont au cœur d'une économie industrielle qui extrait l'énergie des périphéries du monde pour la concentrer dans les centres économiques. Par la répartition inégale des charges environnementales dans les géographies de l'extraction, du transport et du traitement, et par la concentration de l'utilisation de l'énergie dans les géographies de la consommation, le pétrole et le gaz incarnent et perpétuent les relations coloniales et exacerbent les inégalités mondiales. Dans cette optique, l'extractivisme des combustibles fossiles est intimement lié au concept de justice environnementale et aux études décoloniales.

Le concept de «justice environnementale» est né aux États-Unis pour illustrer la manière dont les industries toxiques et d'autres types d'activités polluantes étaient systématiquement implantées dans les quartiers des communautés afro-américaines et pauvres. Au cours des dernières décennies, le terme s'est étendu vers des approches décoloniales, à l'exemple de l'approche intersectionnelle. Nous analysons ici les conflits environnementaux en tenant compte de leurs caractéristiques sociales et écologiques, ainsi que de leurs déterminants culturels, historiques et politiques, en particulier l'héritage colonial continu entre la France et ses anciennes colonies. De ce fait, nous nous rattachons au champ de l'écologie politique, entendu comme le fait de tenir ensemble les déterminants politiques et écologiques, dans l'analyse ♦16.

L'histoire de TotalÉnergies a fait l'objet de plusieurs travaux ♦17. Il s'agit le plus souvent de chroniques riches en données, sans que l'action de l'entreprise ne soit problématisée, à l'exception

de quatre ouvrages. Deneault s'est intéressé aux liens entre compagnies et droit. Il soutient que les scandales liés à TotalÉnergies dans le monde, depuis le début du XX^e siècle, ne sont pas des exceptions mais le «modus operandi» normal de l'entreprise : une logique de prédation généralisée ♦18. Il montre que les compagnies vont jusqu'à menacer les États de déménager leur siège social si une législation favorable n'est pas adoptée. Adoptant une approche historique, Melby a montré l'étroite collaboration liant les dirigeants pétroliers, les corps de l'administration et la classe politique française, notamment dans le contexte de l'indépendance de l'Algérie ♦19. Yates a aussi souligné la dépendance de l'industrie pétrolière française à un petit réseau de soldats-ingénieurs, de financiers et de fonctionnaires d'État de haut niveau, initialement issus du corps des mines et plus tard du corps de l'inspection des finances ♦20. Cantoni a montré que ce soutien était similaire à celui d'autres compagnies pétrolières nationales ♦21.

3. Le cas de TotalÉnergies

TotalÉnergies est mise en cause dans 50 cas de conflits environnementaux référencés dans l'Atlas EJ. Le fait que la compagnie soit impliquée ne signifie pas nécessairement que l'entreprise soit seule en cause. Dans 15 cas, elle est le partenaire majoritaire et/ou l'opérateur du projet. Elle est un partenaire minoritaire avec un rôle opérationnel limité, dans 18 cas. Et dans 17 autres cas, les installations de l'entreprise sont l'un des multiples projets industriels impliqués dans le conflit.

Pour chacun des 50 cas, nous avons reconstitué les enjeux en utilisant une approche systémique globale ♦22, depuis le puits d'extraction jusqu'aux noyaux économiques industriels. Pour structurer la discussion, nous divisons le processus en deux étapes : l'extraction et le transport de l'énergie vers les lieux de consommation.

Nous nous intéressons aussi à la distribution spatiale des lieux d'extraction et des lieux de vente ou d'usage final de l'énergie. D'après le *Document d'enregistrement universel* de l'entreprise (2023), 71 % de la production de pétrole et de gaz de la compagnie a été réalisée dans le Sud global. Et 56 % de la consommation a eu lieu en Europe, dont 30 % en France ♦23. TotalÉnergies représente donc un cas particulièrement saillant de concentration de la consommation au Nord, et d'extraction dans le Sud global. Les ressources naturelles bénéficient donc à une minorité privilégiée dans le Nord, pendant que le Sud subit les dégâts ♦24.

L'Afrique est particulièrement documentée dans l'Atlas JE. Il n'est donc pas surprenant que les conflits aient lieu surtout en Afrique. Plus largement, sur 314 conflits en Afrique, 102 sont liés à l'exploration et l'extraction de pétrole et de gaz. Comme le note

18 ♦ Alain Deneault, *De quoi Total est-elle la somme ?*, Paris, Rue de l'Échiquier, 2023.

19 ♦ Eric D. Melby, *Oil and the International System: The Case of France, 1918-1969*, New York, Ayer Co Pub, 1981.

20 ♦ Douglas A. Yates, *The French Oil Industry and the Corps des Mines in Africa*, Trenton, N.J., Africa World Press, 2009.

21 ♦ Roberto Cantoni, *Oil Exploration, Diplomacy, and Security in the Early Cold War: The Enemy Underground*, London & New York, Routledge, 2017.

22 ♦ Benjamin K. Sovacool, Andrew Hook, Mari Martiskainen et Lucy Baker, «The whole systems energy injustice of four European low-carbon transitions», *Global Environmental Change*, vol. 58, 2019, p. 101958.

23 ♦ TotalÉnergies *Universal Registration Document 2023*, pp. 73, 122.

24 ♦ Yannick Oswald, Anne Owen et Julia K. Steinberger, «Large inequality in international and intranational energy footprints between income groups and across consumption categories», *Nature Energy*, vol. 5, no 3, 2020, p. 231-239.

25 ♦ Philippe Le Billon, *Fuelling War. Natural Resources and Armed Conflicts*, London & New York, Routledge, 2005.

26 ♦ Nathan Andrews, Nathan J. Bennett, Philippe Le Billon, Stephanie J. Green, Andrés M. Cisneros-Montemayor, Sandra Amongin, Noella J. Gray et U. Rashid Sumaila, «Oil, fisheries and coastal communities: A review of impacts on the environment, livelihoods, space and governance», *Energy Research & Social Science*, vol. 75, 2021, p. 102009.

27 ♦ François-Xavier Verschave, *La Françafrique: Le plus long scandale de la République*, Paris, Stock, 1998; François-Xavier Verschave, *Noir silence: qui arrêtera la Françafrique ?*, Paris, Les Arènes, 2000.

Le Billon, les pays dépendants des ressources naturelles sont plus exposés aux conflits environnementaux et sociaux et l'Afrique, en particulier, est plus exposée aux conflits armés ♦25.

♦ 3.1. Les dimensions technologiques et coloniales de l'expansion extractiviste

Afin de remplacer les puits et les réservoirs épuisés, et augmenter sa capacité d'extraction, TotalÉnergies doit s'étendre géographiquement en permanence. Ceci implique en premier lieu de développer de nouvelles technologies. Le forage directionnel et la fracturation hydraulique ont rendu accessibles les réserves de gaz de schiste et de gaz de charbon dans le Queensland (Australie) (cas 1), au Danemark (cas 2), en Algérie (cas 3, 4 et 5) et à Vaca Muerta (Argentine) (cas 6). Le forage en eau profonde est quant à lui impliqué en Afrique du Sud (cas 7), Suriname (cas 8), Angola (cas 9) et Mauritanie (cas 10). L'enjeu est d'ouvrir de nouveaux territoires à l'exploitation. La stratégie d'expansion implique en outre des questions politiques. Les projets offshore ont théoriquement l'avantage de minimiser les conflits liés à la terre et au paysage, étant éloignés des communautés humaines. Mais ils comportent le risque de déversements en mer et nécessitent des infrastructures de transport tels que des oléoducs.

Les communautés côtières, en particulier celles qui dépendent de l'océan pour leur subsistance, connaissent l'ampleur des conséquences des marées noires potentielles, comme celle qui a résulté du naufrage de l'Erika en 1999 (cas 11) ♦26. C'est pourquoi l'Atlas JE relève 7 cas de conflit avec les pêcheurs, et/ou avec les communautés côtières. Les projets peuvent aussi contribuer à financer un gouvernement répressif, comme dans le Sahara occidental (cas 13) ou au Myanmar (cas 14), ou qui détourne les richesses des ressources nationales au profit des sociétés transnationales ou des élites: Afrique du Sud (cas 7), Suriname (cas 8), Mauritanie (cas 10), Papouasie-Nouvelle-Guinée (cas 15), Italie (cas 16) et Mozambique (cas 17). Les projets se heurtent également à la résistance des défenseurs de l'environnement soucieux de l'impact climatique. Le choix des techniques et des conditions politiques sont donc intimement liés.

L'Afrique et le Moyen-Orient sont des régions où, du fait de l'influence coloniale ou diplomatique française, les prédécesseurs de TotalÉnergies ont historiquement bénéficié d'un accès politique garanti; un argument similaire peut être avancé pour les entreprises pétrolières et gazières britanniques jusqu'aux années 1970. François-Xavier Verschave a parlé de «Françafrique» ♦27, pour pointer le lien entre les intérêts néocoloniaux de la France dans ses anciennes colonies et ceux des élites politiques africaines. Par exemple, des liens ont été établis en Elf, prédécesseur de TotalÉnergies, et la volonté de l'État français de maintenir les anciennes colonies sous

influence tout au long du dernier quart du XX^e siècle, par le biais d'un réseau de pots-de-vin et d'accords de copinage impliquant des chefs d'État africains et des responsables politiques français.

En République du Congo, par exemple, la France a soutenu le régime dictatorial de Denis Sassou-Nguesso. Trois mois après la visite du chef d'État en France, en 2019, TotalÉnergies a obtenu un permis d'exploration dans le Mokelé-Mbembé (cas 19), qui est pourtant un écosystème de tourbières unique, stockant 31 gigatonnes de carbone ♦28. Les communautés locales s'y opposent, craignant que le développement de routes et d'infrastructures pour l'exploration pétrolière n'ouvre la voie à d'autres activités économiques néfastes, telles que l'exploitation forestière, l'exploitation minière ou l'agro-industrie, qui empièteraient sur leurs modes de vie, liés à l'écosystème local. Mais le gouvernement Sassou-Nguesso a signé un accord de partage de la production avec la Société Nationale des Pétroles du Congo (SNPC). Celle-ci est connue pour détourner les bénéfices au profit de l'élite dirigeante congolaise.

La République du Congo n'est pas une exception : 16 des 50 conflits TotalÉnergies se déroulent dans des pays sous régime autoritaire, notamment l'Algérie (cas 3, 4 et 5), l'Angola (cas 9), le Kazakhstan (cas 20), la Mauritanie (cas 10), l'Ouganda (cas 21) et le Cameroun (cas 22). Les cas enregistrés dans l'Atlas JE accréditent la thèse suivant laquelle les régimes autoritaires et corrompus augmentent la probabilité de violence et de conflits environnementaux ♦29. Ces États sont particulièrement aptes à protéger les intérêts des multinationales extractives au détriment de leurs populations.

Un autre exemple est le gisement de gaz de Yadana au Myanmar (cas 14). Selon EarthRights ♦30, une organisation américaine à but non lucratif de défense des droits de l'être humain et de l'environnement, le projet Yadana a rapporté 4,83 milliards de dollars à la junte militaire entre 2000 et 2008. EarthRights a accusé la co-entreprise dirigée par TotalÉnergies de travailler en étroite collaboration avec l'armée du Myanmar pour la construction de la partie terrestre du gazoduc, impliquant des abus militaires sur les civils, ciblant notamment les minorités ethniques tels que les karens, avec des déplacements forcés, une répression politique, la confiscation des terres, le travail forcé, le viol, la torture et les exécutions extrajudiciaires. En 2002, TotalÉnergies a été assigné en justice en Belgique pour complicité de crimes contre l'humanité par quatre réfugiés du Myanmar, mais l'affaire a été rejetée en 2008, au motif que les plaignants n'étaient pas citoyens belges. Après le dernier coup d'État militaire en 2021, la campagne «Blood Money», menée par des activistes du Myanmar, a de nouveau ciblé TotalÉnergies et ses partenaires, et obtenu gain de cause, l'entreprise se retirant définitivement en juillet 2021, après 30 ans d'activité dans le pays.

Le Yadana illustre la façon dont TotalÉnergies a évolué des bastions historiques dans les anciennes colonies françaises vers

28 ♦ Greta C. Dargie, Simon L. Lewis, Ian T. Lawson, Edward TA Mitchard, Susan E. Page, Yannick E. Bocko et Suspense A. Ifo, «Age, extent and carbon storage of the central Congo Basin peatland complex», *Nature*, vol. 542, no 7639, 2017, p. 86-90.

29 ♦ Philippe Le Billon et Päivi Lujala, «Environmental and land defenders: Global patterns and determinants of repression», *Global Environmental Change*, vol. 65, 2020, p. 102163.

30 ♦ EarthRights International, *Total impact: the human rights, environmental and financial impacts of Total and Chevron's Yadana gas project in military-led Burma (Myanmar)*, 2009.

31 ♦ Ksenija Hanaček, Markus Kröger, Arnim Scheidel, Facundo Rojas et Joan Martinez-Alier, «On thin ice—The Arctic commodity extraction frontier and environmental conflicts», *Ecological Economics*, vol. 191, 2022, p. 107247.

32 ♦ Carbon Accountability Institute, *Carbon Majors Dataset*, 2020.

33 ♦ Andreas Malm, *Comment saboter un pipeline*, Paris, La Fabrique, 2020.

de nouvelles frontières d'extraction, sans changer les méthodes. D'autres exemples sont cités dans l'Atlas JE. Ainsi, dans la péninsule de Yamal, TotalÉnergies s'est associé à l'entreprise publique russe Gazprom et à Novatek, contrôlée par les oligarques russes Leonid Mikhelson et Gennady Timchenko, dans le cadre du projet Yamal LNG (cas 23-26 ♦31). Il s'agit des plus grandes réserves de gaz connues sur le territoire russe. Les installations d'extraction, de transport et de liquéfaction du gaz, ainsi que toutes les routes, rails, ponts, ports et aéroports annexes, ont transformé le mode de vie des Nenets, un peuple autochtone qui dépend de l'élevage de rennes, bloquant les routes de transhumance et risquant de polluer les pâturages. Sur les 50 conflits étudiés par TotalÉnergies, 23 font l'objet d'une résistance de la part de groupes autochtones, par exemple dans les sables bitumineux de l'Alberta (cas 27) et de Madagascar (cas 28), en Bolivie (cas 29) et en Colombie (cas 30 et 31) ou au Nigéria (cas 32-34). Ce n'est que six mois après le début de la guerre en Ukraine que TotalÉnergies s'est retiré de Russie.

Bien que cette étude ne focalise pas sur le changement climatique, relevons que l'ampleur des impacts socio-écologiques liés aux émissions de GES de TotalÉnergies peut dépasser en ampleur les impacts locaux. La part des émissions historiques mondiales attribuables à TotalÉnergies s'élève à 0,83 % selon Carbon Accountability Institute, 2020 ♦32. Et 27 des 50 conflits dans l'Atlas JE mettent en cause le réchauffement climatique, en tant qu'impact environnemental visible ou potentiel. Par exemple, une enquête nationale aux Philippines a mis en cause 47 «Carbon Majors» (grandes entreprises émettrices de gaz à effet de serre), dont TotalÉnergies, pour violation des droits de l'homme en raison de leur contribution à la crise climatique (cas 36).

♦ 3.2. Transporter l'énergie vers les zones rendues dépendantes : pipelines, GPL et raffineries

De par leur nature et leur objectif, les pipelines sont des infrastructures qui traversent une grande partie du territoire, impactant de nombreuses communautés et écosystèmes pendant leur construction et les menaçant de déversements toxiques tout au long de leur exploitation. Il n'est donc pas surprenant que les communautés locales s'organisent et se soulèvent contre l'infrastructure qu'elles perçoivent comme une menace pour leur mode de vie. La combinaison de leur longueur et du manque de redondance pour remplir leur fonction de transport en fait aussi des cibles politiques idéales, par exemple lors d'actions de sabotage ♦33. Il est pratiquement impossible de les contrôler sur toute leur longueur et un seul coup porté à l'infrastructure interrompt le transport de l'énergie.

L'Atlas JE relève que TotalÉnergies a été impliqué dans plusieurs conflits liés aux pipelines, tels que le MidCat en Espagne (cas 37), le TAP en Italie (cas 12) et l'OSCENSA en Colombie (cas 38),

et surtout l'oléoduc d'Afrique de l'Est (EACOP ; cas 39). Cet oléoduc est lié au développement du champ pétrolier Tilenga de TotalÉnergies en Ouganda (cas 21). Il traverse l'Ouganda et la Tanzanie sur 1445km, arrivant au port de Tanga, dans l'océan Indien. La construction de l'oléoduc provoque des conflits liés à l'acquisition de terres avec des centaines de milliers de petits propriétaires terriens, qui affirment ne pas avoir reçu de compensation adéquate et craignent les effets négatifs de l'exploitation de l'oléoduc sur l'environnement et la santé ♦34. Une coalition internationale s'est constituée pour lutter contre le projet, STOPEACOP ♦35, dénonçant l'impact sur le climat et le bilan médiocre en matière de droits de l'être humain, par rapport aux normes européennes. Le 17 mars 2022, il a été rapporté que quatre jeunes militants écologistes ougandais opposés à l'EACOP ont été reçus par l'Assemblée nationale française pour faire pression sur le gouvernement afin qu'il prenne position sur le projet. Ils étaient menés par Vanessa Nakate, une jeune militante ougandaise pour le climat.

Les militants ont réussi à obtenir du Parlement européen une déclaration contre le projet et continuent à faire campagne pour que les institutions financières et les assureurs retirent leur soutien au projet. Les Amis de la Terre, Survie et quatre organisations ougandaises (AFIEGO, CRED, NAPE/Amis de la Terre Ouganda et NAVODA), membres de la coalition internationale, ont intenté une action en justice contre TotalÉnergies à Paris, sur la base de la législation française relative au devoir de vigilance, afin d'empêcher la construction du projet ♦36. L'affaire a été jugée irrecevable par le tribunal de Paris au début de l'année 2023 parce que leurs demandes étaient «substantiellement différentes» des demandes initialement déposées contre TotalÉnergies. Les organisations envisagent de faire appel de la décision au moment de la rédaction de ce rapport. Un cas similaire de conflit combinant la résistance contre l'extraction et contre l'infrastructure de transport est également documenté à Tempa Rossa, en Italie (cas 40).

Lorsque les gazoducs sont jugés physiquement ou politiquement impraticables, le gaz naturel liquéfié (GNL) offre une alternative. Cette technique a connu un regain d'intérêt en raison de la rupture des échanges de gaz entre la Russie et l'Europe. TotalÉnergies se présente comme en pointe dans le domaine. Les terminaux GNL offrent une grande flexibilité par rapport aux gazoducs. Les unités flottantes permettent de développer une capacité d'importation de GNL en l'espace de quelques mois, bien moins que la construction gazoducs. Mais les terminaux GNL sont aussi des infrastructures très sensibles, stratégiques, impliquant la protection des entreprises et des forces de l'État. Ils sont l'un des dispositifs clé reliant les lieux d'extraction et ceux de la consommation. Ils rappellent aussi aux habitants locaux que leur terre est exploitée pour satisfaire les désirs d'autres personnes, loin de là où elles se trouvent.

34 ♦ Tom Ogwang et Frank Vanclay, «Cut-off and forgotten ? : Livelihood disruption, social impacts and food insecurity arising from the East African Crude Oil Pipeline», *Energy Research & Social Science*, vol. 74, 2021, p. 101970.

35 ♦ <https://www.stopeacop.net/our-coalition>

36 ♦ <https://www.totalincourt.org>

37 ♦ Ruy Llera Blanes, Ana Carolina Rodrigues et Euclides Gonçalves, «The multiple paths of extraction, dispossession, and conflict in Mozambique: From Tete's coal mines to Cabo Delgado's LNG projects», *The Journal of Social Encounters*, vol. 7, n°1, 2023, p. 4-25.

38 ♦ <https://stopmozgas.org>

39 ♦ Kjell Kühne, Nils Bartsch, Ryan Driskell Tate, Julia Higson et André Habet, «"Carbon Bombs"-Mapping key fossil fuel projects», *Energy Policy*, vol. 166, 2022, p. 112950.

40 ♦ Joan Martínez-Alier, «Circularity, entropy, ecological conflicts and LFFU», *Local Environment*, vol. 27, no 10-11, 2022, p. 1182-1207.

41 ♦ Felix Makonye, «The Cabo Delgado Insurgency in Mozambique: Origin, Ideology, Recruitment Strategies and, Social, Political and Economic Implications for Natural Gas and Oil Exploration.», *African Journal of Terrorism and Insurgency Research (AJoTIR)*, vol. 1, no 3, 2020, p. 59-73.

42 ♦ Felix Makonye, «Dissecting the Franco-Rwandese Alliance in Southern Africa: Case of Cabo Delgado, Mozambique», *Journal of African Foreign Affairs*, vol. 9, no 3, 2022.

43 ♦ <https://www.caboli-gado.com/monthly-reports/cabo-ligado-monthly-may-2021>

Le conflit autour du Mozambique LNG est l'un des plus importants impliquant TotalÉnergies. Il illustre très clairement le lien entre la marchandisation de la terre, la relation coloniale et la vulnérabilité stratégique des terminaux LNG (cas 17 et 41) ♦37. L'alliance internationale Stop Moz Gas ♦38, dirigée par l'organisation locale de justice environnementale *Justiça Ambiental* (JA!), s'oppose au projet pour plusieurs raisons. Premièrement, en raison de son impact sur le climat, car le projet est susceptible d'émettre 1,31 GtCO₂ (sur des émissions mondiales s'élevant à 53 GtCO₂), ce qui lui vaut le qualificatif de «bombe de carbone» ♦39. Deuxièmement, pour ses impacts environnementaux potentiels sur l'écosystème côtier, qui peuvent avoir une incidence sur les stocks de poissons et les moyens de subsistance des communautés locales de pêcheurs. Troisièmement, l'expropriation et le déplacement de villages entiers sans compensation appropriée, pour faire place à des terminaux terrestres fortifiés et à leurs infrastructures auxiliaires, notamment le transport de travailleurs étrangers, dans ce que Martínez-Alier a appelé «l'extractivisme de soute» ♦40. Quatrièmement, la contestation du discours officiel sur le développement, en tant que le projet ne contribue pas au bien-être économique de la population locale. Cinquièmement, la corruption, avec des prêts publics de plusieurs milliards de dollars détournés pour financer la protection militaire des opérations d'extraction de gaz. Cabo Delgado est une région négligée du Mozambique, où les jeunes manquent d'opportunités et ont du mal à trouver leur place dans la société. Loin d'atténuer le problème, l'exploitation du GNL exaspère encore plus la population locale, lui refusant des opportunités alors qu'elle promet des milliards aux entreprises étrangères. C'est l'un des principaux déterminants de l'émergence d'une insurrection islamiste, qui a terrorisé les villages, avec pillages et meurtres, tandis que l'armée s'efforçait de protéger les entreprises étrangères et leurs sites de construction ♦41.

Ce projet dévoile aussi les liens entre l'État français et la compagnie ♦42. En avril 2021, en réponse au soulèvement djihadiste, TotalÉnergies a arrêté toutes les opérations de Cabo Delgado. Deux jours plus tard, le président du Mozambique, Filipe J. Nyusi, a rendu visite à l'homme fort du président du Rwanda, Paul Kagame, pour demander une assistance militaire. En mai 2021, Macron a accueilli à Paris un sommet sur le financement des économies africaines minutieusement documenté par l'observatoire des conflits Cabo Ligado ♦43. Macron a eu des entretiens bilatéraux avec les chefs d'État des pays impliqués, Matamela C. Ramaphosa (Afrique du Sud), Kagame (Rwanda) et Nyusi (Mozambique), lequel a aussi rencontré Pouyanné à Paris. Deux semaines plus tard, Macron s'est rendu au Rwanda et en Afrique du Sud. En juillet 2021, des troupes rwandaises et un contingent des forces de défense sud-africaines intégrées à la mission de la Communauté de développement de l'Afrique australe au Mozambique sont arrivés à Cabo Delgado

pour aider l'armée mozambicaine à lutter contre l'insurrection. La médiation rapide de l'État français a donc débouché sur une intervention militaire qui est dans l'intérêt de TotalÉnergies.

Avec les pipelines et les terminaux d'importation de GNL, les raffineries sont les «portes» par lesquelles l'énergie est concentrée et mise à la disposition de consommateurs qui ont été rendus dépendants de ces carburants pour leurs modes de vie, dans les centres industrialisés. Du point de vue des usagers ordinaires, le carburant se présente comme une ressource directement tirée de la nature, obtenue en payant des compagnies maniant des technologies de pointe. Les impacts sociaux, politiques et environnementaux sont invisibilisés, ainsi que le mouvement qui va du centre vers la périphérie. L'Europe et l'Amérique du Nord concentrent 83% de la capacité de raffinage de TotalÉnergies, avec sept raffineries en Europe (dont quatre en France) et une en Amérique du Nord. Les autres raffineries détenues en partie par TotalÉnergies se trouvent en Algérie, au Sénégal, en Côte d'Ivoire, au Cameroun, en Afrique du Sud, en Arabie Saoudite, au Qatar et en Corée du Sud ♦44.

L'emplacement des raffineries est un choix résolument politique. Les quelques «portes énergétiques» de chaque pays concentrent un pouvoir considérable en un lieu relativement petit, tant sur le plan physique que politique. Cela rend les raffineries hautement stratégiques en tant qu'objectifs d'attaque à motivation politique. Nécessitant un accès à un flux sûr de combustibles fossiles provenant de la périphérie, la plupart des raffineries sont placées sur la côte avec un accès à des installations d'amarrage suffisantes pour les grands pétroliers, ce qui laisse peu d'options d'emplacement. Enfin la position déterminera dans une large mesure les communautés qui devront supporter les coûts sociaux et environnementaux associés au processus de raffinage.

La raffinerie de Limbe, au Cameroun, à laquelle participe TotalÉnergies (cas 22) a fait l'objet d'un attentat à la bombe en 2019, apparemment orchestré par les milices séparatistes anglophones du nord du pays. Un autre exemple de la vulnérabilité des raffineries est celui des grèves que les syndicats français organisent dans les raffineries du pays. Avec le soutien de quelques milliers de travailleurs seulement, les syndicats ont la capacité d'infliger des perturbations majeures, provoquant des files d'attente et des ruptures de stock dans les stations-service. Cette tactique a été utilisée récemment comme pierre angulaire de l'agitation sociale contre la réforme des retraites de Macron en 2023.

Les raffineries CEPSA de Huelva, Gibraltar et Tarragone (cas 46, 47 et 49), la raffinerie de Rome (cas 50) et les raffineries de Port Arthur (cas ne figurant pas encore dans l'Atlas JE) se sont heurtées à la résistance des communautés locales. Toutes ces raffineries sont situées dans des zones pouvant être qualifiées de «sacrifiées» ♦45, parce qu'elles concentrent des activités industrielles à impacts socio-environnementaux néfastes. Les conflits autour des raffineries

44 ♦ TotalEnergies, *Universal Registration Document 2022*, p. 106-108.

45 ♦ Steve Lerner, *Sacrifice Zones: The Front Lines of Toxic Chemical Exposure in the United States*, Boston, MA, MIT Press, 2010.

46 ♦ Stefania Barca et Emanuele Leonardi, «Working-class ecology and union politics: a conceptual topology», *Globalizations*, vol. 15, no 4, 2018, p. 487-503.

de TotalÉnergies enregistrés dans l'Atlas JE confirment que pour maximiser les profits et l'énergie concentrée dans les centres industriels, les entreprises comme TotalÉnergies transfèrent les coûts aux personnes marginalisées par le biais de la dépossession du travail et de l'environnement ♦46.

4. Conclusions

Notre analyse des conflits environnementaux enregistrés dans l'Atlas JE montre que la distribution géographique des opérations d'extraction et de leurs impacts s'explique en partie par les innovations technologiques, mais surtout par les relations de domination historiques et existantes qui façonnent l'accès politique aux ressources pétrolières et gazières. Nous avons montré de nombreux cas où les accords d'extraction de TotalÉnergies dans les périphéries sont conclus avec des régimes non démocratiques et soutenus par la diplomatie néocoloniale française, et même par son armée. Il est impossible de comprendre TotalÉnergies aujourd'hui sans l'histoire politique du colonialisme français. Les structures de pouvoir dominantes qui permettent l'accès au pétrole et au gaz se transmettent au fil des décennies et sont en partie reproduites par l'échange écologiquement inégal dont TotalÉnergies est le médiateur et qui laisse les impacts négatifs dans les périphéries tout en concentrant le pouvoir au cœur de la région. De ce fait, le continent africain est représenté de manière disproportionnée à la fois dans les volumes d'extraction de pétrole et de gaz, dans les conflits environnementaux qui y sont liés et dans les ventes de produits pétroliers.

Nous avons également montré la fonction d'écologie politique de TotalÉnergies dans le monde, de maximiser la concentration d'énergie dans les économies centrales, en particulier en Europe. L'extraction déplace les communautés locales, enrichit les régimes autoritaires, et joue tant sur les innovations techniques que sur les conditions politiques pour maintenir et augmenter le flux vers des zones de consommation qui ont été rendues dépendantes. Les raffineries sont implantées dans des zones sacrifiées, transférant les coûts sur les communautés marginalisées dans les économies centrales, contribuant au racisme environnemental. Nous pensons que ces conclusions peuvent être généralisées pour englober toutes les grandes compagnies pétrolières privées : ExxonMobil, Chevron, BP, Eni et Shell. Un basculement vers les énergies renouvelables changerait profondément cette configuration et ces pratiques.

Par conséquent, nos conclusions soutiennent l'idée que les mesures fiscales ou les réglementations environnementales du gouvernement central ne suffiront pas à éliminer progressivement l'industrie des combustibles fossiles. Un changement efficace viendrait plutôt d'une réimagination politique de l'État conduisant à une réforme constitutionnelle qui laisse derrière elle des modèles

coloniaux et extractifs dépassés, ou même à des solutions contre-hégémoniques qui construisent des institutions alternatives pour organiser la société d'une manière qui démantèle les idéaux, les institutions et les infrastructures extractivistes existants.

Rubriques

CONCEPTS

SOURCES

LAMAYAZ

ESTHÉTIQUE

Les rubriques sont ouvertes à toute proposition de contribution, qui entre dans la ligne éditoriale de chacune d'entre elles.

Pourquoi une rubrique « concepts » ?

Parce qu'il est important de faire un point sur les mots qu'on utilise. La rubrique publie toute tentative de clarification conceptuelle qui s'inscrive de manière explicite dans une controverse, et cherche à la clarifier, de manière non-polémique. Le premier article se veut exemplaire de la méthode : prendre position dans un débat, en donnant à voir ses principaux enjeux. Une prise de position n'est évidemment exclusive d'aucune autre, pourvu que l'effort de clarification soit présent.

Pourquoi une rubrique esthétique ?

Parce que parfois pour nous ouvrir les yeux sur la réalité il est plus efficace d'en rendre sensibles les contradictions plutôt que de les expliquer par le discours. Parce que ce que théoriser des organisations alternatives peut être insuffisant à motiver la bifurcation si nous n'arrivons pas à sentir ce que cela fait de faire corps autrement. Cette rubrique a l'ambition de porter témoignage des expérimentations visant à élargir la sensibilité pour la rendre apte à dépasser les limites imposées par l'individualisme du présent et nous empêche de s'engager pour l'avenir.

Pourquoi une rubrique « Lamayaz » ?

Si à l'heure de l'anthropocène bifurquer devient une urgence, une nécessité, les conditions de possibilités de cette « bifurcation » apparaissent aujourd'hui socialement situées et inégalement réparties. Bifurquer n'est pas

qu'une question de choix. C'est pourquoi, l'observation des phénomènes liées à la « transition écologique » ne doit pas être analysée de manière manichéenne et au travers d'une opposition entre ceux qui voudrait bifurquer face à ceux qui ne voudraient pas le faire. De même que la sobriété, la bifurcation peut être « souhaitée » ou « subie ». C'est la raison pour laquelle cette rubrique s'appelle « Lamayaz », mot issu du créole réunionnais, qui invite à penser « ce qui est emmêlé » ce qui « empêche de ». À cette image, cette rubrique a pour vocation de partir à la rencontre d'acteurs « aux prises » avec la transition écologique, d'acteurs pour qui bifurquer n'a rien d'évident, pour qui bifurquer ne relève pas d'un choix, pour qui bifurquer c'est renoncer, à des pratiques, à des manières de faire, à des façons-de-vivre.

Pourquoi une rubrique « sources » ?

Parce que l'action s'inscrit dans un temps long, sans lequel elle risque de n'être qu'agitation. La rubrique publie tout document, texte ou illustration susceptible d'apporter un éclairage sur les tendances de long terme, pour nous aider à sortir de l'actualité. Le premier article se veut exemplaire de la méthode : un document méconnu mais très significatif, remis en contexte par un spécialiste.

CONCEPTS

La nature

Fabrice Flipo

Philosophe, Institut Mines-Télécom / Laboratoire de Changement Social et Politique de l'Université Paris Cité

Patrick Dupouey s'interrogeait : est-il souhaitable que le concept de nature attire principalement la méfiance ♦1 ? Il a en effet joué un rôle essentiel au regard de l'idée d'émancipation, comment l'oublier ♦2 ? Résumons les termes du débat, à grands traits.

La mise en doute est venue de ce que l'on appelle parfois le « tournant ontologique », au sein duquel les travaux des philosophes Bruno Latour et Philippe Descola jouent un rôle important. Pour ce dernier, « la nature est un dispositif métaphysique, que l'Occident et les Européens ont inventé pour mettre en avant la distanciation des humains vis-à-vis du monde, un monde qui devenait alors un système de ressources, un domaine à explorer dont on essaye de comprendre les lois » ♦3. Cette position qu'il appelle « naturaliste », cartésienne, contrasterait avec trois autres, d'après lui : l'animisme, le totémisme et l'analogisme ♦4. Bruno Latour, de son côté n'a cessé de soutenir que la nature est un concept qui bloque toute discussion politique, parce qu'il

prend la forme de « lois » (physiques ou normatives) ♦5. Il suggère de parler « d'actants », humains et non-humains. Le « tournant » est plus particulièrement revendiqué par Viveiros de Castro en anthropologie ♦6.

Ces thèses ont été vivement discutées dans la revue d'ethnologie théorique HAU, lors d'un symposium en 2013 ♦7. En résumé, les critiques ont estimé que la discussion portait sur les conditions de la connaissance, et non sur une question « ontologique » à proprement parler. Le concept « d'actant » a été jugé trop dépendant de la sémiologie de Greimas ♦8, en laquelle fiction et réalité se confondent. Marshall Sahlins expliqua que les trois régimes proposés par Descola ne sont que trois variantes de l'animisme, qui relève par ailleurs d'un « anthropomorphisme bien connu comme étant notre propre ordre des choses par défaut », commun donc aux modernes et aux non-modernes ♦9. Être animiste ou pas risque donc de ne pas expliquer notre rapport à la nature, à soi seul. David Graeber

1 ♦ Philippe Dupouey, *Pour ne pas en finir avec la nature. Questions d'un philosophe à l'anthropologie* Philippe Descola, Marseille, Agone, 2024.

2 ♦ Jean Ehrard, *L'idée de nature en France dans la première moitié du XVIII^e siècle* [1963], Paris, Albin Michel, 1994.

3 ♦ Hervé Kempf, « Philippe Descola : "la nature, ça n'existe pas" » *Reporterre*, 12 octobre 2021. <https://reporterre.net/Philippe-Descola-La-nature-ca-n-existe-pas>

4 ♦ Philippe Descola, *Par-delà nature et culture*, Paris, Gallimard, 2005.

5 ♦ Bruno Latour, *Politiques de la nature*, Paris, La Découverte, 1999.

6 ♦ Eduardo Viveiros de Castro, *Métaphysiques cannibales. Lignes d'anthropologie post-structurale*, Paris, PUF, 2009.

7 ♦ « "The ontological turn in French philosophical anthropology," an executive session of the AAA Annual Meeting », Chicago, November 23, 2013. <https://www.haujournal.org/index.php/hau/issue/view/hau4.1>

8 ♦ A.J. Greimas et J. Courtès, *Sémiotique. Dictionnaire raisonné de la théorie du langage* [1976], Paris, Hachette, 1993.

9 ♦ Marshall Sahlins, « On the ontological scheme of Beyond nature and culture », *HAU : Journal of Ethnographic Theory*, vol. 4, n°1, 2014.

a jugé que la position de Viveiros de Castro était conservatrice, parce qu'elle enferme les sociétés étudiées dans leur culture, et accorde trop de réalité à des récits auxquels une partie des membres de ces sociétés eux-mêmes ne croient pas. Il a montré qu'il est crucial de prendre en compte les désaccords internes à une société, en particulier en raison des rapports de pouvoir. Prenant l'exemple de la grêle, il a indirectement montré que les malgaches sont aussi «naturalistes», dans certaines situations ♦10. On pourrait ajouter que l'ontologie relationnelle de Descola puise chez Bateson ♦11, donc dans la cybernétique, ce qui est assez peu amazonien. Et l'on peut ne pas être convaincu par ses démonstrations sur l'absence de nature et de culture chez les Achuars, puisque ces derniers utilisent des concepts proches : une même plante est «ikimia» ou «aramu» suivant qu'elle est cultivée ou non ♦12. Enfin le mécanisme cartésien et le vivant sont deux aspects de la nature qui cohabitent, en proportion variable, aucun des deux ne paraît plus mériter le label de «nature» que l'autre.

Une décennie plus tard, le «tournant ontologique» continue de susciter des discussions épistémologiques, et surtout un certain embarras. L'objet de «l'anthropologie de la nature» reste mal défini, entre anthropologie générale et un sous-champ délimité : anthropologie des relations au milieu, nonobstant généralement l'économie ou les relations de pouvoir internes aux sociétés considérées. Rien n'interdit donc d'accorder une place à l'autre hypothèse en lice, soutenue par exemple par Serge Latouche : que le concept de nature soit

ce que le théoricien du plurivers Raimon Panikkar appelle un «équivalent homéomorphique» dans toutes les cultures, bref un universel authentique, et non une forme de colonialisme déguisé ♦13. L'idée de nature a joué un rôle clé dans la quête d'émancipation, en Occident ♦14 ; et l'historiographie post-coloniale a montré de longue date que l'apport propre de l'Occident est difficile à identifier ♦15. Rien n'interdit de penser qu'elle soit le socle de l'émancipation, en un triple sens.

En un premier sens, tout d'abord, et notamment chez Kant ♦16 ou chez Marx ♦17, la nature n'est pas métaphysique mais l'exact contraire : elle est la physique, en tant qu'elle se distingue de la surnature. Elle désigne tout ce qui est ouvert à l'investigation libre et non contrainte par la foi : les normes de vie en commun, les «lois de la nature» certes, mais aussi ses manifestations les plus diverses, telle que le vivant, la botanique, y compris l'anthropologie elle-même. Sans nature, pas de science, pas de connaissance, mais des articles de foi. Cette ligne de partage est décisive du point de vue politique, puisqu'elle sépare la démocratie de la théocratie. Le sécularisme est également revendiqué dans les sociétés postcoloniales ♦18. Entre ces deux extrêmes, ce que Graeber appelle «le fétichisme», à la suite de Marx : des entités auxquelles les individus n'accordent que partiellement leur foi – autrement dit, ils ne sont pas dupes ♦19. Ce fétichisme n'est pas compréhensible sans prise en compte des rapports de pouvoir. Ici, les adversaires du concept de nature, c'est d'abord le clergé ♦20.

10 ♦ David Graeber, «Radical alterity is just another way of saying "reality". A reply to Eduardo Viveiros de Castro», *HAU : Journal of Ethnographic Theory*, vol. 5, n°2, 2015.

11 ♦ Philippe Descola, *Par-delà nature et culture*, op. cit., p. 171.

12 ♦ *Ibid.*, p. 81-89.

13 ♦ Raimon Panikkar, *Pluriversum. Pour une démocratie de la culture*, Paris, Le Cerf, 2013.

14 ♦ Jonathan Israel, *Les Lumières radicales. La philosophie, Spinoza et la naissance de la modernité 1650-1750*, Paris, Amsterdam, 2005.

15 ♦ Kenneth Pomeranz, *Une grande divergence*, Paris, Albin Michel, 2021.

16 ♦ Emmanuel Kant, *Critique de la raison pure* [1781], Paris, Gallimard, 1980.

17 ♦ Karl Marx, *Manuscrits de 1844*, Paris, Éditions Sociales, 1972.

18 ♦ Rajeev Bhargava, *Secularism and its critics*, New Delhi, Oxford University Press, 2005 ;

«Le sécularisme, ou la version indienne de la laïcité», *Mouvements*, 2014.

19 ♦ David Graeber, «Fetishism as social creativity, or fetishes are gods in process of construction», *Anthropological Theory*, vol. 5, n° 4, 2005, p. 407-438.

20 ♦ Jean Ehrard, *L'idée de nature*, op. cit.

Un second sens distingue la culture en tant que produit de l'activité humaine (villes, villages, poteries, agriculture, chasse etc.), de la nature qui désigne alors toutes les autres sortes d'agence, qu'elles soient vivantes ou non. Ainsi, l'acier rouille, les rats prolifèrent dans les villes, les zoonoses émergent de temps à autre. La culture doit s'entendre ici en un sens pratique, comme dans *agriculture* ou la *sylviculture*, et non réduite à sa dimension symbolique ou signifiante. La relation entre nature et culture est donc dialectique, comme le signalait déjà Serge Moscovici, l'un des fondateurs de l'écologie politique, après Marx : la manifestation de l'une conditionne celle de l'autre, et réciproquement ♦21. On retrouve ici l'intuition de Descola, suivant laquelle la nature-ressource cartésienne est en partie spécifique aux sociétés industrialisées. Le concept de nature n'est pas insensé pour autant, dans les autres cultures, en témoigne une enquête menée récemment en ce sens ♦22. Cette distinction est précieuse pour établir les responsabilités. Sans elle, un accident n'est pas distinguable d'un crime. C'est la raison pour laquelle Malm évoque à propos de Latour une « opération de blanchiment des responsabilités » ♦23.

Enfin la nature désigne ce qui se distingue de l'accident, comme l'essentiel de l'accès-atoire. La trompe de l'éléphant, la conformation de ses organes ou encore les caractéristiques de son comportement qui permettent de l'identifier comme tel, et de le distinguer des autres entités de la nature. Ces distinctions sont toujours ouvertes à révision. Elles sont empreintes de culture, car chaque société

a ses classifications. Et chaque société en débat en interne. «La nature» ne se donne donc de manière transparente et immédiate pour aucune d'entre elles. À ce titre, les sciences de la nature occidentales sont une «ethnoscience» parmi d'autres, comme le soutient Sandra Harding ♦24. Ceci explique que les voyageurs ou les anthropologues tels que Philippe Descola ne retrouvent pas «la nature» sous la même forme, dans une culture différente de la sienne.

Les sciences sociales objecteront volontiers qu'affecter une «nature» à une entité, c'est la réifier, la substantialiser – ainsi les races, les genres ou les ethnies. Certes, mais il s'agit là d'un usage abusif. Les sciences de la nature telles que la biologie n'attestent pas de l'existence de races. Et c'est bien au motif de la culture qu'Edmund Burke s'opposait aux Droits de l'être humain, estimant qu'il ne voyait que des Anglais et des Français, les humains en général n'étant qu'une abstraction sans substance ♦25. Dans l'écologisme, le recours à la nature a souvent été pensé comme une arme contre la culture. Serge Moscovici en appelait à la nature contre l'ordre domestique, par exemple ♦26. Car la nature c'est aussi le sauvage entendu comme ce qui s'oppose au domestiqué, c'est la wildness et pas seulement la wilderness ♦27.

Essentielle pour la démocratie, indispensable pour la connaissance, occidentale ou non, la nature est un concept qu'il est fort imprudent de vouloir écarter sans plus de définition. Les alternatives sont la religion, le manque de discernement et l'absence de pensée structurée.

21 ♦ Serge Moscovici, *Essai sur l'histoire humaine de la nature* [1962], Paris, Flammarion, 1999

22 ♦ Frédéric Ducarme, Fabrice Flipo et Denis Couvet, «How the diversity of human concepts of nature affects conservation of biodiversity», *Conservation Biology*, vol. 34, n°6, 2020.

23 ♦ Andreas Malm, *Avis de tempête. Nature et culture dans un monde qui se réchauffe*, Paris, La Fabrique, 2023, p. 102.

24 ♦ Harding, «La science moderne est-elle une ethnoscience?», in R. Waast (dir.), *Les sciences du Sud - état des lieux*, Paris, ORSTOM, 1996, p. 239-261.

25 ♦ Edmund Burke, *Réflexions sur la Révolution de France* [1790], Paris, Hachette, 2004.

26 ♦ Serge Moscovici, *Hommes domestiques et hommes sauvages*, Paris, Christian Bourgois, 1979.

27 ♦ Henry D. Thoreau, *Walden ou la vie dans les bois* [1854], Paris, Gallimard, 1998.



SOURCES

Le Texte de Base des Amis de la Terre

Mise en contexte par Alexis Vrignon,
historien, POLEN / Université d'Orléans

Le «texte de base» des Amis de la Terre est rédigé au cours de l'année 1977 dans un moment charnière pour l'écologisme français. Sur le terrain, la contestation antinucléaire bat son plein mais vient de connaître un coup d'arrêt brutal lors de la manifestation de Malville où, le 31 juillet, Vital Michalon, un manifestant, trouve la mort. Dans les urnes, les listes écologistes ont enregistré des succès d'estime aux municipales de mars (10 % à Paris, 19 % à Chambéry et jusqu'à 29 % à Forcalquier).

À cette période, cela fait près d'une décennie que la politisation des enjeux environnementaux, la technocritique ou encore l'affirmation de nouvelles questions militantes ont été la matrice, en Europe de l'ouest comme en Amérique du Nord, de l'écologisme. C'est dans ce bouillonnement - cette «fusion originelle» - que ce texte, fruit d'échanges parfois vifs entre groupes locaux des Amis de la Terre, essaie de formuler une proposition cohérente cherchant à définir la place du mouvement dans l'espace des mouvements sociaux, ses objectifs et son organisation. Rappelons qu'à cette période il n'existe pas de parti écologiste en France et que le modèle des grandes ONG ne s'est pas encore imposé : l'écologisme français est alors constitué d'une multitude de groupes locaux. Sur les quelques 600 recensés alors, environ 130 appartiennent aux Amis de la Terre, ce qui en fait un acteur incontournable - bien que contesté - de cette nébuleuse d'autant plus que le groupe de Paris, emmené par Brice Lalonde, se montre particulièrement actif sur le terrain comme dans les médias. Dans ce contexte instable, fait de coopération et de concurrence, proposer un texte théorique à portée générale, c'est aussi tenter de s'imposer dans le champ.

Ces quelques lignes de présentation n'ont d'autre intention que d'esquisser quelques pistes autour d'un texte long et riche qui, tout en étant enraciné dans les enjeux de son temps, formule une proposition plus générale quant aux rapports possibles de l'écologie politique à la gauche.

À la lecture de ce «texte de base», on peut être frappé par la teneur des orientations et des propositions concrètes qui sont



avancées, et par le fait que le programme est très différent d'une simple «protection de la nature». Du recyclage à l'aide à la reconversion des travailleurs, nombre d'entre elles sont entrées dans les politiques publiques ou, du moins, font partie de l'horizon d'un programme de rupture graduel dont les premières étapes seraient mises en œuvre dans le cadre des institutions existantes. C'est le propre d'une approche réformiste-révolutionnaire qui envisage la possibilité d'un progrès à l'avenir et dont l'ambition est définie par le modèle de société qui sous-tend les réformes à venir.

Influencés en cela par André Gorz, Ivan Illich et Serge Moscovici, sensibles, plus largement à un air du temps idéologique, les Amis de la Terre envisagent une société autogestionnaire, privilégiant l'autonomie des individus et des communautés choisies pour définir les contours d'une société écologique viable sur le long terme; c'est d'ailleurs ce point qu'Alain Lipietz met en avant dans l'entretien qu'il donne à Bifurcation/s ♦1. On retrouve aussi le tiers-mondisme, qu'on appelle aujourd'hui le post- ou décolonialisme (Robert Jaulin ♦2), ainsi que l'antiracisme.

Remise sur le devant de la scène intellectuelle et médiatique par la crise des Gilets jaunes, la question des liens entre justice sociale et transformation écologique de la société est présente de manière plus importante dans le texte qu'on aurait pu le croire dans des années soixante-dix prompts à caricaturer les écologistes en amoureux des fleurs et des oiseaux ou en petits-bourgeois détachés des contraintes matérielles. Ce texte de base montre que les choses sont plus complexes. D'un côté, les inégalités économiques alimentées par le productivisme sont condamnées, tout comme une vision de l'écologisme comme gestion de la pénurie, ce qu'envisa-geaient certains courants dans les débats sur la croissance zéro, au profit d'une réflexion sur les besoins et la dimension qualitative des revendications sociales, sous l'inspiration d'André Gorz, se veut plus révolutionnaire qu'elle ne l'a parfois été présentée.

D'un autre côté, ce texte atteste de la complexité des relations des relations entre les organisations issues du mouvement ouvrier et la nébuleuse écologiste. L'approche en termes de classe sociale est tout juste évoquée et les rédacteurs et rédactrices du texte sont bien obligés de convenir que les convergences avec les organisations syndicales sont encore balbutiantes: la critique du travail, de la centralité ouvrière et du nucléaire demeurent des points de discussion, voire de tension, importantes.

Aujourd'hui qualifiée de «composition» dans le sillage des *Soulèvements de la terre*, l'aspiration au décroissement social et militant est cependant indéniable et pourrait être la marque, dans les années 1970 comme actuellement, des périodes de forte contestation politique, sociale et culturelle.

1 ♦ Voir p. 105.

2 ♦ Robert Jaulin (1928-1996), ethnologue français, compagnon de route de Serge Moscovici, spécialiste des Saras au Tchad et des Baris entre le Venezuela et la Colombie, théorise les concepts «d'ethnocide» et de «paix blanche».

« TEXTE DE BASE »

Les Amis de la Terre

LE COURANT ÉCOLOGIQUE : HISTORIQUE

La fusion originelle (1970-1977) - Le courant écologique est né de la convergence de différents mouvements : des groupes ad hoc (vie et hygiène naturelles, agrobiologie, lutte contre les rayonnements ionisants ou les vaccinations, etc.), des militants issus de milieux révolutionnaires (Mai 68 et autres), des associations de défense de l'environnement, des féministes, des mouvements de contre-culture, des travailleurs inquiets, critiques et conscients de leurs responsabilités (scientifiques, ouvriers, paysans, juristes, journalistes, enseignants, etc.), d'« inorganisés » qui répugnaient à militer dans des mouvements sectaires, et enfin des personnes directement touchées par la dégradation de la qualité de leur vie (dans les domaines de l'environnement, du travail, de la santé, des libertés, etc.).

La situation actuelle : une nouvelle convergence -

Le développement actuel du courant écologique et son impact aux élections témoignent d'une convergence entre la théorie, les objectifs, les actions proposées par les écologistes, et d'autres mouvements sociaux existants. Cette convergence, qui s'organise en particulier dans la lutte antinucléaire, s'exprime dans l'affirmation de l'autonomie politique du courant écologique vis-à-vis des théories et des organisations politiques existantes. Elle réunit actuellement, outre les groupes écologiques proprement dits et leur mouvance, des mouvements régionaux qui ne tendent pas à la création de nouveaux États-nations, des associations de consommateurs et de citoyens, des non-violents, des féministes, etc., bref des courants non institutionnels ni définis par une activité productive. Elle atteint des producteurs menacés : agriculteurs, pêcheurs, artisans, travailleurs

de l'atome, de la chimie, de l'amiante... Elle s'amorce avec des syndicalistes.

Le rôle des écologistes est de consolider cette convergence dans une optique écologique, en mettant l'accent sur la critique des modèles économiques et politiques classiques et sur la proposition d'alternatives.

L'AUTONOMIE DES ÉCOLOGISTES

L'originalité du courant écologique se reconnaît non seulement à l'ampleur et à la variété de sa mouvance mais aussi à ses capacités à se distinguer des formations politiques traditionnelles, à englober dans sa critique l'ensemble des éléments moteurs de la société (production, énergie, lutte des classes, sciences, techniques, etc.). L'écologie, qui synthétise entre autres les données fondamentales de chacune des autres sciences (physique, chimie, biologie...), est aujourd'hui un outil original et efficace de compréhension, donc de transformation, du monde. Dans cette optique, il nous appartient d'approfondir les analyses des causes de la situation écologique de la planète et de faire prendre en compte, sans totalitarisme, ces données (limites, contraintes, seuils...) dans les activités économiques et les formes d'organisation des sociétés. Ici il est nécessaire de ne pas séparer l'équilibre des écosystèmes de l'équilibre des êtres humains.

Fécondité du projet écologique - Protéger l'activité biologique et la stabilité des écosystèmes remet en cause tout le fonctionnement de l'économie. Les écosystèmes produisent de la matière vivante et cette production est soumise à des contraintes et à des limites. La stabilité et la flexibilité des écosystèmes, leur capacité à répondre à des modifications des contraintes extérieures sont fonction de leur complexité, de la diversité des êtres qui les composent et de leurs relations mutuelles.

Quant à la définition par les êtres humains de leurs besoins fondamentaux, les écologistes y incluent la création, la sexualité, l'appartenance à un lieu et à des communautés sociales.

Cela a d'importantes conséquences politiques. La recherche d'équilibre implique aussi l'équilibre dans les rôles - c'est-à-dire une société d'autonomie responsable, sans hiérarchie -, ainsi qu'une contestation radicale des outils et de l'État, car les

équilibres et les besoins ne peuvent pas être définis par certains pour les autres, et encore moins par des décideurs lointains.

La diversité implique le respect de toutes les différences (âge, sexe, race, culture, opinions...), de toutes les minorités, et la valorisation de ce qui est qualitatif: liberté, tendresse, plaisir, échange...

Cette référence à l'écologie n'est pas un credo scientifique mais un choix. Cela dit, nous refusons les pseudo-solutions autoritaires aux problèmes écologiques (éco-fascisme ou éco-technocratie), qui imposeraient la pénurie par la contrainte.

L'autonomie politique des écologistes - Le courant écologique est politique en ce qu'il propose un nouveau mode d'organisation de la société, fondé sur l'autogestion des individus et des cellules sociales. Pour nous, une société est autogérée lorsque les besoins sont définis et les décisions prises par ceux qui sont concernés (producteurs, consommateurs...). Chaque individu, chaque groupe est responsable de ce qui le concerne, dans le respect des autres et de l'environnement. C'est une société égalitaire où les hiérarchies sont remplacées par des complémentarités et où l'exécution des projets est coordonnée par des organismes temporaires, propres à chacun de ces projets, et démocratiquement désignés.

Le courant écologique est *contestataire* en ce qu'il remet fondamentalement en cause le fonctionnement actuel de la société (productivisme, capitalisme) et qu'il se distingue des partis traditionnels de la droite, du centre et de la gauche sur des points essentiels:

- Mise en cause du but productiviste de la vie économique, fondement d'une société industrielle centralisée et donc oppressive, dont la gestion peut d'ailleurs être menée avec des moyens différents et avec plus ou moins de justice par chacun des camps traditionnels.
- Notre opposition à une croissance quantitative, qui s'identifie à celle du produit national brut (c'est-à-dire à la tendance à reproduire le capital en l'élargissant), qui ne distingue pas l'utile du nuisible et qui est génératrice d'inégalités, quels que soient les détenteurs ou les gestionnaires du capital.
- Notre conception du pouvoir (autogestion, refus de l'État centralisé et du monopole de la représentation),

qui implique que nous ne formions pas un nouveau parti, préférant, pour certaines actions (les élections n'étant qu'un exemple parmi d'autres), participer à des coordinations temporaires à buts définis.

- Notre opposition à la société technocratique et, en particulier, au nucléaire.
- Notre choix d'une société non hiérarchisée.
- Notre mise en avant de revendications qualitatives.

À cause de la profonde originalité de leurs conceptions, les écologistes refusent le simple rôle d'arbitres entre les partis traditionnels. Mais ils ne sont pas « apolitiques », c'est-à-dire absents des conflits qui opposent les classes et les groupes sociaux sur les questions bien réelles des inégalités dans la production, la consommation, la décision. Ils sont partie prenante de toutes les actions visant à une plus grande justice sociale. En développant leurs analyses pour répondre à ces questions, ils donnent à la population l'occasion d'exprimer son opinion motivée sur les actes - y compris électoraux - des forces traditionnelles, et de reprendre ainsi en main sa propre vie. Si, hostiles aux vaines oscillations entre la « loi du profit » et la « loi de l'État », nous refusons l'attitude centriste, ce n'est pas pour adopter celle d'aiguillon de la gauche.

Un impératif: l'ouverture - Le courant écologique est désormais en mesure d'exercer une influence profonde sur l'opinion publique et sur les décisions. Nous devons donc éviter, par notre diversité, le dogmatisme, le sectarisme, l'irresponsabilité, la fuite et les tactiques uniformes. Nous devons organiser des alliances sur nos objectifs en recherchant les convergences. Nous cherchons à démontrer par l'exemple qu'il est possible de vivre autrement, de ne pas trahir nos objectifs même s'ils impliquent des étapes, et de conserver un mode militant ouvert, diversifié, libertaire et confiant.

SYSTÈME D'ORGANISATION

Les Amis de la Terre sont un réseau de groupes autonomes liés par des objectifs communs et des pratiques voisines.

Ils conjuguent leurs expériences, informations, relations et moyens. Les décisions d'ordre national, régional et local sont

prises en commun après amples informations et discussions, donc par des gens actifs, où tendances et courants d'idées ne bloquent pas la réflexion. Ils n'engagent que des actions qu'ils peuvent mener à court terme. Ils préfèrent la discussion en petits groupes aux discours d'assemblée, les propositions concrètes au volontarisme abstrait. Ils cherchent à combiner la rigueur scientifique, politique et même morale (= faire ce qu'on dit) avec les nécessités de l'action militante. Ils n'excluent pas la souplesse tactique à condition qu'elle soit l'objet d'un contrôle collectif.

L'expression des opinions personnelles ou minoritaires - présentées en tant que telles - y est retenue, discutée et garantie par les statuts. Les groupes veillent à l'égalité entre les sexes et les âges, à la liaison entre travaux militants manuels et intellectuels, à la circulation de l'information et à la transparence des procédures de décision.

Le programme - Le courant écologique est plus connu par les symptômes de la crise qu'il dénonce - pollutions, risques nucléaires, mauvaises conditions de vie... -, voire par les principes qui le guident, que par les solutions concrètes qu'il avance. Cependant les textes de la campagne de René Dumont aux élections présidentielles de 1974, puis la « Charte de Saint Omer » sur le plan municipal, ont commencé à esquisser de telles solutions. Comme troisième pas, voici une énumération de mesures rapidement applicables au plan national avec la participation de la population. Cette énumération est très loin d'apporter des réponses définitives à toutes les questions qu'on peut et qu'on doit se poser; d'abord parce que nous sommes un mouvement jeune et varié qui ne peut avoir réponse à tout; ensuite et surtout parce que l'État doit abandonner un bon nombre de ses pouvoirs aux régions, aux départements, aux communes, aux individus et à leurs associations volontaires et laisser se créer dans le tissu social des vides où pourront s'épanouir les initiatives novatrices.

1) *Produire mieux* - Le produit national français, qui dépasse actuellement 30 000 F par personne et par an, est très inégalement réparti et inclut beaucoup de productions nuisibles ou inutiles. Il n'est donc pas vrai que, pour satisfaire les besoins de tous, il faille beaucoup accroître la production globale.

Nous pouvons vivre mieux et travailler moins, à condition de produire et de répartir autrement : au sein de communautés humaines décentralisées, selon les besoins de celles-ci et au rythme décidé par les travailleurs. Dans l'immédiat, nous proposons :

- Entamer la transition vers une société fondée sur des énergies renouvelables et des systèmes énergétiques doux ; cela implique en particulier l'arrêt du programme nucléaire et le déclassement progressif des installations existantes ;
- Sur le plan des transports, priorité sera donnée aux piétons, aux cyclistes, au rail et aux transports collectifs urbains ; réouverture des voies ferrées fermées au trafic ; arrêt de la construction d'aéroports et d'autoroutes (sauf lorsque le bétonnage est déjà fait ou s'il s'agit de connecter des tronçons éloignés de peu de kilomètres) ; limitation de la vitesse automobile ; transfert du trafic de marchandises des camions vers le rail et les canaux existants ; arrêt de la construction de Concorde et des canaux à grand gabarit (Rhin-Rhône, etc.) ; les Chartes adoptées par les Conventions Nationales des usagers des transports fournissent un projet plus détaillé ;
- Ralentissement de la course au commerce extérieur, qui consiste en bonne partie en l'échange et produits identiques entre nations industrielles ; nous ne proposons pas de supprimer tout échange mais d'aboutir progressivement à ce que toute communauté de la taille d'un canton produise au moins la moitié de ce qu'elle consomme ;
- Développement du recyclage, du compost et du secteur de l'entretien et de la réparation ;
- Privilégier les processus industriels peu polluants, dont les déchets sont directement transformés en ressources. Les installations polluantes existantes seront, soit fermées, soit soumises à des normes de rejets plus sévères et appliquées strictement ;
- Abandon des grands projets d'urbanisation, d'aménagement et de bétonnage. Décloisonnement des zones d'activité (habitat, production, loisirs, culture...) ;
- Développement d'une agriculture et d'une politique forestière moins énergivores et plus respectueuses des cycles naturels ;

- Le pays se retire de la course à la production des armements;
- Pour tout problème d'équipement, priorité sera donnée aux solutions les moins irréversibles.

2) *Travailler moins et mieux* - Toutes ces mesures auront des répercussions sur l'emploi et l'on peut prévoir que, globalement, elles diminueront la somme de travail nécessaire. Dans l'immédiat nous proposons :

- La diminution du temps de travail pour tous, en particulier la semaine de 30 h.
- L'aide à la reconversion des travailleurs, de préférence sur place.
- La garantie des ressources pendant les transitions individuelles.

Plus généralement, nous critiquons le « culture du travail » qui aboutit actuellement à un gaspillage du travail humain et à un système de production qui perd toute signification et se développe de façon totalitaire, indépendamment des besoins exprimés. Il faudrait au contraire diminuer la part du travail « lié » (travail pénible, ennuyeux et répétitif qui n'a d'autre intérêt que de procurer un salaire) et développer celle du travail « libre » (celui qui fait appel à la créativité et à l'intérêt du travailleur, ou dont il est à même de contrôler le résultat). Ce travail doit avoir lieu dans des unités de production autogérées, de taille aussi petite que possible, et avec rotation des tâches.

Suppression progressive des modes de travail contraires aux rythmes biologiques (travail de nuit, travail posté).

3) *Consommer mieux* - Les biens produits doivent être sans danger, durables, utiles et beaux. Leur emploi doit être satisfaisant pour les utilisateurs et non polluant pour la nature.

Ils doivent être faciles à réparer et à recycler. Aucun produit ne sera fabriqué sans qu'on connaisse les moyens de les neutraliser. Aucun équipement ne sera construit sans que l'on ait prévu comment le démanteler et réutiliser ses composants lorsqu'il sera hors d'usage.

Les services essentiels (transports collectifs, téléphone, moyens culturels légers...), la communication, la création et la circulation de l'information seront favorisés. Les biens et les services qui ne peuvent être accessibles à tous (aviation, marine...) cesseront de recevoir l'aide des institutions publiques.

Pour aider la population à sortir du cycle infernal « consommation-production », les dettes des particuliers portant sur des objets utilitaires seront abolies.

4) *Protéger la vie* - Les mesures précédentes contribueront grandement à la protection de la vie et des ressources naturelles. Ajoutons-y :

- Protection des espèces en voie de disparition ;
- Atténuation progressive de la coupure entre agglomérations inhumaines et campagnes dépeuplées par l'insertion d'activité artisanales et agricoles dans les villes, par le développement des communications culturelles en milieu rural et par des jumelages entre villages et quartiers urbains ;
- Les rues des villes doivent être rendues aux enfants, aux vieux, aux piétons, aux cyclistes, aux arbres ; ouverture d'ateliers et de locaux collectifs favorisant la vie de quartier ou de village ;
- Politique de la santé s'attaquant aux causes des maladies (conditions de travail, de logement, de transports, pollutions, alimentation malsaine...), à leur prévention et tendant à la prise en charge par chacun de son corps ;
- Les buts principaux de l'éducation sont de permettre d'être autonomes, de développer l'esprit critique, de contribuer à l'épanouissement et à l'équilibre de chacun, et d'apprendre à protéger la vie. Elle doit sortir du ghetto de ces outils trop lourds et contraignants que sont les écoles et les universités, du cloisonnement par la sélection, de l'élitisme et de la culture abstraite. Chacun, quel que soit son âge, doit être à la fois éducateur et éduqué.

5) *Vivre libres* - Dans le domaine des institutions publiques, l'État sera progressivement dessaisi de ses pouvoirs. Chaque décision doit être prise aux niveaux les plus proches des citoyens, l'avis des principaux intéressés étant prépondérant. Dès qu'elle dépassent une certaine taille, les entreprises seront démantelées et éventuellement reconverties.

On laissera s'épanouir la diversité des régions, des populations et des cultures, en favorisant la décentralisation de l'habitat, de l'économie et des décisions. La population prendra en charge ses services collectifs.

L'égalité est à l'opposé de l'uniformité: c'est l'acceptation enthousiaste de la diversité. Aucune minorité (qu'elle soit régionale, raciale, culturelle, sexuelle...) ne sera brimée.

Dans l'immédiat:

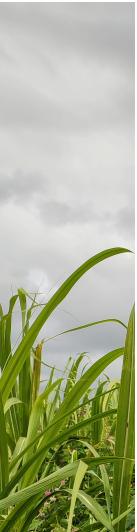
- Suppression totale des fichiers informatiques et assimilés;
- Abolition de toute censure;
- Dans beaucoup de cas concrets concernant les libertés individuelles (justice, police, passeports, règlements divers...), la France adoptera au moins les pratiques les moins contraignantes existant dans les pays analogues au nôtre.

6) *Promouvoir la solidarité mondiale* - La France cessera de piller le tiers monde par la pratique de l'échange inégal, d'exploiter sa main-d'œuvre (en particulier par le canal des multinationales), d'y exporter des pollutions et de le pousser vers un modèle de développement qui est en train de faire faillite. Elle se tiendra à la disposition des pays du tiers monde qui cherchent à compter sur leurs propres forces et à satisfaire en priorité les besoins élémentaires (en particulier alimentaires) de la totalité de leurs populations.

Elle adoptera une véritable politique de paix. Elle renoncera aux armes nucléaires, chimiques, biologiques et elle s'orientera vers des méthodes de défense populaire où la non-violence jouera un rôle important.

Elle occupera sa place à la Conférence de Genève sur le désarmement, signera le traité de non-prolifération nucléaire, et cessera d'exporter des installations nucléaires et des armes.

Nos objectifs doivent être diffusés, discutés et développés. Ils ne sont pas figés dans un « Programme » à réactualiser, mais ils s'enrichissent au fur et à mesure que nos idées font leur chemin.





LAMAYAZ

À l'île de la Réunion, les planteurs de canne à sucre aux prises avec la réduction des pesticides

Erwan Molinié

Doctorant en sociologie, LCSP / Université Paris-Cité



Fig. 1 ♦ Champ de canne à sucre dans le sud de l'île de la Réunion. Au second plan, on peut voir les massifs montagneux de l'île et notamment le Piton des Neiges dont le sommet culmine à 3071 m.



Fig. 2 ♦ Mové zerb, les «mauvaises herbes», champ de canne envahi par les «mauvaises herbes».

«Regarde un champ de canne. Dès que tu vois un peu autre chose, c'est des mauvaises herbes. Ça peut-être du fataque, nom latin *panicum maximum*, ça porte bien son nom. Donc l'enherbement, c'est un énorme problème».

C'est une véritable bataille à laquelle se livrent les planteurs de canne à sucre et les «mauvais herbes» à l'île de la Réunion. Qu'il s'agisse du bien nommé *Panicum maximum jacq*, (le fataque), de *Rottboellia cochinchinensis* (le fataque duvet), de *Cynodon dactylon* (le chien dent fil de fer) ou encore de *Sorghum arundinaceum* appelé Maïs Cafre, toutes ces plantes ont pour caractéristique d'être considérées comme des «mauvaises herbes», des concurrentes de la canne à sucre qui doivent être éliminées. La gestion de cet enherbement est cruciale pour le planteur. S'il ne parvient pas à le gérer il prend le risque de voir son rendement dégringoler, et donc de perdre la quasi-totalité de son revenu. Pour lutter contre cette «invasion», il doit faire «le choix des armes» comme le titre le magazine spécialisé Carocanne de juillet 2011 à propos du désherbage de la canne à sucre.

Ces «armes», ce sont principalement les herbicides chimiques tels le 2-4D, le glyphosate ou encore le S-métolachlore qui annihilent les graines et les herbes indésirables. Pourtant, malgré cette lutte chimique qui leur est imposée, les «mauvaises herbes» résistent, comme nous l'explique ce planteur : «Les mauvaises herbes elles s'habituent à ces matières actives là. En fait ça fait bientôt 35 ans voir même plus qu'on utilise les mêmes matières actives dans nos champs. Et ben on a développé des graines qui résistent à ce désherbant. C'est notre faute hein, je te dis franchement c'est notre faute. Parce que mauvaises pratiques agricoles». Les mauvaises herbes auront-elles raison de la filière canne à sucre à la Réunion ?

Afin de se prémunir des risques liés à l'usage des pesticides les agriculteurs doivent aujourd'hui porter des équipements de protection individuels (EPI) censés garantir leur protection. Avant la mise en place de ces réglementations les travailleurs réunionnais ont longtemps été livrés à eux-mêmes sans la moindre information quant à la dangerosité de ces produits. Ils étaient de fait surexposés comme nous l'explique ce planteur dans cet extrait d'entretien pour le moins glaçant : «tout ce qui était protection individuelle ça n'existait pas. À l'époque ils avaient encore les appareils à dos en cuivre-là. Mais ça fuyait ça. Vu que ça fuyait, ben ça coulait dans ton dos». Cette surexposition a été l'origine du développement de nombreuses pathologies qui ont progressivement amenés les travailleurs à s'interroger sur la dangerosité des produits utilisés comme nous l'explique cet autre planteur : «J'ai commencé à m'interroger quand mon grand-père est décédé d'un cancer du colon. Pas que lui d'ailleurs, toute sa génération, une trentaine de personnes on va dire, même cancer. Ils travaillaient tous de la même façon, c'est-à-dire pieds-nus,



→ Fig. 3

→ Fig. 4





Fig. 3 ♦ Démonstration des «bonnes pratiques» de protection lors d'une journée de transfert technique sur les pratiques de désherbage de la canne à sucre.



Fig. 4 ♦ Photo dénichée non sans surprise sur le site de la Chambre d'agriculture de la Réunion. On peut voir un planteur de canne à sucre remplir son pulvérisateur à dos avec un équipement de protection individuel rudimentaire.



un petit pantalon kaki, une chemise manche longue une cigarette dans la bouche, un chapeau sur la tête et un appareil à dos pour épandre du désherbant toute la journée».

Ce récit rejoint l'interrogation de cet autre planteur sur les enjeux sanitaires liés à l'usage des pesticides : «Combien d'agriculteurs sont morts avec les désherbants ? C'est ça qu'ils disent pas. Ils te disent il faut revenir à l'ancienne, mettre moins de pesticides pour préserver ton sol, mais moi je dis qu'il faut préserver les gens aussi. Quand tu mets du désherbant tu peux avoir une combinaison ou pas, ça passe toujours un peu à travers. Au final je mets plus de combinaison». À la Réunion peu de planteurs de canne à sucre portent des EPI. Selon un rapport de la DAAF, 64% d'entre eux ne portent jamais d'équipements complets et 12% n'en portent qu'occasionnellement. Quand bien même ils s'équiperaient parfaitement, les travaux menés dans le cadre de «l'alerte EPI» ont démontré l'inefficacité des combinaisons et l'illusion entretenue par les modalités d'évaluation *a priori* des risques. Pour l'heure, aucun agriculteur réunionnais n'a pu avoir une reconnaissance de maladie professionnelle liée à l'usage des pesticides. À quand la fin du déni ?

«Mi mor pou la kann». «Je meurs pour la canne». Ces mots, ce sont ceux tenus – avec détermination et un semblant d'humour – par ce cannier allongé sur la photo durant les mobilisations concernant la renégociation de la «Convention canne» en juin 2022. Cette convention tripartite entre les représentants des planteurs, l'État, et l'usiner Tereos, fixe notamment le prix d'achat de la tonne de canne pour les 5 années qui suivent sa signature. Dans ce cadre, les planteurs ce sont mobilisés en vue d'obtenir une revalorisation du prix d'achat de la tonne de canne dans un contexte de forte augmentation de leurs coûts de productions. Si ce cannier se dit lui prêt à «mourir pour la canne», d'autres scandent pendant ces mobilisations «si on y arrive plus on aura qu'à se suicider».

On prend un coup de 2-4-D (un des herbicides principalement utilisé en canne à sucre) et finit». Ces propos entendus durant ces manifestations illustrent avec force le profond désarroi ressenti par une partie de la profession qui se sent de plus en plus précarisée et plongée dans l'incertitude. Les enjeux liés aux retraits de certaines molécules herbicides participent aujourd'hui à entretenir cette incertitude. Car si certains des herbicides comme le 2-4D ou le glyphosate venaient à être interdits cela marquerait la fin de la filière canne selon ces planteurs interrogés sur la question : «On peut pas. Toi en tant que doctorant tu peux leur dire hein. Qu'il y a des agriculteurs qui te disent les yeux dans les yeux, que sans 2-4D et sans glyphosate à la Réunion on ne peut pas faire de la canne. C'est pas compliqué hein. C'est pas possible». Comme l'explique cet autre planteur : «(...) sachant bien que dans l'état actuel des choses, certains produits on ne peut pas les enlever ou on arrête. Si on a pas ça on arrête, on arrête, on arrête le sucre, c'est clair !».

→ Fig. 5



→ Fig. 6

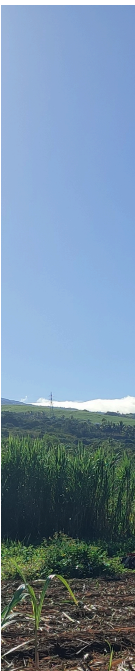




Fig. 5 ♦ «Mi mor pou la kann»,
«je meurs pour la canne».
Planteur de canne à sucre
qui bloque la route lors
des mobilisations concer-
nant la renégociation
de la «Convention canne»,
Saint-Denis, Juin 2022.



Fig. 6 ♦ Des «alternatives»
au désherbage chimique
de la canne à sucre ?
Présentation d'alternatives
mécaniques au désherbage
chimique de la canne
à sucre lors d'une journée
de transfert technique sur
les pratiques de désher-
bage.



Afin de faire face à la réduction du nombre de molécules herbicides autorisées, un ensemble de techniques alternatives au désherbage chimique de la canne à sucre sont expérimentées par plusieurs organismes locaux comme le centre de recherche Ercane ou le CIRAD. Désherbage mécanique, désherbage thermique, utilisation de plantes de services, les planteurs de cannes disposent de plusieurs «alternatives» afin de réduire les usages d'herbicides. Mais si ces techniques sont fonctionnelles en conditions expérimentales leur répliquabilité et leur transfert en contexte réel est plus complexe comme nous le résume parfaitement ce technicien agricole : «Dans l'ensemble c'est très compliqué de leur faire s'approprier la pratique, parce qu'encore une fois ils ont une manière de faire qui fonctionne aujourd'hui, faire ce qu'on fait en désherbage alternatif c'est une prise de risque, pourquoi ? Parce que ça marche pas à tous les coups, on a pas la même efficacité que les herbicides, les herbicides ça a été, comment dire... c'est un produit, on va pas dire miracle mais c'est facile».

Si les pesticides constituent une garantie d'efficacité pour le planteur ce n'est pas nécessairement le cas des techniques alternatives et notamment du désherbage mécanique comme l'explique cet autre technicien : «Aujourd'hui on leur demande de faire du désherbage mécanique, c'est-à-dire d'acheter des outils, de les adapter. Mais ils peuvent pas les utiliser partout parce que il y a des cailloux, il y a des pentes. Si l'agriculteur dit ok, je réduis mes herbicides, je test des pratiques alternatives, ça coûte plus cher que d'acheter un bidon et de traiter sur du matériel qu'ils ont déjà. C'est moins efficace et c'est plus compliqué. Donc le transfert est très compliqué». Les difficultés liées à la mise en place de techniques alternatives au désherbage chimique de la canne à sucre à la Réunion dessinent aujourd'hui les contours d'une situation de dépendance et d'une impasse sociotechnique à laquelle est confrontée la filière. En l'absence d'alternative généralisable au désherbage chimique les planteurs de canne à sucre de l'île de la Réunion sont-ils condamnés à s'intoxiquer pour vivre ?

Les photos présentées ainsi que les extraits d'entretiens qui les accompagnent sont issus d'une série d'enquêtes de terrain réalisées entre 2020 et 2023 dans le cadre de son travail de thèse sur les inégalités environnementales liées à l'exposition des travailleurs de la canne à sucre aux pesticides.



ESTHÉTIQUE

Quel rôle l'esthétique peut-elle jouer dans l'écologie politique ?

Une proposition élaborée
à partir des réflexions de Günther Anders

Anna Longo

Philosophe, chercheure au Laboratoire de Changement Social et Politique (LCSP) de l'Université Paris Cité

La pertinence d'une rubrique dédiée à l'esthétique dans une revue d'écologie politique n'est peut-être pas évidente. M'inspirant des réflexions de Günther Anders, je propose une conception de l'esthétique apte à montrer l'importance des pratiques contestant l'industrie culturelle pour restituer aux arts leur rôle dans la transformation sociale. Cette rubrique vise ainsi à explorer les stratégies de subversion de la valeur marchande des œuvres ainsi qu'à amplifier leur effort de produire des véritables *bifurcations*. Lorsque l'industrie culturelle participe à la reproduction du même système par la fabrication de biens de consommation, il est important de différencier les réalisations sollicitant la construction d'un avenir différent. Contre l'inhibition soumettant les artistes aux exigences du marché, il s'agit de soutenir les efforts pour affirmer et favoriser l'hétérogénéité expressive. De ce point de vue, l'enjeu du renouvellement des codes culturels est de montrer les contraintes invisibles qui déterminent comportements, croyances et désirs. L'objectif est la création inédite d'un appel à l'émancipation. De façon performative, c'est le geste même par lequel les effets nuisibles du conformisme sont dévoilés qui est déjà un acte de subversion des formes expressives. Ce geste est donc une exhibition des effets destructifs des normes généralement tenues pour bonnes et, à la fois, une déviation appelant à la transformation. Concernant les dangers liés au changement climatique, cela signifie ainsi rendre sensibles les conséquences négatives des pratiques promues en vue de la perpétuation du même système économique, y compris les pratiques recommandées par l'industrie culturelle. De cette façon, la subversion des critères d'appréciation des œuvres implique

déjà un autre système d'évaluation portant sur le pouvoir de réveiller les consciences les stimulant à agir pour transformer collectivement la réalité.

Comme mentionné, l'approche que je viens d'introduire brièvement est inspirée par les réflexions de Günther Anders sur les raisons de notre incapacité de saisir la portée destructive du processus d'innovation technique auquel on participe. C'est dans ce contexte qu'il attribue à l'esthétique un rôle politique. Il la considère, en effet, comme une forme de connaissance apte à stimuler la faculté sensible et restituer ainsi le pouvoir de juger la valeur morale des pratiques habituelles. Sous ce prisme, la création consiste en une pratique déviante et reconfigurant les codes de la production culturelle afin d'exprimer ce qu'on est normalement empêché de voir. Pour clarifier la théorie esthétique de Anders, je vais d'abord reprendre ses analyses des travaux de George Grosz et John Heartfield. J'exposerai ensuite comment cette conception a été développée dans *L'obsolescence de l'homme* pour montrer enfin sa pertinence pour le présent comme pour la revue *Bifurcation/s*.

Rendre visible l'invisible : l'art de George Grosz et John Heartfield

Comme Anders le rappelle dans la préface du recueil de *Ecce Homo*¹, les dessins de George Grosz l'ont profondément marqué dans sa jeunesse. Les portraits de la société berlinoise d'après la Première Guerre mondiale lui ont montré la réalité brutale, vulgaire et avide cachée derrière le masque fascinant de la mondanité. C'est par le regard désillusionné de celui qu'il définit un *anti-artiste* que Anders a pu ressentir l'horreur adéquate au contexte dans lequel il lui avait paru, jusque-là, anodine. La puissance des caricatures de Grosz est due au fait qu'elles ne sont pas des représentations de la méchanceté, de la bassesse ou de la stupidité, mais des destructions des représentations qui constituent notre environnement quotidien. Pour atteindre ce but, les caricatures déforment agressivement les apparences et c'est la violence de cet acte qui rend sensible la brutalité dévastatrice de la réalité. Puisque la société de Grosz est façonnée par une idéologie répressive, la méthode inventée consiste à en amplifier le pouvoir destructeur afin de montrer toute sa violence.

La réalité idéologique mise à nu par les premières séries de Grosz est celle de la classe dominante allemande ayant obtenu l'adhésion du peuple massacré pendant la guerre. Victime persuadée d'avoir agi en vue de ses propres intérêts, le prolétariat a été tourné par la propagande en un collaborateur inconscient de la voracité de la bourgeoisie. C'est l'image médiatisée de cette dernière qui stimule le désir des exploités de leur ressembler,

1 ♦ *Ecce Homo* (1923) est un recueil de lithographies de George Grosz. Pour une présentation illustrée de l'ouvrage : <https://www.goldmarkart.com/blogs/discover/george-grosz-ecce-homo>. La préface de Günther Anders a d'abord été incluse dans l'anthologie d'écrits sur l'art et la littérature *Mensch ohne Welt, Schriften zur Kunst und Literatur*, C. H. Beck, München 1984. Le texte a été traduit en français par C. Weermester et publié dans : Günther Anders, *George Grosz*, Paris, Allia 2005.

2 ♦ À cet égard, il faut rappeler que, suite à la publication de *Ecce homo*, l'artiste a été poursuivi en justice pour outrage à la pudeur.

Par la suite, une grande partie de ses réalisations seront brûlées par les Nazis, avec d'autres œuvres «dégénérées».

3 ♦ Des reproductions des photomontage de John Heartfield sont disponibles ici : <https://www.wikiart.org/en/john-heartfield>

4 ♦ On peut voir le photomontage ici : <https://www.wikiart.org/en/john-heartfield/millions-back-me-little-man-asks-for-great-gifts-1932>

rendant les mensonges hypocrites crédibles. Ce sont ces mensonges que l'artiste se tâche de montrer. La difficulté est liée au médium figuratif qui ne permet pas de représenter le faux, l'exposant en tant que tel. Transformant le langage traditionnel du dessin, Grosz arrive ainsi à donner une forme au négatif. Notamment, son traitement de la ligne graphique est un acte brutal comparable aux crimes de ses sujets. Par exemple, plutôt que représenter un assassin, le contour devient effilé comme la lame d'un couteau. Cependant, ce faisant, l'artiste se rend en quelque sorte complice du scélérat en tournant cette violence contre l'observateur. En effet, contrairement aux représentations «artistiques» des tragédies que les bourgeois accrochent volontiers dans leur salon, les portraits de Grosz provoquent dégoût et indignation *2. C'est l'effet du réalisme avec lequel il imite et incarne l'agressivité de ses sujets en la rétorquant contre eux, comme s'il était un acteur professionnel. Horrifiants, ces dessins font voir aux producteurs et aux consommateurs de propagande culturelle ce qu'ils sont derrière le masque de la représentation. Ils mettent ainsi l'observateur à la place du sujet représenté et lui font sentir la violence destructrice qu'il exerce au quotidien. Sans s'arrêter à la distinction entre victimes et bourreaux, l'artiste a su mettre en évidence le rôle de collaborateurs de la destruction qui caractérise les individus se conformant aux mensonges allatants de la propagande. Faisant percevoir ce qui se cache derrière la représentation courante, l'art de Grosz force ainsi à ressentir l'effroi que l'entreprise à laquelle on participe devrait éveiller.

L'autre artiste à qui Anders dédie des études approfondies est John Heartfield *3. La technique du photomontage qu'il introduit constitue une autre façon de rendre visibles les mensonges de la propagande et l'image faussée de la réalité qu'elle produit. Actif pendant régime nazi, Heartfield dévoile l'artificialité de la construction des images diffusées par les médias en créant, à son tour, des compositions trompeuses. Il vise ainsi à montrer que ce qui est présenté comme des faits sont des mensonges auxquels il faut croire comme s'il s'agissait de la réalité. Par exemple, l'artiste prend une affiche où on lit «des millions derrière lui» et qui montre Hitler levant le bras pour indiquer la foule qui le suit. Il remplace la photographie de la masse par l'image surdimensionnée d'un homme (dont on ne voit pas le visage) qui tend un paquet de billets vers la main du dictateur. Il complète l'image par la légende «Le sens du salut hitlérien. DES MILLIONS sont derrière moi! Le petit homme sollicite des grands dons» ♦4. Par ce procédé original, Heartfield expose la raison de l'image sur l'affiche de propagande : le soutien spontané du peuple au pouvoir occulte la production de cette adhésion au moyen d'un communicateur stipendié par la classe dominante. Croyant de suivre librement son propre désir, la masse ne s'aperçoit pas que son élan est engendré par les oppresseurs dont les machinations restent invisibles.

Les photomontages de Heartfield montrent ainsi que la réalité où l'on est appelé à agir ne peut pas être correctement jugée sans tenir compte des techniques occultes qui en produisent l'apparence. Comme Anders l'explique, «la seule invisibilité qui l'intéresse et qu'il combat, est celle que l'homme lui-même génère, à l'intention des autres hommes ; celle des intérêts politiques qui se tiennent cachés derrière des événements censés se dérouler sous vos yeux, publiquement» ♦⁵. Falsifiant les prétendues représentations objectives, les compositions de l'artiste ne visent pas à se faire passer pour des faits, mais pour des jugements sur la situation factuelle. Comme Anders le remarque, l'artiste «ne se contente pas de rendre visible ce qui existe en réalité, quoique d'une manière invisible ; il traduit aussi les mensonges en images pour les mener *ad absurdum* » ♦⁶. De cette façon, «il confère à l'œil le large horizon de la raison, il synchronise l'œil et la raison» ♦⁷. En termes kantien, c'est la réalité produite par les décisions et les pratiques légitimes par lesquelles on vise sa réalisation qui, dans les photomontages, apparaît comme incompatible avec les exigences de la raison et, donc, avec l'intérêt moral. C'est en considérant la connaissance esthétique comme la capacité non seulement de voir l'invisible mais aussi de le rendre visible pour provoquer effroi et dégoût, qu'Anders découvre le rôle politique de la création artistique et procède à son élaboration originale de la théorie kantienne.

5 ♦ Günther Anders, «Sur le photomontage», in *L'art est en danger*, Paris, Allia 2012, p. 63-65.

6 ♦ *Ibid.*, p. 65.

7 ♦ *Ibid.*, p. 59.

8 ♦ Günther Anders, *L'obsolescence de l'Homme*, tome 1: *Sur l'âme à l'époque de la deuxième révolution industrielle*, Paris, Ivrea, 2002; tome 2: *Sur la destruction de la vie à l'époque de la troisième révolution industrielle*, Paris, Fario, 2011.

L'esthétique de Günther Anders et sa pertinence pour le défi climatique

Choqué par les événements tragiques qui ont marqué la Seconde Guerre mondiale, Anders en recherche les causes dans la transformation subie par l'humain à l'époque de l'automatisation et des mass media. Émigré aux États-Unis comme beaucoup d'intellectuels juifs allemands, il voit dans la guerre froide et dans la société de consommation les conséquences, non moins destructives, de ce même changement de l'homme. Dans les essais qui composent le deux tomes de *L'obsolescence de l'homme* ♦⁸, Anders s'interroge sur l'incapacité des individus à comprendre l'horreur de la menace existentielle qui pèse sur l'humanité. Il cherche ainsi à expliquer l'adhésion, de la part de victimes possibles, au développement accéléré des outils techniques engendrant des effets potentiellement destructeurs. D'abord concerné par les implications de la création de la bombe atomique, il s'étonne de l'insouciance avec laquelle on participe à la compétition économique qui prolonge la violence de la guerre par d'autres moyens.

Pourquoi persiste-t-on à développer le système technique qui met en danger la vie sur Terre ? Pourquoi l'on ne sent pas responsable du risque qu'on contribue à accroître par sa complaisance ?

9 ♦ Günther Anders, *L'obsolescence de l'Homme*, tome 1, *op. cit.*, p. 11.

Qu'est-ce que nous interdit de voir l'effrayante réalité du monde qu'on collabore à réaliser ? La réponse de Anders est que « nous ne sommes pas de taille à nous mesurer à la perfection de nos produits ; que ce que nous produisons excède notre capacité de représentation et notre responsabilité ; et que nous ne croyons que ce qu'on nous autorise à croire »⁹. Il s'agit des trois aspects de ce qu'il nomme « décalage prométhéen » : l'écart entre l'efficacité atteinte par les moyens techniques déployés et notre pouvoir de saisir les conséquences du processus de développement qu'on a mis en place. La situation tragique dans laquelle on se trouve est, selon Anders, l'effet de l'inadéquation de notre pouvoir de jugement et l'énormité des conséquences engendrées par nos actes les plus simples et apparemment anodines. Cela s'explique par les conditions du travail lorsque l'automatisation ne concerne pas simplement la production de biens, mais également celle des moyens. Dans un tel contexte, l'activité ne se justifie pas par la valeur d'usage des objets mis à disposition des individus, mais par la façon dont elle contribue à accroître l'efficacité des pratiques productives. La finalité du processus échappe ainsi à la compréhension puisqu'il s'agit essentiellement de l'optimisation sans fin des moyens : il est ainsi impossible de saisir les conséquences ultimes de ses pratiques. En outre, les individus n'échappent pas à ce sort, ils ne sont pas des fins, mais des moyens à optimiser constamment par l'adoption des outils nécessaires à augmenter leur compétitivité. Ce sont les médias qui contribuent au « human engineering » rendant sensibles les besoins renouvelés qu'on ne peut pas satisfaire que par l'adoption des produits qui augmentent la compétitivité de chacun.

Sous ces conditions, dont l'apparente nécessité n'est pas remise en cause, les travailleurs se préoccupent exclusivement de se réaliser selon le modèle offert par les machines. En découle l'impossibilité de jauger ses actions autrement que pour la valeur de moyen qu'elles confèrent, efficacité productive se traduisant en termes économiques. Une fois inscrits dans ce système, comment pourrait-on se questionner sur la valeur morale de ces pratiques ? Comment pourrait-on le considérer comme destructrices lorsqu'elles permettent à l'individu de se réaliser positivement ? C'est ainsi que, selon Anders, l'on serait privé de la capacité de saisir la paradoxale condition qui est la nôtre : croyant d'agir librement pour assurer son salut, on est de fait des collaborateurs inconscients du déploiement du système dont la conséquence ultime est la dévastation de la vie. Transformé en moyens au service du déploiement sans fin des moyens techniques, on ne s'aperçoit pas de son asservissement au système qui, sous prétexte d'assurer une vie digne pour chacun, ne fait que menacer l'existence de l'espèce. Cette situation est qualifiée d'inhumaine puisqu'on est privé de la liberté essentiellement humaine de transformer le monde et soi-même selon la finalité collectivement assumée de produire un avenir conforme aux exigences de la raison. Empêchés de juger

la réalité qu'on contribue à construire, on se serait ainsi ôté la possibilité d'orienter l'action en vue de la réalisation d'un monde visée pour sa valeur au point de vue moral. Cette réalité n'étant rien d'autre, pour Anders, qu'une organisation où l'exercice de la liberté est possible et préservé. Il s'agit ainsi d'une réalité apte à engendrer des bifurcations. En bref, d'un monde qui, contrairement à celui qu'on produit actuellement, est apte à engendrer l'avenir. Le drame est que nous sommes dans l'incapacité d'éprouver l'horreur qui devrait susciter la situation dans laquelle nous nous trouvons. Or, c'est à cette impuissance de la faculté sensible que l'esthétique aurait le rôle de remédier.

S'inspirant de Kant, Anders propose une conception de l'esthétique qui trouve sa fonction dans la stimulation du sentiment moral et son objectif dans la promotion de la liberté. À cet égard, il faut rappeler que, chez Kant, le sentiment du beau n'est pas occasionné par les propriétés sensibles des entités naturelles. En revanche, il s'agit de l'effet d'une réflexion sur la représentation de la nature produite par l'imagination lorsqu'elle s'affranchit des obligations de la représentation objective. C'est le pouvoir de transfigurer la nature qui est ressenti avec plaisir. Le sentiment paisible est donc lié à la manifestation de la liberté humaine de transformer la nature selon la finalité de l'adapter aux exigences de la raison. L'expérience de l'art sollicite ainsi le sentiment moral et le jugement sur la réalité qu'on réalise collectivement par l'action. Autrement dit, le sentiment esthétique pousse à évaluer nos productions par rapport à l'autodétermination collective qu'elles expriment ainsi qu'à celle qu'elles autorisent.

Selon Anders, pour conserver sa fonction dans la situation actuelle, l'art ne peut plus viser le sentiment paisible du beau. L'esthétique doit ainsi se faire une science apte à rendre sensible le profond désaccord entre la réalité qu'on contribue à créer et l'exigence morale de la liberté. En effet, aujourd'hui, ce sont les images publicitaires qui se chargent d'occasionner ces émotions paisibles afin de stimuler la réalisation de soi par la consommation. Cependant, plutôt que l'effet de l'autodétermination d'êtres raisonnables et moraux, cette réalisation est la conséquence de l'impératif irraisonnable dicté par la logique de l'innovation technique et de la croissance économique illimitée. Raisonnable puisque, comme on l'a dit, sa conséquence est la fin de l'histoire, c'est-à-dire de l'évolution différenciatrice des organisations. Dans ce contexte, les œuvres d'art sont pour la plupart des marchandises satisfaisant des besoins «culturels» artificiellement produits comme tous les autres besoins d'expériences épanouissantes. Comme Anders le note, «le besoin de culture est lui-même produit, et ne se différencie en rien d'une quelconque autre soit de marchandises, produite par le capitalisme»¹⁰, en conséquence la valeur culturelle «ne désigne plus qu'une simple valeur de marché»¹¹. Privées de leur pouvoir de stimuler le jugement, les œuvres d'art sont ainsi fonctionnelles

10 ♦ Gunther Anders, «Thèses sur la théorie des besoins» in *Les amis de némésis*, revue en ligne : <https://www.lesamisdenemesis.com/?p=145>

11 ♦ *Ibid.*

12 ♦ Günther Anders, *L'obsolescence de l'Homme*, Tome 1, *op. cit.*, p. 304.

à la propagande. Ainsi, comme on l'a vu dans la section sur Grosz et Heartfield, la seule façon pour l'art de garder sa valeur d'usage consiste à susciter le dégoût et l'effroi face à ce que nous avons fait de nous-mêmes comme de notre monde. Pour cette raison, Anders parle d'une forme de «anti-art» rendant sensible notre situation d'asservissement à la propagande, c'est-à-dire à l'utilisation des images pour produire les désirs conformes aux intérêts des dominants — intérêt qui va dans le sens de l'optimisation des moyens techniques pour eux-mêmes. En bref, dans le contexte actuel, la fonction de l'art consisterait à rendre les collaborateurs conscients de l'incompatibilité entre le monde réalisé et l'exigence morale de la liberté. Comme dans les productions de Grosz et Heartfield, il s'agit d'engendrer des expériences fortement désagréables qui montrent qui nous sommes derrière le masque de la respectabilité sociale. Ces inventions techniques dévoilent notre rôle moralement discutable de collaborateurs à l'entreprise de répression et dévastation qui se déroule derrière l'image séduisante du progrès.

L'esthétique ne peut aujourd'hui conserver sa fonction de stimulant du sentiment moral qu'en se faisant une connaissance apte à rendre sensible l'horreur auquel nous sommes devenus insensibles. Comme Anders l'explique

«s'il en est ainsi, la seule tâche morale décisive aujourd'hui, dans la mesure où tout n'est pas encore perdu, consiste à éduquer l'imagination morale, c'est-à-dire à essayer de surmonter le décalage, à ajuster la capacité et l'élasticité de notre imagination et de nos sentiments à la disproportion de nos propres produits et au caractère imprévisible des catastrophes que nous pouvons provoquer, bref, à mettre nos représentations et nos sentiments au pas de nos activités» ♦¹².

Les pratiques créatives trouvent ainsi leur rôle véritable soumettant notre faculté sensible sous-développée à un exercice agressif visant à l'élargir artificiellement. C'est le seul espoir de réduire le décalage prométhéen et se réapproprier la capacité d'orienter l'action de façon responsable, c'est-à-dire de s'offrir la liberté de «bifurquer». En ce sens, l'esthétique de Anders est non seulement compatible avec la lutte écologiste, mais aussi utile pour la cause. L'objectif de la lutte est, en effet, nous faire prendre conscience de la fabrication de mort en quoi consiste, en dernière instance, le processus de développement technique par lequel on croit d'assurer son salut. Cet effort trouve dans la connaissance esthétique un atout incontournable afin de stimuler la création d'une nouvelle organisation, voire du futur.

(Anti)art, écologisme et activisme

Pour conclure, je voudrais proposer quelques réflexions sur une pratique contemporaine qu'on peut qualifier d'anti-art au sens de Anders. Je me réfère aux agressions à la soupe que les jeunes activistes écologistes ont récemment perpétré contre les œuvres conservées dans les musées. Tout a commencé par une tarte à la crème lancée sur la vitre de protection de la Joconde, le 29 mai 2022; depuis, les attaques des jeunes activistes climatiques contre des chefs d'œuvres se sont accumulées avec régularité dans le monde entier. Cette nouvelle stratégie de désobéissance civile non-violente a suscité des fortes réactions d'indignation. Tout en reconnaissant l'importance de la cause que ces jeunes défendent, l'opinion en sa majorité en a condamné les moyens comme maladroits, injustifiés, voire injustifiables. Attenter au patrimoine culturel au nom de la sensibilisation à la préservation de l'environnement serait contradictoire lorsque l'objectif est la sauvegarde du bien commun qui vise à garantir la satisfaction des besoins essentiels – matériels comme spirituels – de l'humanité. Or, il me semble que, contrairement à l'opinion répandue, les actions des écologistes ne sont pas des instrumentalisation irresponsables du patrimoine culturel, mais des réactivations de la fonction que Anders attribue à l'esthétique. Plutôt que d'un manque de respect de l'héritage historique, il s'agirait, en revanche, de lui redonner son sens en le mettant à contribution de la construction d'un monde apte à engendrer un avenir : quelle utilité pour cet héritage s'il n'est pas mis au service des luttes des générations futures ? Les opérations subversives dans les musées seraient ainsi à lire comme un appel à la construction d'un monde commun compatible avec l'expression de la puissance créative de la vie à une époque où elle se trouve réprimée et sérieusement menacée.

D'abord il faut noter que la stratégie n'est pas l'effet de l'ignorance de l'histoire de l'art, ni d'un manque d'appréciation des œuvres. L'opération témoigne en revanche de la considération du rôle social et politique des productions artistiques comme d'un profond respect de leur valeur intrinsèque. D'abord, aucune des cibles a été réellement endommagées par les aspersion de soupe ou de couleur, on peut donc soutenir que la dégradation n'a jamais été l'objectif du geste. Ensuite, les peintures et les sculptures ont été sélectionnées sur la base d'une profonde compréhension de leur sens, ce qui a permis de les intégrer de façon cohérente dans le message écologiste à délivrer. Par exemple, la statue de Laocoon a été visée pour en faire une métaphore des conséquences catastrophiques qui découlent de l'indifférence à l'égard de message d'alerte lancé par les scientifiques; les peintures de Turner ont été choisies en raison des lieux idylliques qui y sont représentés, aujourd'hui devenus des zones dramatiquement menacées; les boîtes de *Soupe Campbell* de Warhol l'ont été compte tenu

de leur rapport avec la folie compulsive de la société de consommation à l'origine du dérèglement climatique. En outre, il s'agit là d'une manière de prolonger l'effort des artistes et leur engagement minoritaire pour résister contre l'imposition universelle des valeurs, des croyances et des pratiques qui visent à perpétuer et à reproduire les inégalités sociales. Par exemple, dans un entretien accordé après l'attaque à la soupe contre les *Tournesols* de Van Gogh, les responsables mentionnent la position marginale du peintre de son vivant et son refus de se conformer au style de vie exigé par la société. De nos jours, Van Gogh aurait sans doute, si l'on suit ses engagements, soutenu la cause des activistes et leur effort pour défendre le futur de tous ceux que la société condamne à une existence précaire, voire à la mort; il y aurait peut-être même contribué. À cet égard, il est intéressant de noter que les activistes mettent souvent en relation l'urgence climatique avec l'injustice sociale. Notamment, ils soulignent l'impossibilité aussi bien écologique que morale de maintenir le mode de vie d'une partie de la population, celle des pays développés et des élites au pouvoir. Les excès de ces derniers contribuent à plonger dans des conditions environnementales de plus en plus difficiles une portion grandissante de l'humanité. Les attaques dans les musées visent ainsi à montrer la profonde insensibilité dont la majorité fait preuve : pourquoi nous sentons-nous outragés par une mise en scène de la violation du patrimoine culturel (dont la valeur économique est toujours mise en avant) plutôt que par la violation quotidienne du bien essentiel que représente la vie ?

Les agressions du patrimoine viseraient ainsi à dénoncer la maladie qui afflige nos sociétés : on n'est sensible qu'aux menaces de la liberté de poursuivre ses intérêts personnels, cependant l'on est incapables de saisir les conséquences destructrices des pratiques par lesquelles l'on croit garantir les conditions pour l'affirmation individuelle. Supposant que le progrès et l'émancipation consistent dans l'amélioration de l'efficacité productive des moyens techniques, on ne considère pas que les manques dont on souffre constamment sont les contraintes qui nous forcent à contribuer à la destruction qui s'accompagne nécessairement de l'innovation. Par la mise en scène des attaques contre les oeuvres d'art, les activistes mettent en lumière ce paradoxe. Ils nous montrent les limites de notre sensibilité et dénoncent l'incapacité de se soucier des effets dévastateurs du processus productif dans lequel chacun poursuit aveuglément ce qu'il lui est indiqué comme le bien.

Par leurs actes, les jeunes écologistes restituent sa vie au patrimoine impuissant dans les collections, ils le remettent en mesure d'inspirer de nouvelles formes d'existence et manières de sentir. Les agresseurs du patrimoine interviennent ainsi pour détourner la fonction de propagande à laquelle les œuvres d'art sont réduites dans les musées où elles sont célébrées comme les témoignages de la compatibilité entre l'organisation capitaliste et les plus hauts

idéaux de la raison. Ainsi, la stratégie des activistes est certes une façon d'attirer l'attention sur la cause climatique, mais également une manière de réengager les œuvres d'art du passé pour leur rendre leur fonction politique. En ce sens, la cause climatique ne se réduit pas à limiter les dégâts écologiques, elle comprend, en outre, l'effort de transformer profondément l'organisation sociale pour nous sortir de l'impasse mortelle à laquelle l'impératif de la croissance illimitée nous condamne.

13 ♦ Ibid., p. 306.

À partir des réflexions de Anders, nous pouvons donc lire la stratégie des activistes comme une façon de stimuler la faculté sensible et de nous rendre aptes à développer les sentiments adéquats à la puissance destructive des moyens techniques que nous avons construit. Il s'agit ainsi de restituer aux œuvres leur fonction de sollicitation du sentiment moral, ce qui ne va pas, comme Anders le remarque, sans une certaine violence. Cependant, la violence par laquelle l'on force la faculté sensible à l'exercice d'extension, est pleinement justifiée par la gravité de la situation à laquelle nous faisons face.

«Les armes de l'agresseur déterminent celles du défenseur. Si notre destin est de vivre dans un monde (produit par nous) qui se soustrait par sa démesure à notre imagination et à nos sentiments, et devient, ce faisant, une menace de mort pour nous, alors nous devons essayer de rattraper cette démesure»^{♦13}.

En conséquence, l'activisme écologiste dans les musées est non seulement parfaitement justifié au point de vue moral, mais il est aussi complètement cohérent au point de vue esthétique s'inscrivant dans une stratégie extrêmement pertinente de revalorisation politique de la création artistique, ce qui lui restitue sa fonction politique et sa valeur émancipatrice.

Notes de lectures

Bernadette Bensaude-Vincent et Gabriel Dorthe, *Les sciences dans la mêlée. Pour une culture de la défiance*, Paris, Seuil, 2023.

Compte rendu par Luca Paltrinieri
(Université de Rennes & b<>com)

1 ♦ Marc Bloch, «Réflexion d'un historien sur les fausses nouvelles de la guerre», *Revue de Synthèse Historique*, n° 33, 1921, pp. 17-39, réédité par Allia, Paris, 2019.

Nous serions entrés dans l'ère de la «post-vérité»: *fake news*, théories du complot, mises en doute de l'autorité scientifique, manipulations diverses des données présentées comme «objectives» notamment sur des dossiers brûlants comme le changement climatique, les avancées de l'IA ou la nature des pandémies, sont devenues si fréquentes qu'ils génèrent désormais de nombreux cris d'alarme, émanant autant des milieux journalistiques qu'académiques. La crise du Covid-19 a ainsi coïncidé avec une *infodémie* – une épidémie d'informations douteuses, soupçons et révélations «cachés par les médias officiels» sur l'origine du virus, la gestion politique de la crise et ses véritables objectifs – qui n'est pas sans rappeler les «fausses nouvelles» et les rumeurs se propageant en temps de guerre, chères à Marc Bloch ♦1. Les réseaux sociaux, inconnus de l'historien, n'arrangent certes pas les choses: on peut montrer facilement que, sur Twitter ou WhatsApp, les fausses nouvelles se répandent à une vitesse bien supérieure à celle des informations «vérifiées», et touchent dix fois plus d'internautes (p. 39). Face à ce déferlement, conduisant à un diagnostic de crise maintes fois évoqué, que faire? Un mur d'incompréhension et de méfiance réciproque, voire une véritable guerre de sourds, semblent s'être élevés entre un «public» informe et influençable et des «experts» incapables de se faire entendre. Certains, parmi ces derniers, ont proclamé une nouvelle croisade des Lumières contre la «vague d'irrationalité». Il s'agira alors de réaffirmer sans hésiter la confiance en une recherche scientifique libre d'intérêts et d'émotions, et dédiée à la seule révélation des faits indiscutables (ex: Emmanuel Macron justifiant les choix politiques pris au cours de la pandémie de Covid-19 par la fiabilité

de l'expertise); de dénoncer les «biais cognitifs» rendant l'opinion publique inadaptée à la complexité du monde contemporain (ex: le controversé Rapport Bronner «Les Lumières à l'ère du numérique» ♦2, qui fait l'objet d'un long développement, p. 42-47); ou encore de renforcer l'étanchéité entre une science neutre et impartiale et l'opinion en recourant à des arguments... de bon sens, comme les pourfendeurs de l'irrationalité au cours de la «guerre de science» qui opposa les «sciences dures» aux sciences humaines dans les années 1990, avec comme résultat de donner une image de l'activité scientifique complètement «hors sol» (cf. chap. 2, p. 59-72).

Loin de se rallier à «l'armée de la raison», Bernadette Bensaude-Vincent et Gabriel Dorthe renvoient dos-à-dos les publics crédules et les experts tout-puissants: «La méfiance des croisés de la raison à l'égard du public est l'image en miroir de la méfiance du public à l'égard des sciences» (p. 14). Les raisons sont exposées tout au long de la première partie du livre (chapitres 1 à 3). D'abord, les deux camps se fondent sur une même image irréaliste de la science comme entreprise libre et désintéressée qui n'a rien à voir avec le fonctionnement réel et actuel de la recherche scientifique dans la soi-disant «économie de la connaissance», où la production court-termiste de savoirs opérationnels prime sur la «recherche fondamentale» (cf. p. 98-113). Le concept d'infodémie, par exemple, passe sous silence le fait que les revues scientifiques et les chercheurs eux-mêmes sont noyés sous la productivité débordante et pléthorique imposée par le dogme dominant du «publish or perish» (p. 40) ♦3. Deuxièmement, les «complotistes» et les «experts» se renvoient les mêmes accusations d'irrationalité dans leurs marches respectives vers une vérité qui existerait en dehors de tout procès de construction: «En mettant face à face les arguments des deux bords, on découvre d'étranges similitudes dans les postures comme dans l'ambition de détenir la vérité nue, enfin dévoilée, dégagée de la gangue des obstacles et des préjugés» (p. 34). Troisièmement, les deux camps ont une tendance malsaine à décontextualiser les résultats de la recherche scientifique, plus particulièrement en ce qui concerne les finalités politiques de l'expertise. Se centrant sur le cas de la France, l'intéressant chapitre 3 montre la lente construction de l'imaginaire scientiste «comme un acteur politique à part entière, une *persona* » (p. 90) qui lie le mérite et le progrès, immunise les institutions contre les contestations citoyennes et devient un instrument performatif permettant d'imposer la décision et écraser les visions alternatives.

La deuxième partie s'emploie à déconstruire l'imaginaire mythologique de la «science pure», montrant d'abord que les soupçons à l'égard de l'objectivité de certains résultats sont justifiés, dans le contexte du régime technoscientifique où la conception de la vérité répond moins à l'idée d'adéquation qu'à des enjeux pratiques d'efficacité et de marchandisation. Soit la notion de «service écosystémique», par exemple: en traduisant les services

2 ♦ <https://www.vie-publique.fr/rapport/283201-lumieres-l-ere-numerique-commission-bronner-desinformation>

3 ♦ Aux États-Unis le système actuel de la recherche scientifique fondé sur la publication à tout prix, le classement bibliométrique, l'usage du facteur d'impact et l'évaluation par les pairs fait l'objet des critiques depuis plus de dix ans, cf. par exemple <https://sfdora.org/read>

4 ♦ <https://www.latribune.fr/technos-medias/telecoms/macron-defend-la-5g-ironisant-sur-le-modele-amish-et-le-retour-a-la-lampe-a-huile-857207.html>

que les écosystèmes rendent à l'humanité, elle devrait permettre de quantifier les fonctions de sol mais aussi leur degré de pollution, en enclenchant une prise de conscience écologique et des mesures compensatoires permettant de protéger la biodiversité (p. 113-116). Pourtant, elle conduit aussi à démembrer des écosystèmes qui évoluent selon des dynamiques précaires et incertaines, et elle méconnaît la valeur intrinsèque des entités naturelles. Ainsi, un instrument apparemment neutre au service de la décision se révèle d'une part chargé d'impensés, de l'autre abstrait et inefficace. De même, l'objectivité des sciences «basées sur la preuve» (*evidence-based*) se révèle dépendante d'objectifs collectifs. Une notion telle que celle d'«Anthropocène», fondée sur la convergence de plusieurs courbes exponentielles (population, concentration atmosphérique de CO₂, biodiversité, PIB réel, nombre de restaurants McDo, etc.) vise aussi à créer un consensus nécessaire pour l'action (p. 128-132). Ce que visent les sciences du climat, ou encore l'épidémiologie, ce sont des scénarios, plus que des «purs faits», lesquels ne sont pas non plus les seuls prétendants à la vérité, puisque la décision implique des dimensions éthiques, économiques ou politiques...

Les processus de production de la connaissances sont donc «intriqués de valeurs et d'ambitions morales» (p. 135). Si les efforts pour réduire l'incertitude soulèvent la méfiance du public, c'est que le désaccord est plus profond et porte sur des valeurs comme le progrès, l'innovation ou la compétition, qui cadrent la recherche tout en étant de plus en plus contestés par les communautés scientifiques elles-mêmes (que l'on pense par exemple aux appels à «bifurquer», voire à désertier sinon à «saboter» de l'intérieur le régime technoscientifique). Le cas de la 5G est emblématique de ce propos : non seulement les opposants pratiquent d'autres tests et obtiennent d'autres mesures, mais encore ils et elles contestent les impératifs de croissance économique et de compétitivité mis en avant, soulignant les effets rebonds sur la consommation d'énergie et l'empreinte écologique, voire le projet de société soutenu par ces technologies. Même lorsque l'opposition citoyenne se nourrit de théories fantaisistes telles que sur les «chemtrails», elles pointent le sentiment d'un déséquilibre croissant entre la représentation démocratique et le pouvoir des lobbies s'appuyant sur l'expertise techno-scientifique. Ce genre de contestations, loin d'être la lubie d'un communautarisme amish ♦4, révèlent que les «appels quasi disciplinaires à la rationalité dans les controverses récentes (5G et vaccins en particulier) opèrent un tri *a priori* et implicite entre les éléments dignes de considération pour la délibération publique et ce qui doit pouvoir être négligé» (p. 148).

Comment tracer, dès lors, la frontière entre préoccupations éthiques et politiques, et fantaisies complotistes ? Comment construire un débat public sur les enjeux techno-sociétaux sans que cela prenne la forme de la moquerie ou d'une inoculation autoritaire

de «vérité scientifique» à un public récalcitrant ? Plus que de rejeter les désaccord hors des frontières de la Science, il s'agit d'intensifier les controverses, re-politiser et re-contextualiser la production scientifique, mais surtout promouvoir une nouvelle culture de l'expertise où la *méfiance mutuelle* devient *défiance*. Loin d'identifier méfiance et défiance ♦5, Bensaude-Vincent et Dorthe définissent cette dernière comme une «attitude prudente, structurée et relationnelle, qui tente de dépasser le rejet méfiant pour le transformer en proposition positive» (p. 156). Cela suppose de créer une nouvelle alliance entre chercheurs et citoyens, autour de la figure de l'activiste qui, à la différence du militant s'enfermant dans une guerre de position, «cherche à activer d'autres possibles dans son milieu spécifique» notamment en élargissant le cercle des interlocuteurs pour «faire exister des définitions alternatives des problèmes posés» (p. 176).

Pour que cela soit possible, il faudrait d'une part que les sciences assument leur caractère de *savoirs situés*, de l'autre que les tenants du «savoir officiel» acceptent d'être mis à l'épreuve par les savoirs populaires (p. 192). Seule cette double transformation pourrait permettre de dépasser l'opposition sachants/non-sachants ainsi que l'éloignement entre les enjeux politique de justice sociale et la vérité désintéressée de la science. Le dernier chapitre est ainsi articulé en cinq proposition-invitations visant à construire cette culture de la défiance, notamment dans les milieux scientifiques : une *épistémologie civique* attentive aux circonstances locales, l'invitation à multiplier et déplier les récits en privilégiant ceux qui augmentent la puissance d'agir des acteurs, l'attention aux savoirs vernaculaires, notamment dans les situations d'incertitudes ouvertes par des objets comme le virus SARS-COV-2, l'encouragement à un activisme visant à réévaluer les critères de validation de ce qui compte et de ce qui ne compte pas à l'aune de la question de l'indispensable, et enfin, le goût de l'expérimentation collective visant à reprendre la main sur un protocole expérimental trop souvent monopolisé par les «spécialistes».

On regrettera toutefois que le livre n'explique pas à qui s'adressent ses invitations, ni quelles sont les normes d'une expertise de qualité, ni ne précise ce que sont les enjeux d'une décision en situation controversée. Les travaux de Philippe Roqueplo auraient pu être davantage mobilisés, qui distinguait par exemple les enjeux de l'expertise «confidentielle» (un acteur cherchant à cautionner ses positions) de ceux de l'expertise «publique» (l'expert pris dans une controverse à acteurs multiples) ♦6. Roqueplo prône un modèle de preuve judiciaire ♦7, que les auteurs du livre écartent curieusement sans réellement le justifier (p. 23). Pourquoi ne pas avoir fait davantage appel à l'important savoir accumulé par l'INRAE en termes d'expertise collective ♦8 ? Et ne peut-on tirer aucun enseignement général des conférences de citoyens et autres exercices de démocratie participative ? Bref, on pourra regretter

5 ♦ C'est l'erreur que l'on pourrait reprocher à Yann Algan et Pierre Cahuc, *La société de défiance. Comment le modèle Français s'autodé-ruit*, Paris, Éditions de la rue d'Ulm, 2007.

6 ♦ Philippe Roqueplo, *Entre savoir et décision, l'expertise scientifique*, Paris, INRA Editions, 1997, chap. 4.

7 ♦ *Ibid.*, p. 53.

8 ♦ Catherine Donnars et Anaïs Tibi, *Principes de conduite des expertises scientifiques collectives et des études à INRAE. L'expertise en éclairage des politiques publiques et du débat public*, INRAE, 2021.

que le livre ne soit pas allé plus loin dans l'exploration du rapport entre contestation de l'autorité scientifique et crise de la démocratie. Mais la proposition d'une culture de la défiance reste un acquis original et positif de ce livre jamais difficile à lire, faisant un grand usage de cas et d'exemples, et au final généreux de propositions et d'optimisme.

Biographies

◆ Serge Audier

Serge Audier est professeur de philosophie contemporaine à l'Université Côte d'Azur, membre du Centre de Recherches en Histoire des Idées (CRHI), et membre senior de l'Institut Universitaire de France. Il a publié à La Découverte une trilogie (*La Société écologique et ses ennemis*, 2017; *L'Âge productiviste*, 2019; et *La Cité écologique*, 2020) et aux Éditions du Bord de l'eau, *L'Invention du néolibéralisme* (2 volumes, 2023 et 2024).

◆ Roberto Cantoni

Roberto Cantoni est post-doctorant Ramón y Cajal à l'Université Ramón Llull, IQS École de Management. Ses recherches portent principalement sur la justice énergétique, l'écologie politique et la transition énergétique.

◆ Timothée Duverger

Timothée Duverger est docteur en histoire, ingénieur de recherche à Sciences Po Bordeaux et chercheur au Centre Émile Durkheim (UMR 5116). Il a développé des travaux sur l'histoire des idées écologiques et a notamment publié *Le parti socialiste et l'écologie : 1968-aujourd'hui* (Fondation Jean-Jaurès, 2011).

◆ Fabrice Flipo

Fabrice Flipo est philosophe, enseignant à l'Institut Mines-Télécom BS et chercheur au Laboratoire de Changement Social et Politique (LCSP) de l'Université Paris Cité.

Il est l'auteur notamment de *Nature et politique* (Amsterdam, 2014), *Réenchanger le monde - Pouvoir et vérité* (Le Croquant, 2017), *Écologie autoritaire* (ISTE, 2018), *Comment réussir une révolution ?* (Presses des Mines, 2019) et *Changer les modes de vie - Une dialectique matérialiste par-delà le plan et le marché* (Le Croquant, 2024).

◆ Anna Longo

Anna Longo est philosophe, docteur en esthétique, directrice de programme au collège international de philosophie, chercheuse au Laboratoire de Changement Social et Politique (LCSP) de l'Université Paris Cité. Elle est autrice des monographies *Le jeu de l'induction : automatisation de la production de connaissance et réflexion philosophique* (Éditions Mimesis, 2022) et *Deleuze. Une philosophie de la multiplicité* (Ellipses, 2024).

◆ Michael Löwy

Michael Löwy est membre du Comité de Coordination du Global Ecosocialist Network, directeur de recherche émérite au CNRS. Il est directeur de recherche émérite au CNRS, auteur notamment de *Étincelles écosocialistes* (Amsterdam, 2024) et de *Romantisme anticapitaliste et nature*, avec Robert Sayre (Payot, 2022).

◆ Marcel Llaveró Pasquina

Marcel Llaveró-Pasquina est chercheur à l'ICTA-UAB (Université Autonome de Barcelone) et coordinateur et président du conseil directeur de l'Atlas Global de la Justice Environnementale. Ses recherches

portent sur la justice climatique et les luttes sociocologiques contre les grandes compagnies de pétrole et de gaz. Il est titulaire d'un doctorant en biologie des plantes et a été engagé dans de nombreuses campagnes sur la justice climatique.

◆ Joan Martinez-Alier

Joan Martinez-Alier est professeur émérite d'économie écologique, chercheur à l'ICTA / Université Autonome de Barcelone. Il est notamment l'auteur de *L'écologisme des pauvres* (2014, 2002) et de *Land, Water, Air and Freedom: The Making of World Movements for Environmental Justice* (2003).

◆ Céline Marty

Céline Marty est philosophe, chercheuse au laboratoire *Logiques de l'Agir*, à l'Université de Franche-Comté.

Elle est docteure et agrégée de philosophie, spécialiste de l'œuvre d'André Gorz. Elle est l'autrice de *Travailler moins pour vivre mieux* (Dunod, 2021) et la co-autrice de *Ce que la gauche doit à l'écologie* (PUF, 2024).

◆ Erwan Molinié

Erwan Molinié est doctorant en sociologie (LCSP / Université Paris-Cité), originaire de l'île de la Réunion. Ses travaux portent sur les inégalités environnementales liées à l'usage des pesticides dans la culture de la canne à sucre à l'île de la Réunion. Membre fondateur de l'Observatoire Terre-Monde, il anime depuis plusieurs années un séminaire de recherche consacré aux écologies politiques des territoires français dits d'outre-mer. Il est par ailleurs membre du comité éditorial de la revue *Plurivers*, revue d'écologies décoloniales.

◆ Grettel Navas

Grettel Navas est maîtresse de conférences au Département d'études politiques de la Faculté de gouvernement de l'Université du Chili. Elle travaille sur la pollution toxique, les politiques publiques et la justice environnementale. Elle a obtenu son doctorat à l'Université Autonome de Barcelone dans le cadre du projet ENVJustice. Elle est un membre actif du groupe latino-américain d'écologie politique (CLACSO-Abya Yala) et fait partie de la direction de l'Atlas mondial de la justice environnementale (EJAtlas).

◆ Jonathan Piron

Jonathan Piron est historien, coordinateur du Pôle recherche d'Etopia (Bruxelles). Il est notamment l'auteur, avec Benoît Lechat, d'une histoire du parti belge Ecolo (*Ecolo, l'écologie de l'action politique*, Etopia, 2021).

◆ Christelle Terreblanche

Christelle Terreblanche est correspondante politique expérimentée en Afrique australe et ancienne porte-parole de la Commission Vérité et Réconciliation d'Afrique du Sud. Christelle est également titulaire d'un master de recherche en sciences sociales en études du développement sur la justice écologique. Elle vit au Cap.

◆ Alexis Vrignon

Alexis Vrignon est maître de conférences en histoire contemporaine à l'université d'Orléans (POLEN). Il travaille sur l'histoire de l'écologie politique et sur les énergies renouvelables depuis les années 1970.

Vie de la revue

Créer une revue n'est pas un long fleuve tranquille, on le savait. Mais que de chemin accompli depuis février 2023, quand nous nous sommes retrouvés avec un projet de revue dans les mains, un peu à l'insu de notre plein gré! Entre février et l'été 2023, le collectif s'est agrandi, nous avons formalisé nos attentes collectives. Nous nous sommes donnés rendez-vous le 8 septembre, en nous demandant si la mayonnaise allait prendre. Surprise! Nous étions douze présent.es, plus sept excusé.es. Depuis, le collectif a encore grandi, a mis en place de manière précise les instances qui ont émergé petit à petit pour permettre le fonctionnement. Le positionnement s'est affiné. Nous avons tous et toutes fait de belles rencontres. Une manière de travailler a commencé à s'installer.

Il fallait bien sûr chercher de l'argent. Ce fut facile et difficile. Nous avons demandé 4 financements extérieurs, et nous en avons eu deux, d'un montant total de 7000€, visant à financer la conception. Mais par une chance improbable Fabrice a trouvé 10 000€ via l'Institut Mines-Télécom, entre autres parce qu'il a coordonné un groupe qui a remporté le premier prix de la pédagogie... Rien à voir avec notre projet, a priori, sinon peut-être le signe d'une bonne étoile sous laquelle naît cette revue. Cela nous a permis de financer la maquette, conçue par le Studio Cascade fondé par Julie Blanc, designeuse codeuse et experte en logiciels libres.

L'un des financements, le plus gros, devait d'ailleurs aller au financement d'une chaîne éditoriale très novatrice, basée sur des logiciels libres. On vous passe le détail mais en gros le monde de l'édition tourne avec Word, PDF et InDesign. Ce n'est ni colla-

boratif ni libre. Julie proposait de revoir tout ça, et l'Atrium Humanités et sciences sociales, chargé de créer les futures presses de l'Université Paris Cité, était enthousiaste: nous allions prototyper quelque chose que le monde de l'édition attend. Las! Le financement Émergence, soutenant les initiatives innovantes, nous a été refusé, les évaluateurs s'étant totalement perdus, manifestement, dans ce qu'ils étaient censés évaluer. Ce n'est que partie remise, on remettra le couvert l'année prochaine.

La revue, ce n'est pas seulement des auteurs, un collectif, un éditeur: Le Croquant. C'est aussi une association, Les Amis de Bifurcation/s, qu'il fallait mettre sur pied, pour ouvrir un compte en banque, acheter un nom de domaine et toutes sortes de détails administratifs sans lesquels l'outil que nous voulons mettre à disposition du débat et de la confrontation ne pourrait pas être aussi pratique que nous le souhaitons. Tout cela est en place désormais.

Une revue, c'est aussi un lancement. Là encore, trouver un lieu, anticiper le calendrier, prévoir la diffusion et les relations presse... Quoique née sous une bonne étoile, semble-t-il, ce texte est écrit alors que nous ne savons pas encore quelle va être la réception. Avons-nous répondu à un besoin réel? C'est une question qu'il faudra se poser encore et encore, en évitant de procéder de haut en bas, en forme de déversoir vers le public, sans trop se soucier de la réception. L'heure n'est plus à ce type d'attitude, le contexte politique le montre bien. De là, de nouveau, la structure de la revue, qui cherche à dépasser les écoles, clivages ou positions, du moment qu'on parle d'écologie et d'émancipation.

Abonnez-vous, soutenez l'aventure de la revue !

Formulaire d'abonnement

- | | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|------|
| <input type="checkbox"/> Abonnement 1 an (2 numéros) — <i>Frais de port inclus</i> | 40€ |
| <input type="checkbox"/> Abonnement 2 ans (4 numéros) — <i>Frais de port inclus</i> | 80€ |
| <input type="checkbox"/> Abonnement de soutien 1 an (2 numéros) — <i>Frais de port inclus</i> | 60€ |
| <input type="checkbox"/> Abonnement de soutien 2 ans (4 numéros) — <i>Frais de port inclus</i> | 120€ |

Nom

Prénom

Adresse

Code Postal

Ville

email

Je règle par :

- Chèque Bancaire, à l'ordre des Éditions du Croquant
- Virement bancaire
(indiquer «Abonnement Bifurcations» dans l'objet du virement)

Revue Bifurcation/s

Éditions du Croquant
20 route d'Héricy
77870 Vulaines-sur-Seine

IBAN
FR76 4255 9100 0008 0017 5137 983

Cette revue a été composée avec des logiciels libres et open source. La mise en page a été réalisée en HTML, CSS et JavaScript avec Paged.js 0.4.3 (pagedjs.org) et des plugins spécifiques. La chaîne éditoriale repose sur le générateur de site statique Eleventy 2.0.1.

Conception graphique et développement

Studio Cascade (Julie Blanc & Julia Veljkovic)

Polices de caractère

BTP (A is for),

Hanken grotesk (Alfredo Marco Pradil, Hanken Design Co.),

Sentient (Noopur Choksi, Indian Type Foundry)

Impression

Imprimerie SEPEC,

1^{ère} impression, octobre 2024